



Ciments Français
Italcementi Group

RAPPORT ANNUEL
DOCUMENT DE RÉFÉRENCE
2007

CIMENTS FRANÇAIS

Société Anonyme au capital de 150 738 536 euros
Siège Social : Tour Ariane - 5 place de la Pyramide
Quartier Villon - 92800 Puteaux
RCS Nanterre B 599 800 885

RAPPORT ANNUEL DOCUMENT DE RÉFÉRENCE

2007

SOMMAIRE

Pages

PRÉSENTATION

Première partie	:	MESSAGE DU PRÉSIDENT ET CHIFFRES CLÉS	3
Deuxième partie	:	INFORMATION DES ACTIONNAIRES	10
Troisième partie	:	ACTIVITÉS DU GROUPE.....	15

RAPPORT ANNUEL

Quatrième partie	:	GESTION DU GROUPE.....	39
Cinquième partie	:	COMPTES CONSOLIDÉS ET ANNEXE.....	66
Sixième partie	:	COMPTES SOCIAUX DE LA SOCIÉTÉ CIMENTS FRANÇAIS SA.....	139
Septième partie	:	ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE DU 14 AVRIL 2008	164

GOVERNEMENT D'ENTREPRISE ET AUTRES INFORMATIONS

Huitième partie	:	GOVERNEMENT D'ENTREPRISE.....	185
Neuvième partie	:	INFORMATIONS JURIDIQUES ET FINANCIÈRES	207
Dixième partie	:	RESPONSABLES DU DOCUMENT ET DU CONTRÔLE DES COMPTES..	218
Onzième partie	:	TABLEAU DE CORRESPONDANCE	220

Première partie

MESSAGE DU PRÉSIDENT ET CHIFFRES CLÉS

Pages

1.1	MESSAGE DU PRÉSIDENT	4
1.2	CHIFFRES CLÉS	5

1. MESSAGE DU PRÉSIDENT ET CHIFFRES CLÉS

1.1 MESSAGE DU PRÉSIDENT

Après plusieurs années de forte croissance, l'économie mondiale a enregistré en 2007 les premiers signes d'un ralentissement, illustré par la crise du « subprime » aux États-Unis où notre industrie souffrait déjà depuis mi 2006 de la baisse de l'activité de la construction résidentielle.

L'exercice sous revue traduit donc une pause dans la croissance de notre société : le dynamisme de l'activité dans les pays émergents, qui n'a pas faibli, n'a pas suffi à compenser la baisse en Amérique du Nord et les points de faiblesse plus localisés dans les pays matures (Espagne du Sud, Grèce).

De surcroît, les hausses des coûts de l'énergie ont fortement impacté notre compte d'exploitation. Nous avons heureusement réussi dans quasiment tous les pays où nous opérons à répercuter à nos clients ces hausses par une politique de prix qui a permis de maintenir nos marges en valeur absolue.

Nos ventes consolidées à 4 685 millions d'euros ont augmenté d'une année sur l'autre de près de 7 % essentiellement causés par la seule croissance organique et la hausse des prix de vente. Les acquisitions de l'année - ciment en Chine et au Koweït et béton prêt à l'emploi et granulats au Moyen Orient et en Amérique du Nord - ont contribué pour environ 2 % à cette croissance, quasiment annulée par l'effet de change négatif dû à la faiblesse du dollar US et aux monnaies qui y sont liées.

Le résultat brut d'exploitation courant est resté quasiment stable à 1 209 millions d'euros, alors que le résultat d'exploitation, obéré par une charge d'amortissements en hausse due à la croissance des investissements industriels des dernières années, baisse de 2 % à 853 millions d'euros. Les frais financiers sont stables. La charge d'impôts apparaît plus forte en 2007 alors que 2006 avait enregistré la conclusion heureuse de divers litiges fiscaux qui avaient allégé le montant des impôts. En conséquence le résultat net consolidé ressort en baisse de 4 % à 564 millions d'euros, la Part du Groupe se montant à 466 millions d'euros.

En dépit d'un effort soutenu de nos investissements tant industriels que financiers d'environ 600 millions d'euros, des dividendes payés et d'un important rachat de nos propres actions (159 millions d'euros), notre endettement est resté stable à 1,5 milliard d'euros. Tous nos ratios financiers sont restés équilibrés : endettement sur fonds propres à 41 %, couverture des frais financiers 13 fois par l'excédent brut d'exploitation courant.

Cette saine structure de bilan nous permet d'envisager l'avenir avec confiance, compte tenu de l'important programme d'augmentation de capacité et de modernisation que nous entreprenons aux États-Unis, au Maroc, en Inde et en Bulgarie. Ce programme devrait nous donner, à terme, une capacité supplémentaire de production de ciment de l'ordre de 10 millions de tonnes. De plus, la majorité de ces projets prend place dans des pays émergents où la croissance des activités de construction et de travaux publics continue à un rythme élevé. En outre, déjà fin 2007, 65 % de notre capacité de production de ciment sont localisés dans ces marchés alors que ce même chiffre n'était que de 50 % fin 2002.

Avec un outil qui s'améliore, des capacités élargies dans les pays émergents, des opportunités d'investissement dans de nouveaux marchés, notre Groupe aborde un environnement économique un peu plus incertain avec confiance. Pour ne rien négliger, nous avons lancé un nouveau plan d'amélioration de l'efficacité opérationnelle dans toutes nos cimenteries et un plan de stabilisation de nos frais fixes dont la dérive ces dernières années - expliquée par l'intensité de la demande et le souci de satisfaire nos clients - nous a paru excessive.

Nous savons que nos équipes seront à la hauteur du défi qui leur est proposé et nous les remercions des efforts qu'elles ont faits et qu'elles continuent de faire pour porter le Groupe Ciments Français au niveau qu'il a maintenant atteint.

Nous remercions aussi tous nos actionnaires qui continuent de supporter nos efforts et qui nous accompagnent dans notre développement. Malgré un résultat en légère baisse, nous leur proposons un dividende en hausse de 10 %.

1.2 CHIFFRES CLÉS

Les tableaux ci-après présentent les chiffres clés du Groupe pour chacun des trois exercices clos au 31 décembre.

Depuis le 1^{er} janvier 2005, les comptes consolidés du Groupe sont établis conformément au référentiel comptable IFRS (International Financial Reporting Standards) émis par l'IASB (International Accounting Standard Board).

(en millions d'euros à l'exception du résultat par action et des effectifs)

	2007	2006	2005
Chiffre d'affaires	4 685,2	4 380,9	3 595,4
Résultat brut d'exploitation courant	1 209,1	1 214,2	955,4
Résultat brut d'exploitation	1 195,4	1 187,8	916,6
Résultat d'exploitation	853,4	871,3	644,3
Résultat net	563,6	589,8	472,7
dont Part du Groupe	465,9	502,3	421,6
Intérêts minoritaires	97,7	87,5	51,1
Résultat par action (en euros)	12,31	13,20	11,07
Résultat dilué par action (en euros)	12,22	13,09	11,00

	Au 31 décembre 2007	Au 31 décembre 2006	Au 31 décembre 2005
Total actifs non courants	5 204,7	4 989,5	5 164,5
Total actifs courants	1 931,0	1 850,8	1 777,5
Capitaux propres	3 673,7	3 487,7	3 215,4
dont Part du Groupe	2 981,8	2 770,2	2 485,5
Intérêts minoritaires	691,9	717,5	729,9
Total passifs non courants	2 067,5	2 152,4	2 210,5
Total passifs courants	1 394,5	1 200,2	1 516,1
Endettement net	1 513,4	1 477,1	1 540,6
Effectifs	18 363	17 607	16 601
Flux de trésorerie générés par l'activité	867,6	759,9	580,2
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(553,0)	(516,8)	(800,1)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	(256,6)	(298,3)	399,4

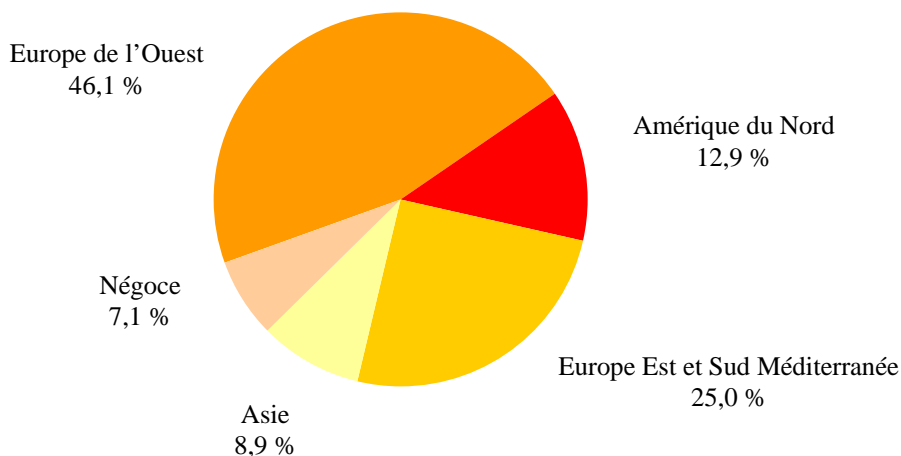
Contribution au chiffre d'affaires par zone géographique

(en millions d'euros)

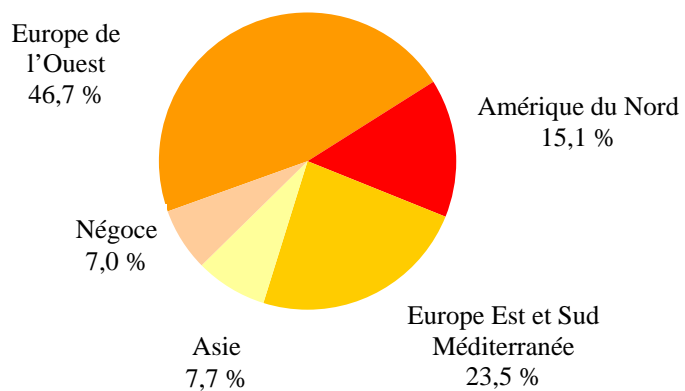
	2007	2006	2005	% évolution 2007/2006 ⁽¹⁾
Europe de l'Ouest	2 160,8	2 047,0	1 821,8	+5,4
Amérique du Nord	605,7	659,7	603,1	-6,7
Europe Est et Sud Méditerranée	1 172,7	1 029,0	761,9	+14,6
Asie	415,9	337,7	242,4	+5,8
Négoce	330,1	307,5	166,2	-5,4
TOTAL	4 685,2	4 380,9	3 595,4	+6,1

(1) À périmètre et taux de change comparables (+ 6,9 % en taux apparent).

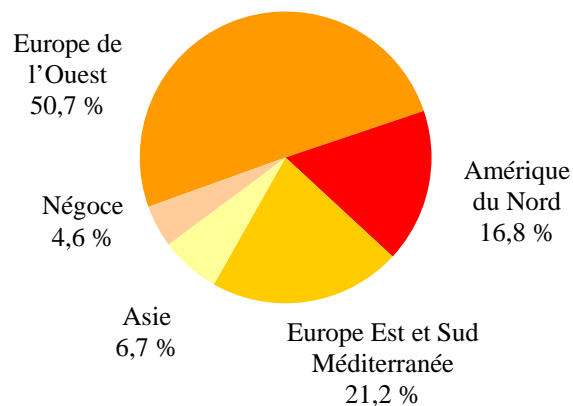
2007



2006



2005



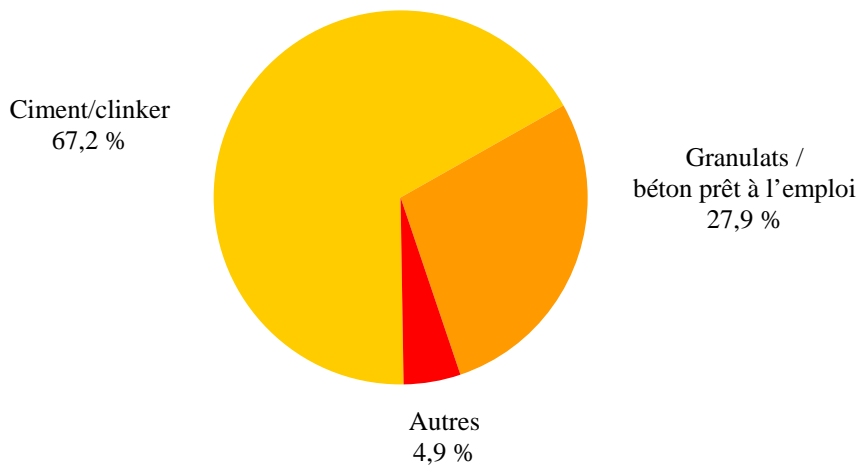
Contribution au chiffre d'affaires par métier

(en millions d'euros)

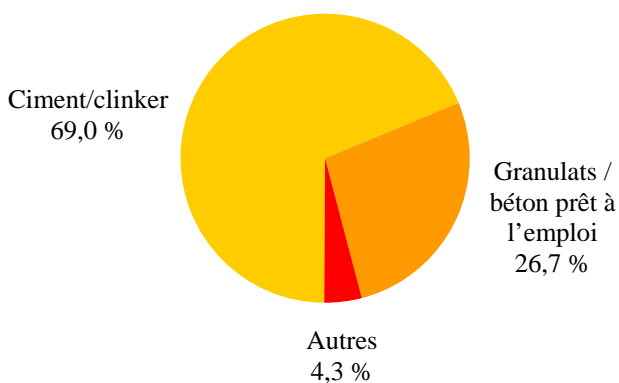
	2007	2006	2005	% évolution 2007/2006 ⁽¹⁾
Ciment/clinker	3 149,8	3 023,9	2 437,0	+5,2
Granulats/béton prêt à l'emploi	1 307,4	1 171,4	1 043,6	+5,3
Autres	228,1	185,6	114,8	+26,4
TOTAL	4 685,2	4 380,9	3 595,4	+6,1

(1) À périmètre et taux de change comparables (+ 6,9 % en taux apparent).

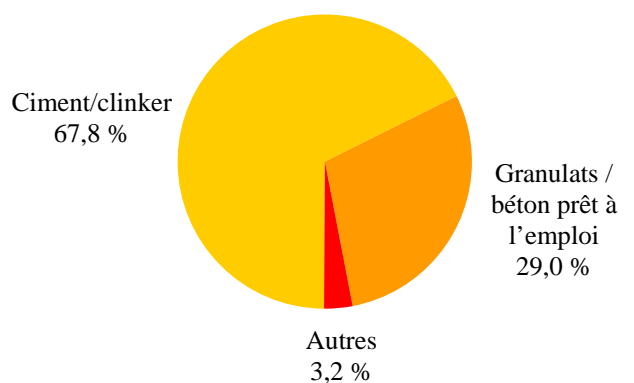
2007



2006



2005



Résultat brut d'exploitation courant par zone géographique
(en millions d'euros)



Volumes vendus par activité
(y compris ventes intra-Groupe)

À périmètre historique

Ciment/clinker
(en millions de tonnes)



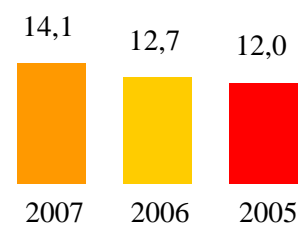
2007/2006 : + 2,4 %

Granulats
(en millions de tonnes)



2007/2006 : - 1,0 %

Béton prêt à l'emploi
(en millions de mètres cubes)



2007/2006 : + 11,0 %

À périmètre comparable

Ciment/clinker
(en millions de tonnes)



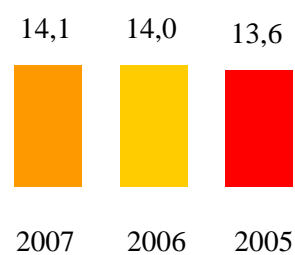
2007/2006 : - 0,6 %

Granulats
(en millions de tonnes)



2007/2006 : - 1,5 %

Béton prêt à l'emploi
(en millions de mètres cubes)



2007/2006 : + 0,5 %

Deuxième partie

INFORMATION DES ACTIONNAIRES

	Pages
2.1 PLACE DE COTATION.....	11
2.2 ÉVOLUTION DU COURS DE BOURSE.....	11
2.3 RÉPARTITION DU CAPITAL ET DES DROITS DE VOTE AU 31 DÉCEMBRE 2007.....	13
2.4 POLITIQUE DE DISTRIBUTION DE DIVIDENDES	13
2.5 POLITIQUE D'INFORMATION	14

2. INFORMATION DES ACTIONNAIRES

2.1 PLACE DE COTATION

En 2001, Ciments Français a adhéré au segment Next Prime d'Euronext.

La totalité des actions est cotée sur Euronext Paris - Eurolist - Valeurs locales (compartiment A) sous le code ISIN FR0000120982. Elles sont éligibles au SRD (Système de Règlement Différé).

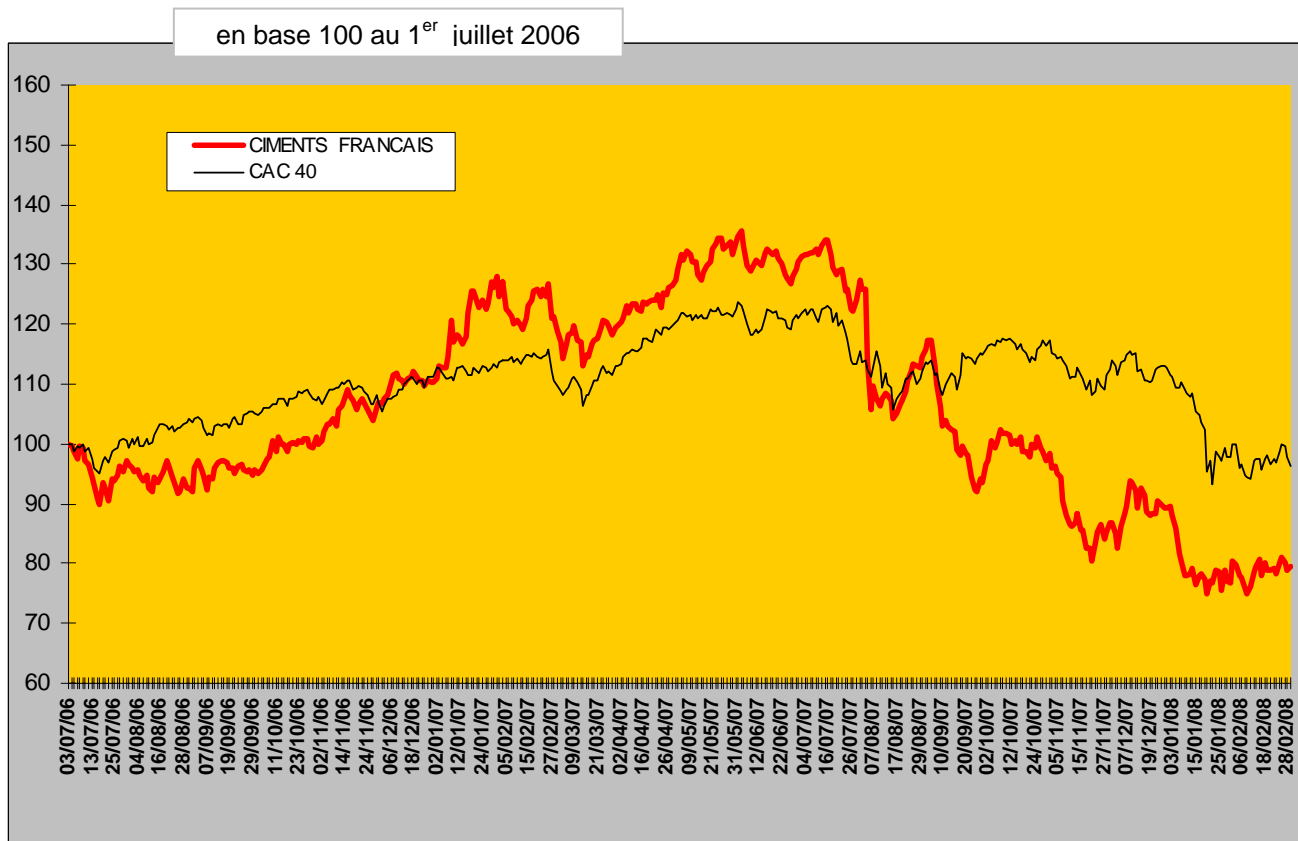
Ciments Français fait partie des valeurs qui composent le SBF120 et les nouveaux indices créés par Euronext début 2005 : CAC Mid 100 et CAC Mid and Small 190.

Ciments Français est la deuxième société cimentière cotée à la bourse de Paris avec une capitalisation boursière de 4,4 milliards d'euros au 31 décembre 2007.

Au 31 décembre 2007, le capital de Ciments Français est de 150 738 536 euros divisé en 37 684 634 actions de 4 euros de nominal chacune.

2.2 ÉVOLUTION DU COURS DE BOURSE DU 1^{ER} JUILLET 2006 AU 29 FÉVRIER 2008 (source Euronext)

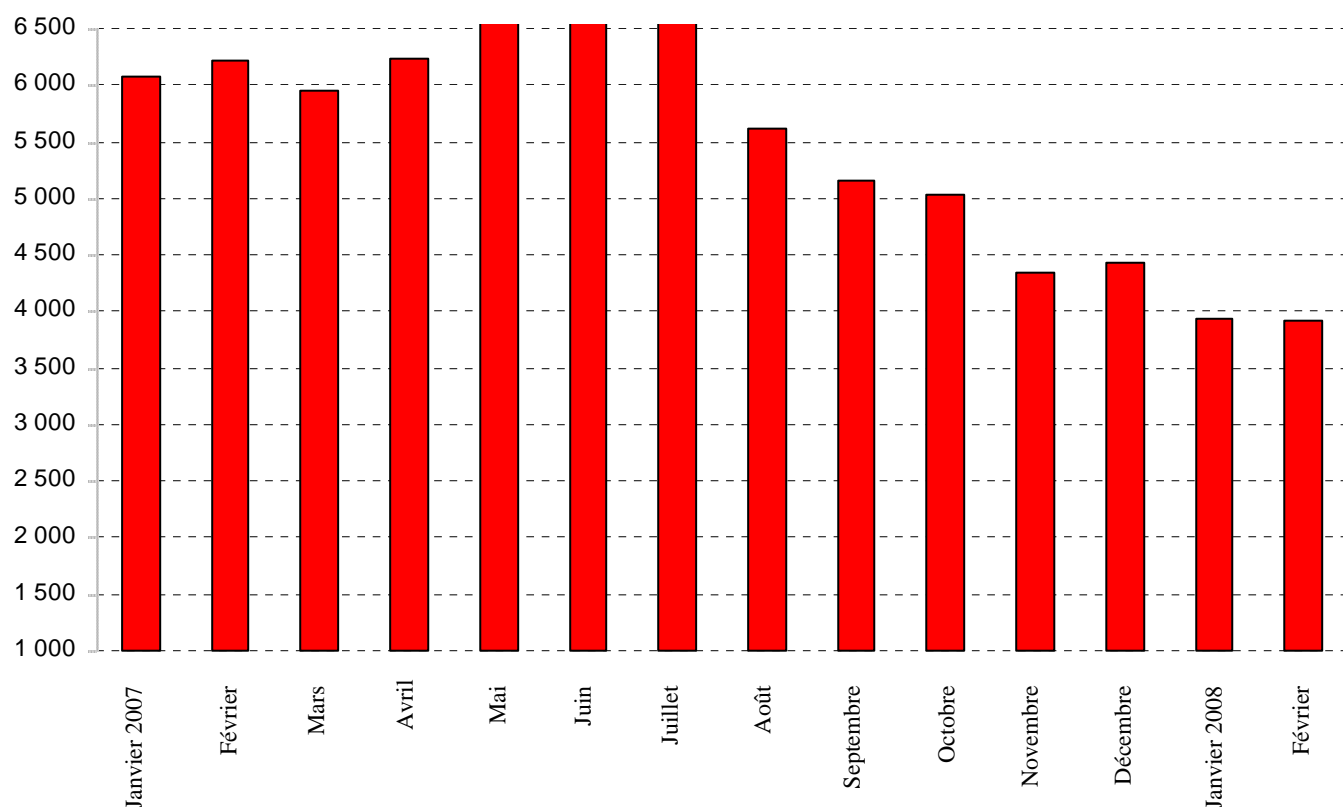
	Cours le plus haut	Cours le plus bas	Cours au 29 février 2008	Volume moyen quotidien	
				Titres	Capitaux (en millions d'euros)
<i>en euros</i>	179,40	90,00	104,78	52 205	7,37



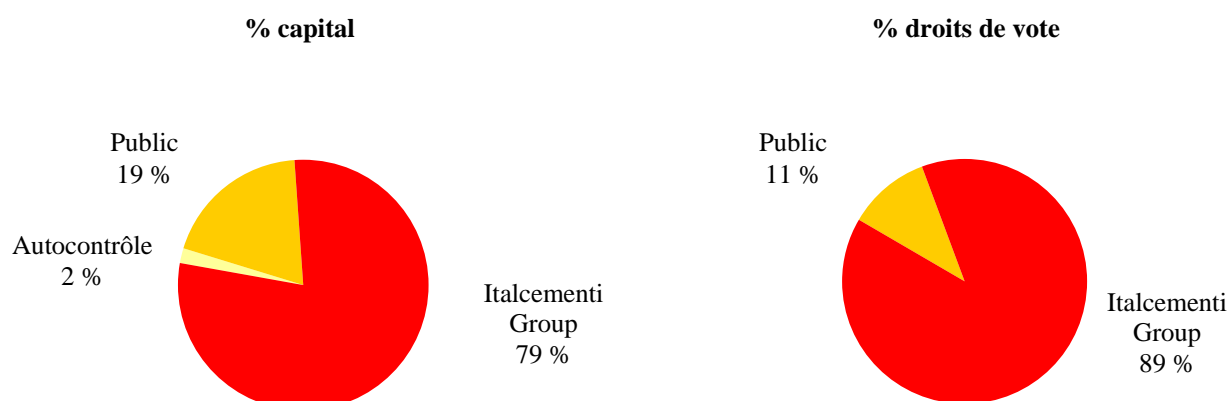
	Mois	Cours		VOLUME MENSUEL	
		LE PLUS HAUT <i>en euros</i>	LE PLUS BAS <i>en euros</i>	Titres échangés	Capitaux <i>en millions d'euros</i>
2006	Juillet	132,20	117,40	491 990	61,63
	Août	129,50	120,30	661 732	81,78
	Septembre	129,50	121,50	747 506	94,46
	Octobre	134,40	125,10	805 504	104,99
	Novembre	145,10	130,30	889 467	123,61
	Décembre	148,60	140,40	680 465	98,54
	2007	Janvier	173,60	145,50	1 513 623
Février		169,90	154,00	1 723 731	279,21
Mars		164,98	147,60	1 206 012	188,00
Avril		168,50	157,92	890 254	144,96
Mai		177,90	160,02	1 092 903	188,47
Juin		179,40	166,45	882 225	152,15
Juillet		177,70	160,03	945 820	160,98
Août		168,00	135,00	2 232 034	325,16
Septembre		155,51	121,00	1 761 322	235,65
Octobre		136,20	122,02	1 367 857	179,20
Novembre		130,20	105,76	1 571 232	182,02
Décembre		124,88	108,05	664 339	78,21
2008	Janvier	120,99	90,00	1 291 464	133,69
	Février	108,52	97,24	820 007	85,12

Évolution de la capitalisation boursière depuis janvier 2007

(en millions d'euros)



2.3 RÉPARTITION DU CAPITAL ET DES DROITS DE VOTE AU 31 DÉCEMBRE 2007



2.4 POLITIQUE DE DISTRIBUTION DE DIVIDENDES

Dividendes par action

Exercice	Nombre d'actions rémunérées	Dividende versé par action		
		Dividende global	Avoir fiscal	Dividende net
2003	37 955 523 ⁽⁴⁾	1,65 € 2,25 €	0,15 € ^{(2) (3)} 0,75 € ^{(1) (3)}	1,5 € 1,5 €
2004	38 075 510 ⁽⁴⁾	1,60 €	-	1,6 €
2005	38 049 855 ⁽⁴⁾	1,90 €	-	1,9 €
2006	37 937 522 ⁽⁴⁾	2,28 €	-	2,28 €
2007	36 908 879 ⁽⁵⁾	2,50 €	-	2,50 €

- (1) Personnes physiques ou personnes morales bénéficiant du régime mère fille :
Avoir fiscal de 50 %.
- (2) Personnes morales ne bénéficiant pas du régime mère fille :
Avoir fiscal de 10 % en 2003.
- (3) Étant précisé que le bénéfice de l'avoir fiscal pouvait être supprimé pour certaines personnes morales du fait du dispositif de la Loi de Finances pour 2004.
- (4) Déduction faite des actions propres n'ayant pas droit à dividende.
- (5) Nombre provisoire pour les actions émises au 31 décembre 2007 sous déduction des actions propres. Sera ajusté en fonction du nombre d'actions au jour de l'Assemblée Générale Mixte du 14 avril 2008 et sous réserve de la décision de ladite Assemblée.

La date de paiement des dividendes a été fixée au 5 mai 2008.

Il n'est pas anticipé de changement dans la politique future de distribution de dividendes, sauf événement exceptionnel et sous réserve de l'approbation par l'Assemblée Générale.

2.5 POLITIQUE D'INFORMATION

Relations investisseurs et actionnaires :

Tél : 33 (0) 1 42 91 76 76 - Fax : 33 (0) 1 42 91 75 70

Courriel : InvestorRelations@cimfra.com - Internet : <http://www.cimfra.com>

Adresse :

Ciments Français
Tour Ariane
92088 Paris La Défense Cedex
France
Standard : 33 (0) 1 42 91 75 00

Agenda financier 2008 :

	Communiqués	Conférences téléphoniques
Chiffre d'affaires 2007	4 février 2008	
Résultats annuels 2007	7 mars 2008	7 mars 2008 *
Assemblée Générale Annuelle	14 avril 2008	
Chiffre d'affaires et résultats 1^{er} trimestre 2008	7 mai 2008	7 mai 2008
Résultats 1^{er} semestre 2008	1^{er} août 2008	1 ^{er} août 2008
Chiffre d'affaires et résultats 3^{ème} trimestre 2008	7 novembre 2008	7 novembre 2008

* Réunion analystes financiers Ciments Français.

Troisième partie

ACTIVITÉS DU GROUPE

	Pages
3.1 HISTORIQUE	16
3.2 STRUCTURE GÉNÉRALE DU GROUPE	17
3.2.1 Organigramme	18
3.2.2 Découpage opérationnel	19
3.2.3 Activités de la société et relations avec ses filiales	20
3.2.4 Actionnaire majoritaire de Ciments Français SA	20
3.3 MÉTIERS ET MARCHÉS DU GROUPE	20
3.3.1 Les métiers du Groupe	20
3.3.2 Les marchés du Groupe	22
3.4 INVESTISSEMENTS ET DISPOSITIF INDUSTRIEL	24
3.4.1 Dispositif industriel et localisation des sites	24
3.4.2 Investissements	25
3.4.3 Stratégie d'investissement	25
3.5 CENTRE TECHNIQUE GROUPE (CTG)	26
3.6 RESSOURCES HUMAINES	28
3.7 GESTION DES RISQUES	29
3.7.1 Protection des personnes et des actifs	29
3.7.2 Risques politiques	29
3.7.3 Développement durable et risques industriels	30
3.7.4 Risques de marché, de crédit et de liquidité	36
3.7.5 Risques juridiques	38

3. ACTIVITÉS DU GROUPE

3.1 HISTORIQUE

1881	Constitution de la société Ciments Français.
1971	Apport de l'activité cimentière de Poliet et Chausson et accession à une position de leader sur le marché français.
1971 - 1990	Diversification dans les matériaux de construction (granulats et béton prêt à l'emploi) et amorce du développement international par des opérations de croissance externe : <ul style="list-style-type: none"> - Premières acquisitions aux États-Unis (1976) - Canada (1985) - Espagne et Turquie (1989 - 1990) - Belgique, Grèce et Maroc (1990).
1991	Ciments Français dispose de positions industrielles solides en Amérique du Nord et autour du bassin méditerranéen. L'endettement excessif le rend vulnérable à la veille de la récession économique.
1992	Prise de contrôle de Ciments Français par le Groupe italien Italcementi, qui devient ainsi un des premiers producteurs de ciment au niveau mondial. Mise en place d'une nouvelle stratégie fondée sur quatre priorités : <ul style="list-style-type: none"> - Recentrage sur le métier de base de cimentier ; - Repositionnement géographique ; - Réduction des coûts et amélioration de la profitabilité ; - Désendettement.
1993 - 1997	Retour à des résultats bénéficiaires et diminution régulière de l'endettement. Mise en œuvre des synergies entre les deux Groupes se traduisant par : <ul style="list-style-type: none"> - L'intégration progressive des équipes de Ciments Français à celles d'Italcementi ; - La création d'un Comité Exécutif et d'un Centre Technique Groupe ; - La mise en place de directions fonctionnelles contribuant à l'intégration du sous holding Ciments Français dans Italcementi Group et - L'adoption en 1997 d'une charte d'Identité Groupe.
1998 - 1999	Ciments Français relance sa politique de croissance externe et consolide ses positions internationales en procédant à l'acquisition de sociétés au Kazakhstan (1998), en Bulgarie (1998 et 1999), en Thaïlande (1998 et 1999) et au Maroc (1999).
2000	Des acquisitions de titres complémentaires sont effectuées sur deux des sociétés détenues en Bulgarie et en Thaïlande. L'intégration des équipes de Ciments Français et d'Italcementi se renforce à travers le redéploiement des hommes au sein d'une organisation commune.
2001	Le Groupe prend le contrôle conjoint de Zuari Cement Ltd en Inde et accède au marché égyptien en devenant un partenaire stratégique de Suez Cement Company avec 25 % du capital.
2002	Le Groupe renforce ses positions géographiques dans le Sud de l'Inde, sur la côte Est des États-Unis, en Égypte et sur le marché d'Istanbul en Turquie. Il rationalise ses structures en Thaïlande, au Maroc et en Grèce.
2003	Rationalisation des activités matériaux de construction en Espagne.
2004	En décembre, le Groupe lance une offre publique d'achat sur les titres de Suez Cement Company. Il en devient le premier actionnaire de référence avec 39,9 % du capital.
2005	Renforcement du Groupe en Égypte avec la prise de contrôle de Suez Cement Company et ses filiales, et d'Helwan Cement Ltd (ex-ASEC Cement Company). Après ces opérations, le Groupe détient 51 % du capital de Suez Cement Company.
2006	Renforcement du Groupe en Inde par l'acquisition du solde des titres de Zuari Cement Ltd et de l'activité du béton prêt à l'emploi en Égypte.

3.2 STRUCTURE GÉNÉRALE DU GROUPE

Ciments Français est organisé par zones géographiques, elles-mêmes structurées par métiers.

Le Groupe comprend 174 sociétés (y compris Ciments Français) situées dans 19 pays différents du fait de la spécificité locale de ses activités. 138 sociétés sont détenues majoritairement par le Groupe, 16 sociétés sont sous contrôle conjoint et 20 sociétés sont consolidées par mise en équivalence.

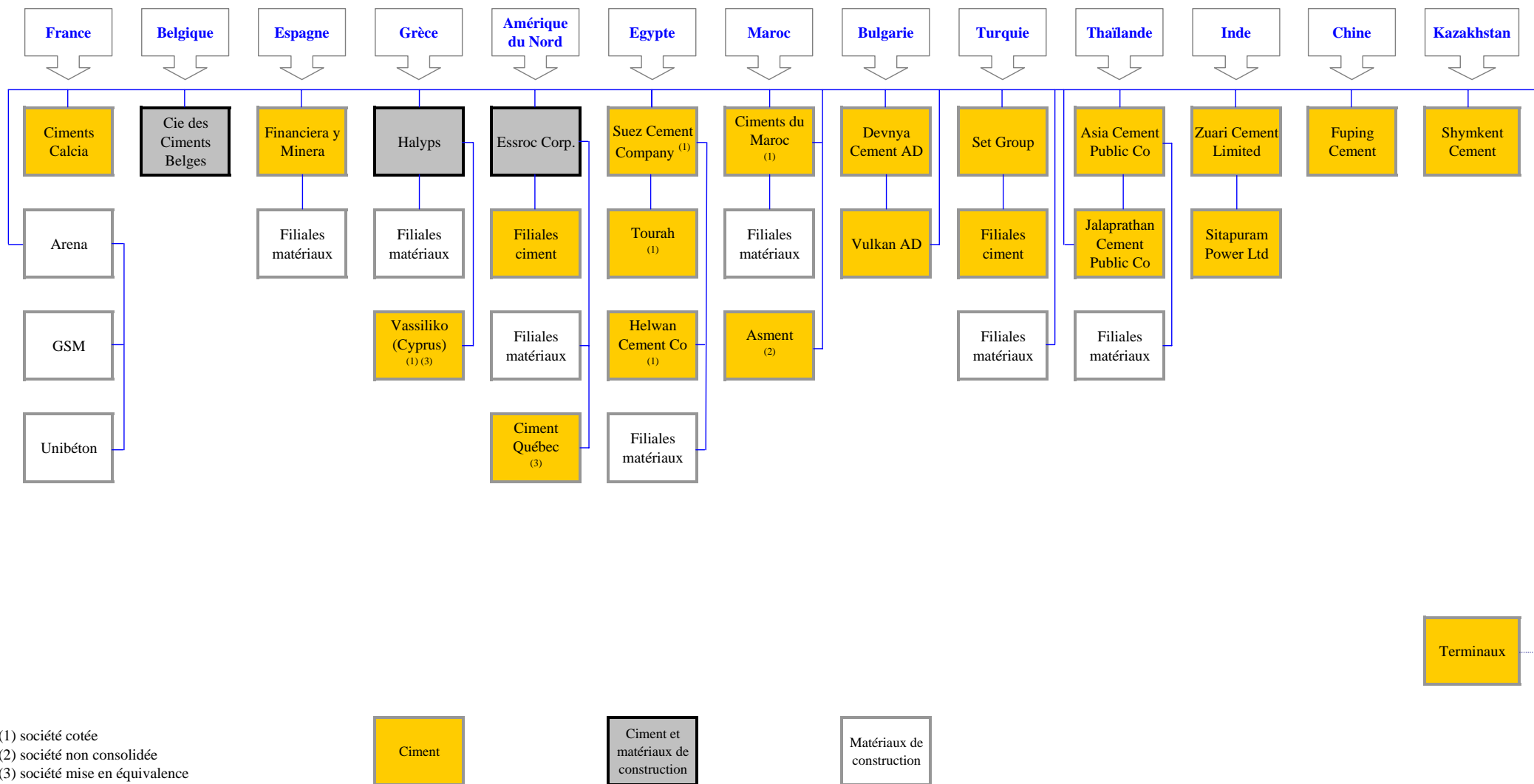
Certaines filiales contrôlées par le Groupe comprennent des actionnaires minoritaires qui peuvent être des partenaires industriels, financiers, des sociétés contrôlées par l'État (essentiellement dans le cadre d'opérations de privatisation), ou du public pour les sociétés cotées dont le Groupe a pris le contrôle.

Les principales filiales qui comprennent des intérêts minoritaires sont situées en Thaïlande (Asia Cement Company, Jalaprathan Cement Public Company), au Maroc (Ciments du Maroc) et en Égypte (Suez Cement Company qui détient 98,7 % d'Helwan Cement Company, 66,1 % de Tourah Portland Cement, 52 % de RMB SAE et RMBE SAE et 51 % d'Hilal Cement Company).

Les principales sociétés en contrôle conjoint sont la société des carrières du Tournaisis en Belgique, ainsi que plusieurs sociétés dans l'activité matériaux de construction en France.

Les principales sociétés en équivalence sont Vassiliko à Chypre et Ciment Québec au Canada.

3.2.1 ORGANIGRAMME SIMPLIFIÉ DU GROUPE AU 31 DÉCEMBRE 2007



3.2.2 DÉCOUPAGE OPÉRATIONNEL

Le Groupe est organisé en douze zones géographiques structurées par métiers, auxquelles s'ajoutent l'activité négoce (segment International) et le siège (holdings).

ZONES GÉOGRAPHIQUES		MÉTIERS
EUROPE DE L'OUEST	France/Belgique	Ciment et clinker Matériaux de construction (granulats, BPE) Autres (transports, adjuvants)
	Espagne	Ciment et clinker Matériaux de construction (granulats, BPE) Autres (transports)
	Grèce	Ciment et clinker Matériaux de construction (granulats, BPE)
AMÉRIQUE DU NORD	U.S.A./Canada	Ciment et clinker Matériaux de construction (granulats, BPE) Autres (adjuvants)
ASIE	Thaïlande	Ciment et clinker Matériaux de construction (granulats, BPE)
	Inde	Ciment et clinker
	Chine	Ciment et clinker
	Kazakhstan	Ciment et clinker
EUROPE EST ET SUD MÉDITERRANÉE	Égypte	Ciment et clinker Matériaux de construction (granulats, BPE) Autres (sacherie)
	Maroc	Ciment et clinker Matériaux de construction (granulats, BPE) Autres (adjuvants)
	Bulgarie	Ciment et clinker Matériaux de construction (granulats)
	Turquie	Ciment et clinker Matériaux de construction (BPE)
	International (Négoce ciment/clinker)	Ciment et clinker Autres (combustibles)
	Holdings	Autres

Les ventes de chacune des zones sont essentiellement réalisées sur les marchés locaux. Les filiales qui exportent (essentiellement Bulgarie, Égypte et Thaïlande) vendent vers d'autres pays du Groupe ; les ventes vers les pays hors Groupe sont réalisées via la filiale négoce (segment International). Ce segment regroupe l'activité de vente de ciment et de clinker via les terminaux de Gambie, Mauritanie, Sri Lanka, Albanie et Koweït, ainsi que les ventes via la filiale de négoce vers des pays où le Groupe n'est pas présent. Par ailleurs, depuis le 1^{er} juillet 2005, elle effectue les achats de combustible pour les filiales du Groupe et celles d'Italcementi.

Les activités ciment et granulats vendent une partie de leur production à l'activité béton prêt à l'emploi.

3.2.3 ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ ET RELATIONS AVEC SES FILIALES

La société Ciments Français exerce une activité de holding et d'assistance à ses filiales. Elle gère notamment son portefeuille de participations, le financement de ses opérations ou celles de ses filiales, les risques de change, taux et liquidité.

Elle octroie éventuellement des prêts à ses filiales et centralise les excédents de trésorerie du Groupe lorsque les réglementations le permettent. Elle émet également des garanties relatives aux engagements de ses filiales. Ces opérations sont rémunérées aux conditions de marché. En France, elle est la société mère du régime fiscal intégré.

Ciments Français met à disposition de ses filiales son savoir-faire technique, ses procédés de fabrication industrielle et l'utilisation de ses brevets, qu'elle met régulièrement à jour, grâce aux travaux du Centre Technique Groupe ; elle met également à disposition de ses filiales un certain nombre de services et compétences de fonctions centrales. Ces prestations sont refacturées aux filiales sur la base de leur chiffre d'affaires. Certaines de ces compétences assurées par la société mère Italcementi S.p.A., ainsi que les projets Groupe, lui sont refacturés par celle-ci sur la base du temps passé, ou au prorata du chiffre d'affaires, ou suivant des clés spécifiques au projet. Les services et compétences mis à disposition des filiales sont notamment, l'assistance juridique et fiscale, l'assistance financière, le contrôle de gestion, les procédures et l'audit, la gestion des assurances et l'assistance dans les domaines des ressources humaines et de l'informatique.

3.2.4 ACTIONNAIRE MAJORITAIRE DE CIMENTS FRANÇAIS SA

Ciments Français SA est détenu majoritairement par Italcementi Group, lui-même majoritairement détenu par Italmobiliare S.p.A.

Les deux sociétés sont cotées à la Bourse de Milan. Des informations complémentaires sur Italcementi Group sont données en partie 9.4.

3.3 MÉTIERS ET MARCHÉS DU GROUPE

3.3.1 LES MÉTIERS DU GROUPE

A l'origine, Ciments Français exerçait uniquement une activité de cimentier. Dès 1971, dans une logique d'intégration en aval de la filière, le Groupe a accompagné son développement international d'une diversification de ses activités dans les matériaux de construction (granulats et béton prêt à l'emploi). Cette diversification permet de sécuriser des marchés, de mieux connaître les besoins des clients et de développer des produits plus innovants.

Les métiers du Groupe se résument en une suite de traitements destinés à valoriser des ressources naturelles pour les transformer en produits de qualité, répondant aux besoins du Bâtiment et des Travaux Publics.

Au travers de ses trois métiers : ciment, granulats et béton prêt à l'emploi, Ciments Français exerce une activité cyclique et saisonnière, liée à la conjoncture économique et au climat des pays où il est implanté. La diversification géographique du Groupe permet, à cet égard, d'atténuer les effets de ces variations.

La demande en ciment, granulats et matériaux de construction varie en fonction des conditions météorologiques qui affectent le niveau d'activité dans le secteur de la construction.

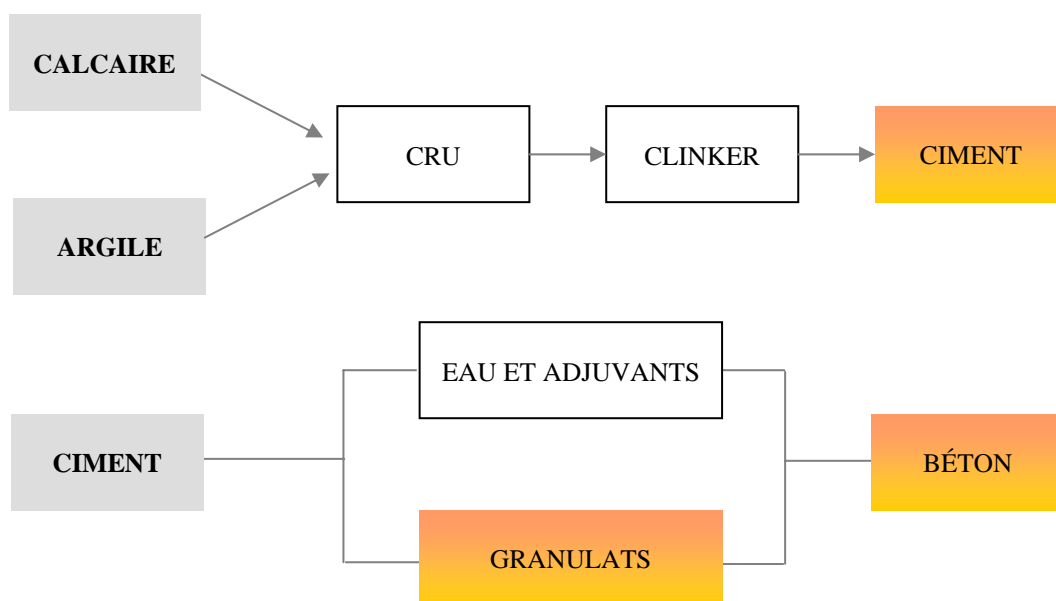
Le Groupe enregistre habituellement une diminution de ses ventes pendant les premier et quatrième trimestres, reflétant les impacts de l'hiver sur les marchés européen et nord-américain, et une augmentation de ses ventes aux second et troisième trimestres grâce aux meilleures conditions climatiques.

Ces métiers, en particulier celui du ciment, requièrent un niveau élevé d'investissements de maintien de l'outil industriel pouvant représenter de 5 à 10 % du chiffre d'affaires. Les investissements sont notamment liés à la maîtrise foncière des gisements de matières premières, au renouvellement des installations, à l'amélioration de la productivité mais aussi aux contraintes en matière d'environnement.

La conception, la réalisation et le suivi de ces investissements bénéficient des compétences du Centre Technique Groupe. Ce savoir-faire technologique de pointe, qui repose sur une expérience plus que centenaire, est mis au service d'entités opérationnelles dont l'activité reste locale.

Il n'existe pas, à ce jour, de dépendance significative du Groupe au plan de l'utilisation de brevets, licences ou de nouveaux procédés de fabrication, ni de contrats d'approvisionnements (industriels, commerciaux ou financiers).

<p>Le ciment</p>	<p>Les matières premières, après concassage, forment un mélange composé d'environ 80 % de calcaire et 20 % d'argile, qui est broyé pour obtenir le cru. Porté à une température voisine de 1 500° C dans un four rotatif, le cru subit ensuite des réactions chimiques complexes qui le transforment en clinker.</p> <p>Le ciment est obtenu finalement en broyant finement le clinker avec divers ajouts qui déterminent les qualités attendues du produit final.</p> <p>Les cimenteries du Groupe disposent de carrières dont les réserves substantielles leur permettent de faire face aux besoins d'exploitation à long terme. La durée de vie moyenne des carrières de cimenterie est de l'ordre du siècle.</p> <p>Dans les différents pays où opère le Groupe, les capacités de production de clinker sont utilisées à des niveaux élevés.</p>
<p>Les granulats</p>	<p>Les granulats sont des sables et graviers naturels, extraits de carrières alluvionnaires ou de roches massives, puis concassés et criblés.</p> <p>Environ 40 % des granulats entrent dans la fabrication du béton, le reste étant utilisé en l'état dans les travaux routiers.</p> <p>Les besoins d'approvisionnement sont satisfaits dans des conditions comparables à celles du ciment grâce à une gestion foncière adaptée et extrêmement dynamique qui assure le renouvellement des réserves, la durée moyenne d'exploitation d'une carrière de granulats étant généralement plus brève que celle des carrières de ciment.</p>
<p>Le béton prêt à l'emploi</p>	<p>Le béton est un mélange de ciment, de granulats, d'eau et d'adjuvants, dont la composition doit répondre à des exigences techniques très rigoureuses.</p> <p>Le béton prêt à l'emploi apporte une solution logistique répondant aux exigences des chantiers en termes de qualité, de quantité et de délais.</p> <p>En intervenant dans ce métier, le cimentier, par sa connaissance de la chimie des matériaux, apporte un service supplémentaire à l'entreprise utilisatrice.</p>



3.3.2 LES MARCHÉS DU GROUPE

Répartition par métier

Les ventes de ciment et de clinker représentent 67,2 % du chiffre d'affaires consolidé 2007 (69 % en 2006 et 67,8 % en 2005).

Les ventes de matériaux de construction (granulats et béton prêt à l'emploi) représentent 27,9 % (26,7 % en 2006 et 29 % en 2005) de ce chiffre d'affaires (voir ventilation dans la partie 4 Gestion du Groupe § 4.3).

Les volumes de ciment et de clinker vendus en 2007 ont représenté 52 millions de tonnes en progression de 2,4 % par rapport à 2006 (stables à périmètre comparable).

Les volumes de granulats vendus en 2007 se sont élevés à 51 millions de tonnes en baisse de 1,0 % (-1,5 % à périmètre comparable) par rapport à 2006.

Les volumes de béton prêt à l'emploi vendus en 2007 se sont élevés à 14 millions de mètres cubes en progression de 11,0 % (stables à périmètre comparable) par rapport à 2006 (voir tableau des volumes par zone géographique en partie 4.3).

Répartition par zone géographique

Au cours des dernières années, tous les grands cimentiers mondiaux ont entrepris une diversification géographique afin d'être présents sur de multiples marchés et de compenser ainsi le caractère cyclique de la demande, caractéristique de l'industrie du ciment. Ciments Français a développé cette stratégie en se diversifiant en dehors de son marché principal (France), dans l'Union européenne, en Amérique du Nord et sur le bassin méditerranéen (Turquie, Grèce, Maroc). Depuis 1998, Ciments Français a poursuivi sa politique de croissance externe afin de conforter et d'étendre ses positions géographiques sur des marchés à fort potentiel et afin d'opérer un rééquilibrage entre la part des marchés matures et celle des pays émergents. Ainsi Ciments Français a renforcé ses positions au Maroc et étendu sa présence en Asie (Thaïlande, Inde, Chine, Kazakhstan), en Bulgarie et en Égypte. Avec son actionnaire principal Italcementi, Ciments Français est l'un des tous premiers acteurs mondiaux dans le secteur du ciment.

Chiffre d'affaires

La ventilation du chiffre d'affaires par pays après éliminations se présente comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	2007		2006		2005	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
France/Belgique ⁽¹⁾	1 726,6		1 618,4		1 453,8	
Espagne	344,5		327,8		285,9	
Grèce	89,7		100,8		79,6	
Europe de l'Ouest	2 160,8	46,1	2 047,0	46,7	1 819,3	50,6
Amérique du Nord	605,7	12,9	659,7	15,1	603,1	16,8
Égypte	502,7		432,8		245,2	
Maroc	275,9		244,2		217,2	
Bulgarie	135,0		107,1		80,1	
Turquie	259,1		244,9		219,4	
Europe Est et Sud Méditerranée	1 172,7	25,0	1 029,0	23,5	761,9	21,2
Thaïlande	180,1		184,9		168,6	
Inde	173,8		116,0		48,7	
Chine	13,5		-		-	
Kazakhstan	48,5		36,8		25,2	
Asie	415,9	8,9	337,7	7,7	242,5	6,7
International	330,1	7,1	307,5	7,0	168,6	4,7
TOTAL	4 685,2	100,0	4 380,9	100,0	3 595,4	100,0

(1) Y compris siège et holding.

Marché et concurrence

Nos principaux concurrents, producteurs de ciment, au niveau mondial, sont les Groupes Lafarge, Holcim, Cemex et Heidelberg Cement. En fonction des localisations géographiques de ces producteurs, la situation concurrentielle par pays peut varier.

A titre indicatif, les rangs pour l'activité ciment du Groupe peuvent être estimés par pays comme suit :

Pays	Rang (1)	Rang (2)	Part de marché (1)
France	2		33 %
Belgique	3		16 %
Espagne	6		6 %
Nord		2	
Sud		4	
Grèce	3		6 %
Amérique du Nord		2	
USA	8		5 %
Canada	5		8 %
Égypte	1		30 %
Maroc	2		28 %
Bulgarie	1		40 %
Turquie	5		6 %
Thaïlande	4		13 %
Inde	5	5	3 %
Chine	n.s.		n.s.
Kazakhstan	4		13 %

(1) Source : JP Morgan février 2008.

(2) Marchés régionaux sur lesquels le Groupe est présent (Source : Ciments Français).

3.4 INVESTISSEMENTS ET DISPOSITIF INDUSTRIEL

3.4.1 DISPOSITIF INDUSTRIEL ET LOCALISATION DES SITES

	CIMENT			GRANULATS	BÉTON PRÊT À L'EMPLOI
	Cimenteries	Centres de broyage	Terminaux	Carrières	Centrales à béton
France/Belgique	10	1	-	75	203
Espagne	3	-	-	8	37
Grèce	1	-	-	1	5
Europe de l'Ouest	14	1	-	84	245
Amérique du Nord	8	2	-	1	30
Égypte	5	-	-	-	14
Maroc	3	1	-	4	21
Bulgarie	2	-	-	2	-
Turquie	4	1	-	-	18
Europe Est et Sud Méditerranée	14	2	-	6	53
Thaïlande	3	-	-	1	37
Inde	2	-	-	-	-
Chine	1	-	-	-	-
Kazakhstan	1	-	-	-	-
Asie	7	-	-	1	37
Albanie	-	-	1	-	-
Sri Lanka	-	-	1	-	-
Mauritanie	-	1	-	-	-
Gambie	-	-	1	-	-
Koweït	-	-	2	-	-
International	-	1	5	-	-
TOTAL	43	6	5	92	365

Le dispositif ne comprend pas les installations des sociétés mises en équivalence.

La capacité du Groupe excède 50 millions de tonnes de ciment. Avec les acquisitions en Chine en 2007 et en Inde en 2006, les capacités de production situées dans les pays émergents représentent environ 65 % des capacités totales.

Immobilisations corporelles nettes

(en millions d'euros)	2007	2006	2005
Europe de l'Ouest	1 210,7	1 206,7	1 148,0
Amérique du Nord	479,0	425,4	451,0
Europe Est et Sud Méditerranée	1 066,4	1 121,5	1 200,3
Asie	474,1	392,9	316,5
International et autres ⁽¹⁾	30,9	15,5	14,1
TOTAL	3 261,1	3 162,0	3 129,9

(1) Autres = siège et holding.

Les cimenteries, équipements industriels et carrières immobilisés sont détenus en pleine propriété. Les carrières exploitées sont des terrains dont le Groupe est propriétaire ou qui font l'objet de contrats octroyant les droits d'une exploitation à long terme et pour lesquelles le Groupe a obtenu les autorisations administratives requises.

Les contrats de location financement immobilisés représentent une valeur nette immobilisée de 2,1 millions d'euros au 31 décembre 2007.

Le Groupe dispose également de terrains qui n'ont pas encore fait l'objet ou n'ont pas encore obtenu d'autorisation administrative d'exploitation.

Contraintes environnementales

L'autorisation d'exploitation de carrières de ciment et de granulats peut être assortie de l'obligation de réaménagement des sites exploités, de façon progressive ou au terme de l'exploitation.

Par ailleurs, les cimenteries peuvent également être soumises au respect de réglementations environnementales, notamment en matière d'émissions (voir partie 3.7.3 « Développement durable et risques industriels »).

3.4.2 INVESTISSEMENTS

Les métiers du Groupe, et l'industrie cimentière en particulier, constituent une industrie fortement capitalistique, qui nécessite des investissements significatifs (de 5 à 10 % de son chiffre d'affaires). Le coût d'une cimenterie se chiffre en centaines de millions d'euros. Ce sont également des activités locales qui nécessitent généralement une implantation à proximité des sites de consommation. En effet, le transport terrestre de cette matière pondéreuse est coûteux et doit être intégré dans le calcul de rentabilité. C'est pourquoi le Groupe a mis en œuvre depuis plusieurs années une stratégie de développement international et plus particulièrement vers des zones à fort potentiel de croissance afin de pondérer sa forte implantation dans les pays matures, tout en développant des synergies entre les différentes localisations. Sur les cinq dernières années, le Groupe a consacré plus d'un milliard d'euros à sa croissance externe, dont 400 millions d'euros au cours des deux dernières années.

Au cours des deux dernières années, le Groupe a pris le contrôle du cimentier égyptien Suez Cement Company et Helwan Cement Company et acquis une participation de 52 % dans le capital des sociétés RMB SAE et RMBE SAE (béton prêt à l'emploi en Égypte), il a également acquis une participation de 34 % dans la société Goltas Cimento en Turquie et, en Inde, les 50 % complémentaires dans le capital de Zuari Cement Ltd.

Au cours de l'année 2007, le Groupe a réalisé les investissements suivants :

- ⊙ En Amérique du Nord, acquisition de Arrow aux États-Unis et Cambridge au Canada.
- ⊙ En Chine, acquisition de Fuping Cement.
- ⊙ Au Koweït, acquisition d'une participation de 51 % dans Hilal Cement Company.
- ⊙ En Égypte, acquisition de Decom.

Les tensions sur les prix de l'énergie, principal poste de coût et les contraintes environnementales (contrôle des émissions) nécessitent également de moderniser le dispositif industriel existant en construisant des lignes de production plus performantes qui intègrent les paramètres et exigences environnementales, les projets de modernisation en Espagne et aux États-Unis en constituent des exemples concrets.

Par ailleurs, dans les pays émergents, le Groupe développe des projets d'accroissement de capacité afin de pouvoir répondre à la croissance du marché (Maroc, Inde).

En Inde, le partenariat conclu pour la construction d'une centrale électrique constitue une réponse à la nécessité de contrôler les coûts énergétiques.

Les investissements industriels réalisés au cours des deux derniers exercices se sont élevés à 747,9 millions d'euros (voir section 4.4 « Investissements et financement »).

3.4.3 STRATÉGIE D'INVESTISSEMENT

En terme de croissance externe, le Groupe continue de renforcer et développer sa présence globale, par une exposition croissante aux marchés en pleine expansion à la fois dans le ciment et dans les matériaux de construction.

La stratégie de développement et de rationalisation du dispositif industriel engagée depuis plusieurs années se poursuivra en 2008 et au-delà. Le projet de modernisation du dispositif industriel de Martinsburg aux États-Unis se poursuivra jusqu'en 2009.

Les investissements industriels sont généralement financés par la trésorerie générée par l'activité. Si cela est nécessaire, le financement des investissements de croissance externe qui ne pourrait être assuré par la trésorerie générée par l'activité est couvert par les lignes de crédit disponibles.

3.5 CENTRE TECHNIQUE GROUPE (CTG)

Le Centre Technique Groupe (CTG) a été créé en 1994 afin de mettre en commun le savoir-faire et les compétences des équipes d'Italcementi et de Ciments Français. Société de droit italien basée à Bergame, le CTG est détenu à parts égales par Italcementi et Ciments Français et possède un établissement en Italie et un établissement en France.

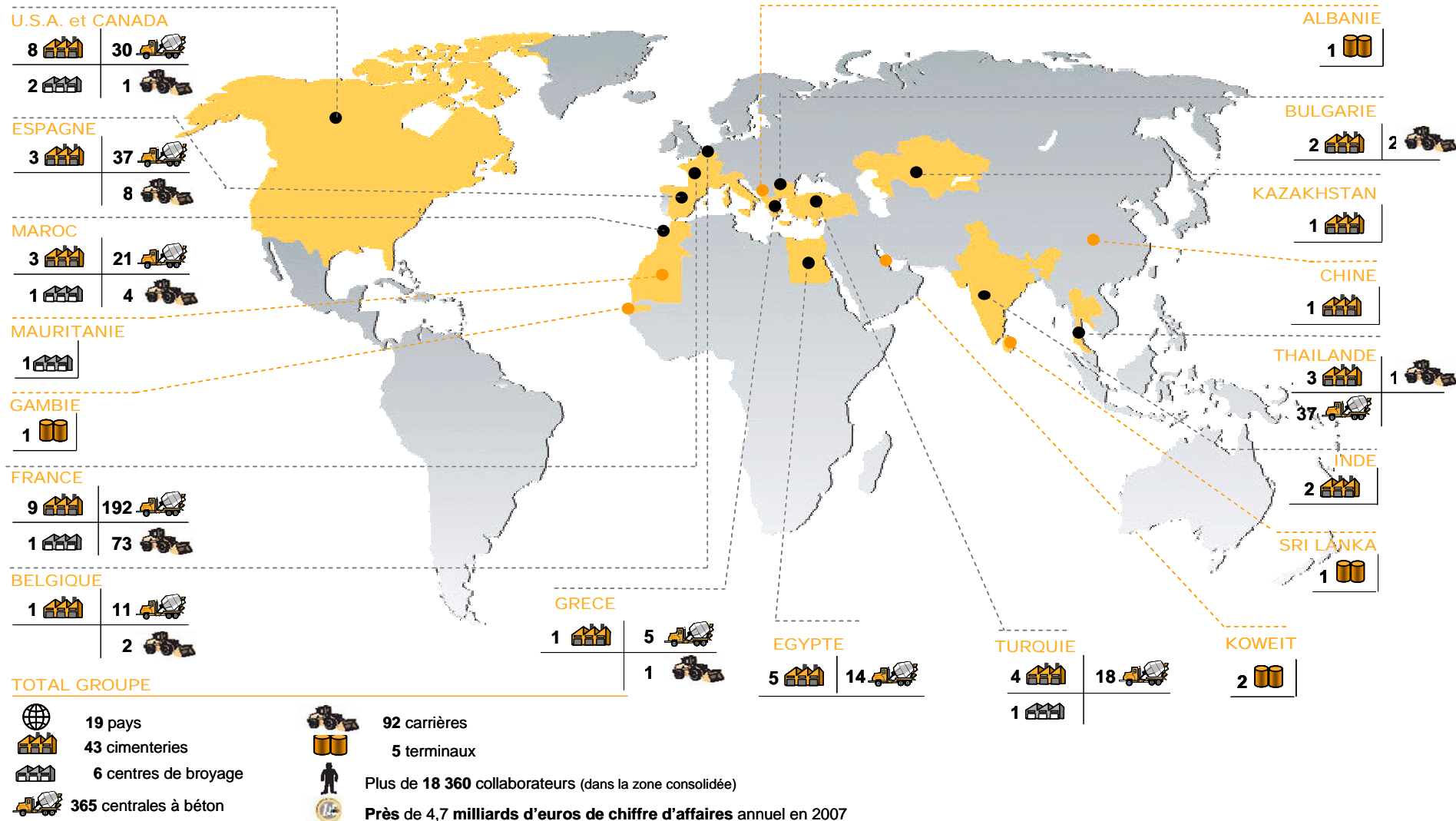
Les principales missions du CTG comprennent :

- ⊙ L'animation des Directions Techniques des différents pays, l'analyse des performances techniques et économiques des installations ;
- ⊙ Le suivi des investissements aux différents stades de leur mise en œuvre : planification, décision, réalisation, validation ;
- ⊙ La recherche et l'innovation grâce à une Direction de la Recherche et du Développement, assistée d'un Comité Scientifique ;
- ⊙ Le développement du potentiel technique du Groupe, notamment par le partage d'expériences et la mise en place de plans de formation.

Le budget annuel du CTG, d'un montant avoisinant les 47 millions d'euros, correspond à la fois aux prestations de service rendues à toutes les filiales d'Italcementi Group et aux coûts de recherche et développement, engagés pour le compte de ses actionnaires afin d'assurer la pérennité des activités du Groupe.

Au 31 décembre 2007, les effectifs du CTG s'élèvent à 417 personnes (409 au 31 décembre 2006 et 399 au 31 décembre 2005), dont 313 travaillent au siège social à Bergame et 104 sur le site de Guerville.

Les travaux et prestations réalisés au cours de l'exercice sont présentés en partie 4.6.



3.6 RESSOURCES HUMAINES

Effectifs par zone géographique

Évolution des effectifs par pays (effectifs en fin de période)

	2007	2006	2005
France ⁽¹⁾	3 930	3 988	3 971
Belgique	582	554	583
Espagne	831	836	833
Grèce	236	232	235
Amérique du Nord ⁽²⁾	2 133	1 697	1 727
Égypte ⁽³⁾	4 841	5 105	4 537
Maroc	1 082	1 043	1 031
Bulgarie	539	552	525
Turquie	896	887	831
Thaïlande	1 155	1 152	1 167
Inde ⁽⁴⁾	838	779	404
Chine ⁽⁵⁾	455	-	-
Kazakhstan	468	456	442
Négoce	377	326	315
TOTAL	18 363	17 607	16 601

- 1) Y compris les effectifs du siège.
- 2) Arrow et Cambridge consolidés à partir d'avril 2007 et mars 2007, respectivement.
- 3) RMB SAE et RMBE SAE consolidés à partir d'octobre 2006. DECOM consolidé à partir de septembre 2007.
- 4) Effectifs pris à 50 % en 2005 et 100 % à partir de 2006.
- 5) Fuping Cement consolidé à partir de juillet 2007.

Effectifs par métiers

Évolution des effectifs par métiers (effectifs en fin de période)

	2007	2006	2005
Ciment et clinker	11 572	11 811	11 630
Matériaux de construction	4 274	3 225	2 812
Autres ⁽¹⁾	2 517	2 571	2 159
TOTAL	18 363	17 607	16 601

- (1) Y compris les fonctions Sièges et effectifs affectés à plusieurs métiers.

Intéressement du personnel

Le Groupe a de nombreuses filiales, tant en France qu'à l'étranger, dont les systèmes de rémunération sont adaptés aux conventions locales.

Des accords spécifiques existent pour les sociétés du Groupe en France. Ils sont signés pour trois ans et s'appuient sur des critères de performance (productivité, réalisation d'objectifs...). Les montants bruts distribués au cours des exercices 2007, 2006 et 2005 au titre de l'intéressement sont, respectivement, de 5,2 millions d'euros, 4,9 millions d'euros et 4,5 millions d'euros.

Des informations relatives au personnel sont données en partie 4.8 (Gestion du Groupe).

3.7 GESTION DES RISQUES

Le Groupe intègre une approche volontariste des risques dans sa stratégie de développement et vise à respecter au mieux l'environnement, les intérêts de ses clients et partenaires, de ses salariés, ainsi que la protection du patrimoine de ses actionnaires.

Pour ce faire, il avait procédé, en 2005, en collaboration avec Italcementi Group, à un audit complet de ses risques majeurs afin d'en confirmer la cartographie, de déterminer les impacts éventuels résultant de la survenance de ces risques et de mettre en place le dispositif adapté visant à prévenir et à limiter leur réalisation et leur impact.

Au sein d'Italcementi Group, les programmes ont été lancés afin d'assurer une plus forte cohérence des actions notamment en termes de développement durable et de sécurité.

La création, en 2007, d'un département du Développement Durable, a permis au Groupe d'intensifier sa politique d'application des programmes de prévention et de sécurité à l'ensemble des employés des usines (programme « Zéro Accidents »). Ces programmes ont été accompagnés d'une politique intégrée de gestion des risques financiers et des assurances.

Par ailleurs, Ciments Français poursuit sa politique de maîtrise des risques (conjoncturels, juridiques, sociaux, industriels et politiques), de protection des biens et des personnes et d'amélioration des règles de comportement, afin de mieux préserver les intérêts de ses clients, partenaires, salariés et actionnaires.

3.7.1 PROTECTION DES PERSONNES ET DES ACTIFS

Assurances

Ciments Français a souscrit auprès de compagnies d'assurances de premier rang des polices d'assurances pour la couverture des risques liés à ses actifs et ses salariés et des risques de responsabilité civile envers les tiers, ce pour toutes les filiales du Groupe.

Les risques majeurs faisant l'objet d'une couverture sont :

- ⊙ La protection des biens et la couverture des pertes d'exploitation consécutives à un arrêt accidentel de l'activité ;
- ⊙ La responsabilité civile, les risques de pollution ou de dommages envers les tiers et les salariés causés par une défectuosité des produits ou du processus industriel ;
- ⊙ La protection physique des salariés ;
- ⊙ Ainsi qu'un certain nombre de polices annexes.

Dans sa politique de couverture, le Groupe Ciments Français s'efforce d'optimiser ses coûts de gestion du risque entre la prise en compte directe et le transfert au marché. Toutes les polices sont négociées à l'intérieur d'un accord cadre afin d'assurer une parfaite adéquation entre la probabilité de survenance du risque et les dommages qui en résulteraient pour chacune des filiales du Groupe. Dans ce cadre, qui évolue en fonction des politiques de prévention, de la sinistralité, et de l'environnement de marché, le Groupe est couvert pour une limite générale de 75 millions d'euros pour la partie dommages directs et pertes d'exploitation et de 100 millions d'euros pour la partie Responsabilité Civile et produits.

Prévention des risques industriels

Parallèlement, Ciments Français poursuit une politique d'identification, de prévention et de maîtrise des risques inhérents à la protection des actifs. L'ensemble des sites industriels participe activement à ce programme. En 2007, 25 missions d'analyse et de prévention des risques ont été menées sur les sites industriels par des auditeurs indépendants. Ces missions ont permis d'établir une classification des risques et de mettre en œuvre une politique adaptée de prévention et de protection. Ce programme d'analyse, de prévention et de contrôle des risques se poursuivra en 2008, le champ des couvertures actuelles sera maintenu et un nombre identique de visites d'inspection sera réalisé sur les usines du Groupe.

3.7.2 RISQUES POLITIQUES

Ciments Français dispose de polices d'assurances visant à limiter les conséquences financières d'éventuelles mesures ne permettant plus une exploitation normale de certaines de ses filiales dans les pays émergents.

3.7.3 DÉVELOPPEMENT DURABLE ET RISQUES INDUSTRIELS

La politique du Groupe

Considérant que la production de ciment est une activité nécessaire aux besoins fondamentaux de la société, Italcementi Group a pris l'initiative, avec neuf autres acteurs mondiaux et régionaux de l'industrie, de lancer un ambitieux programme d'actions garantissant un développement durable à l'industrie cimentière.

Le développement durable répond aux exigences d'aujourd'hui sans compromettre la possibilité pour les générations futures de satisfaire leurs propres besoins. Il propose une approche équilibrée, conciliant la dimension sociale, la croissance économique et la protection de l'environnement. En recherchant à tout instant un équilibre optimal entre ces trois dimensions et en faisant participer les partenaires de l'entreprise aux bénéfices en découlant, la valeur à long terme d'une société, sa pérennité et son avantage concurrentiel sont augmentés de façon significative, alors même que le risque propre à toute activité d'entreprendre se trouve réduit.

Dans cet esprit et dès 2000, le Groupe, avec son actionnaire principal, a décidé de développer une approche à long terme des questions d'environnement dans un cadre élargi au développement durable. Il en est résulté un plan d'action, dont l'une des premières étapes fut l'adhésion au « World Business Council for Sustainable Development (WBCSD) ». Une étude indépendante approfondie destinée à faire l'état général de l'industrie cimentière au niveau mondial a été rendue publique en avril 2002. Un plan d'action commun aux groupes participants, diffusé en juillet 2002 sous le nom de « Cement Sustainability Initiative (CSI) », a fait l'objet d'un engagement public des signataires et donnera lieu à un suivi continu dans les années à venir. Depuis cette date, de nouvelles sociétés ont adhéré et Italcementi a assuré la coprésidence de ce plan d'action pour la période 2006-2007. La combinaison de cette initiative conjointe et d'actions spécifiques à Italcementi Group forme un projet d'entreprise diffusé dans toutes les filiales et suivi de façon systématique.

Les points essentiels du plan d'action sont les suivants :

- ⊙ Mise en œuvre du protocole sur le contrôle et le compte-rendu des émissions de gaz à effet de serre développé de concert avec le WBCSD et le « World Resources Institute (WRI) ». Il permet aux signataires de fournir des données comparables et d'étalonner les performances qui serviront de base à la politique de réduction des émissions ;
- ⊙ Préparation de guides de bonnes pratiques pour l'utilisation de tous combustibles et matières premières dans les cimenteries, qui seront mis à la disposition des membres participants dans le cadre de leurs opérations ;
- ⊙ Développement de l'harmonisation des pratiques de comptes-rendus et d'échanges d'information sur les bonnes pratiques dans les domaines de la santé et de la sécurité ;
- ⊙ Développement d'un protocole sur la mesure des émissions atmosphériques, leur contrôle et leur compte-rendu, dans le but de jeter les bases pour l'amélioration des performances et l'atteinte des objectifs de réduction ;
- ⊙ Développement d'un processus commun d'évaluation des impacts environnementaux et sociaux découlant de l'exploitation des carrières ;
- ⊙ Développement de systèmes de gestion et d'indicateurs clés de performance du développement durable dans l'industrie cimentière.

Ces points font tous partie d'un programme continu dont la mise en application a fait l'objet d'un rapport intermédiaire publié en juin 2005 et disponible sur <http://www.wbcscement.org/>. Après cinq ans d'activité, un rapport complet proposant également de nouvelles pistes d'actions est sur le point d'être publié.

Des actions propres au Groupe ont déjà été poursuivies depuis de nombreuses années. En 2002, une réflexion de fond a été menée pour assurer une plus forte cohérence des politiques et des objectifs en matière d'environnement, tout en respectant le cadre économique, social, réglementaire ou culturel des pays où le Groupe opère, ainsi que pour définir un plan d'action. Une équipe avait la responsabilité de mettre en œuvre et de coordonner cette approche globale. Des principes fondamentaux soutenant la politique environnementale ont été définis.

Le Groupe, par une démarche volontaire, mène des actions afin d'anticiper et de maîtriser les risques environnementaux, satisfaire aux exigences de ses partenaires, respecter les contraintes réglementaires et préserver les ressources naturelles. Limiter les émissions atmosphériques et optimiser la gestion des ressources naturelles constituent les priorités qui sous-tendent le développement durable de notre industrie.

La transposition de nos priorités en un système complet de suivi de la performance environnementale et sociale représente un des enjeux de demain.

Une organisation dédiée au développement durable

Au niveau Italcementi Group, la division Affaires Environnementales a été mise en place en 2001 et un « comité de pilotage développement durable » a été créé en 2002 pour promouvoir des projets, des actions et des programmes de formation s'appliquant à toutes les dimensions du développement durable. Présidé par le Directeur Général Délégué et coordonné par le directeur des Affaires Environnementales, le comité est composé des directeurs des fonctions-clé concernées par le sujet (Centre Technique Groupe, ressources humaines, sécurité, administration et contrôle, image et communication, recherche et développement). Le comité a lancé plusieurs groupes de travail chargés de proposer des actions, des chartes et des guides de bonnes pratiques pour l'ensemble des sociétés du Groupe. En 2006, l'équipe a été élargie aux membres du comité de direction qui n'étaient pas encore impliqués contribuant à une meilleure adhésion de toutes les filiales du Groupe aux objectifs de développement durable.

Afin d'en renforcer l'autorité, a été créé en 2007 le département Développement Durable, résultat de la fusion des départements Affaires Environnementales et Sécurité, auxquels sont venues se greffer de nouvelles responsabilités pour couvrir les domaines suivants : protection climatique, hygiène industrielle et environnement, et sécurité et initiatives sociales.

Depuis 2002, conformément à ses objectifs stratégiques, Italcementi Group a entrepris de vastes travaux de développement qui ont débuté avec les projets prioritaires suivants :

- ⊙ Réduction des émissions de CO₂ ;
- ⊙ Suivi et contrôle des autres types d'émissions dans l'atmosphère (poussières, SO_x, NO_x) ;
- ⊙ Formation et développement de la prise de conscience dans le domaine du développement durable ;
- ⊙ Promotion et partage d'expérience en matière de combustibles et matériaux de substitution ;
- ⊙ Amélioration de l'hygiène et de la sécurité ;
- ⊙ Élaboration de principes directeurs de comportement social pour les sous-traitants ;
- ⊙ Engagement des partenaires ;
- ⊙ Reporting développement durable ;

Certains des plans d'action en découlant sont en phase active de mise en place et la plupart d'entre eux font l'objet d'évaluation et d'aménagement constants. Parmi les actions pratiques entreprises par le Groupe en 2007, certaines méritent d'être mentionnées :

- ⊙ Suivi mensuel exact des émissions de CO₂, objectifs clairs de performance et processus interne permettant d'identifier les projets de réduction du CO₂.
- ⊙ Développement et diffusion de pratiques responsables dans l'utilisation des combustibles, matières premières et adjuvants pour réduire les autres types d'émissions par l'utilisation de matières premières de substitution moins riches en carbone dans le processus de fabrication, recours aux combustibles de substitution et amélioration constante des rendements thermiques.
- ⊙ Suivi et contrôle des principales émissions polluantes par l'installation de procédés de réduction des émissions et la réalisation de tests plus particulièrement orientés sur l'application des meilleures technologies disponibles (MTD ou BAT en anglais).
- ⊙ Mise en place et amélioration des systèmes de mesure en continu des autres types d'émissions (NO_x, SO_x, poussières).
- ⊙ Évaluation systématique et suivi de la prise de conscience et des pratiques environnementales grâce à des questionnaires internes, un reporting trimestriel, des visites périodiques de toutes les filiales du Groupe.
- ⊙ Diffusion de procédures et de conseils simples portant sur les problèmes essentiels du développement durable.
- ⊙ Participation active à des groupes de travail à l'échelle nationale, européenne et mondiale sur des sujets tels que : changement climatique, émissions dans l'air, combustibles et matières premières de substitution, hygiène et sécurité.

Depuis 2002, le développement durable est intégré à divers niveaux : plan stratégique, programmation, budget, mise en œuvre, compte-rendu et contrôle.

Afin de promouvoir et d'intégrer les valeurs du Groupe en matière de développement durable, un programme spécifique de formation et d'engagement a été lancé en 2004 au niveau des comités de direction de chaque filiale.

Les systèmes de management environnemental sont décrits ci-après.

Les principaux risques environnementaux liés à l'activité du Groupe et les principales actions menées afin de prévenir et limiter ces risques sont les suivants :

Prévention des risques environnementaux par une mise aux normes environnementales de l'ensemble de nos usines dans le monde et l'adhésion aux systèmes de management environnemental

Une démarche de prévention des risques environnementaux a été engagée dans toutes les sociétés du Groupe. Dans de nombreux pays, des systèmes de management environnemental, tels que la norme ISO 14001, ont été mis en place, reflet d'un fort engagement d'amélioration continue des pratiques. Chaque certification est l'aboutissement de travaux organisés autour de trois phases :

- ⊙ Identification des impacts environnementaux par site ;
- ⊙ Évaluation et hiérarchisation de ces impacts afin d'identifier les axes possibles d'amélioration ;
- ⊙ Développement d'un programme d'amélioration avec des objectifs rationnels.

Les sites certifiés répondent non seulement à des normes techniques et administratives, mais également à des exigences de communication interne et externe. Ils sont engagés dans un programme de prévention et d'amélioration continue.

Au 31 décembre 2007, 30 cimenteries ont obtenu la certification ISO 14001, dont deux en Bulgarie, cinq en Égypte, neuf en France/Belgique, une en Grèce, trois au Maroc, trois en Espagne, trois en Thaïlande, deux en Turquie et deux en Amérique du Nord. Le Groupe prend toutes les dispositions nécessaires pour aboutir à de nouvelles certifications.

Le nombre de sites ayant obtenu la certification ISO 14001 est également en augmentation dans les granulats.

Préservation des ressources naturelles par une maîtrise de l'exploitation des carrières et une utilisation accrue des combustibles et des matières premières de substitution

Gestion des carrières

Les matières premières nécessaires à la production de ciment et de granulats sont extraites de carrières. Bien que les réserves de ces ressources naturelles (calcaire et argile) soient abondantes, ce sont des ressources non renouvelables dont l'utilisation raisonnée doit être faite selon les approches du développement durable. Les conditions d'exploitation des carrières pour la production de ciment et de granulats sont comparables mais la durée moyenne de vie d'une carrière de granulats est plus courte.

L'exploitation des carrières est généralement soumise à des exigences réglementaires et à l'obtention de permis d'exploitation suivant des modalités différentes d'un pays à l'autre. La continuité de toute exploitation dépend donc du respect de ces contraintes réglementaires, d'une gestion dynamique des réserves et d'une concertation avec les partenaires locaux.

Dans de nombreux pays, les filiales du Groupe, en respect de la réglementation locale, réhabilitent les carrières, soit au fur et à mesure de l'exploitation (réaménagement progressif), soit au terme de leur exploitation. Lorsque des engagements ont été pris, les coûts de réaménagement font l'objet de constitution de provisions dans les comptes consolidés dont le détail est donné en note 20 de l'annexe aux comptes consolidés.

Parallèlement aux actions menées afin de réduire les effets de l'activité sur l'environnement (nuisances sonores, émissions de poussières, émissions polluantes, trafic routier...), des actions locales de concertation et d'information avec les partenaires locaux sont mises en place. Des journées portes ouvertes sont organisées et des équipes spécialisées dans les relations avec les partenaires ont été créées. Elles permettent d'identifier leurs attentes et de les informer sur les programmes de protection de l'environnement mis en œuvre.

Combustibles de substitution et matières premières

Les températures élevées nécessaires à la production de ciment sont fortement consommatrices d'énergie. Afin d'économiser les ressources énergétiques non renouvelables et de participer activement à l'élimination des déchets industriels, le Groupe vise à utiliser de manière significative les combustibles de substitution (huiles usagées, pneus, farines animales, solvants usagés, sciures imprégnées). Cette pratique souvent appelée « écologie industrielle », par laquelle des sous-produits en provenance d'un type d'industrie sont utilisés dans d'autres domaines industriels, limite d'autant la

consommation de combustibles fossiles non renouvelables et participe de manière significative à la réduction des émissions de dioxyde de carbone (CO₂).

Évolution du mix combustibles *

(en %)	2007	2006	2005
Charbon	33	33	46
Coke de pétrole	30	30	41
Combustible de substitution	5	5	7
Combustible haute viscosité	2	2	3
Combustible - fuel	16	17	1
Gaz	14	13	2

* À périmètre historique (en 2005 et avant, la consommation thermique de l'Égypte n'était pas prise en compte et l'Inde était consolidée à hauteur de 50 %).

En 2007, la part des combustibles de substitution est stable par rapport à 2006. Elle représente en moyenne 5 % de la consommation énergétique totale du Groupe et constitue une part importante de la consommation énergétique en France, en Belgique et aux États-Unis. L'intégration des filiales égyptiennes en 2006 - où aucun combustible de substitution n'est disponible - explique entièrement la baisse de la consommation en combustibles de substitution au niveau du Groupe et, avec le Kazakhstan, l'augmentation significative de la consommation de fuel et de gaz. De plus, la consommation de combustibles de substitution reste tributaire des quantités de déchets disponibles à des conditions tarifaires acceptables. Elle nécessite également des investissements. À côté de France/Belgique et de l'Amérique du Nord où les combustibles de substitution sont largement utilisés, la contribution de la Thaïlande, qui utilise de plus en plus la biomasse, est remarquable. Presque toutes les filiales accroissent leurs investissements dans ce domaine.

Cependant, en 2007, tout comme en 2006, le Groupe a souffert d'une forte réduction de la disponibilité en combustibles de substitution, essentiellement à cause de la pénurie en farines animales.

De nouvelles pistes pour l'utilisation croissante de biomasse ou de combustibles de substitution contenant un pourcentage de biomasse, comme les combustibles dérivés des déchets ménagers ou les boues séchées issues du traitement des eaux usées continuent d'être explorées.

L'utilisation des combustibles de substitution donne lieu pour les usines à de nouvelles exigences de l'Union Européenne sur l'incinération des déchets qui imposent de mesurer un nombre croissant d'éléments polluants provenant de la combustion dans les fours. Il est cependant de plus en plus difficile d'obtenir les autorisations administratives en Europe pour l'utilisation de déchets tant comme combustible que comme matière première et plus particulièrement lorsqu'il s'agit de déchets dangereux.

Les déchets qui peuvent être utilisés en remplacement de ressources naturelles non renouvelables sont composés essentiellement de cendres volantes, de gypse synthétique, de sable de fonderie, de poussières et de déchets de marbrerie, de poussières de fours et de granulats, de mâchefers et de toute autre source de silice et d'alumine.

Contrôler et réduire les émissions

Les émissions sonores et atmosphériques essentiellement dues aux hautes températures de cuisson nécessaires à la fabrication du ciment proviennent d'une part des matières premières et de leurs réactions chimiques et, d'autre part, du processus de combustion. Les principaux rejets atmosphériques sont les poussières, le dioxyde de soufre (SO₂), les oxydes d'azote (NO_x) et le dioxyde de carbone (CO₂).

Des critères ont été établis en interne dans le but de définir les objectifs prioritaires à long terme en ce qui concerne les émissions « à la cheminée ». Ces paramètres sont maintenant intégrés dans le plan stratégique d'investissement afin d'anticiper et de répartir les investissements nécessaires dans le temps. Sont également prises en compte de cette manière les évolutions réglementaires prévues. Cette démarche fait maintenant partie intégrante d'un processus de planification continue, qui permet d'assurer l'adéquation des plans d'investissement des filiales avec leurs besoins.

Le Groupe poursuit sa politique en modernisant ou en équipant ses fours avec des systèmes de mesure des émissions en continu (CEMS). À fin 2007, 43 fours sont équipés (sur 76), soit 57 % des fours.

Dans le cadre du « Cement Sustainability Initiative (CSI) », des programmes de mesure sont mis en place de façon ponctuelle pour certains micropolluants (métaux, D/F). Toutes les usines utilisant des combustibles de substitution ont été soumises à des mesures intensives, qui dépassent largement les exigences légales.

Dans le cadre de l'Union Européenne, les révisions apportées à la directive relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution qui englobe la directive sur l'incinération des déchets et le document de référence sur les meilleures technologies disponibles font peser une pression constante sur les opérateurs industriels. L'adoption et l'optimisation de ces technologies a donc été décidée et est désormais en cours.

Ainsi, l'usine de Cruas en France dispose d'un système de réduction sélective non catalytique du NO_x opérationnel depuis 2005, alors que d'autres systèmes SNCR sont pleinement opérationnels depuis 2006 dans les usines de Bussac et Couvrot en France et Gaurain en Belgique, ou en phase d'installation à Gargenville et Ranville (France). Aux États-Unis, la réduction des émissions de NO_x à Picton (Ontario) a été en grande partie atteinte grâce à l'installation d'un système SNCR sur le four n° 4, ainsi qu'à l'injection de chaux pour contrôler les émissions de SO₂.

Afin de poursuivre la réduction des émissions de poussières, les fours de Gaurain (Belgique), Logansport, San Juan et Speed (Amérique du Nord) ont été équipés en 2007 de filtres à manche. Les procédés de filtration au niveau des fours et des refroidisseurs à clinker ont été améliorés à Marrakech (Maroc). Un vaste plan d'action environnemental couvrant la période 2007-2011 a été décidé en Égypte, il comprend le remplacement dans l'usine de Tourah des filtres électrostatiques actuels par des filtres à manche.

Des filtres à manche ont été installés dans les unités d'emballage de même qu'à divers niveaux de la production : stockage du clinker, granulation, homogénéisation, manutention du clinker, livraison en vrac...

Par ailleurs, des actions sont menées en parallèle pour réduire les émissions de poussières diffuses. Elles concernent notamment le revêtement des voies d'accès, des systèmes d'arrosage ou de stations de lavage des camions avant leur accès sur les axes routiers.

Les nuisances sonores provenant des équipements industriels et de l'exploitation des carrières sont contrôlées et des efforts constants de réduction de ces nuisances tendent à améliorer le bien-être des riverains et du personnel.

Les principales données concernant les émissions relatives à l'activité ciment sont les suivantes ⁽¹⁾ :

	2007			2006			2005		
	Poussières	NO _x	SO ₂	Poussières	NO _x	SO ₂	Poussières	NO _x	SO ₂
Couverture ⁽²⁾ %	86,9	88,9	88,9	100,0	91,3	91,3	87,9	84,6	81,7
Facteur d'émission (g/t de clinker)	238	1 429	673	236	1 827	858	158	2 177	1 149

(1) Hors Égypte en 2005. Inde à 100 %.

(2) % de la production de clinker ayant fait l'objet de mesures.

Émissions de CO₂ ⁽¹⁾

	2007	2006	2005
Émissions totales ⁽²⁾	36 377	36 420	31 844
dont filiales Union Européenne	10 042	7 642	7 685
Émissions spécifiques de CO ₂ ⁽³⁾	756	771	754
dont filiales Union Européenne ⁽⁴⁾	701	662	663

- (1) À périmètre comparable avec 2006. Les sociétés mises en équivalence ne sont pas prises en compte.
 (2) En milliers de tonnes/an.
 (3) En kg/tonne de produit cimentier.
 (4) Filiales Union Européenne : la Bulgarie a rejoint l'Union Européenne en 2007.

Émissions de CO₂ (en k tonnes)

	Situation à fin décembre 2006 A	2007			Transactions 2007 E	Situation à fin décembre 2007 F = (A + D + E)
		Émissions ⁽¹⁾ B	Quotas alloués C	Surplus (déficit) D = (C - B)		
France - ciment	(92)	4 342	4 060	(282)	-	(374) ⁽¹⁾
France - chaux	4	46	75	29	-	33
Belgique	8	1 448	1 490	42	-	50
Espagne	485	1 570	1 688	118	-	603
Grèce	2	539	545	6	-	8
Bulgarie ⁽²⁾	-	2 097	2 014 ⁽²⁾	(83)	-	(83)
TOTAL	407	10 042	9 872	(170)	-	237

- (1) Pour faire face au déficit de quotas, une provision a été constituée à fin décembre 2007 valorisée au cours des quotas au 31 décembre 2007, soit 0,02 euro.
 (2) Chiffres provisoires, la Bulgarie étant nouvellement entrée dans l'Union Européenne ; en attente d'affectation définitive des quotas 2007.

 Évolution de la réglementation : quotas européens d'émission de CO₂

Ciments Français, engagé dans le combat contre les changements climatiques, contrôle ses émissions de CO₂ depuis 1990, année de référence pour le Protocole de Kyoto et a entamé depuis 2006 un processus extérieur de contrôle et certification des indicateurs clé d'émission de CO₂ pour l'ensemble de ses filiales afin de s'assurer de la qualité des données collectées.

En Europe, le processus de contrôle avait déjà été mis en place en 2005. En fait, toutes les usines européennes de production de clinker du Groupe sont soumises à la directive européenne sur les permis d'émission. En tant que détentrices de permis d'émission de gaz à effet de serre, elles se voient attribuer chaque année un certain nombre de quotas (permis d'émission). Les plans nationaux d'attribution sont constitués de documents mis au point par les états membres ; ils définissent le nombre total de quotas et leurs critères d'attribution. Ces quotas sont attribués au secteur industriel sur la base des émissions passées, de la croissance de production espérée et du facteur de réduction nécessaire à la satisfaction des objectifs de Kyoto auxquels leur pays a choisi d'adhérer. Les quotas sont attribués au sein de chaque secteur à toutes les entités en fonction de leurs émissions historiques, telles que fournies aux autorités.

Chaque année, en date du 30 avril, toutes les usines concernées par ce programme devront restituer un nombre de permis d'émission correspondant au niveau certifié de leurs émissions pour l'année précédente. Les émissions de CO₂ excédant les quotas attribués devront être couvertes par l'achat de permis d'émission sur le marché ou par l'utilisation de quotas alloués pour l'année 2007.

À partir de 2007, la Bulgarie, ayant rejoint l'Union Européenne, est également soumise à la directive européenne relative aux permis d'émission.

Pour les opérations hors Union Européenne, le protocole de Kyoto reconnaît les projets de réduction d'émission de CO₂ dans les pays signataires qui ne sont pas soumis à des objectifs de limitation des émissions. Ce mécanisme connu sous le terme « mécanisme de développement propre » (Clean Development Mechanism ou CDM) devrait générer d'ici à la fin 2012 un crédit de 740 millions de tonnes, essentiellement en provenance de projets en Chine et en Inde.

Le Groupe travaille actuellement activement sur l'identification et le développement d'opportunités internes, particulièrement au Maroc, en Égypte, en Inde et en Thaïlande.

Gestion du CO₂

Face aux implications économiques grandissantes liées aux contraintes sur le CO₂, le Groupe a fermement décidé de réduire la concentration en carbone de ses produits. À cet effet, un objectif de 711 kg de CO₂ par tonne de ciment a été adopté pour les années 2008-2012. De plus, les usines de production européennes de clinker sont également assujetties à la directive européenne relative aux permis d'émissions.

En interne, la gestion du CO₂ a été confiée à une unité de protection du changement climatique qui suit l'exposition du Groupe tous les mois et décide de la stratégie et de l'exécution en matière de négociation de permis d'émission, avec pour optique la maîtrise des coûts dans le respect des réglementations. En fonction des besoins, les permis d'émission sont redistribués le moment venu aux filiales au meilleur de leur intérêt et en respect de la réglementation fiscale. La stratégie en matière de négociation tient compte à la fois du marché pour les permis européens et des crédits potentiels résultant des projets de Kyoto (« mécanisme de développement propre » ou CDM), après prise en considération du niveau de risque.

Investissements

Par une démarche volontaire ou en réponse à la législation, le Groupe consacre une partie significative de ses investissements industriels à la modernisation de son outil de production permettant ainsi de limiter les émissions et autres impacts sur l'environnement.

Pour réduire les émissions de poussières à la cheminée, l'équipement des fours en filtres à manche a été réalisé par plans pluriannuels. Par ailleurs, des filtres à manche sont régulièrement mis en place ou modernisés dans les installations de manutention et de stockage de matières premières et de produits. Dans les différents pays où il est présent, le Groupe encourage fortement la couverture des zones de stockage permettant de minimiser les émissions de poussières. En Espagne, FyM a finalisé son programme volontariste de modernisation de l'usine de Malaga de plus de 70 millions d'euros. Aux États-Unis, Essroc a débuté la construction d'une nouvelle ligne de production de clinker à Martinsburg, et en Inde, Zuari Cement a entamé les travaux de construction de la nouvelle ligne de Yerraguntla.

En 2007, les investissements destinés à réduire les impacts environnementaux représentent presque 27 % de nos investissements industriels dans le secteur du ciment. Ils comprennent les investissements d'ordre purement environnemental ainsi qu'une quote-part des investissements portant à la fois sur des aspects stratégiques, industriels et environnementaux.

3.7.4 RISQUES DE MARCHÉ, DE CRÉDIT ET DE LIQUIDITÉ

Le Groupe limite ses interventions à la gestion des positions découlant de son activité industrielle et commerciale, excluant toute opération spéculative. Cette gestion est assurée de manière centralisée par les équipes de la direction Financière du Groupe, sur des marchés organisés ou de gré à gré, sur la base d'orientations approuvées par le Conseil d'Administration.

Les principaux risques de marché, de crédit et de liquidité auxquels le Groupe est exposé ainsi que les politiques de gestion mises en place pour réduire ces risques sont détaillés en note 18.3.1 de l'annexe aux comptes consolidés. Les informations chiffrées relatives à l'exposition du Groupe à ces risques ainsi que celles relatives aux instruments financiers utilisés pour réduire ces risques sont données en notes 18.3.2 à 18.6 de l'annexe aux comptes consolidés.

Risque de taux d'intérêt

La gestion du risque de taux d'intérêt vise à minimiser le coût du passif financier net du Groupe et à réduire l'exposition à ce risque. Deux natures de risques sont couvertes :

- ☉ Un risque de variation de la valeur de marché des actifs et passifs financiers à taux fixe.

Le Groupe est exposé à un risque de coût d'opportunité en cas de baisse des taux dans le cas d'un endettement à taux fixe. Une variation des taux aura une incidence sur la valeur de marché des actifs et passifs à taux fixe et affectera le résultat consolidé pour les actifs et passifs à taux fixe couverts ;

- ⊙ Un risque de flux futur lié aux actifs et passifs financiers à taux variable.
Une variation de taux aura peu d'incidence sur la valeur de marché des actifs et passifs financiers à taux variable, mais pourra affecter le résultat futur de l'entreprise.

Le Groupe, dans le cadre de sa politique générale, de ses objectifs de performance et de réduction du risque, arbitre entre ces deux risques. En fonction de l'évolution attendue des taux d'intérêt, le Groupe détermine des objectifs de répartition entre endettement à taux fixe et endettement à taux variable.

Une analyse de la sensibilité au risque de taux est donnée en note 18.3.3 de l'annexe aux comptes consolidés.

Risque de change

Les sociétés du Groupe sont exposées au risque de change sur leurs flux d'exploitation et sur leurs encours de financement libellés en devises autres que leur monnaie locale.

À l'exception des sociétés bulgares, égyptiennes et thaïlandaises (Asia Cement) et des terminaux, les sociétés du Groupe opèrent principalement sur leur marché local ou au sein de la zone euro. En conséquence, la facturation et les coûts d'exploitation sont libellés dans la même monnaie et l'exposition au risque de change sur les flux d'exploitation est peu significative à l'exception des achats de combustibles et de pièces de rechange.

Les procédures du Groupe exigent que les dettes des sociétés soient libellées dans la même devise que le cash-flow utilisé pour le service ou le remboursement des dites dettes. De même, les placements doivent être réalisés dans la devise des cash-flows. Le Groupe peut adapter cette règle générale dans des cas particuliers pour tenir compte de la situation spécifique d'un pays (forte inflation, taux d'intérêt élevés, convertibilité, liquidité...).

La politique du Groupe consiste à couvrir l'exposition nette de chaque société lorsque les conditions de marché le permettent.

Risque sur marchés actions

Le Groupe est peu exposé au risque sur marchés actions. Les placements sont essentiellement des placements monétaires non soumis à ce risque.

Cependant, depuis l'application des IFRS, les titres classés dans la catégorie des titres disponibles à la vente sont évalués à leur juste valeur par contrepartie d'une réserve spéciale des capitaux propres.

Les actions propres inscrites en titres immobilisés dans les comptes individuels, sont déduites des capitaux propres consolidés.

Risque sur les matières premières

Le Groupe ne négocie pas d'instrument dérivé sur matières premières et n'est donc pas exposé au risque de variation de ces marchés.

Les matières premières nécessaires à la production de ciment et de granulats sont extraites de carrières. Le Groupe dispose de réserves suffisantes afin de couvrir ses besoins d'approvisionnement à moyen et long terme (cf. partie 3.3.1).

Le Groupe est exposé au risque de variation de prix de certains de ses approvisionnements énergétiques, notamment du charbon, du coke de pétrole, du gaz et de l'électricité. Nous nous efforçons de limiter ce risque en développant, lorsque cela est possible, l'utilisation de combustibles de substitution et en améliorant l'efficacité thermique de nos usines.

Risques de contrepartie et de liquidité

Le Groupe est exposé à un risque de crédit en cas de défaillance d'une contrepartie.

Les instruments de change et de taux sont exclusivement mis en place avec des contreparties présentant un « rating » élevé. Les contreparties sont choisies en fonction de différents critères : notation attribuée par les agences spécialisées, actifs, capitaux propres, nature et échéances des transactions. Ce sont généralement des banques internationales de premier plan.

Aucun instrument financier n'est contracté avec des contreparties situées dans une zone géographique à risque politique ou financier (toutes les contreparties sont établies en Europe Occidentale ou aux États-Unis d'Amérique).

Le Groupe est exposé à un risque de liquidité s'il se trouve dans l'incapacité de faire face aux échéances de remboursement de ses emprunts ou s'il ne respecte pas les clauses particulières (« covenants ») prévues dans les contrats de financement.

L'objectif du Groupe est d'obtenir un financement concurrentiel et d'assurer un équilibre entre la maturité moyenne des financements, la flexibilité et la diversification des sources. Pour atteindre cet objectif, Ciments Français et ses filiales contractent des lignes de crédit confirmées et mettent en place une diversité de sources de financement (découverts bancaires, prêts bancaires, obligations, tirages sur lignes de crédit, billets de trésorerie, locations financement et cessions de créances).

La politique du Groupe est, qu'à tout moment, l'endettement à moins d'un an soit inférieur ou égal aux lignes de crédit confirmées non utilisées à plus d'un an.

Les contrats d'emprunt ne contiennent pas de clause qui pourrait déclencher un remboursement accéléré ou une augmentation du taux d'intérêt applicable dans le cas d'une baisse des notations (rating triggers). Cependant, en plus des clauses usuelles, certains contrats de financement de Ciments Français et de ses filiales contiennent des clauses liées au respect de certains ratios financiers.

Les emprunts soumis à « covenants » représentent, au 31 décembre 2007, 46,3 % de l'ensemble des tirages (dette financière brute correspondant à la dette financière court terme et long terme, hors impact IAS, soit 1 895 millions d'euros). À cette date, ces covenants sont très en deçà des limites contractuelles des emprunts concernés : la marge de tolérance vis-à-vis des limites liées aux ratios financiers dépasse ou avoisine les 51 %. Compte tenu de la structure des financements, il n'apparaît ni possible, ni souhaitable de détailler les covenants applicables. En cas de dégradation de sa situation financière, la société s'engage à faire part de cette évolution.

3.7.5 RISQUES JURIDIQUES

La direction Juridique suit l'ensemble des litiges du Groupe en y apportant support et contrôle, si nécessaire avec le concours des conseils du Groupe. Dans le cadre normal des activités du Groupe et de ses filiales, des litiges peuvent naître avec des tiers et des procédures peuvent être engagées. Des provisions sont déterminées en fonction de l'appréciation des risques attachés à chaque dossier, lorsqu'une estimation du coût est possible.

À la connaissance de la société, il n'existe pas de litige, arbitrage ou fait exceptionnel susceptible d'avoir ou ayant eu dans un passé récent une incidence significative sur la situation financière, le résultat, l'activité et le patrimoine de la société et du Groupe.

Quatrième partie

GESTION DU GROUPE

COMMENTAIRES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Pages

4.1	ÉVÈNEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE	40
4.2	PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUÉS	40
4.3	RÉSULTATS	41
4.4	INVESTISSEMENTS ET FINANCEMENT	45
4.5	COMMENTAIRES PAR PAYS	48
4.6	RECHERCHE, DÉVELOPPEMENT ET ASSISTANCE TECHNIQUE	62
4.7	SYSTÈMES D'INFORMATION	63
4.8	RESSOURCES HUMAINES	64
4.9	LITIGES ET PROCÉDURES EN COURS	64
4.10	ÉVÈNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE	64
4.11	STRATÉGIE ET PERSPECTIVES	64

4. GESTION DU GROUPE

4.1 ÉVÉNEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE 2007

- ⊙ Au mois de mars 2007, Ciments Français SA a lancé, simultanément, dans le cadre de son programme EMTN (Euro Medium Term Note), une émission obligataire cotée à la bourse du Luxembourg pour un montant de 500 millions d'euros à échéance 2017 et une offre partielle de rachat sur l'émission obligataire à échéance de juillet 2009 de 350 millions d'euros. Cette offre plafonnée à 210 millions d'euros a obtenu l'adhésion des porteurs d'obligations pour 190,7 millions d'euros. Ces opérations ont permis d'optimiser les conditions de financement, la gestion des remboursements futurs en réduisant l'échéance de juillet 2009 et d'allonger la maturité de la dette. La durée de vie moyenne de la dette est ainsi portée à 5 ans et 10 mois au 31 décembre 2007 contre 5 ans au 31 décembre 2006. Par ailleurs, cette opération a permis d'obtenir de nouveaux fonds afin de soutenir le programme important d'investissements du Groupe.
- ⊙ Au premier trimestre 2007, le Groupe a fait son entrée dans le secteur du béton prêt à l'emploi sur le marché des États-Unis par l'acquisition de la société Arrow et s'est renforcé sur celui du Canada par l'acquisition de la société Cambridge grâce à deux opérations distinctes, d'un montant global de 48,8 millions d'euros :
 - Le **Groupe Arrow**, leader du secteur béton prêt à l'emploi en Virginie occidentale, détient également des unités de production dans l'Ohio, en Pennsylvanie occidentale et en Caroline du Sud. La production de béton prêt à l'emploi d'Arrow a atteint environ 560 000 m³ en 2006, pour un chiffre d'affaires de 66 millions de dollars US sur un marché qui présente des synergies avec le dispositif industriel actuel d'Essroc. Arrow dispose de 17 centrales fixes, 4 centrales mobiles et d'un parc de 164 toupies.
 - **Cambridge**, situé à l'ouest de Toronto, dispose de 5 centrales à béton et de 72 toupies et possède les droits d'extraction de granulats dans deux carrières aux réserves importantes. En 2006, la société a vendu près de 270 000 m³ de béton prêt à l'emploi, pour un chiffre d'affaires d'environ 27 millions de dollars canadiens. Cette activité est complémentaire de celle de Picton, cimenterie située en Ontario.
- ⊙ Au cours de 2007, le Groupe a augmenté sa participation dans **Suez Cement Company** et ses filiales pour un montant de 74,6 millions d'euros. Au 31 décembre 2007, la participation du Groupe dans Suez Cement Company est égale à 55,08 %.
- ⊙ Fin juin 2007, Suez Cement Company a acquis 45 % des actions de la société **Tecno Gravel**, société égyptienne qui possède une carrière située dans la zone de Suez considérée comme la meilleure en Égypte pour la qualité des granulats. Elle possède également une installation de concassage. L'investissement réalisé permettra un renforcement du Groupe sur le marché du granulat.
- ⊙ Fin juin 2007, le Groupe a acquis la totalité du capital de **Fuping Cement**, société située dans la province de Shaanxi (Chine Centrale) pour un investissement de 28,0 millions d'euros (valeur de l'entreprise 56,5 millions d'euros). Cette société, qui emploie plus de 300 personnes, est propriétaire d'une carrière de calcaire et exploite une usine moderne en voie sèche mise en service en juin 2006 ; sa capacité annuelle de production de 1,7 million de tonnes de clinker (avec une capacité de broyage de 2 millions de tonnes de ciment) pourra être multipliée par deux dans un avenir proche grâce aux autorisations déjà obtenues. La localisation de cette entité place le Groupe dans une position stratégique sur le marché à fort potentiel de croissance, à moyen et long terme, de la zone centrale de la Chine. Cet investissement renforcera les opérations du Groupe en Asie, où la Chine et l'Inde représentent les deux plus grands consommateurs de ciment du monde.
- ⊙ Fin août 2007, le Groupe, à travers sa filiale égyptienne Suez Cement Company, est devenu le nouvel actionnaire majoritaire de la société koweïtienne **Hilal Cement Company** avec une participation de 51 %. Hilal Cement Company exploite deux terminaux d'importation situés au sud du Koweït, d'une capacité totale annuelle de près d'1 million de tonnes. En 2006, Hilal Cement Company a enregistré un chiffre d'affaires d'environ 65 millions de dollars US et un résultat brut d'exploitation avoisinant 13,5 millions de dollars US.

4.2 PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUÉS

Depuis le 1^{er} janvier 2005, les états financiers consolidés de Ciments Français SA sont préparés conformément au référentiel comptable IFRS (International Financial Reporting Standards).

Les comptes consolidés 2007 ont été préparés conformément aux normes et interprétations adoptées par la Commission Européenne au 31 décembre 2007. Ils ne prennent pas en compte les normes et interprétations publiées par l'IASB au 31 décembre 2007 mais non encore adoptées par l'Union Européenne à cette date.

Les changements intervenus dans les principes et normes de référence, par rapport à 2006 sont détaillés dans l'annexe aux comptes consolidés (note 1).

4.3 RÉSULTATS

En 2007, le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 4 685 millions d'euros en progression de 6,9 % par rapport à 2006.

Le résultat brut d'exploitation courant à 1 209,1 millions d'euros est stable (-0,4%) par rapport à 2006, malgré un quatrième trimestre en retrait, grâce à un bon effet prix qui compense la hausse des coûts opérationnels, l'effet de change annulant l'effet périmètre favorable.

Le résultat brut d'exploitation à 1 195,4 millions d'euros, en légère augmentation par rapport à celui de l'exercice 2006 (+0,6 %), tient compte d'une charge complémentaire concernant le plan de réorganisation en Égypte (15,4 millions d'euros) ce montant venant s'ajouter à la provision constituée en 2006 pour 25,4 millions d'euros.

Le résultat net, Part du Groupe, à 465,9 millions d'euros est en légère baisse (-7,3 %) en raison de l'augmentation des amortissements due à la croissance des investissements industriels des dernières années et d'impacts non récurrents dans les charges fiscales.

L'endettement net au 31 décembre 2007 s'élève à 1 513,4 millions d'euros en très légère augmentation par rapport à fin décembre 2006 (+ 36,3 millions d'euros).

Chiffres clés consolidés

<i>(en millions d'euros)</i>	2007	2006	2005	Variation % 2007/2006
Chiffre d'affaires	4 685,2	4 380,9	3 595,4	+6,9
Résultat brut d'exploitation courant	1 209,1	1 214,2	955,4	-0,4
Résultat brut d'exploitation	1 195,4	1 187,8	916,6	+0,6
Résultat d'exploitation	853,4	871,3	644,3	-2,1
Résultat net	563,6	589,8	472,7	-4,4
dont Part du Groupe	465,9	502,3	421,6	-7,3
Intérêts minoritaires	97,7	87,5	51,1	+11,7

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 décembre 2007	Au 31 décembre 2006	Au 31 décembre 2005
Capitaux propres	3 673,7	3 487,7	3 215,4
dont Part du Groupe	2 981,8	2 770,2	2 485,5
Intérêts minoritaires	691,9	717,5	729,9
Endettement net	1 513,4	1 477,1	1 540,6
Investissements	586,7	540,4	835,5
Effectifs (nombre)	18 363	17 607	16 601

Évolution des résultats trimestriels

2007

(en millions d'euros)	1 ^{er} trimestre	2 ^{ème} trimestre	3 ^{ème} trimestre	4 ^{ème} trimestre	TOTAL
Chiffre d'affaires	1 057,5	1 275,6	1 214,9	1 137,2	4 685,2
RBE courant	234,8	375,1	338,0	261,2	1 209,1
Résultat brut d'exploitation	235,4	375,4	339,8	244,8	1 195,4
Résultat d'exploitation	153,4	291,5	255,4	153,1	853,4
Résultat net	87,8	201,7	151,8	122,3	563,6
dont Part du Groupe	65,2	173,8	125,0	101,9	465,9
Intérêts minoritaires	22,6	27,9	26,8	20,4	97,7
Endettement financier net - fin de trimestre	1 352,3	1 552,2	1 532,1	1 513,4	

2006 et 2005

(en millions d'euros)	1 ^{er} trimestre		2 ^{ème} trimestre		3 ^{ème} trimestre		4 ^{ème} trimestre		TOTAL	
	2006	2005	2006	2005	2006	2005	2006	2005	2006	2005
Chiffre d'affaires	942,0	667,7	1 214,9	1 007,3	1 128,3	982,2	1 095,7	938,2	4 380,9	3 595,4
RBE courant	224,1	124,5	379,8	287,2	336,9	291,8	273,4	251,8	1 214,3	955,4
RBE	224,4	126,1	380,7	269,7	337,1	291,3	245,6	229,5	1 187,8	916,6
Résultat d'exploitation	148,2	72,8	303,2	202,1	256,8	218,2	163,1	151,2	871,3	644,3
Résultat net	84,3	44,8	217,3	142,2	172,8	143,9	115,4	141,9	589,8	472,7
dont Part du Groupe	60,9	36,4	188,0	133,9	143,4	124,6	110,0	126,7	502,3	421,6
Intérêts minoritaires	23,5	8,4	29,3	8,3	29,4	19,3	5,3	15,1	87,5	51,1
Endettement financier net - fin de trimestre	1 512,2	1 308,3	1 835,4	1 473,2	1 600,4	1 884,5	1 477,1	1 540,6		

Chiffres clés par zone géographique

(en millions d'euros)	Chiffre d'affaires			Résultat brut d'exploitation courant			Résultat brut d'exploitation			Résultat d'exploitation		
	2007	2006	2005	2007	2006	2005	2007	2006	2005	2007	2006	2005
Europe de l'Ouest	2 170,1	2 047,9	1 827,2	516,9	501,5	449,9	519,2	505,5	430,1	394,9	387,5	315,4
Amérique du Nord	605,7	659,7	603,1	127,6	156,6	130,9	127,2	155,7	129,3	80,2	110,3	91,5
Europe Est et Sud Méditerranée ⁽¹⁾	1 217,4	1 105,5	805,5	435,3	428,3	304,8	420,9	399,0	287,3	296,1	284,4	197,7
Asie ⁽²⁾	444,2	361,2	259,6	124,3	101,9	66,5	123,1	101,6	66,8	81,8	67,1	39,9
Négoce ciment/clinker	337,2	309,4	202,7	18,1	17,6	10,3	18,1	17,5	10,3	16,2	16,3	9,3
Éliminations et autres ⁽³⁾	(89,4)	(102,8)	(102,7)	(13,1)	8,4	(7,0)	(13,1)	8,5	(7,2)	(15,8)	5,7	(9,5)
TOTAL	4 685,2	4 380,9	3 595,4	1 209,1	1 214,3	955,4	1 195,4	1 187,8	916,6	853,4	871,3	644,3

(1) Égypte, Maroc, Bulgarie, Turquie. Suez Cement Company consolidée à partir du 1^{er} avril 2005 et Helwan Cement Ltd consolidée à partir du 1^{er} août 2005.

(2) Inde consolidée par intégration globale à partir du 1^{er} juin 2006. Chine consolidée par intégration globale à partir du 1^{er} juillet 2007.

(3) Y compris siège, holdings et négoce de combustibles.

Volumes vendus

Par zone géographique et par activité

Les volumes exprimés sont relatifs aux volumes vendus par les sociétés consolidées par intégration globale et par les sociétés consolidées par la méthode proportionnelle à concurrence de la quote-part du Groupe.

	Ciment et clinker <i>milliers de tonnes</i>				Granulats <i>milliers de tonnes</i>				Béton prêt à l'emploi <i>milliers de mètres cubes</i>			
	2007	2006	2005	07/06	2007	2006	2005	07/06	2007	2006	2005	07/06
		(1)	(1)	(1) % (2)		(1)	(1)	(1) % (2)		(1)	(1)	(1) % (2)
Europe de l'Ouest	12 527	12 657	12 018	-1,0 -1,0	47 035	47 900	44 511	-1,8 -1,8	8 141	8 148	7 784	-0,1 -0,1
Amérique du Nord ⁽³⁾	6 230	7 047	7 139	-11,6 -11,6	276	210	224	+31,4 +31,4	851	816	815	+4,3 n.s.
Europe Est et Sud Méditerranée ⁽⁴⁾	21 013	20 135	19 806	+4,4 +4,4	2 701	2 834	2 337	-4,7 +0,7	4 123	4 019	3 966	+2,6 +22,1
Asie ⁽⁵⁾	10 785	10 841	10 136	-0,5 +14,6	693	546	693	+26,9 +53,7	939	1 000	1 074	-6,2 -6,2
Négoce ciment/clinker	6 073	6 420	4 556	-5,4 -4,0								
Éliminations	(4 919)	(5 095)	(4 430)									
TOTAL	51 709	52 005	49 225	-0,6 +2,4	50 705	51 490	47 765	-1,5 -1,0	14 054	13 983	13 639	+0,5 +10,7

- (1) À périmètre comparable au périmètre 2007. Les volumes 2006 et 2005 ont été retraités afin de présenter un périmètre comparable à celui de 2007.
- (2) À périmètre historique.
- (3) Les volumes de Cambridge et Arrow sont pris en compte respectivement à compter du 1^{er} mars et 1^{er} avril 2007.
- (4) Les volumes de Suez Cement Company sont pris en compte à partir du 1^{er} avril 2005 et ceux d'Helwan Cement Ltd à partir du 1^{er} août 2005.
- (5) Les volumes de Fuping Cement en Chine sont pris en compte à partir du 1^{er} juillet 2007.

Ciment et clinker

À périmètre comparable, les volumes de ciment et de clinker vendus par le Groupe sont stables par rapport à 2006 (+2,4 % à périmètre historique), ils sont en baisse de 4,8 % dans les pays matures et en croissance de 3,6 % dans les pays émergents hors négoce. Les ventes de ciment s'élèvent à 49,2 millions de tonnes représentant une légère hausse de 2,2 % par rapport à 2006.

Granulats

À périmètre comparable, les volumes de granulats (50,7 millions de tonnes) sont en très légère diminution (-1,5 %) par rapport à 2006. Ils enregistrent une baisse sensible en Espagne et en Grèce partiellement compensée par la bonne progression en France et en Belgique.

Béton prêt à l'emploi

À périmètre comparable, les volumes de béton prêt à l'emploi s'élèvent à 14,1 millions de mètres cubes stables par rapport à 2006.

CONTRIBUTION AU CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ

Par activité

(en millions d'euros)	2007		2006		2005		Variation 2007/2006 %	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	(1)	
Ciment et clinker	3 149,8	67,2	3 023,9	69,0	2 437,0	67,8	+4,2	+5,2
Matériaux de construction	1 307,4	27,9	1 171,4	26,7	1 043,6	29,0	+11,6	+5,3
Autres	228,1	4,9	185,6	4,3	114,8	3,2	+22,9	+26,4
TOTAL	4 685,2	100,0	4 380,9	100,0	3 595,4	100,0	+6,9	+6,1

(1) À périmètre et taux de change comparables.

Par zone géographique

(en millions d'euros)	2007		2006		2005		Variation 2007/2006 %	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	(2)	
Europe de l'Ouest ⁽¹⁾	2 160,8	46,1	2 047,0	46,7	1 821,8	50,7	+5,6	+5,4
Amérique du Nord	605,7	12,9	659,7	15,1	603,1	16,8	-8,2	-6,7
Europe Est et Sud Méditerranée ⁽³⁾	1 172,7	25,0	1 029,0	23,5	761,9	21,2	+14,0	+14,6
Asie ⁽⁴⁾	415,9	8,9	337,7	7,7	242,4	6,7	+23,2	+5,8
Négoce ciment/clinker	209,5	4,5	225,9	5,1	142,6	4,0	-7,2	-5,4
Autres	120,6	2,6	81,6	1,9	23,6	0,6	ns	ns
TOTAL	4 685,2	100,0	4 380,9	100,0	3 595,4	100,0	+6,9	+6,1

(1) Dont siège et holding.

(2) À périmètre et taux de change comparables.

(3) Suez Cement Company consolidée à partir du 1^{er} avril 2005 et Helwan Cement Ltd à partir du 1^{er} août 2005.

(4) Fuping Cement en Chine consolidée à partir du 1^{er} juillet 2007.

Le chiffre d'affaires pour l'année 2007 s'établit à 4 685,2 millions d'euros en progression de 6,9 % par rapport à 2006, soit 6,1 % à périmètre et taux de change comparables.

L'effet périmètre (135,1 millions d'euros) est essentiellement dû à l'intégration à 100 % des sociétés indiennes sur 12 mois en 2007 (7 mois en 2006), à la consolidation des nouvelles acquisitions réalisées au second semestre 2006 en Égypte (RMB SAE et RMBE SAE), au premier semestre 2007 en Amérique du Nord (Cambridge et Arrow) et en juillet 2007 en Chine (Fuping Cement).

Résultats opérationnels

Le résultat brut d'exploitation est stable à 1 195,4 millions d'euros par rapport à 2006 (+0,6 %).

Une provision est constituée dans les pays concernés par l'application de la Directive Européenne lorsque les émissions de CO₂ de l'exercice excèdent les quotas d'émissions attribués. L'application de ce principe n'a pas eu d'impact significatif sur le résultat d'exploitation consolidé.

À taux de change comparable et hors effet des variations de périmètre, le résultat brut d'exploitation courant à 1 209,1 millions d'euros est en très légère baisse (-0,4 %).

Le résultat d'exploitation s'établit à 853,4 millions d'euros en légère baisse par rapport à 2006 (-2,1 %) après prise en compte des amortissements pour 340,8 millions d'euros (316,1 millions d'euros en 2006).

Résultat financier

Les charges financières nettes s'élèvent à 93,1 millions d'euros contre 94,0 millions d'euros en 2006 (47,2 millions d'euros en 2005).

Les frais financiers liés à l'endettement net (81,9 millions d'euros) sont stables par rapport à 2006 malgré le coût lié au remboursement partiel, par anticipation, de l'emprunt obligataire de 2002 et l'effet périmètre (essentiellement intégration de la société Fuping Cement au second semestre). Les impacts des hausses de taux intervenues en 2007 sont compensés par la baisse de l'endettement net moyen.

Résultat net

Le résultat des sociétés mises en équivalence s'élève à 12,4 millions d'euros contre 11,4 millions d'euros au 31 décembre 2006.

Le taux d'impôt effectif calculé sur le résultat avant impôt et résultat des sociétés en équivalence s'élève à 27,5 % (25,6 % au 31 décembre 2006 et 23,8 % au 31 décembre 2005). Il faut rappeler que la charge d'impôt 2005 avait été réduite par un profit non récurrent de 42,8 millions d'euros lié au traitement fiscal des produits d'intérêt sur les actifs liés aux Titres Subordonnés à Durée Indéterminée (T.S.D.I.). La Loi de Finances pour 2006 avait précisé que ces produits d'intérêt donneraient lieu à taxation sur les trois dernières années au titre de la liquidation de l'impôt 2005 et que les profits constatés lors de l'annulation des T.S.D.I. après 2005 dans les comptes individuels ne seraient pas taxés (191 millions d'euros au global pour Ciments Français et Unibéton).

Le résultat net s'établit à 563,6 millions d'euros en retrait de 4,4 % par rapport à 2006.

La part du Groupe diminue de 7,3 % à 465,9 millions d'euros (contre 502,3 millions d'euros en 2006 et 421,6 millions d'euros en 2005).

4.4 INVESTISSEMENTS ET FINANCEMENT

Investissements

<i>(en millions d'euros)</i>	Investissements financiers			Investissements corporels			Investissements incorporels			TOTAL		
	2007	2006	2005	2007	2006	2005	2007	2006	2005	2007	2006	2005
Europe de l'Ouest	-	-	0,8	127,8	166,3	149,2	6,1	0,9	2,0	133,9	167,3	152,0
Amérique du Nord	49,9	-	-	118,0	68,4	71,0	-	-	-	167,9	68,4	71,0
Europe Est et Sud Méditerranée	140,1	107,3	599,5	98,2	59,6	51,7	0,5	0,4	-	238,8	167,2	651,2
Asie	28,1	113,1	1,3	62,1	38,5	16,9	0,1	-	-	90,3	151,6	18,2
Négoce et autres ⁽¹⁾	0,7	-	-	4,3	4,7	4,3	0,9	0,5	1,2	5,9	5,2	5,5
Total investissements	218,8	220,4	601,6	410,4	337,5	293,1	7,6	1,8	3,2	636,8	559,6	897,9
Variation fournisseurs d'immobilisations	-	-	-	(15,1)	(11,7)	2,0	-	-	-	(15,1)	(11,7)	2,0
Total investissements	218,8	220,4	601,6	395,3	325,8	295,1	-	1,8	3,2	621,7	547,9	899,9
Trésorerie des sociétés acquises	(35,0)	(7,5)	(64,4)	-	-	-	-	-	-	(35,0)	(7,5)	(64,4)
Total flux d'investissements	183,8	212,9	537,2	395,3	325,8	295,1	7,6	1,8	3,2	586,7	540,5	835,5

(1) Dont siège et holding.

Les investissements 2007 s'élèvent à 586,7 millions d'euros contre 540,5 millions d'euros en 2006 et 835,5 millions d'euros en 2005.

Les investissements financiers (nets de la trésorerie des sociétés acquises) s'élèvent à 183,8 millions d'euros (212,9 millions d'euros en 2006).

Les investissements industriels s'élèvent à 395,3 millions d'euros (325,8 millions d'euros en 2006).

Les investissements réalisés par le Groupe en 2007 sont principalement des investissements de maintenance et d'amélioration de l'outil de production. Les investissements visant spécifiquement à limiter les impacts de nos activités sur l'environnement et à améliorer la sécurité représentent presque 27 % des investissements industriels. Ces investissements comprennent ceux concernant spécifiquement l'environnement ainsi qu'une quote-part des investissements portant à la fois sur des aspects stratégiques, industriels et environnementaux.

L'augmentation des investissements industriels enregistrée en 2007 est principalement liée à la construction des nouvelles usines de Martinsburg aux États-Unis, Aït Baha au Maroc et à la fin des travaux de Malaga en Espagne.

La stratégie de développement et de rationalisation du dispositif industriel engagée depuis plusieurs années se poursuivra en 2008 et les années qui suivent.

Financement et endettement net

<i>(en millions d'euros)</i>	2007	2006	2005
Flux avant impôt, frais financiers et variation du besoin en fonds de roulement	1 171,5	1 212,5	947,8
Variation du besoin en fonds de roulement ⁽¹⁾	35,1	(118,6)	(64,8)
Frais financiers et impôts payés	(339,1)	(334,0)	(302,8)
Total flux générés par l'activité	867,5	759,9	580,2
Investissements industriels (corporels et incorporels)	(418,0)	(339,3)	(296,3)
Variation des fournisseurs d'immobilisations	15,1	11,7	(2,0)
Flux d'activité net des investissements industriels	464,6	432,3	281,9
Acquisitions filiales et participations	(218,8)	(220,4)	(601,6)
Cessions d'immobilisations	21,6	12,1	54,1
Dividendes	(138,5)	(169,1)	(98,9)
Endettement net des sociétés acquises	(40,5)	(18,6)	(173,8)
Participation des minoritaires à l'augmentation de capital de Suez Cement Company	-	-	230,5
Autres ⁽²⁾	(124,7)	27,1	(20,1)
(Augmentation) diminution de l'endettement net	(36,3)	63,4	(327,9)
<i>(1) dont variation actions propres</i>	<i>(158,7)</i>	<i>(36,9)</i>	<i>(17,2)</i>
<i>(2) dont effet cession de créances</i>	<i>115,0</i>	<i>30,0</i>	<i>-</i>

<i>(en millions d'euros)</i>	31 décembre 2007	31 décembre 2006	31 décembre 2005
Disponibilités et actifs financiers courants ⁽¹⁾	(366,2)	(308,4)	(386,7)
Dettes et passifs financiers courants ⁽¹⁾	407,4	256,9	672,1
Actifs financiers non courants ⁽¹⁾	(16,1)	(12,7)	(10,5)
Dettes et passifs financiers non courants	1 488,3	1 541,3	1 265,7
ENDETTEMENT NET ⁽²⁾	1 513,4	1 477,1	1 540,6

(1) Y compris instruments dérivés.

(2) La définition de l'endettement net est donnée en note 18.1 de l'annexe aux comptes consolidés.

En 2007, le total des flux de trésorerie générés par l'activité s'élève à 832 millions d'euros contre 878 millions d'euros en 2006, hors variation du besoin en fonds de roulement et impact des cessions de créances.

Les investissements corporels, incorporels et financiers nets des cessions se sont élevés à 600,2 millions d'euros.

Capitaux propres

Après distribution des dividendes de 138,5 millions d'euros, les capitaux propres progressent de 186,0 millions d'euros pour atteindre 3 673,7 millions d'euros. Les capitaux propres - Part du Groupe augmentent de 211,6 millions d'euros, les intérêts minoritaires diminuent de 25,6 millions d'euros à 691,9 millions d'euros.

Le résultat de l'année s'élève à 563,6 millions d'euros (dont 465,9 millions pour la part du Groupe).

Plusieurs monnaies se sont dépréciées par rapport à l'euro (principalement le dollar et la livre égyptienne) se traduisant par une diminution des réserves de conversion de 74,8 millions d'euros (dont 48,1 millions pour la Part du Groupe).

Ratio d'endettement et couverture de la dette

Le ratio d'endettement* est de 41,2 % (42,4 % au 31 décembre 2006 et 47,9 % au 31 décembre 2005).

* (*endettement net/capitaux propres*)

Le ratio de couverture de l'endettement net (endettement net/RBE courant 12 mois glissants) est de 1,2 (identique au 31 décembre 2006 et 1,6 au 31 décembre 2005).

Autres analyses du bilan

L'augmentation des titres de participation provient essentiellement de l'acquisition de titres de la société Goltas Cimento en Turquie (13,4 millions d'euros) et de la réévaluation des titres Asment au Maroc (15,1 millions d'euros).

Au 31 décembre 2007, le poste clients diminue de 106,1 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2006 en raison essentiellement de l'augmentation des cessions de créances réalisées en France chez Calcia et Unibéton (cf. note 12 de l'annexe aux comptes consolidés).

4.5 COMMENTAIRES PAR PAYS

EUROPE DE L'OUEST

FRANCE ⁽¹⁾

Cimenteries	9
Centre de broyage	1
Carrières	73
Centrales à béton	192

(en millions d'euros)

	2007	2006	2005
Chiffre d'affaires ⁽²⁾	1 593,4	1 488,4	1 330,3
Résultat brut d'exploitation courant	344,9	340,4	303,3
Résultat brut d'exploitation	347,5	343,8	288,3
Résultat d'exploitation	276,1	276,1	220,9
Investissements industriels	76,3	89,0	80,4
Effectifs	3 831	3 857	3 847

(1) Hors siège.

(2) Avant éliminations intra-Groupe et après éliminations inter segment.

Ciment

(en millions d'euros)

	2007	2006	2005
Chiffre d'affaires*	907,9	849,1	756,8
Résultat brut d'exploitation courant	241,5	240,7	221,5
Résultat brut d'exploitation	240,2	240,2	215,9
Résultat d'exploitation	206,7	208,7	183,9

* Avant éliminations intra-Groupe et y compris refacturation de prestations.

Bonne performance du secteur de la construction, particulièrement durant le premier semestre, favorisée par les conditions météorologiques clémentes du premier trimestre et la forte demande des secteurs des travaux publics et de la construction non résidentielle. Dans ce contexte, la demande en ciment est en hausse de 3,2 % pour l'ensemble de l'année et les volumes vendus sur le marché intérieur augmentent de 2,0 %. Malgré l'augmentation de la production de clinker, la forte demande a entraîné la saturation du dispositif industriel obligeant à des achats de ciment et de clinker à l'extérieur du Groupe.

Il faut également noter une bonne progression des prix de vente grâce aux hausses pratiquées en début d'année et l'impact positif du mix produits/clients dû à la pénurie de ciment.

Ces éléments ont permis de compenser l'augmentation des prix des combustibles, le résultat brut d'exploitation reste stable par rapport à 2006.

En 2008, dans un contexte économique moins favorable, après quatre ans de croissance ininterrompue, la demande de ciment ne devrait pas augmenter.

Matériaux de construction

<i>(en millions d'euros)</i>	2007	2006	2005
Chiffre d'affaires*	753,2	703,3	632,5
Résultat brut d'exploitation courant	82,7	82,7	66,3
Résultat brut d'exploitation	86,3	86,0	57,8
Résultat d'exploitation	54,2	55,4	28,1

* Avant éliminations intra-Groupe.

Comme pour le ciment, la bonne activité du secteur de la construction a contribué à l'augmentation des volumes vendus de granulats (+5,6 %) et, de façon moins significative, de béton prêt à l'emploi (+0,9 %).

Cette augmentation des volumes a été accompagnée par une hausse sensible des prix de vente, essentiellement pour le granulat. L'augmentation du chiffre d'affaires a permis de compenser la hausse des coûts d'exploitation (pour le béton prêt à l'emploi essentiellement matières premières et transport).

BELGIQUE

Cimenterie	1
Carrières	2
Centrales à béton	11

<i>(en millions d'euros)</i>	2007	2006	2005
Chiffre d'affaires*	235,1	212,3	198,4
Résultat brut d'exploitation courant	52,8	43,1	42,2
Résultat brut d'exploitation	52,5	43,3	37,1
Résultat d'exploitation	26,1	15,5	10,0
Investissements industriels	10,1	13,8	14,0
Effectifs	582	587	583

* Avant éliminations intra-Groupe.

Dans un marché en légère hausse (+2 %) et toujours très exposé au poids croissant des importations (+22 % en 2007 selon nos estimations), les ventes de ciment du Groupe sont en diminution de 4,5 % par rapport à 2006. Toutefois, grâce aux hausses de prix pratiquées en début d'année, le chiffre d'affaires est en légère augmentation.

Malgré un marché extrêmement concurrentiel, les volumes de béton prêt à l'emploi vendus par le Groupe ont augmenté de 4,3 % en raison principalement de la très bonne activité du premier semestre.

Pour l'activité granulats, les volumes vendus sont en augmentation de 6,0 % par rapport à 2006.

En dépit de l'augmentation des coûts d'exploitation, le résultat brut d'exploitation courant a progressé dans les trois secteurs d'activité.

Pour l'année 2008, la demande en ciment devrait rester comparable à celle de 2007.

ESPAGNE

Cimenteries	3
Carrières	8
Centrales à béton	37

<i>(en millions d'euros)</i>	2007	2006	2005
Chiffre d'affaires*	362,5	341,1	297,8
Résultat brut d'exploitation courant	89,2	84,9	77,5
Résultat brut d'exploitation	89,3	85,2	77,6
Résultat d'exploitation	67,1	66,6	61,1
Investissements industriels	36,1	58,4	48,5
Effectifs	831	836	833

* Avant éliminations intra-Groupe.

En 2007, la consommation de ciment est restée stable.

Dans les régions où opère le Groupe, les évolutions sont contrastées : forte croissance au nord du pays soutenue par les travaux publics et légère baisse dans le sud à cause du bas niveau d'activité du secteur résidentiel dans la région de Malaga.

Pour l'ensemble de l'année, les volumes de ciment vendus par le Groupe sur le marché domestique sont en baisse de 5 %.

Pour les matériaux de construction, les volumes de granulats vendus sont en baisse de 18,1 % par rapport à 2006 en raison essentiellement de la fin de chantiers importants et de fermeture temporaire de site alors que ceux du béton prêt à l'emploi enregistrent une augmentation de 3,1 %.

Globalement, le chiffre d'affaires est en augmentation par rapport à l'année précédente grâce à la hausse des prix de vente du ciment et du béton prêt à l'emploi.

La nouvelle ligne de production de Malaga, d'une capacité d'environ 1 million de tonnes de clinker par an a été mise en service à la fin du mois de mars 2007. Après une période d'essais, elle a maintenant atteint le niveau de production et de performance attendus en termes de consommation énergétique et d'émissions de gaz à effet de serre.

Compte tenu de ces éléments et de l'accroissement de la production permettant de réduire les achats de ciment et clinker à l'extérieur du Groupe et malgré la forte hausse des coûts énergétiques, les résultats opérationnels sont en progression.

Le ralentissement du secteur résidentiel prévu pour 2008 pourrait avoir une influence négative sur l'activité de la construction, et, pour la première fois en dix ans, la demande de ciment pourrait diminuer.

GRÈCE

Cimenterie	1
Carrière	1
Centrales à béton	5

<i>(en millions d'euros)</i>	2007	2006	2005
Chiffre d'affaires*	94,7	103,0	84,0
Résultat brut d'exploitation courant	30,0	33,2	26,9
Résultat brut d'exploitation	30,0	33,2	27,1
Résultat d'exploitation	25,6	29,3	23,4
Investissements industriels	5,2	5,2	6,3
Effectifs	236	232	235

* Avant éliminations intra-Groupe.

En 2007, l'activité dans les trois métiers enregistre une baisse importante par rapport aux records historiques de l'année précédente. Les volumes de ciment vendus par le Groupe sont en baisse de 8 % par rapport à ceux de 2006.

Pour les matériaux de construction, les ventes sont en baisse de 5,8 % pour le granulats et de 20,7 % pour le béton prêt à l'emploi en raison d'une pression concurrentielle importante.

Le résultat d'exploitation est en baisse par rapport à celui de 2006 en raison principalement du ralentissement significatif de l'activité (la hausse des prix n'ayant pas permis de compenser la baisse des volumes) et de l'augmentation de certaines charges d'exploitation (combustibles).

Pour 2008, la baisse de la demande devrait se poursuivre avec toutefois une tendance des prix à la hausse.

AMÉRIQUE DU NORD

Cimenteries	8
Centres de broyage	2
Carrière	1
Centrales à béton	30

<i>(en millions d'euros)</i>	2007	2006	2005
Chiffre d'affaires*	605,7	659,7	603,1
Résultat brut d'exploitation courant	127,6	156,6	130,9
Résultat brut d'exploitation	127,2	155,7	129,3
Résultat d'exploitation	80,2	110,3	91,5
Investissements industriels	118,0	68,3	71,0
Effectifs	2 133	1 697	1 727

* Avant éliminations intra-Groupe.

Dans un contexte économique défavorable, le secteur de la construction a enregistré une baisse de l'activité en raison de la chute du secteur résidentiel privé qui n'a été que partiellement compensée par le secteur privé non résidentiel et par le secteur des travaux publics.

Dans ce contexte, les ventes de ciment du Groupe sont en baisse de 11,6 % par rapport à 2006 en raison essentiellement de la mauvaise performance du premier trimestre 2007 s'opposant à un premier trimestre 2006 dont l'activité avait été exceptionnellement élevée du fait de conditions météorologiques très favorables à la fin du long cycle de croissance du secteur résidentiel privé.

Au cours du premier semestre, le Groupe a renforcé sa présence dans le secteur du béton prêt à l'emploi avec les acquisitions de Cambridge et Arrow consolidées respectivement à compter du 1^{er} mars et du 1^{er} avril 2007.

La chiffre d'affaires, en monnaie locale, est légèrement supérieur à celui de 2006, la baisse des volumes étant compensée par les augmentations de prix et les effets périmètres.

La baisse du résultat brut d'exploitation courant, essentiellement imputable à la mauvaise performance du 1^{er} trimestre, est due avant tout à l'effet volume déjà cité, alors que la hausse des prix a permis de compenser la croissance des coûts variables.

La très forte augmentation des investissements industriels correspond à la construction de l'usine de Martinsburg, d'une capacité de 5 000 tonnes/jour, dont la mise en production est prévue pour 2009.

En 2008, la demande de ciment devrait continuer à décroître, aucune amélioration n'étant attendue dans le secteur résidentiel privé et la croissance enregistrée en 2007 dans le secteur privé non résidentiel et les travaux publics devrait se stabiliser voire fléchir légèrement.

EUROPE EST ET SUD MÉDITERRANÉE
ÉGYPTE ⁽¹⁾

Cimenteries	5
Centrales à béton	14

<i>(en millions d'euros)</i>	2007	2006	2005
Chiffre d'affaires ⁽²⁾	538,9	491,3	264,9
Résultat brut d'exploitation courant	230,6	222,2	123,7
Résultat brut d'exploitation	217,0	197,5	107,3
Résultat d'exploitation	141,7	125,5	59,9
Investissements industriels	29,3	25,0	19,0
Effectifs	4 841	5 105	4 537

(1) Les résultats de Suez Cement Company, Tourah Portland Company et de Suez Bag, précédemment consolidés par mise en équivalence, sont consolidés par intégration globale depuis le 1^{er} avril 2005. Ceux d'Helwan Cement Company sont consolidés depuis le 1^{er} août 2005. Les résultats de RMB SAE et RMBE SAE sont consolidés depuis le 1^{er} octobre 2006.

(2) Avant éliminations intra-Groupe.

En 2007, la consommation de ciment a enregistré une croissance de 14 % portée par les secteurs résidentiels et d'infrastructure touristique.

Les ventes du Groupe sur le marché domestique, conformes à l'évolution du marché, sont soutenues par des hausses de prix depuis le mois de février. Malgré ces bons éléments, le résultat brut d'exploitation courant est pénalisé par l'augmentation de certains coûts de production (en particulier combustible et électricité) et par un effet de change négatif de 16,7 millions d'euros.

Le plan de restructuration annoncé à la fin de l'exercice précédent s'est traduit par le départ de 894 salariés. Les coûts correspondants ont eu un impact négatif de 13,4 millions d'euros sur les comptes 2007.

Pour l'activité béton prêt à l'emploi, après les acquisitions réalisées en 2006 (RMB SAE et RMBE SAE, sociétés consolidées à partir du mois d'octobre 2006), l'acquisition de la société Decom au début du second semestre 2007 a permis de renforcer la présence du Groupe dans ce secteur.

Dans le secteur du granulat, la prise de participation dans la société Tecno Gravel (45 %) réalisée en juin 2007 a permis au Groupe de faire son entrée dans ce secteur, favorisant ainsi l'intégration verticale des activités.

Un nouveau partenariat a été signé en juin 2007 avec un des tout premiers fournisseurs de calcaire (Unilcalce), industrie qui a un fort potentiel de croissance dans un avenir proche.

En 2008, le rythme de la croissance devrait se maintenir en raison de la demande dans les secteurs résidentiels, du tourisme et des travaux publics.

MAROC

Cimenteries	3
Centre de broyage	1
Carrières	4
Centrales à béton	21

<i>(en millions d'euros)</i>	2007	2006	2005
Chiffre d'affaires*	276,0	244,5	220,5
Résultat brut d'exploitation courant	104,2	104,4	96,5
Résultat brut d'exploitation	102,8	100,1	96,3
Résultat d'exploitation	79,8	81,3	79,2
Investissements industriels	41,6	14,8	13,1
Effectifs	1 082	1 043	1 031

* Avant éliminations intra-Groupe.

La progression de la consommation de ciment enregistrée en 2006 s'est poursuivie en 2007 soutenue par la forte activité du secteur de la construction bénéficiant de programmes ambitieux de logements sociaux, d'infrastructures touristiques et d'autoroutes.

Les volumes de ciment vendus par le Groupe sur le marché domestique ont enregistré une augmentation légèrement inférieure à l'évolution du marché en raison de la saturation de notre dispositif industriel.

Les ventes de béton prêt à l'emploi ont enregistré une croissance de 5,5 % tandis que celles des granulats affichent une légère baisse (-3,5 %).

Pour l'ensemble des activités, le chiffre d'affaire est en forte augmentation avec les prix de vente du ciment bénéficiant d'une nouvelle hausse en novembre 2007.

Le résultat brut d'exploitation courant est stable par rapport à 2006, pénalisé par la forte augmentation des prix des combustibles (petcoke) et par l'augmentation des achats de clinker à l'extérieur du Groupe.

En 2007, les travaux de la nouvelle installation d'Aït-Baha, d'une capacité de 5 000 tonnes/jour, située à 55 kilomètres d'Agadir ont commencé.

En 2008, le marché du ciment devrait connaître une croissance égale à celle de 2007.

BULGARIE

Cimenteries	2
Carrières	2

<i>(en millions d'euros)</i>	2007	2006	2005
Chiffre d'affaires*	147,7	124,2	99,7
Résultat brut d'exploitation courant	53,3	46,3	34,5
Résultat brut d'exploitation	53,5	46,5	34,4
Résultat d'exploitation	42,0	37,3	25,9
Investissements industriels	9,2	8,6	8,4
Effectifs	539	552	525

* Avant éliminations intra-Groupe.

L'année 2007 a confirmé la bonne croissance économique dans les secteurs de la construction avec une demande de ciment en augmentation significative par rapport à 2006.

Les volumes de ciment vendus par le Groupe sur le marché domestique sont en augmentation de 16,0 % au détriment des ventes à l'export. Les conditions de marché favorables ont permis une bonne progression des prix de vente.

La hausse des volumes et des prix de vente sur le marché domestique s'est traduite par une progression du chiffre d'affaires (+18,9 %) et du résultat brut d'exploitation courant (+15,1 %), ce dernier ralenti par l'augmentation de certains coûts d'exploitation, en particulier les combustibles.

Le contexte extrêmement favorable de 2007 devrait se confirmer en 2008. En février 2008 le Groupe a obtenu les autorisations pour la construction d'une nouvelle ligne de production pour l'usine de Varna.

TURQUIE

Cimenteries	4
Centre de broyage	1
Centrales à béton	18

<i>(en millions d'euros)</i>	2007	2006	2005
Chiffre d'affaires*	260,0	245,5	220,4
Résultat brut d'exploitation courant	47,2	55,4	50,0
Résultat brut d'exploitation	47,6	54,9	49,3
Résultat d'exploitation	32,6	40,3	32,7
Investissements industriels	18,0	11,4	11,2
Effectifs	896	887	831

* Avant éliminations intra-Gruppe.

Après la forte augmentation de la consommation de ciment en 2006, la croissance du marché s'est poursuivie pendant l'année 2007 malgré un ralentissement à la fin du premier semestre dû aux incertitudes liées aux élections législatives de juillet.

Trois groupes internationaux se sont récemment implantés en Turquie par l'acquisition de sociétés locales. Dans ce contexte très compétitif, les volumes de ciment et clinker vendus par le Groupe sont conformes à l'évolution du marché avec des prix de vente en augmentation (+4,0 %).

Dans le secteur du béton prêt à l'emploi, les ventes réalisées par le Groupe sont en baisse en raison d'une compétition très forte avec l'apparition d'un nombre croissant de producteurs indépendants.

Dans ce contexte, les résultats opérationnels ont été pénalisés par la forte augmentation des coûts d'exploitation en particulier les matières premières et les combustibles et les achats de clinker (en raison de la saturation de notre dispositif industriel).

Pour 2008, la demande de ciment sur le marché domestique devrait se confirmer.

ASIE

THAÏLANDE

Cimenteries	3
Carrière	1
Centrales à béton	37

<i>(en millions d'euros)</i>	2007	2006	2005
Chiffre d'affaires*	208,5	208,5	185,7
Résultat brut d'exploitation courant	43,5	52,2	52,0
Résultat brut d'exploitation	43,1	52,4	52,2
Résultat d'exploitation	19,8	29,9	31,2
Investissements industriels	13,2	10,6	11,4
Effectifs	1 155	1 152	1 167

* Avant éliminations intra-Groupe.

L'année 2007 a été marquée par un contexte politique incertain qui a ralenti l'économie du pays avec un report des grands projets publics ainsi que des investissements privés, entraînant une diminution de la consommation de ciment.

Les ventes globales de ciment et clinker du Groupe ont baissé de 2,0 %, la diminution enregistrée sur le marché national (-9,0 %) a été en partie compensée par une augmentation des exportations, réalisées avec des marges plus contenues.

Les prix moyens de vente sont en baisse, légère sur le marché national en raison de la concurrence élevée, plus significative sur les exportations à cause de l'appréciation du baht thaïlandais. Dans les matériaux de construction, les ventes de béton prêt à l'emploi ont baissé de 6,2 %.

Globalement, l'effet négatif lié aux volumes et aux prix de vente, ainsi que l'augmentation de certains coûts d'exploitation, ont généré une diminution des résultats opérationnels par rapport à 2006 légèrement compensée par un effet de change positif.

Compte tenu des élections qui ont eu lieu fin décembre 2007, l'activité économique devrait s'améliorer et la demande de ciment repartir avec le renouveau de l'économie.

INDE ⁽¹⁾

Cimenteries 2

<i>(en millions d'euros)</i>	2007	2006	2005
Chiffre d'affaires ⁽²⁾	173,8	116,0	48,7
Résultat brut d'exploitation courant	64,1	38,9	5,9
Résultat brut d'exploitation	63,7	38,1	5,9
Résultat d'exploitation	49,8	28,8	2,0
Investissements industriels	44,3	22,3	2,0
Effectifs	838	779	404

- (1) Pour l'année 2005 Zuari Cement Ltd et sa filiale Sri Vishnu Ltd sont consolidées par intégration proportionnelle et les données sont communiquées à hauteur de 50 %.
- (2) Avant éliminations intra-Groupe.

En 2007, la consommation de ciment est toujours en augmentation. Ce contexte économique favorable a permis une bonne croissance des volumes vendus par le Groupe entraînant même une saturation des capacités de production.

La progression des volumes vendus sur le marché intérieur (+ 6 % à périmètre comparable) a empêché toute exportation. Ces conditions de marché favorables ont permis des hausses de prix significatives.

Compte tenu de ces éléments et de l'impact de la variation du périmètre (consolidation 12 mois en 2007 et 7 mois en 2006), les résultats opérationnels sont en nette progression par rapport à ceux de 2006.

La fusion de Sri Vishnu Cement Ltd avec sa société mère Zuari Cement Ltd est devenue effective à la fin du premier semestre avec effet rétroactif au 1^{er} janvier.

L'augmentation des investissements concerne essentiellement la nouvelle ligne de production de Yerraguntla (capacité 5 500 tonnes/jour).

Pour 2008, l'augmentation de la demande de ciment devrait se maintenir dans les marchés du sud du pays où le Groupe est présent.

CHINE*

Cimenterie 1

(en millions d'euros)

	2007
Chiffre d'affaires	13,5
Résultat brut d'exploitation courant	1,6
Résultat brut d'exploitation	1,4
Résultat d'exploitation	(0,2)
Investissements industriels	0,8
Effectifs	455

* Fuping Cement consolidée à partir du 1^{er} juillet 2007.

Fuping Cement est propriétaire d'une carrière de calcaire et exploite une usine moderne en voie sèche dont la capacité annuelle de production est de 1,7 millions de tonnes de clinker (avec une capacité de broyage de 2 millions de tonnes de ciment). Depuis l'acquisition de la société, en dépit d'une légère baisse en septembre et octobre en raison de mauvaises conditions climatiques, les volumes de ciment vendus sont en progression, avec un niveau record au mois de novembre.

La bonne tendance du marché devrait se confirmer en 2008, grâce au développement économique très soutenu de la province du Shaanxi qui dépasse celui de la Chine dans son ensemble, en raison d'importants projets tant d'infrastructure, comme le nouveau centre aéronautique, que celui concernant l'urbanisation de la ville de Xi'an.

KAZAKHSTAN

Cimenterie 1

<i>(en millions d'euros)</i>	2007	2006	2005
Chiffre d'affaires*	48,5	36,8	25,2
Résultat brut d'exploitation courant	15,2	10,8	8,7
Résultat brut d'exploitation	15,1	11,1	8,7
Résultat d'exploitation	12,3	8,4	6,7
Investissements industriels	3,8	5,6	3,5
Effectifs	468	456	442

* Avant éliminations intra-Groupe.

L'année 2007 a connu une forte croissance du marché de la construction et de la consommation de ciment, malgré le ralentissement du dernier trimestre dû au contexte financier incertain déclenché par la crise américaine des crédits immobiliers à risque qui a également touché le système bancaire kazakh, réduisant l'accès aux crédits et pénalisant le secteur de la construction.

Les volumes de ciment vendus par le Groupe ont progressé de 18,4 % par rapport à l'année précédente avec des prix de vente moyens en nette amélioration.

Cette activité soutenue ainsi que les hausses de prix entraînent une forte progression des résultats opérationnels, en dépit de l'augmentation de certaines charges d'exploitation (électricité et maintenance).

Début décembre, suite aux actions entreprises par les autorités locales, les autorisations d'exploitation de la carrière utilisée par Shymkent ont été suspendues ; il a été fait appel de cette décision. Au cours du mois de mars, une décision de justice favorable a annulé les jugements précédents et a invité les parties à trouver un accord. Des discussions sont actuellement en cours avec les autorités locales. La situation, en dépit de cette dernière évolution favorable, reste incertaine et l'activité en 2008 sera fortement tributaire de la date de réouverture de la carrière, et donc du redémarrage de l'usine.

NÉGOCE CIMENT/CLINKER

Centre de broyage	1
Terminaux	5

<i>(en millions d'euros)</i>	2007	2006	2005
Chiffre d'affaires*	337,2	309,4	202,7
Résultat brut d'exploitation courant	18,1	17,6	10,3
Résultat brut d'exploitation	18,1	17,5	10,3
Résultat d'exploitation	16,2	16,3	9,3
Investissements industriels	2,8	3,6	3,2
Effectifs	377	324	315

* Avant éliminations intra-Groupe.

L'activité négoce est soumise à des contraintes en termes de disponibilité de ciment et de clinker. La forte croissance des marchés intérieurs dans le bassin méditerranéen a réduit les volumes destinés à l'exportation. De nouvelles sources d'approvisionnement ont été identifiées en Asie de l'Est pour répondre à la demande. La progression des prix de vente a permis de compenser l'augmentation des coûts logistiques.

Pour l'activité des terminaux, les volumes sont en progression de 6 % en raison essentiellement de l'acquisition d'un nouveau terminal cimentier au Koweït au cours du troisième trimestre 2007 par la prise d'une participation de 51 % dans la société Hilal. Les résultats de cette société sont consolidés par intégration globale depuis le 30 septembre 2007.

4.6 RECHERCHE, DÉVELOPPEMENT ET ASSISTANCE TECHNIQUE

La structure, l'organisation et les missions du Centre Technique Groupe (CTG) sont décrites en partie 3.5.

Les activités entreprises par le CTG pour le compte des sociétés du Groupe comprennent : design et ingénierie, assistance dans la construction de nouvelles usines et la modernisation d'usines existantes, missions d'assistance opérationnelle ou liées aux opérations de maintenance, aussi bien pour l'activité ciment que pour les matériaux de construction ainsi que des projets de recherche et développement.

Le CTG a participé aux projets industriels de construction de nouvelles lignes ou d'installation de nouveaux équipements tels que décrits dans la partie 4.4.

Parmi ces principaux projets, on notera la nouvelle ligne de production de Martinsburg aux États-Unis, d'une capacité de 5 000 tonnes/jour (commandes et activités sur site), la nouvelle ligne de production de Yerraguntla en Inde, d'une capacité de 5 500 tonnes/jour (obtention du permis de construire et de l'autorisation délivrée par le ministère de l'environnement et des forêts, principales machines commandées, travaux d'ingénierie entamés et démarrage des travaux sur le site), la nouvelle usine de Ait Baha au Maroc, d'une capacité de 5 000 tonnes/jour (processus d'obtention des permis engagé, principales machines commandées et démarrage des travaux sur le site). Par ailleurs, la nouvelle ligne de cuisson de Malaga en Espagne a été mise en service le 23 mars 2007 et la capacité de production recherchée a été atteinte en novembre.

En ce qui concerne uniquement les activités de modernisation des cimenteries, l'évaluation de l'impact environnemental de la nouvelle ligne de production de Devnya en Bulgarie a été réalisée et l'autorisation IPPC (Integrated Pollution Prevention and Control ou Prévention et Réduction Intégrées de la Pollution) ainsi que le permis de construire devraient être délivrés durant le 1^{er} trimestre 2008. Les négociations en vue de l'achat des équipements principaux devraient être finalisées dans le même temps. Des études préliminaires de faisabilité sont actuellement en cours pour des usines modernes.

Dans le cadre des activités d'assistance, des actions ont été entreprises, d'une part, pour améliorer la qualité des produits, la performance technologique et la production, et d'autre part, pour faciliter le démarrage ou la construction de nouvelles installations au sein d'un certain nombre de cimenteries du Groupe.

Les activités du CTG ont concerné à la fois les matériaux et les procédés.

Une attention particulière a été portée au transfert technologique de nouveaux procédés dans le béton et les ciments spéciaux.

Le CTG a apporté son aide aux filiales sur le TX Active® (principe photocatalytique capable de détruire les agents polluants organiques et non-organiques présents dans l'air) dans le cadre de campagnes d'information environnementales, notamment avec la création de la première chaussée en béton de ciment mince collé dépolluant sur l'artère principale de la ville de Vanves dans la banlieue parisienne. Des tests ont été effectués sur la réaction de formules photocatalytiques aux rayons ultra-violet mais aussi à la lumière. La première phase de l'étude portant sur le ciment aux propriétés antibactériennes a été terminée.

En ce qui concerne le clinker sulfo-aluminé, les formulations de CIMEXPRESS, DUOCAL et LR3 ont été validées. Des tests sur le béton à prise rapide développé à partir de ciment sulfo-aluminé ont été réalisés à l'aéroport Charles de Gaulle à Paris.

Des procédés physiques et chimiques de réduction du CO₂ et de traitement des cendres volantes sont actuellement à l'étude.

Dans le domaine des mortiers extrudés, des tests ont concerné la production de panneaux blancs et le fini des surfaces de panneaux extrudés. Les travaux sur le béton à haute performance se sont poursuivis.

Des études destinées à mettre en évidence les facteurs importants à l'origine des propriétés des ciments destinés aux puits de pétrole sont menées ainsi que des tests d'optimisation des procédés et des produits dans le domaine des nouveaux super plastifiants.

4.7 SYSTÈMES D'INFORMATION

L'année 2007 a permis de définir les nouvelles orientations destinées à renforcer la stratégie du Groupe en matière de centralisation et de simplification des systèmes informatiques. Les principaux axes de développement sont les suivants :

- ⊙ Mise en place d'un système d'information unique dans toutes les sociétés du Groupe permettant une meilleure homogénéisation des processus, une mise en place plus rapide du système lors de nouvelles implantations et une amélioration de la performance et de l'organisation des services informatiques (nombre d'applications plus limité, mise à jour SAP facilitée).
- ⊙ Adaptation de l'organisation de la direction informatique afin d'améliorer la gestion des projets en termes de réactivité et de qualité de services et de limiter la dispersion des demandes des utilisateurs.

Les quatre prochaines années seront consacrées au développement et à la mise en place de cette nouvelle organisation ainsi que des applications.

Parallèlement, dans le cadre de l'évolution des solutions spécifiques dédiées à l'efficacité et à la qualité, le développement du nouveau système d'information spécialisé dans la gestion des centrales à béton (70 % des sites installés) s'est poursuivi en France et en Belgique.

Fin novembre, un manuel descriptif des procédures existantes en matière de contrôle interne dans les domaines de l'information comptable et financière, développé avec l'aide d'un cabinet externe, a été diffusé sur le site Intranet du Groupe.

4.8 RESSOURCES HUMAINES

Effectifs au 31 décembre

	2007	2006	2005
France ⁽¹⁾	3 930	3 955	3 971
Belgique	582	587	583
Espagne	831	836	833
Grèce	236	232	235
Amérique du Nord ⁽²⁾	2 133	1 697	1 727
Égypte ⁽³⁾	4 841	5 105	4 537
Maroc	1 082	1 043	1 031
Bulgarie	539	552	525
Turquie	896	887	831
Thaïlande	1 155	1 152	1 167
Inde ⁽⁴⁾	838	779	404
Chine ⁽⁵⁾	455	-	-
Kazakhstan	468	456	442
Négoce	377	326	315
TOTAL	18 363	17 607	16 601

- 1) Y compris les effectifs du siège.
- 2) Arrow et Cambridge consolidés à partir d'avril 2007 et mars 2007, respectivement.
- 3) RMB SAE et RMBE SAE consolidés à partir d'octobre 2006. DECOM consolidé à partir de septembre 2007.
- 4) Effectifs pris à 50 % en 2005 et 100 % à partir de 2006.
- 5) Fuping Cement consolidé à partir de juillet 2007.

Comme les années précédentes et afin de renforcer l'encadrement dans les fonctions techniques et de soutenir le développement international, un cursus de formation a été mis en œuvre ; il est dédié aux jeunes ingénieurs provenant de différents pays du Groupe et, plus particulièrement destinés à une carrière internationale.

Cette année encore, les programmes de formation des jeunes diplômés de l'ensemble des filiales et des fonctions Groupe se sont poursuivis. Ils ont pour objectif de constituer un vivier de responsables prêts à assurer les développements de croissance externe et à répondre aux besoins générés par les mouvements naturels.

Concernant les cadres ayant des positions clés, et afin de planifier l'avenir du Groupe, une étude est en cours pour déterminer une cartographie des successions possibles par fonction clé au travers d'un recensement des « key talents » présents dans toutes les filiales du Groupe.

En ce qui concerne les mandataires sociaux, leur rémunération est détaillée en partie 8 du présent document.

Les programmes « zéro accident » et développement durable, dont les efforts s'inscrivent dans la continuité se sont poursuivis par le développement des supports didactiques développés au niveau des fonctions centrales et par des interventions d'assistance auprès des filiales et plus spécifiquement auprès des sociétés récemment intégrées dans le Groupe.

4.9 LITIGES ET PROCÉDURES EN COURS

Des procédures concernant des sociétés du Groupe ont été engagées. Elles sont néanmoins à un stade trop peu avancé pour en tirer des conséquences.

Au mois d'octobre 2007, l'autorité de la concurrence égyptienne a conclu une enquête sur le marché du ciment, initiée par le Ministère du Commerce et de l'Industrie, fondée sur l'hypothèse que les acteurs nationaux, parmi lesquels figurent les sociétés du groupe Suez, auraient violé certaines dispositions de la loi nationale en matière de concurrence. A ce jour, cette action est toujours en phase préliminaire ; les sociétés impliquées pourront présenter leur propre argumentation de défense en utilisant tous les moyens de preuve permis par la législation nationale.

Au mois de décembre 2007, l'autorité de la concurrence espagnole a étendu l'enquête initiée en 2006 pour vérifier la possible existence de pratiques anticoncurrentielles de certains producteurs de béton prêt à l'emploi dans la région de Cantabrie. La société est en attente des résultats de la phase d'instruction.

Les autres litiges faisant l'objet de provisions sont rappelés à la note 20 de l'annexe aux comptes consolidés.

4.10 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

À la connaissance de la société, il n'existe aucun événement postérieur à la clôture susceptible d'avoir un impact significatif sur la situation économique, le patrimoine et la situation financière du Groupe au 31 décembre 2007.

En date du 1^{er} février 2008, Standard & Poors a mis le rating BBB+ d'Italcementi S.p.A. sous surveillance négative et conformément à l'application de sa méthodologie interne a également mis sous surveillance négative le rating de Ciments Français.

A fin février 2008, le Groupe a renforcé sa présence dans le secteur du béton prêt à l'emploi par l'acquisition aux États-Unis de la société Crider & Shockey, et au Koweït, de la société Kuwait German Ready Mix, pour un montant total d'environ 50 millions de dollars US et une capacité globale estimée de 390 000 m³.

4.11 STRATÉGIE ET PERSPECTIVES

STRATÉGIE

La stratégie de développement et d'efficacité repose sur les deux piliers que sont la mise à niveau technique des structures existantes et la croissance externe, tout en intégrant les facteurs de développement durable. Les principaux axes de la stratégie sont développés ci-dessous :

- ⊙ Évolution technique des structures existantes :
 - Les plans d'investissement déjà lancés (principalement en Turquie, Amérique du Nord, Maroc et Inde) permettront d'augmenter la capacité de production de ciment de 10-11 millions de tonnes par an.
 - Les autres projets planifiés et à réaliser d'ici 2010 permettront également une augmentation de la capacité de production de ciment. Les principaux projets concernent la Bulgarie (nouveau four pour l'usine de Devnya).
- ⊙ Croissance externe : poursuite des actions d'intégration verticale (Égypte et USA).
- ⊙ Le contrôle du niveau de la dette dans ce contexte de croissance externe et de projets industriels reste un objectif constant.

- ⊙ La maîtrise et le contrôle des émissions de CO₂, plus particulièrement en Europe, et la mise en place d'une politique de gestion des quotas d'émission au sein du Groupe constituent également un objectif majeur.

PERSPECTIVES 2008

2007 a été la cinquième année consécutive de croissance économique dont le taux a été supérieur à celui de la croissance à long terme de l'économie mondiale. La crise financière de la seconde moitié de l'année a eu un impact sensible sur le dynamisme des pays matures. Les marchés de la construction, déjà marqués par l'inversion de tendance de l'activité résidentielle aux États-Unis dès le printemps 2006, ont montré des signes de ralentissement ponctuel dans d'autres pays matures, mais restent en forte croissance dans les pays émergents.

Face à un environnement économique plus incertain, la direction a intensifié un plan de réduction des frais fixes et mis en place un nouveau programme d'efficacité industrielle des cimenteries.

Avec près des deux tiers de notre capacité industrielle dans les pays émergents et malgré la faiblesse ponctuelle de certains marchés matures, le Groupe envisage au moins un maintien de ses résultats opérationnels en 2008.

Cinquième partie

COMPTES CONSOLIDÉS ET ANNEXE

Pages

5.1	COMPTES CONSOLIDÉS	67
5.2	ANNEXE	72

5.1 **COMPTES CONSOLIDÉS**

⊙	Bilan consolidé	68
⊙	Compte de résultat consolidé.....	69
⊙	Variation des capitaux propres (Part du Groupe) et intérêts minoritaires	70
⊙	Tableau des flux de trésorerie consolidé	71

BILAN CONSOLIDÉ

ACTIF

<i>(en millions d'euros)</i>	<i>Notes</i>	31 décembre 2007	31 décembre 2006	31 décembre 2005
Immobilisations corporelles	5	3 261,1	3 162,0	3 129,9
Immeubles de placement		7,8	7,3	7,0
Écarts d'acquisition	6	1 474,9	1 415,9	1 385,0
Immobilisations incorporelles	7	50,9	30,9	33,0
Titres de sociétés mises en équivalence	8	130,5	114,8	121,0
Titres de participation	9	196,3	163,3	66,8
Impôts différés actif	21	19,5	19,7	10,7
Autres actifs non courants	10	63,7	75,6	411,1
TOTAL ACTIFS NON COURANTS		5 204,7	4 989,5	5 164,5
Stocks	11	587,3	481,7	490,6
Clients	12	752,8	858,9	719,7
Autres débiteurs courants		213,7	191,6	168,5
Créances d'impôt		18,2	12,4	13,9
Actifs financiers		0,1	0,1	0,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie	34	358,9	306,1	384,7
TOTAL ACTIFS COURANTS		1 931,0	1 850,8	1 777,5
TOTAL ACTIF		7 135,7	6 840,3	6 942,0

PASSIF

<i>(en millions d'euros)</i>	<i>Notes</i>	31 décembre 2007	31 décembre 2006	31 décembre 2005
Capital social	13	150,7	153,4	153,8
Primes et réserves	14	1 054,6	1 065,0	1 174,5
Actions propres	15	(95,0)	(44,6)	(27,0)
Résultats accumulés		1 871,5	1 596,4	1 184,2
CAPITAUX PROPRES (Part du Groupe)		2 981,8	2 770,2	2 485,5
Intérêts minoritaires	17	691,9	717,5	729,9
CAPITAUX PROPRES		3 673,7	3 487,7	3 215,4
Emprunts et dettes portant intérêts	18	1 442,4	1 521,3	1 577,4
Provision retraite et avantages similaires	19	119,4	119,8	126,5
Autres provisions	20	191,0	216,1	200,1
Impôts différés passif	21	268,8	275,2	290,5
Autres dettes et passifs non courants		45,9	20,0	16,0
PASSIFS NON COURANTS		2 067,5	2 152,4	2 210,5
Dettes court terme et découverts bancaires	18	204,8	86,3	517,8
Dettes financières (part à moins d'un an)	18	198,2	169,7	153,4
Fournisseurs et autres créditeurs		529,8	517,5	484,4
Provisions	20	3,1	1,3	1,3
Dettes d'impôt		37,8	65,8	60,5
Autres passifs courants	22	420,8	359,6	298,7
PASSIFS COURANTS		1 394,5	1 200,2	1 516,1
TOTAL PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES		7 135,7	6 840,3	6 942,0

Voir l'Annexe qui fait partie intégrante des comptes consolidés.

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(en millions d'euros)	Notes	2007		2006		2005		Variation
		Montants	%	Montants	%	Montants	%	2007 / 2006
CHIFFRE D'AFFAIRES	4	4 685,2	100,0%	4 380,9	100,0%	3 595,4	100,0%	6,9%
Autres produits de l'activité		39,5		22,7		19,9		
Production stockée		42,4		(4,0)		16,2		
Production immobilisée		12,4		11,5		14,0		
Achats et consommations	24	(1 723,6)		(1 508,8)		(1 176,8)		
Services extérieurs	25	(1 098,5)		(990,5)		(868,8)		
Charges de personnel	26	(642,3)		(604,7)		(557,0)		
Autres produits (charges) d'exploitation	27	(106,0)		(92,9)		(87,5)		
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION COURANT	4	1 209,1	25,8%	1 214,2	27,7%	955,4	26,6%	-0,4%
Autres produits	28	2,9		1,6		0,0		
Autres charges	28	(16,6)		(28,0)		(38,8)		
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	4	1 195,4	25,5%	1 187,8	27,1%	916,6	25,5%	0,6%
Amortissements	5	(340,8)		(316,1)		(271,7)		
Dépréciations d'actifs	5	(1,2)		(0,4)		(0,6)		
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	4	853,4	18,2%	871,3	19,9%	644,3	17,9%	-2,1%
Produits financiers	29	36,2		29,0		54,7		
Charges financières	29	(123,8)		(117,9)		(113,7)		
Gains (pertes) de change & variations de juste valeur des instruments dérivés	29	(5,5)		(5,1)		11,8		
RÉSULTAT FINANCIER	29	(93,1)		(94,0)		(47,2)		
Part de résultat des sociétés mises en équivalence	8	12,4		11,4		18,0		
RÉSULTAT AVANT IMPÔT		772,7	16,5%	788,7	18,0%	615,1	17,1%	-2,0%
Impôts	30	(209,1)		(198,9)		(142,4)		
RÉSULTAT NET		563,6	12,0%	589,8	13,5%	472,7	13,1%	-4,4%
Part du Groupe		465,9		502,3		421,6		
Part revenant aux minoritaires		97,7		87,5		51,1		
RÉSULTAT DE BASE PAR ACTION (en euros)	31	12,31		13,20		11,07		
RÉSULTAT DILUÉ PAR ACTION (en euros)	31	12,22		13,09		11,00		

Voir l'Annexe qui fait partie intégrante des comptes consolidés.

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES (PART DU GROUPE) ET INTÉRÊTS MINORITAIRES

Note 14

(en millions d'euros)	Capital	Réserves					Actions propres	Résultats accumulés	Total capital et réserves Groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
		Primes d'émission	Titres disponibles à la vente	Dérivés	Autres réserves	Différences de conversion					
Au 1^{er} janvier 2005	153,1	922,7	28,0	(14,2)	0,9	(45,3)	(9,8)	825,2	1 860,6	221,9	2 082,5
Ajustements de juste valeur sur :											
Titres disponibles à la vente			5,5						5,5		5,5
Instruments dérivés de couverture				9,6					9,6		9,6
Différences de conversion						198,1			198,1	51,8	249,9
Variations de périmètre					59,6		(1,5)		58,1	215,0	273,1
Résultat net enregistré directement en capitaux propres			5,5	9,6	59,6	198,1		(1,5)	271,3	266,8	538,1
Résultat net de la période								421,6	421,6	51,1	472,7
Total des charges et produits comptabilisés			5,5	9,6	59,6	198,1		420,1	692,9	317,9	1 010,8
Paiement en actions					1,1				1,1		1,1
Dividendes							(60,9)		(60,9)	(40,4)	(101,3)
Augmentation de capital	0,7	8,5							9,2	230,5	239,7
Achat net d'actions propres							(17,2)		(17,2)		(17,2)
Autres							(0,2)		(0,2)		(0,2)
Au 31 décembre 2005	153,8	931,2	33,5	(4,6)	61,6	152,8	(27,0)	1 184,2	2 485,5	729,9	3 215,4
Ajustements de juste valeur sur :											
Titres disponibles à la vente			6,5						6,5		6,5
Instruments dérivés de couverture				7,7				0,8	8,5		8,5
Différences de conversion						(151,2)			(151,2)	(51,7)	(202,9)
Couverture de change sur acquisition de titres					(4,0)				(4,0)		(4,0)
Variations de périmètre					22,6				22,6	42,2	64,8
Résultat net enregistré directement en capitaux propres			6,5	7,7	18,6	(151,2)		0,8	(117,6)	(9,5)	(127,1)
Résultat net de la période								502,3	502,3	87,5	589,8
Total des charges et produits comptabilisés			6,5	7,7	18,6	(151,2)		503,1	384,7	78,0	462,7
Paiement en actions					2,5				2,5		2,5
Dividendes							(72,5)		(72,5)	(90,4)	(162,9)
Augmentation de capital	0,6	6,4							7,0		7,0
Achat net d'actions propres							(37,6)		(37,6)		(37,6)
Actions propres attribuées suite aux levées d'options							0,6		0,6		0,6
Annulation d'actions propres	(1,0)						19,4	(18,4)	0,0		0,0
Au 31 décembre 2006	153,4	937,6	40,0	3,1	82,7	1,6	(44,6)	1 596,4	2 770,2	717,5	3 487,7
Ajustements de juste valeur sur :											
Titres disponibles à la vente			21,7						21,7		21,7
Instruments dérivés de couverture				7,0				0,9	7,9		7,9
Différences de conversion						(48,1)			(48,1)	(26,7)	(74,8)
Variations de périmètre									0,0	(43,5)	(43,5)
Résultat net enregistré directement en capitaux propres			21,7	7,0		(48,1)		0,9	(18,5)	(70,2)	(88,7)
Résultat net de la période								465,9	465,9	97,7	563,6
Total des charges et produits comptabilisés			21,7	7,0		(48,1)		466,8	447,4	27,5	474,9
Paiement en actions					5,0				5,0		5,0
Dividendes							(86,5)		(86,5)	(53,1)	(139,6)
Augmentation de capital	0,3	4,0							4,3		4,3
Achat net d'actions propres							(161,6)		(161,6)		(161,6)
Actions propres attribuées suite aux levées d'options							2,9		2,9		2,9
Annulation d'actions propres	(3,0)						108,3	(105,2)	0,1		0,1
Au 31 décembre 2007	150,7	941,6	61,7	10,1	87,7	(46,5)	(95,0)	1 871,5	2 981,8	691,9	3 673,7

Voir l'Annexe qui fait partie intégrante des comptes consolidés.

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ

Note 34

<i>(en millions d'euros)</i>	2007	2006	2005
Flux de trésorerie générés par l'activité			
Résultat avant impôts	772,7	788,7	615,1
Ajustements pour :			
Amortissements et dépréciations	341,1	317,3	272,7
Extourne du résultat non distribué des entreprises associées	(7,1)	(1,0)	(15,8)
Plus et moins-values de cession et profit de dilution	(6,8)	(2,5)	(8,3)
Variation des engagements de retraite et autres provisions	(22,4)	19,2	16,2
Stock options	4,9	2,6	1,2
Charges financières, nettes	89,1	88,2	66,7
Flux avant impôts, frais financiers et variation du besoin en fonds de roulement	1 171,5	1 212,5	947,8
Variation du besoin en fonds de roulement ⁽¹⁾	35,3	(118,6)	(64,8)
Flux de trésorerie générés par l'activité opérationnelle	1 206,8	1 093,9	883,0
Dividendes reçus	4,4	3,8	4,5
Frais financiers nets payés	(93,9)	(91,9)	(99,5)
Impôts payés	(249,7)	(245,9)	(207,8)
TOTAL ACTIVITÉ	867,6	759,9	580,2
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement			
Investissements incorporels	(7,6)	(1,8)	(3,2)
Investissements corporels	(395,3)	(325,8)	(295,1)
Investissements financiers nets de la trésorerie des sociétés acquises ⁽²⁾	(183,8)	(212,9)	(537,2)
Cessions d'immobilisations nettes de la trésorerie des sociétés cédées	19,9	11,9	54,6
(Emissions) remboursements nets de prêts et autres actifs financiers long terme	13,8	11,8	(19,2)
TOTAL INVESTISSEMENT	(553,0)	(516,8)	(800,1)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement			
Emissions d'emprunts long terme	501,0	495,3	239,3
Remboursements d'emprunts long terme	(557,0)	(182,5)	(199,7)
Augmentation (diminution) de dettes court terme et découverts bancaires	91,6	(413,4)	235,0
Augmentation de capital	4,3	7,0	9,2
Achats d'actions propres	(158,7)	(37,0)	(17,2)
Distribution de dividendes	(138,5)	(169,1)	(98,9)
Augmentation de capital de filiales souscrite par des minoritaires	-	-	230,5
Autres ressources (emplois)	0,7	1,4	1,2
TOTAL FINANCEMENT	(256,6)	(298,3)	399,4
Incidence des variations des devises sur la trésorerie et divers	(5,2)	(23,3)	19,8
VARIATION DE LA TRÉSORERIE	52,8	(78,5)	199,3
Trésorerie d'ouverture	306,1	384,7	185,4
Trésorerie de clôture	358,9	306,2	384,7
VARIATION DE LA TRÉSORERIE	52,8	(78,5)	199,3
(1) : dont amélioration liée au programme de cessions de créances (cf. note 12)	115,0	30,0	-
(2) : dont variation de périmètre:			
Investissements financiers	(212,6)	(124,4)	(598,7)
Trésorerie des sociétés acquises	35,0	7,5	64,4
Investissements financiers nets de la trésorerie acquise	(177,6)	(116,9)	(534,3)

Voir l'Annexe qui fait partie intégrante des comptes consolidés.

5.2 ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Numéro de la note	Intitulé de la note
1	Méthodes comptables significatives
2	Taux de conversion
3	Variations du périmètre de consolidation
4	Information sectorielle
5	Immobilisations corporelles
6	Écarts d'acquisition
7	Immobilisations incorporelles
8	Titres de sociétés mises en équivalence
9	Titres de participation
10	Autres actifs non courants
11	Stocks
12	Clients
13	Capital social
14	Réserves
15	Actions propres
16	Dividendes payés
17	Intérêts minoritaires
18	Situation financière
19	Retraites, prévoyance et autres avantages long terme
20	Autres provisions
21	Impôts sur les bénéfices
22	Autres passifs courants
23	Engagements hors bilan
24	Achats et consommations
25	Services extérieurs
26	Charges de personnel
27	Autres produits et autres charges d'exploitation
28	Autres produits et charges
29	Résultat financier
30	Analyse de la charge d'impôt figurant au compte de résultat
31	Résultat par action
32	Transactions avec les parties liées
33	Participation dans les coentreprises
34	Tableau des flux de trésorerie
35	Évènements postérieurs à la clôture de l'exercice
36	Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés de Ciments Français SA au 31 décembre 2007 reflètent la situation comptable de Ciments Français et de ses filiales (ci-après « le Groupe »), ainsi que ses intérêts dans les entreprises associées et les coentreprises.

Ciments Français SA est une société anonyme cotée sur Euronext Paris. Ces états financiers ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 4 mars 2008 et soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale des actionnaires du 14 avril 2008.

NOTE 1 - MÉTHODES COMPTABLES SIGNIFICATIVES

1.1 DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

Les états financiers consolidés du Groupe sont préparés conformément aux normes internationales d'information financière ou « International Financial Reporting Standards » (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union Européenne à la clôture de l'exercice. Ainsi, les états financiers du Groupe sont conformes aux IFRS telles que publiées par l'IASB au 31 décembre 2007. Ce référentiel est disponible sur le site internet de la Commission européenne: http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission. Ils ne prennent pas en compte les normes et interprétations publiées par l'IASB au 31 décembre 2007 mais non encore adoptées par l'Union Européenne à cette date.

Conformément à la norme IFRS 1, relative à la première adoption des IFRS, les impacts de la transition ont été enregistrés par les capitaux propres d'ouverture au 1^{er} janvier 2004. Les informations relatives aux impacts de la transition sont données en notes 2 et 34 du rapport annuel 2005.

La norme IFRS 1 prévoit des exemptions à l'application rétrospective des normes. Le Groupe a retenu les options comptables suivantes :

- ⊙ Le Groupe n'a pas fait usage de la possibilité offerte par IFRS 1 d'évaluer à la juste valeur certains actifs corporels dans le bilan d'ouverture ;
- ⊙ Le Groupe a choisi de ne pas retraiter selon les principes IFRS de façon rétrospective les regroupements d'entreprises réalisés antérieurement au 1^{er} janvier 2004 ;
- ⊙ L'option retenue pour le traitement des écarts de change accumulés avant la date de transition est décrite note 1.5 ;
- ⊙ En ce qui concerne les retraites et engagements similaires, l'option retenue par le Groupe est décrite note 1.17.

Les normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne applicables à compter du 1^{er} janvier 2007 sont :

- ⊙ IFRS 7 « Instruments financiers : Information à fournir » :
Adoptée au niveau européen en janvier 2006, cette norme de présentation, qui se substitue en partie à IAS 32, est relative à l'information à fournir au titre des actifs et passifs financiers. Cette norme est sans incidence sur l'évaluation et la comptabilisation des transactions. Les impacts en terme d'information à fournir au titre de cette norme sont présentés note 18.
- ⊙ Amendement à IAS 1 « Présentation des états financiers - Information à fournir sur le capital » :
Adopté par l'Union Européenne en janvier 2006, cet amendement à IAS 1 porte sur des informations complémentaires à fournir en matière d'objectifs, politiques et procédures de gestion du capital (cf. 1.25)
- ⊙ IFRIC 7 – « Application de l'approche du retraitement dans le cadre d'IAS 29 : Informations financières dans les économies hyperinflationnistes ». Ce texte est sans effet sur les périodes publiées.
- ⊙ IFRIC 8 - « Champs d'application d'IFRS 2 (paiement fondé sur des actions) » :
Adopté par l'Union Européenne en septembre 2006, ce texte, d'application obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1^{er} mai 2006 n'a pas d'impact significatif sur les comptes du Groupe.
- ⊙ IFRIC 9 - « Réévaluation des dérivés incorporés » :
Adoptée par l'Union Européenne en septembre 2006, cette interprétation, d'application obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1^{er} juin 2006 n'a pas d'impact significatif sur les comptes du Groupe.
- ⊙ IFRIC 10 - « Information financière intermédiaire et pertes de valeur (dépréciation) » :
Adopté par l'Union Européenne en juin 2007, ce texte est d'application obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1^{er} novembre 2006. Ce texte est sans effet sur les périodes publiées.

Les textes adoptés au 31 décembre 2007 par l'Union Européenne mais non encore entrés en vigueur et non appliqués par anticipation concernent les normes et interprétations suivantes :

- ⊙ IFRS 8 - « Segments opérationnels » :
Publiée par l'IASB en novembre 2006 et adoptée par l'Union Européenne en novembre 2007, la norme IFRS 8, qui se substitue à IAS 14 « Information sectorielle », est d'application obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2009. L'impact d'IFRS 8 sur l'information publiée par le Groupe est en cours d'analyse.
- ⊙ IFRIC 11 - « Actions propres et transactions intragroupe » :
Cette interprétation, publiée par l'IASB en novembre 2006 et adoptée par l'Union Européenne en juin 2007, est applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} mars 2007. Les impacts d'IFRIC 11 sur l'information publiée par le Groupe sont en cours d'analyse.

Les textes publiés au 31 décembre 2007 par l'IASB mais non encore adoptés par l'Union Européenne sont les suivants :

- ⊙ IAS 23 - « Coûts d'emprunt » :
Publiée en mars 2007 par l'IASB, la version révisée d'IAS 23 impose la comptabilisation à l'actif des coûts d'emprunt relatifs à des actifs qualifiés pour lesquels la date de début d'incorporation dans le coût d'un actif est fixée à partir du 1^{er} janvier 2009.
- ⊙ IAS 1 révisée en 2007 « Présentation des états financiers » :
Applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2009, cette révision, publiée par l'IASB en septembre 2007, modifie la structure des états financiers principalement en réservant la présentation dans le tableau de variations des capitaux propres aux seules transactions avec les actionnaires, les autres composantes actuelles devront être incluses dans un compte de résultat global, de façon conjointe ou non avec le compte de résultat.
- ⊙ IFRIC 12 - « Accords de concession de services » :
Ce texte, publié par l'IASB en novembre 2006, est applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2008.
- ⊙ IFRIC 13 - « Programmes de fidélisation de clients » :
Cette interprétation, publiée par l'IASB en juin 2007, est applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2008.
- ⊙ IFRIC 14 - « IAS 19 - Limitation de l'actif au titre de prestations définies, obligations de financement minimum et leur interaction » :
Ce texte, publié par l'IASB en juillet 2007, est applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2008.

En outre, le Groupe a pris en compte les conséquences comptables :

- ⊙ De la loi n° 2007-1786 du 19 décembre 2007 de financement de la sécurité sociale française pour 2008 ;
- ⊙ De la loi n° 2006-1640 du 21 décembre 2006 (art. 106) de financement de la sécurité sociale française pour 2007 mettant un terme à la possibilité pour les entreprises d'imposer un départ à la retraite pour les salariés entre 60 et 65 ans ;

Par ailleurs, depuis le 1^{er} janvier 2006, la Turquie n'est plus considérée comme un pays à forte inflation. En conséquence, les comptes des sociétés turques du Groupe sont consolidés depuis cette date selon la même méthode que les autres sociétés en devise, soit conformément à IAS 21.

1.2 PRINCIPES DE PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS

Les comptes consolidés du Groupe ont été établis selon le principe du coût historique, à l'exception des actifs et passifs suivants qui sont enregistrés à leur juste valeur : les instruments dérivés, les investissements détenus à des fins de négociation et les actifs financiers disponibles à la vente. La valeur comptable des actifs et passifs qui font l'objet de couvertures est ajustée pour tenir compte des variations de juste valeur attribuables aux risques couverts. Les états financiers consolidés sont présentés en euros. Toutes les données financières présentées sont arrondies au dixième de million d'euros le plus proche.

Le compte de résultat est présenté par nature.

Les postes du bilan sont présentés suivant la classification actifs courants et non courants, passifs courants et non courants. Les actifs destinés à être cédés ou consommés au cours du cycle d'exploitation normal du Groupe ainsi que la trésorerie et les équivalents de trésorerie constituent les actifs courants du Groupe. Les autres actifs constituent les actifs non courants. Les dettes dont l'échéance intervient au cours du cycle d'exploitation normal du Groupe ou dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice constituent les dettes courantes. Les autres dettes sont non courantes.

Le tableau des flux est présenté suivant la méthode indirecte.

L'établissement des comptes consolidés, conformément aux principes comptables internationaux, nécessite la prise en compte, par la Direction du Groupe, d'un certain nombre d'estimations et d'hypothèses qui ont une incidence sur les montants d'actifs et de passifs et sur les charges et produits du compte de résultat, tels que les amortissements et les provisions, ainsi que sur les actifs et passifs éventuels mentionnés en annexe. Ces estimations sont déterminées sur l'hypothèse de la continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Elles servent de base à l'exercice du jugement dans le cadre des valeurs comptables de certains actifs et passifs. Ces hypothèses et estimations sont revues à chaque clôture. Il est possible que la réalité se révèle différente de ces estimations et hypothèses. Les estimations et hypothèses sont notamment sensibles en matière de tests de perte de valeur des actifs immobilisés qui est largement fondée sur les estimations de flux de trésorerie futurs et des hypothèses de taux d'actualisation et de taux de croissance (voir note 6.3), et en matière de provisions notamment relatives aux litiges (voir note 20), engagements de retraite et autres avantages long terme (voir note 19), aux provisions pour réaménagement de site, en matière de valorisation des titres de participation disponibles à la vente (voir note 9) et d'instruments dérivés (voir note 18).

1.3 PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Filiales

Les filiales sont des entreprises contrôlées par le Groupe. Le contrôle existe lorsque le Groupe détient le pouvoir de diriger, directement ou indirectement les politiques financières et opérationnelles de l'entreprise de manière à obtenir des avantages de ses activités. Le contrôle est généralement présumé exister si le Groupe détient plus de la moitié des droits de vote de l'entreprise contrôlée. Afin de déterminer le contrôle, sont également pris en compte les droits de vote potentiels de titres exerçables ou convertibles.

Les états financiers des filiales sont consolidés ligne à ligne dans les états financiers consolidés à compter de la date du transfert du contrôle effectif jusqu'à la date où le contrôle cesse d'exister.

Entreprises associées

Les entreprises associées sont celles dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles, mais qu'il ne contrôle pas. L'influence notable est généralement présumée exister si le Groupe détient au moins 20 % des droits de vote de l'entreprise associée.

Les entreprises associées sont comptabilisées dans le bilan consolidé selon la méthode de la mise en équivalence. Selon cette méthode, la participation dans une entreprise associée est initialement comptabilisée au coût. La valeur comptable dans les états financiers est ensuite augmentée ou diminuée des changements postérieurs à l'acquisition de la quote-part du Groupe dans l'actif net de l'entreprise détenue et de toute perte de valeur. La quote-part du Groupe dans le résultat de l'entreprise associée est comptabilisée en résultat sur une ligne spécifique à partir de la date où le Groupe exerce une influence notable et jusqu'à la date où elle cesse.

Coentreprises

Les coentreprises sont des sociétés dans lesquelles le Groupe exerce avec un ou plusieurs partenaires un contrôle conjoint de leur activité en vertu d'un accord contractuel. Le contrôle conjoint suppose que les décisions stratégiques, financières et opérationnelles doivent être prises par consentement unanime des parties partageant le contrôle. Les coentreprises sont comptabilisées dans le bilan consolidé selon la méthode de l'intégration proportionnelle. Selon cette méthode, la participation du Groupe dans la coentreprise est enregistrée dans chaque catégorie d'actifs et de passifs pour la quote-part contrôlée par le Groupe. Les états financiers des coentreprises sont inclus dans les états financiers consolidés à compter de la date où le contrôle conjoint est constaté jusqu'à la date où le contrôle conjoint cesse.

Opérations éliminées en consolidation

Les soldes et transactions intra-Groupe, y compris les résultats internes provenant des transactions intra-Groupe, sont totalement éliminés. Les pertes latentes résultant de transactions intra-Groupe ne sont éliminées que dans la mesure où il n'existe pas d'indication d'une éventuelle dépréciation. Les profits latents résultant de transactions avec des entreprises associées sont éliminés en déduction de l'investissement. Les pertes latentes ne sont éliminées au prorata de l'intérêt du Groupe que dans la mesure où il n'existe pas d'indication d'une éventuelle dépréciation.

Périmètre de consolidation

La liste des sociétés incluses dans le périmètre de consolidation est donnée en note 36.

1. 4 REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Les regroupements d'entreprises antérieurs au 1^{er} janvier 2004 n'ont pas été retraités rétrospectivement suivant les principes IFRS. Les actifs incorporels identifiés lors de regroupements d'entreprises (antérieurement « parts de marché ») qui ne répondent pas aux critères d'identifiabilité d'IAS 38 ont été reclassés au 1^{er} janvier 2004 en écarts d'acquisition pour la quote-part du Groupe.

Coût d'acquisition

La méthode de l'acquisition est utilisée pour comptabiliser les acquisitions de filiales. Le coût d'acquisition correspond à la juste valeur des actifs remis, des passifs encourus ou assumés et des instruments de capitaux propres émis par l'acquéreur à la date de l'acquisition, auxquels s'ajoutent les coûts directement attribuables à l'acquisition.

Écarts d'acquisition

Les actifs acquis identifiés, les passifs et les passifs éventuels repris lors du regroupement d'entreprises sont évalués à la juste valeur à la date d'acquisition. La différence positive entre le coût d'acquisition et la quote-part de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs et passifs et passifs éventuels identifiables acquis est enregistrée comme écart d'acquisition à l'actif du bilan (voir note 6). Si cette différence est négative, elle est enregistrée directement en résultat. Lorsque la comptabilisation initiale d'un regroupement d'entreprises ne peut être déterminée que provisoirement, les ajustements des valeurs attribuées provisoirement doivent être constatés dans un délai de douze mois à compter de la date d'acquisition.

Intérêts minoritaires

Les intérêts minoritaires sont comptabilisés sur la base de la juste valeur des actifs nets acquis.

Acquisition d'entreprises par achats successifs

Lorsque le regroupement s'effectue par achats successifs, chaque transaction importante est traitée séparément pour la détermination de la juste valeur des actifs et passifs identifiables acquis et de l'écart d'acquisition en résultat.

Lorsqu'un achat complémentaire permet l'obtention du contrôle d'une entreprise, la part d'intérêt détenue précédemment par l'acquéreur est réévaluée sur la base des justes valeurs des actifs et passifs identifiables déterminées lors de cet achat complémentaire. La contrepartie de la réévaluation est enregistrée en capitaux propres.

Acquisition d'intérêts minoritaires

Les normes IFRS n'apportant pas de précision sur le sujet, le Groupe a choisi d'appliquer les traitements suivants :

Les achats d'intérêts minoritaires intervenant après la prise de contrôle ne donnent pas lieu à réévaluation des actifs et passifs identifiables. L'écart entre le coût d'acquisition et la quote-part complémentaire acquise dans l'actif net de l'entreprise est enregistré en écarts d'acquisition.

Corrélativement, et en l'absence de précision des textes, les opérations qui conduisent à une diminution des intérêts Part du Groupe sans perte de contrôle (augmentation de capital inégalement souscrite, cessions à des tiers...) sont traitées comme des cessions d'intérêts aux minoritaires et la différence entre la quote-part d'intérêts cédée et le prix perçu des minoritaires est constatée en résultat.

La norme révisée IFRS 3 publiée par l'IASB le 10 janvier 2008 et d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2009, conduira à un traitement comptable différent de celui exposé ci-dessus.

Engagements de rachat sur intérêts minoritaires

Les normes IFRS n'apportant pas de précision sur le sujet, le Groupe a choisi d'appliquer les traitements suivants :

À la date d'émission, la comptabilisation initiale de la vente d'un put (option de vente) aux minoritaires d'une entreprise sous contrôle exclusif s'effectue par la constatation d'une dette (note 22) évaluée à la valeur actuelle du montant du rachat (valeur actualisée du prix d'exercice de l'option de vente). L'approche retenue consiste à anticiper l'acquisition complémentaire des titres objet de l'option de vente :

- ⊙ Les intérêts minoritaires sont reclassés en dettes et l'écart entre la juste valeur du passif reconnu au titre de l'engagement de rachat et la valeur nette comptable des intérêts minoritaires est constaté en écart d'acquisition.
- ⊙ Les variations ultérieures de la dette affectent l'écart d'acquisition.

1. 5 MÉTHODES DE CONVERSION

La monnaie fonctionnelle de Ciments Français SA et de ses opérations situées dans la zone euro est l'euro. La monnaie fonctionnelle des opérations situées hors de la zone euro est généralement la monnaie locale. La monnaie de présentation des comptes consolidés du Groupe Ciments Français est l'euro.

Transactions en monnaies autres que la monnaie fonctionnelle

Les opérations en devises étrangères sont initialement enregistrées dans la monnaie fonctionnelle au taux de change en vigueur à la date de transaction.

À la date de clôture, les actifs et passifs monétaires libellés en devise étrangère sont convertis dans la monnaie fonctionnelle au taux de change en vigueur à la date de clôture. Les différences de change qui en résultent sont comptabilisées en résultat.

Les actifs et passifs non monétaires libellés en devise étrangère qui sont évalués au coût historique sont convertis au taux de change à la date de transaction. Ceux évalués à la juste valeur sont convertis au taux de change à la date à laquelle cette juste valeur a été déterminée.

Conversion des états financiers des opérations situées à l'étranger

À la date de clôture, les actifs et passifs des filiales, entreprises associées et coentreprises dont la monnaie fonctionnelle diffère de l'euro sont convertis dans la monnaie de présentation du Groupe au taux de change en vigueur à la date de clôture. Les charges et produits sont convertis au taux de change moyen de la période. À compter du 1^{er} janvier 2004, date de transition aux IFRS, les écarts de change résultant de cette conversion sont affectés directement sous une rubrique distincte des capitaux propres. Lors de cessions ultérieures des investissements nets libellés en devise étrangère, le montant cumulé des écarts de change différés figurant dans la composante distincte des capitaux propres relatifs à cette activité à l'étranger est constaté en résultat.

En application d'une exemption offerte par la norme IFRS 1, les écarts de conversion cumulés résultant des variations de change des comptes de filiales libellés en monnaies autres que l'euro ont été reclassés en report à nouveau à cette date et ne donneront pas lieu à une comptabilisation en résultat lors de la cession ultérieure des investissements nets libellés en devise étrangère.

1. 6 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Coût d'acquisition

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Le coût des immobilisations inclut le coût d'acquisition ou le coût de production ainsi que les coûts directement attribuables pour disposer du bien dans son lieu et dans ses conditions d'exploitation. Les coûts de production comprennent les coûts de matériels utilisés et la main d'œuvre directe. Les intérêts des capitaux empruntés par le Groupe pour financer des investissements pendant la période de pré-exploitation sont constatés en charges dans la période où ils sont encourus.

Lorsqu'une immobilisation corporelle comprend des composants significatifs ayant des durées d'utilisation différentes, ils sont comptabilisés séparément.

Dépenses ultérieures

Les dépenses de maintenance et de réparation sont enregistrées en charges au cours de la période où elles sont encourues. Les dépenses relatives au remplacement ou au renouvellement d'un composant d'immobilisation corporelle sont capitalisées et enregistrées comme un actif distinct et l'actif remplacé est sorti du bilan.

Amortissements

L'amortissement est comptabilisé en charges sur base linéaire en fonction de la durée d'utilité estimée de l'immobilisation corporelle. Les terrains, à l'exception des terrains de carrières, ne sont pas amortis.

Carrières

Les coûts de découverte et d'aménagement permettant l'exploitation des carrières constituent des composants de la carrière amortis sur la période pendant laquelle les avantages liés aux coûts engagés sont attendus.

Les terrains de carrières sont amortis en fonction des tonnages extraits sur l'exercice par rapport à la capacité d'extraction totale estimée de la carrière sur sa durée d'exploitation.

Lorsqu'il existe une obligation légale ou contractuelle de réaménagement des sites exploités, une provision pour réaménagement des sites est constatée (voir note 20). La sortie de ressources nécessaire à l'extinction de cette obligation étant directement liée au stade d'exploitation du site, la provision est constituée au fur et à mesure de l'exploitation par le résultat. Néanmoins, la part de la provision pour remise en état du site correspondant aux coûts de démantèlement est enregistrée à l'origine en contrepartie du coût de l'immobilisation et amortie sur la durée d'utilité estimée de l'immobilisation.

1. 7 LOCATION FINANCEMENT

Les contrats de location de biens immobiliers ou mobiliers dans lesquels le Groupe a conservé en substance la quasi-totalité des risques et avantages sont qualifiés de location financement.

Les biens acquis en location financement sont enregistrés en immobilisations corporelles pour le montant le plus bas de la juste valeur ou de la valeur actuelle des loyers minimum à la date de début des contrats.

Les paiements effectués au titre de la location sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement du solde de la dette. La charge financière est répartie sur les différentes périodes couvertes par le contrat de location de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant.

Les principes d'amortissement et de valorisation ultérieure de l'actif sont similaires à ceux des autres immobilisations corporelles.

Les contrats de location pour lesquels la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété est effectivement conservée par le bailleur, sont qualifiés de location simple. Les charges de location sont enregistrées en résultat et réparties de façon linéaire sur la durée du contrat.

1. 8 IMMEUBLES DE PLACEMENT

Les biens immobiliers sont classés dans cette catégorie lorsqu'ils sont détenus en vue de percevoir des revenus locatifs ou de valoriser un patrimoine immobilier plutôt que de les utiliser pour la production. Les immeubles de placement sont évalués initialement au coût d'acquisition ou de production. Les coûts de transaction sont inclus dans l'évaluation initiale. Ils sont évalués ultérieurement au coût amorti.

1. 9 ÉCARTS D'ACQUISITION

Les écarts d'acquisition constatés lors des regroupements d'entreprises (voir note 1.4) ne sont plus amortis à compter du 1^{er} janvier 2004. À compter de la date d'acquisition, les écarts d'acquisition sont affectés aux unités génératrices de trésorerie susceptibles de bénéficier des effets de synergie de l'acquisition en vue de procéder à leur évaluation ultérieure.

Les écarts d'acquisition font l'objet d'une évaluation systématique annuelle ou lorsqu'il survient un indice de perte de valeur selon la procédure de dépréciation d'actifs décrite en note 1.11. Lorsque l'écart d'acquisition a été affecté à une unité génératrice de trésorerie et qu'une activité a été cédée au sein de cette unité, l'écart d'acquisition imputable à l'activité cédée est inclus dans la valeur comptable de l'unité cédée et évalué sur la base des valeurs relatives de l'activité sortie et de la part de l'activité conservée.

1. 10 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles acquises séparément sont comptabilisées à leur coût, celles acquises lors de regroupement d'entreprises sont enregistrées à la juste valeur déterminée à la date d'acquisition. L'amortissement est constaté sur la base de la durée d'utilité estimée de l'actif incorporel.

Le Groupe n'a pas identifié d'immobilisations incorporelles, qui auraient une durée de vie indéfinie, autres que les écarts d'acquisition.

1. 11 DÉPRÉCIATION D'ACTIFS

Les actifs qui ont une durée de vie indéfinie (les écarts d'acquisition) et qui ne sont pas amortis font l'objet d'un test de dépréciation systématique une fois par an et à chaque fois qu'il survient des indicateurs de risque que leur valeur recouvrable puisse être inférieure à leur valeur comptable. Le test de dépréciation est réalisé pour chaque clôture annuelle, de façon systématique sur toutes les unités génératrices de trésorerie sur lesquelles un écart d'acquisition a été affecté.

Les actifs qui font l'objet d'un amortissement sont soumis à un test de dépréciation dès lors qu'il survient des indicateurs de risque que leur valeur recouvrable puisse être inférieure à leur valeur comptable.

Le montant de la dépréciation enregistré correspond à l'excédent de la valeur comptable sur la valeur recouvrable. La valeur recouvrable est le montant le plus élevé de la juste valeur diminuée des coûts de cession et de la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est notamment appréciée selon la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés. Pour la réalisation des tests, les actifs sont testés au niveau des unités génératrices de trésorerie sur la base d'un découpage opérationnel. Le taux d'actualisation retenu est déterminé pour chaque groupe d'actifs testé selon la méthode du coût moyen pondéré du capital (WACC).

Les pertes de valeur comptabilisées sur les écarts d'acquisition ne sont jamais reprises. Pour les autres actifs, lorsqu'un indice montre que la perte de valeur constatée antérieurement pourrait ne plus être fondée, la perte de valeur est reprise à hauteur du plus petit montant entre la nouvelle valeur et la valeur nette comptable qui aurait été celle de l'actif s'il n'avait pas été déprécié.

1. 12 TITRES DE PARTICIPATION ET AUTRES ACTIFS FINANCIERS

L'ensemble des titres et actifs financiers est enregistré à l'origine à la juste valeur majorée des frais d'acquisition liés à l'opération à l'exception des titres et instruments financiers appartenant à la catégorie « Actifs financiers comptabilisés à la juste valeur en contrepartie du résultat ». L'évaluation ultérieure des actifs financiers dépend de la catégorie dans laquelle ils ont été classés : actifs financiers évalués à la juste valeur en résultat, placements détenus jusqu'à l'échéance, prêts et actifs disponibles à la vente.

Les actifs détenus à des fins de transaction sont classés en actifs financiers courants et sont évalués à leur juste valeur ; les gains ou pertes résultant des variations de juste valeur sont constatés en résultat financier.

Les placements détenus avec l'intention de les conserver jusqu'à leur échéance sont classés en actifs financiers courants si leur maturité est inférieure à un an et en actifs financiers non courants si leur maturité excède un an. Ils sont comptabilisés au coût amorti. Ce dernier est déterminé en fonction du taux d'intérêt effectif à l'origine des placements, diminué des pertes de valeur.

Les autres investissements sont classés comme disponibles à la vente et sont comptabilisés à leur juste valeur. Les gains ou pertes résultant de cette évaluation sont constatés en réserves dans les capitaux propres jusqu'à la cession de l'investissement sauf en cas de perte de valeur. En cas de dépréciation durable de ces actifs, la perte nette cumulée en capitaux propres est enregistrée en résultat.

1. 13 STOCKS

Les stocks sont évalués au plus faible du coût d'achat ou de production (établis suivant la méthode du coût moyen pondéré) et de la valeur nette de réalisation.

Pour les produits finis ou semi-finis, la valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente. Lorsqu'une baisse du prix des matières premières implique une baisse de la valeur de réalisation des produits finis en deçà de leur coût de production, les matières premières sont dépréciées pour que leur valeur corresponde au coût de remplacement.

La valeur nette de réalisation tient compte des dépréciations liées à l'obsolescence et à la rotation lente des stocks.

Les matières premières, les fournitures et les pièces de rechange sont évaluées au coût d'achat selon la méthode du coût moyen pondéré. Le coût d'achat inclut les dépenses encourues pour acheter et acheminer les produits jusqu'au lieu de stockage.

Les coûts de production des produits finis et des produits en-cours comprennent le coût des matières premières et de la main d'œuvre directe et une quote-part des frais généraux de production, fonction de la capacité normale des installations de production, à l'exclusion des coûts de leur financement.

1. 14 CLIENTS ET AUTRES DÉBITEURS

Les créances clients et autres créances sont reconnues et comptabilisées à la juste valeur majorée des coûts de transaction, diminuée de la dépréciation correspondant aux montants non recouvrables.

Déconsolidation des actifs financiers :

Le Groupe décomptabilise tout ou partie d'un actif financier lorsque :

- ⊗ Les droits contractuels constituant cet actif arrivent à expiration,
- ⊗ Le Groupe transfère substantiellement la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif ou n'a ni transféré ni conservé la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif financier, mais a transféré le contrôle de l'actif financier.

Lorsque les droits à recevoir les flux de trésorerie de l'actif financier ont été transférés mais que le Groupe n'a ni transféré ni conservé la quasi-totalité des risques et avantages, ni transféré le contrôle de l'actif financier, il continue à comptabiliser l'actif financier transféré à hauteur de son implication continue dans l'actif.

1. 15 TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent la trésorerie en banque, la caisse, les dépôts à terme et les autres placements de trésorerie ayant une échéance inférieure à trois mois à l'origine de la transaction.

Les produits de placement en euros sont des OPCVM classés par l'AMF dans la catégorie « monétaire euro » ou qui sont classés comme tels par l'autorité de régulation du pays concerné.

Pour les placements de trésorerie en euros ou autres devises ne répondant pas à la catégorie monétaire euro, ces OPCVM répondent en tous points aux exigences de la norme IAS 7 : référence du placement basé sur l'indice du marché monétaire considéré, durée de placement généralement inférieure ou égale à trois mois, valeur liquidative quotidienne ou hebdomadaire, placements facilement convertibles en un montant connu de trésorerie eu égard aux faibles volatilité et sensibilité historiques, montant de cession du produit aisément prévisible, performance principalement liée à l'évolution du marché monétaire.

1. 16 IMPÔTS

Les impôts courants sont constatés en conformité avec les règles en vigueur dans chacun des pays.

Les impôts différés sont comptabilisés, en utilisant l'approche bilancielle de la méthode du report variable, pour toutes les différences temporelles existant à la date de clôture entre la base fiscale des actifs et passifs et leur valeur comptable au bilan.

Des passifs d'impôts différés sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles imposables. Des actifs d'impôts différés sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles déductibles, reports des pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés, dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable sera disponible, sur lequel ces éléments pourront être imputés.

Seules les différences temporelles imposables ou déductibles générées dans les cas suivants ne donnent pas lieu à la constatation d'un passif d'impôt différé ou d'un actif d'impôt différé :

- ⊙ Les différences temporelles imposables liées à l'écart d'acquisition ;
- ⊙ Les différences temporelles imposables ou déductibles résultant de la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui, à la date de la transaction n'affecte ni le résultat comptable ni le résultat fiscal ;
- ⊙ Les différences temporelles liées aux participations dans les filiales, entreprises associées et coentreprises :
 - sur les différences temporelles imposables lorsque la société contrôle la date à laquelle la différence temporelle s'inversera et qu'il est probable que la différence temporelle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible ;
 - sur les différences temporelles déductibles s'il n'est pas probable qu'elles s'inverseront dans un avenir prévisible et qu'elles puissent être imputées sur un bénéfice imposable.

La valeur comptable des actifs d'impôts différés est revue à chaque date de clôture et réduite s'il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre l'utilisation de cet actif d'impôts différés. Les actifs et les passifs d'impôts différés sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. Les impôts relatifs aux éléments reconnus en capitaux propres sont comptabilisés en capitaux propres.

1. 17 ENGAGEMENTS DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES ASSIMILÉS

Principaux types de régime et traitement comptable

⊙ Régimes à cotisations définies

Les régimes à cotisations définies désignent des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi en vertu desquels le Groupe verse des cotisations définies à une société d'assurance ou à un fonds de pension et n'aura aucune obligation juridique ou implicite de payer des cotisations supplémentaires si le fonds n'a pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs.

Ces cotisations, versées en contrepartie des services rendus par les salariés, sont constatées en charges lorsqu'elles sont encourues.

⊙ Régimes à prestations définies

Les régimes à prestations définies désignent les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi qui garantissent aux salariés des prestations futures constituant un engagement futur pour le Groupe. Le risque actuariel et les risques de placement incombent alors à l'entreprise. Le calcul de l'engagement est déterminé suivant un calcul actuariel utilisant la méthode des unités de crédit projetées afin de déterminer la valeur actualisée de l'obligation et le coût des services rendus au cours de l'exercice.

Ce calcul actuariel suppose le recours à des hypothèses actuarielles sur les variables démographiques (mortalité, rotation du personnel) et financières (augmentations futures des salaires et des coûts médicaux, taux d'actualisation).

Lorsque les régimes à prestations définies sont partiellement ou intégralement financés par des cotisations versées à un fonds distinct ou à une compagnie d'assurances, les actifs de ces entités sont évalués à leur juste valeur.

L'obligation est alors enregistrée au bilan, déduction faite de la valeur des actifs du régime qui couvrent cette obligation.

⊙ Traitement des écarts actuariels

Conformément à la norme IFRS 1, relative à la première adoption des IFRS, le Groupe a opté, en ce qui concerne les retraites et engagements similaires, pour la constatation par les capitaux propres des écarts actuariels non amortis figurant au bilan au 1^{er} janvier 2004.

Les écarts actuariels résultent des changements d'hypothèses actuarielles retenues pour les évaluations d'un exercice à l'autre, ainsi que de tout écart constaté sur l'obligation ou sur la valeur des fonds par rapport aux hypothèses actuarielles retenues en début d'exercice.

Ces écarts actuariels constituent des écarts à amortir enregistrés à l'actif ou au passif du bilan consolidé. Ils sont amortis par plan selon la méthode dite « du corridor » (écarts excédant 10 % de la valeur de marché du fonds ou de la valeur actualisée de l'obligation), sur la durée d'activité moyenne résiduelle du personnel bénéficiant du régime.

Les écarts actuariels sur les autres avantages long-terme (médailles du travail) et cessation d'activité (préretraite) sont constatés immédiatement en résultat.

Conformément au traitement retenu pour le précédent changement intervenu lors de la promulgation de la première loi Fillon en 2003, les changements législatifs introduits par les lois n° 2007-1786 du 19 décembre 2007 et n° 2006-1640 du 21 décembre 2006 (Réformes de la loi Fillon) ont été qualifiés de changements d'hypothèses actuarielles (note 19).

⊙ **Coût des services passés**

Les variations des engagements suite à une modification de régime sont enregistrées immédiatement en résultat lorsque les droits sont acquis ou étalés sur la période d'acquisition des droits.

Les coûts des services passés sur les autres avantages long-terme et cessation d'activité sont constatés immédiatement en résultat.

⊙ **Liquidation et réduction**

Les effets de la réduction de droits ou de liquidation de régimes sont constatés en résultat à la date où se produit la réduction ou la liquidation. Le profit ou la perte enregistrée résulte du changement de la valeur actualisée de l'obligation ou du changement de juste valeur de l'actif, ainsi que de la reconnaissance immédiate en résultat des écarts actuariels et coûts des services passés correspondants.

L'obligation et la juste valeur du régime sont réappréciées en tenant compte des hypothèses actuarielles à la date de la réduction ou de la liquidation.

1. 18 ATTRIBUTION D'OPTIONS

Le Groupe a choisi d'appliquer IFRS 2 à compter du 1^{er} janvier 2004. Les options de souscription et d'achat d'actions attribuées par le Groupe à ses employés et à ses dirigeants donnent lieu à la constatation d'une charge. Conformément aux dispositions transitoires d'IFRS 2, seuls les plans mis en place postérieurement au 7 novembre 2002 et dont les droits ne sont pas encore acquis au 1^{er} janvier 2005 ont été évalués et enregistrés à la date de transition aux IFRS, à la juste valeur à la date d'octroi et amortis sur la période d'acquisition des droits. Les options sont valorisées à leur juste valeur selon la méthode binomiale avec prise en compte du dividende. La volatilité retenue a été déterminée sur la base d'historiques après correction des événements atypiques liés au Groupe.

La juste valeur des options octroyées est amortie sur la période d'acquisition des droits (jusqu'au début de la période d'exercice des options). Le montant enregistré en charges de personnel en contrepartie d'une augmentation des capitaux propres consolidés est ajusté du nombre attendu d'options qui deviendront exerçables au début de la période d'exercice.

1. 19 AUTRES PROVISIONS

Une provision est comptabilisée lorsqu'il existe, à la clôture de l'exercice, une obligation juridique ou implicite dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de tiers. Les provisions sont inscrites à la valeur qui représente la meilleure estimation du montant à payer pour éteindre l'obligation. Lorsque l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, les sorties de trésorerie futures sont actualisées. Le taux d'actualisation reflète les appréciations du marché de la valeur temps de l'argent et de risques spécifiques du passif qui ne seraient pas déjà pris en compte dans l'estimation des sorties de trésorerie. Les variations de provisions actualisées liées à l'écoulement du temps et aux variations des taux d'actualisation sont enregistrées en résultat financier.

Lorsqu'il existe une obligation de réaménagement des sites exploités, une provision pour réaménagement des sites est constatée. La sortie de ressources nécessaire à l'extinction de cette obligation étant directement liée à l'exploitation du site, la provision est constituée au fur et à mesure de l'exploitation par le résultat et non à l'origine par contrepartie du coût de l'immobilisation.

Suite au retrait par l'IASB de l'interprétation IFRIC 3 sur la comptabilisation des quotas d'émission des gaz à effet de serre, le traitement adopté dans les comptes consolidés est provisoire. Dans l'attente d'une nouvelle interprétation ou norme sur le traitement des permis d'émission, le Groupe applique le traitement suivant pour la comptabilisation des quotas négociables :

- ⊙ Les quotas d'émission reçus à titre gratuit dans le cadre de plans nationaux d'allocation ne sont pas enregistrés au bilan (coût nul) ;
- ⊙ Une provision est constituée en cas de dépassement probable des émissions par rapport aux quotas alloués.

Une provision pour restructuration est comptabilisée lorsque le Groupe a approuvé un plan de restructuration détaillé et formalisé et que la restructuration a été mise en œuvre ou que les détails du plan ont fait l'objet d'une annonce publique.

1. 20 PRÊTS ET EMPRUNTS PORTANT INTÉRÊTS

Les prêts et emprunts sont initialement enregistrés à leur juste valeur, ajustée des coûts de transaction directement imputables à l'émission de l'actif ou du passif financier.

Les prêts et emprunts sont évalués ultérieurement au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. À chaque clôture le caractère recouvrable des prêts est apprécié et une dépréciation est constatée lorsqu'il survient un risque de perte sur l'actif.

1. 21 FOURNISSEURS ET AUTRES CRÉDITEURS

Les dettes commerciales et les autres dettes sont initialement comptabilisées à la juste valeur. Postérieurement à la comptabilisation initiale, les dettes commerciales et autres dettes sont évaluées au coût amorti.

1. 22 INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés tels que des contrats sur des devises étrangères, des swaps et des options de taux d'intérêt pour se couvrir contre la fluctuation des cours des monnaies étrangères et les risques de taux d'intérêt.

Les instruments dérivés sont comptabilisés et évalués à leur juste valeur. Ils sont présentés à l'actif lorsque leur juste valeur est positive et au passif lorsqu'elle est négative.

La juste valeur des contrats d'achat de devises à terme est calculée par référence aux taux de change actuels pour des contrats avec des conditions d'échéance similaires.

La juste valeur des contrats de taux d'intérêt est déterminée sur la base de flux actualisés en utilisant la courbe zéro coupon.

Comptabilité de couverture

Lorsque les instruments dérivés remplissent les conditions d'application de la comptabilité de couverture et satisfont aux tests d'efficacité, les couvertures sont qualifiées, soit de couverture de juste valeur lorsqu'elles couvrent l'exposition aux variations de la juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé, soit de couverture de flux de trésorerie lorsqu'elles couvrent l'exposition aux variations de flux de trésorerie qui sont attribuables soit à un risque particulier associé à un actif ou à un passif comptabilisé, soit à une transaction future prévue, soit à un engagement ferme.

Les variations de juste valeur des instruments financiers de change et de taux pour la couverture de juste valeur des sous-jacents sont enregistrées en résultat financier. La valeur des dettes et créances couvertes est ajustée des variations de juste valeur attribuables au risque couvert et la contrepartie est également enregistrée en résultat financier.

Les dettes et créances en devises sont évaluées au cours de clôture. La juste valeur des dettes et créances à taux fixe est déterminée en retenant un taux fixe hors marge de crédit.

Concernant les couvertures de flux de trésorerie (contrats d'achats de devises, contrat de swap de taux payeur taux fixe), les variations de prix au comptant ou de la valeur intrinsèque (option de taux, de change) sont comptabilisées dans une réserve spéciale des capitaux propres. Les variations d'intérêt ou de la valeur temps (option de taux, de change), et la partie inefficace de la couverture sont comptabilisées en résultat financier.

Si la transaction future couverte conduit à la reconnaissance d'un actif ou d'un passif non financier, alors au moment où l'actif ou le passif est comptabilisé, les profits et pertes associés à l'instrument dérivé et précédemment enregistrés en capitaux propres sont intégrés dans l'évaluation initiale du coût d'acquisition.

Pour les autres couvertures de flux de trésorerie, les profits et pertes comptabilisés en capitaux propres sont rapportés au compte de résultat de la période au cours de laquelle l'engagement ferme couvert (ou la transaction future) affecte le résultat net. Si l'instrument dérivé ne respecte plus les critères de la comptabilité de couverture, le résultat cumulé en capitaux propres à cette date reste en capitaux propres jusqu'à la réalisation de l'engagement couvert.

Lorsque les instruments dérivés ne satisfont pas aux critères de qualification pour la comptabilité de couverture, ils sont classés dans la catégorie des instruments dérivés non qualifiés et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat financier.

1. 23 CHIFFRE D'AFFAIRES, PRODUITS D'INTÉRÊTS ET DIVIDENDES

Les produits sont constatés lorsqu'il est probable que des avantages économiques associés à la vente des biens et aux prestations de service vont bénéficier au Groupe et que les montants peuvent être mesurés de façon fiable.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est constaté pour la juste valeur des montants reçus ou à recevoir en tenant compte des éventuelles remises et ristournes. En ce qui concerne les ventes de biens, elles sont enregistrées lorsque les risques et avantages significatifs inhérents à la propriété des biens ont été transférés à l'acheteur.

Locations

Les produits de location de biens immobiliers sont enregistrés en autres produits.

Produits d'intérêts

Les produits d'intérêts sont comptabilisés en résultat financier, prorata temporis sur la base du taux d'intérêt effectif.

Dividendes

Les dividendes sont enregistrés en résultat financier lorsque les droits des actionnaires à recevoir ces dividendes sont acquis conformément aux législations locales en vigueur.

1. 24 SUBVENTIONS

Les subventions sont reconnues à leur juste valeur lorsqu'il existe une assurance raisonnable que la subvention sera versée et que toutes les conditions attachées à son obtention seront réalisées. Les subventions d'investissement sont enregistrées dans un compte de produit différé au passif du bilan et amorties de manière linéaire sur la durée de vie du bien qui a fait l'objet de la subvention.

1. 25 GESTION DU CAPITAL

Le Groupe contrôle le capital selon la méthode du ratio : endettement net/capitaux propres. L'endettement net est le résultat de la dette financière (comme indiqué note 18.1) diminuée des disponibilités et des actifs financiers courants et non courants tels que présentés au bilan consolidé IFRS du Groupe. Les capitaux propres comprennent toutes les composantes des capitaux propres tels qu'ils figurent au bilan.

La stratégie du Groupe est de maintenir ce ratio à un niveau qui permette d'assurer le bon déroulement des activités, le financement de ses investissements dans des conditions optimales et la création maximale de valeur pour ses actionnaires. Dans ce cadre, le Groupe peut décider de modifier le montant des dividendes versés aux actionnaires, rembourser le capital, procéder à l'émission de nouvelles actions, accroître ou réduire sa participation dans des filiales, de même qu'acquérir ou céder des participations.

NOTE 2 – TAUX DE CONVERSION

	Taux moyen			Taux à la clôture		
	Exercice 2007	Exercice 2006	Exercice 2005	Au 31 décembre 2007	Au 31 décembre 2006	Au 31 décembre 2005
Dollar US	1,37018	1,25559	1,24409	1,47210	1,31700	1,17970
Dollar canadien	1,46861	1,42363	1,50873	1,44490	1,52810	1,37250
Livre chypriote	0,58262	0,57578	0,57683	0,58527	0,57820	0,57350
Dirham marocain	11,21992	11,03713	11,01431	11,36180	11,14700	10,86370
Nouvelle livre turque	1,77835	1,79888	1,66956	1,71020	1,85860	1,59040
Franc suisse	1,64263	1,57287	1,54828	1,65470	1,60690	1,55510
Baht thaï	44,21070	47,59148	50,06249	43,80000	46,77000	48,43700
Roupie indienne	56,57839	56,90788	54,82889	58,02100	58,29750	53,16790
Ouguiya mauritanien	355,55277	337,25189	329,04844	369,49700	353,74600	316,86700
Lek albanais	123,65163	123,09208	124,02465	122,20400	124,13400	122,36200
Roupie Sri Lankaise	151,62035	130,55918	125,05847	159,92000	141,51700	120,44900
Livre égyptienne	7,73302	7,21051	7,20893	8,13006	7,52399	6,77443
Tenge kazakh	167,83269	158,10469	165,23860	177,30700	167,23300	157,79800
Yuan chinois	10,41780	10,00960	10,19640	10,75240	10,27930	9,52040
Dinar koweïtien	0,38934	0,36435	0,36403	0,40198	0,38080	0,34452

NOTE 3 – VARIATIONS DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Les principales variations de périmètre de l'exercice 2007 concernent :

- ⊙ La consolidation par intégration globale des sociétés Cambridge au Canada (à compter du 1^{er} mars 2007) et Arrow aux États-Unis (à compter du 1^{er} avril 2007) ;
- ⊙ La consolidation par intégration globale de la société Fuping Cement en Chine à compter du 1^{er} juillet 2007 ;
- ⊙ La consolidation par intégration globale de la société Hilal Cement Company au Koweït à compter du 30 septembre 2007 ;
- ⊙ L'acquisition en Égypte de 100 % du capital social de Decom SAE, société de béton prêt à l'emploi, par l'intermédiaire de la filiale égyptienne RMBE SAE. Le montant de l'investissement est de 64 millions de livres égyptiennes et la valeur de l'entreprise d'environ 112 millions de livres égyptiennes. Decom SAE est consolidée par intégration globale depuis le 1^{er} juillet 2007.

Les principales variations de périmètre de l'exercice 2006 concernaient :

- ⊙ La consolidation par intégration globale, à compter du 1^{er} juin 2006 de la filiale indienne Zuari Cement Ltd et de ses filiales Sri Vishnu Cement Ltd et Sitapuram Power Ltd ;
- ⊙ La consolidation à compter du 1^{er} octobre 2006 des sociétés Ready Mix Beton (RMB) SAE et RMBE SAE par intégration globale. Suez Cement Company a pris une participation de 52 % dans le capital des sociétés RMB SAE et RMBE SAE, leaders sur le marché du béton prêt à l'emploi en Égypte.

Les principales variations de périmètre de l'exercice 2005 concernaient :

- ⊙ La consolidation par intégration globale, à compter du second trimestre 2005 de Suez Cement Company et de ses filiales : Tourah Cement Company et Suez Bag ;
- ⊙ La consolidation, à compter d'août 2005 d'ASEC Cement Company (aujourd'hui Helwan Cement Ltd). Société acquise par Suez Cement Company.

Les effets de la consolidation de Zuari Cement Ltd et de Suez Cement Company et de ses filiales et d'Helwan Cement Company ainsi que RMB SAE et RMBE SAE sont donnés en note 6.

NOTE 4 – INFORMATION SECTORIELLE

Le premier niveau d'information sectorielle du Groupe est la zone géographique et le second, le secteur d'activité.

Les zones géographiques où le Groupe est présent et qui constituent les segments géographiques de reporting sont France/Belgique, Espagne, Grèce, Amérique du Nord, Égypte, Maroc, Bulgarie, Turquie, Thaïlande, Inde, Chine, Kazakhstan et Négoce ciment/clinker.

Les métiers du Groupe qui constituent le niveau de reporting secondaire sont l'activité ciment et clinker, l'activité matériaux de construction (granulats et béton) et les autres activités (transports, ajouts...). Les activités opérationnelles sont organisées et gérées par pays et par métier.

La Direction évalue la performance des unités à partir du résultat brut d'exploitation courant, du résultat brut d'exploitation, du résultat d'exploitation et des capitaux investis.

Les segments géographiques du Groupe sont déterminés selon la localisation des actifs. Les unités vendent essentiellement sur leur marché local. Celles qui exportent vendent généralement vers d'autres pays du Groupe ; les ventes vers les pays hors Groupe sont réalisées via la filiale de négoce (segment international).

Le segment international regroupe l'activité de vente de ciment et de clinker via les terminaux de Gambie, de Mauritanie, du Sri Lanka, d'Albanie et du Koweït ainsi que les ventes via la filiale de négoce vers des pays où le Groupe n'est pas présent.

Par ailleurs, depuis juillet 2005, l'achat de combustibles et leur vente aux filiales sont également effectués par l'activité négoce.

Les chiffres d'affaires après élimination intra-Groupe correspondent donc essentiellement aux ventes réalisées sur les zones de localisation des actifs.

Les activités ciment et granulats vendent une partie de leur production à l'activité béton prêt à l'emploi.

Les prix de transfert entre les segments géographiques ou entre activités correspondent aux conditions normales de marché.

4.1 SEGMENT PRIMAIRE

Les résultats par pays au 31 décembre 2007 sont les suivants :

(en millions d'euros)	Chiffre d'affaires	Ventes intra- Groupe	Chiffre d'affaires contributif	Résultat brut d'exploitation courant	Résultat brut d'exploitation	Résultat d'exploitation	Part dans les sociétés mises en équivalence
France/Belgique	1 730,9	(7,5)	1 723,4	397,7	399,9	302,2	0,4
Espagne	362,5	(18,0)	344,5	89,2	89,3	67,1	-
Grèce - Chypre	94,7	(5,0)	89,7	30,0	30,0	25,6	4,8
Amérique du Nord ⁽¹⁾	605,7	-	605,7	127,6	127,2	80,2	6,8
Égypte	538,9	(36,2)	502,7	230,6	217,0	141,7	0,2
Maroc	276,0	(0,1)	275,9	104,2	102,8	79,8	-
Bulgarie	147,7	(12,7)	135,0	53,3	53,5	42,0	-
Turquie	260,0	(0,9)	259,1	47,2	47,6	32,6	-
Thaïlande	208,5	(28,4)	180,1	43,4	43,0	19,8	-
Inde	173,8	-	173,8	64,1	63,6	49,8	-
Chine ⁽²⁾	13,5	-	13,5	1,6	1,4	(0,2)	-
Kazakhstan	48,5	-	48,5	15,2	15,1	12,4	(0,2)
Négoce ciment/clinker	337,2	(127,7)	209,5	18,1	18,1	16,2	0,3
Éliminations et autres ⁽³⁾	(112,6)	236,4	123,8	(13,1)	(13,1)	(15,8)	-
TOTAL GROUPE	4 685,2	-	4 685,2	1 209,1	1 195,4	853,4	12,4

(1) Arrow consolidée à partir du 1^{er} avril 2007 et Cambridge à compter du 1^{er} mars 2007.

(2) Fuping Cement Company consolidée à compter du 1^{er} juillet 2007.

(3) Y compris siège, holdings et négoce de combustibles.

Les résultats par pays au 31 décembre 2006 sont les suivants :

(en millions d'euros)	Chiffre d'affaires	Ventes intra- Groupe	Chiffre d'affaires contributif	Résultat brut d'exploitation courant	Résultat brut d'exploitation	Résultat d'exploitation	Part dans les sociétés mises en équivalence
France/Belgique	1 617,2	(1,6)	1 615,6	383,5	387,1	291,6	0,4
Espagne	341,1	(13,3)	327,8	84,8	85,2	66,6	-
Grèce - Chypre	103,0	(2,2)	100,8	33,2	33,2	29,3	5,0
Amérique du Nord	659,7	-	659,7	156,6	155,7	110,3	6,0
Égypte	491,3	(58,5)	432,8	222,2	197,5	125,5	-
Maroc	244,5	(0,3)	244,2	104,4	100,1	81,3	-
Bulgarie	124,2	(17,2)	107,0	46,3	46,5	37,3	-
Turquie	245,5	(0,5)	245,0	55,4	54,9	40,3	-
Thaïlande	208,5	(23,6)	184,9	52,2	52,4	29,9	-
Inde	116,0	-	116,0	38,9	38,1	28,8	-
Kazakhstan	36,7	-	36,7	10,8	11,1	8,4	(0,1)
Négoce ciment/clinker	309,4	(83,5)	225,9	17,5	17,5	16,3	0,1
Éliminations et autres*	(116,2)	200,7	84,5	8,4	8,5	5,7	-
TOTAL GROUPE	4 380,9	-	4 380,9	1 214,2	1 187,8	871,3	11,4

* Y compris siège, holdings et négoce de combustibles.

Les résultats par pays au 31 décembre 2005 sont les suivants :

(en millions d'euros)

	Chiffre d'affaires	Ventes intra- Groupe	Chiffre d'affaires contributif	Résultat brut d'exploitation courant	Résultat brut d'exploitation	Résultat d'exploitation	Part dans les sociétés mises en équivalence
France/Belgique	1 457,3	(3,5)	1 453,8	345,6	325,4	230,9	0,9
Espagne	297,8	(11,9)	285,9	77,5	77,6	61,1	-
Grèce - Chypre	84,0	(4,4)	79,6	26,9	27,1	23,4	3,9
Amérique du Nord	603,1	-	603,1	130,9	129,3	91,5	1,5
Égypte	264,9	(19,7)	245,2	123,7	107,3	59,9	11,7
Maroc	220,5	(3,3)	217,2	96,5	96,3	79,2	-
Bulgarie	99,7	(19,6)	80,1	34,5	34,4	25,9	-
Turquie	220,4	(1,0)	219,4	50,1	49,3	32,7	-
Thaïlande	185,7	(17,1)	168,6	52,0	52,2	31,2	-
Inde	48,7	-	48,7	5,9	5,9	2,0	-
Kazakhstan	25,2	-	25,2	8,7	8,7	6,7	-
Négoce ciment/clinker	202,8	(60,1)	142,6	10,3	10,3	9,3	-
Éliminations et autres*	(114,8)	140,6	26,1	(7,2)	(7,2)	(9,5)	-
TOTAL GROUPE	3 595,4	-	3 595,4	955,4	916,6	644,3	18,0

* Y compris siège, holdings et négoce de combustibles.

Les autres informations sectorielles au 31 décembre 2007 sont les suivantes :

(en millions d'euros)	Au 31 décembre 2007				2007		
	Actifs opérationnels non courants	Actifs opérationnels courants	Passifs opérationnels	Capitaux investis	Investissements corporels et incorporels	Amortissements corporels et incorporels	Dépréciations d'actifs
France/Belgique	1 176,4	640,3	545,3	1 384,1	88,8	(98,7)	0,9
Espagne	468,3	158,6	85,3	549,3	39,9	(22,2)	0,1
Grèce	61,6	40,7	21,8	83,9	5,2	(4,4)	-
Amérique du Nord	558,2	167,5	139,9	640,5	118,0	(47,0)	-
Égypte	1 182,8	112,3	121,7	1 190,0	29,4	(72,9)	(2,4)
Maroc	245,1	75,8	73,6	256,8	41,6	(23,0)	0,1
Bulgarie	131,5	43,7	23,9	154,1	9,3	(11,5)	-
Turquie	231,9	88,4	41,3	290,8	18,4	(15,0)	-
Thaïlande	334,8	75,3	35,1	382,6	13,2	(23,3)	0,1
Inde	258,6	16,9	29,0	253,9	44,3	(13,8)	-
Chine	65,9	4,9	6,7	64,1	0,9	(1,6)	-
Kazakhstan	21,1	9,1	2,9	27,8	3,8	(2,7)	-
Négoce ciment/clinker	56,5	80,7	40,7	98,6	3,0	(2,0)	-
Autres*	6,2	43,9	37,3	20,1	2,2	(2,6)	-
TOTAL GROUPE	4 799,0	1 558,1	1 204,5	5 396,6	418,0	(340,7)	(1,2)

* Y compris siège et holdings.

Les autres informations sectorielles au 31 décembre 2006 étaient les suivantes :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 décembre 2006				2006		
	Actifs opérationnels non courants	Actifs opérationnels courants	Passifs opérationnels	Capitaux investis	Investissements corporels et incorporels	Amortissements corporels et incorporels	Dépréciations d'actifs
France/Belgique	1 191,7	687,0	552,0	1 441,5	103,7	(95,6)	0,1
Espagne	450,0	148,9	99,8	506,7	58,4	(18,0)	(0,6)
Grèce	60,6	49,5	21,7	91,9	5,2	(3,9)	-
Amérique du Nord	484,3	161,1	133,1	575,2	68,3	(45,4)	-
Égypte	1 268,7	113,3	113,6	1 308,7	25,0	(71,9)	-
Maroc	231,2	68,3	57,1	250,5	14,8	(18,8)	-
Bulgarie	133,6	19,0	16,4	139,1	8,8	(9,2)	-
Turquie	211,2	75,9	39,7	258,0	11,4	(14,7)	-
Thaïlande	323,7	56,0	22,0	364,6	10,6	(22,5)	-
Inde	228,0	14,0	25,4	223,4	22,3	(9,3)	-
Kazakhstan	21,5	8,3	2,7	27,6	5,6	(2,7)	-
Négoce ciment/clinker	11,7	53,3	31,5	35,3	3,6	(1,3)	0,1
Autres*	6,7	75,5	38,2	53,1	1,6	(2,8)	-
TOTAL GROUPE	4 622,9	1 530,1	1 153,2	5 275,6	339,3	(315,7)	(0,4)

* Y compris siège et holdings.

Les autres informations sectorielles au 31 décembre 2005 étaient les suivantes :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 décembre 2005				2005		
	Actifs opérationnels non courants	Actifs opérationnels courants	Passifs opérationnels	Capitaux investis	Investissements corporels et incorporels	Amortissements corporels et incorporels	Dépréciations d'actifs
France/Belgique	1 178,5	494,0	518,9	1 271,8	96,4	(94,1)	(0,3)
Espagne	407,1	113,6	74,0	452,1	48,5	(16,2)	(0,3)
Grèce	59,2	42,0	19,7	84,9	6,3	(3,7)	-
Amérique du Nord	517,8	170,2	145,6	616,7	71,0	(37,8)	-
Égypte	1 342,1	130,2	79,8	1 411,5	19,0	(47,4)	-
Maroc	243,6	58,1	52,1	255,1	13,1	(17,2)	-
Bulgarie	130,0	18,8	15,6	135,9	8,5	(8,5)	-
Turquie	252,6	53,9	36,7	279,4	11,3	(16,6)	-
Thaïlande	324,6	52,5	22,9	360,5	11,4	(20,9)	-
Inde	71,4	8,2	7,5	72,3	2,0	(3,9)	-
Kazakhstan	20,2	5,8	1,7	24,7	3,5	(2,1)	-
Négoce ciment/clinker	10,3	37,4	23,2	25,8	3,2	(0,9)	-
Autres*	7,9	192,2	53,6	167,9	2,2	(2,3)	-
TOTAL GROUPE	4 565,3	1 376,9	1 051,3	5 158,6	296,4	(271,7)	(0,6)

* Y compris siège et holdings.

Les actifs opérationnels non courants comprennent les immobilisations corporelles nettes, les écarts d'acquisition, les immobilisations incorporelles nettes ainsi que les droits de foretage payés d'avance.

Les actifs opérationnels courants comprennent les stocks, les clients et les actifs courants autres que les créances fiscales et les actifs financiers.

Les passifs opérationnels comprennent les fournisseurs et les provisions ainsi que les passifs autres que les provisions et passifs fiscaux et les passifs financiers.

Les capitaux investis correspondent aux actifs opérationnels sous déduction des passifs opérationnels courants.

4.2 SEGMENT SECONDAIRE

(en millions d'euros)

	Chiffre d'affaires contributif			Investissements corporels et incorporels			Actifs opérationnels		
	2007	2006	2005	2007	2006	2005	31 décembre 2007	31 décembre 2006	31 décembre 2005
Ciment et clinker	3 149,8	3 023,9	2 437,0	336,8	263,3	230,3	5 338,6	5 144,0	5 017,1
Matériaux de construction	1 307,4	1 171,4	1 043,6	58,4	51,0	52,6	821,3	789,1	519,9
Autres	228,1	185,6	114,8	22,8	25,0	13,5	197,2	220,0	405,2
TOTAL GROUPE	4 685,2	4 380,9	3 595,4	418,0	339,3	296,4	6 537,1	6 153,1	5 942,2

NOTE 5 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES

(en millions d'euros)

	Terrains et constructions	Carrières et aménagements de carrières	Installations techniques, matériels et outillage	Autres immobilisations corporelles et immobilisations en cours	TOTAL
Au 1er janvier 2005					
Coût	958,2	482,6	2 986,9	402,2	4 829,9
Amortissements cumulés et dépréciations	(502,5)	(118,7)	(1 852,1)	(176,0)	(2 649,3)
Valeur nette comptable au 1^{er} janvier 2005	455,7	363,9	1 134,8	226,2	2 180,6
Investissements	14,2	11,9	51,0	216,0	293,1
Variations de périmètre	126,7	-	604,4	16,2	747,3
Cessions	(1,5)	(0,7)	(4,2)	(1,1)	(7,5)
Amortissements	(34,0)	(18,0)	(195,1)	(18,0)	(265,1)
Effets des variations de change	69,5	9,7	84,7	21,2	185,1
Reclassements et autres	31,2	3,4	140,8	(179,0)	(3,6)
Au 31 décembre 2005					
Coût	1 206,8	508,5	3 953,3	475,3	6 143,9
Amortissements cumulés et dépréciations	(545,0)	(138,3)	(2 136,9)	(193,8)	(3 014,0)
Valeur nette comptable au 31 décembre 2005	661,8	370,2	1 816,4	281,5	3 129,9
Investissements	13,6	12,9	71,6	239,9	338,0
Variations de périmètre	59,6	0,5	85,2	9,0	154,3
Cessions	(2,3)	(0,6)	(5,6)	(1,5)	(10,0)
Amortissements	(34,1)	(17,1)	(240,0)	(18,2)	(309,4)
Effets des variations de change	(43,9)	(6,2)	(97,4)	(13,3)	(160,8)
Reclassements et autres	67,2	2,7	149,5	(199,5)	19,9
Au 31 décembre 2006					
Coût	1 235,4	516,9	4 099,9	489,1	6 341,3
Amortissements cumulés et dépréciations	(513,5)	(154,5)	(2 320,1)	(191,2)	(3 179,3)
Valeur nette comptable au 31 décembre 2006	721,9	362,4	1 779,8	297,9	3 162,0
Investissements	16,2	12,1	47,6	334,5	410,4
Variations de périmètre	20,0	-	69,9	7,4	97,3
Cessions	-	(0,6)	(6,4)	(3,2)	(10,2)
Amortissements	(40,7)	(20,8)	(254,3)	(19,2)	(335,0)
Effets des variations de change	(13,5)	(3,2)	(25,4)	(25,1)	(67,2)
Reclassements et autres	28,8	2,7	118,1	(145,8)	3,8
Au 31 décembre 2007					
Coût	1 292,6	521,9	4 242,3	646,1	6 702,9
Amortissements cumulés et dépréciations	(559,9)	(169,3)	(2 513,0)	(199,6)	(3 441,9)
Valeur nette comptable au 31 décembre 2007	732,7	352,6	1 729,3	446,5	3 261,1

COMMENTAIRES 2007
Autres informations

Le montant des coûts de production incorporés dans la valeur des immobilisations corporelles au cours de l'année 2007 s'élève à 12,4 millions d'euros (11,5 millions d'euros au 31 décembre 2006 et 14,0 millions d'euros au 31 décembre 2005).

Les contrats de location financement immobilisés représentent une valeur nette immobilisée de 2,1 millions d'euros au 31 décembre 2007 (3,2 millions d'euros au 31 décembre 2006 et 4,4 millions d'euros au 31 décembre 2005). Ces contrats concernent essentiellement des contrats de location de matériel de transport.

Les durées d'utilité estimées par catégorie d'immobilisations sont les suivantes :

Constructions
 Installations techniques et machines
 Autres immobilisations corporelles

Durées en années

10 - 33
 5 - 30
 3 - 10

NOTE 6 – ÉCARTS D'ACQUISITION

6.1 ÉVOLUTION DES ÉCARTS D'ACQUISITION

Les écarts d'acquisition comptabilisés aux dates d'acquisition portent notamment sur les synergies attendues de l'intégration des sociétés acquises au sein du Groupe.

Les variations s'analysent ainsi :

(en millions d'euros)

Montants nets au 1^{er} janvier 2005	786,5
Acquisitions ^(a)	561,7
Cessions ^(b)	(24,4)
Dépréciation	(0,6)
Écarts de conversion et autres	61,8
Montants nets au 31 décembre 2005	1 385,0
Acquisitions ^(a)	102,5
Cessions	-
Dépréciation	(0,4)
Écarts de conversion et autres	(71,2)
Montants nets au 31 décembre 2006	1 415,9
Acquisitions ^(a)	105,0
Cessions	-
Dépréciation	(0,4)
Réduction de valeur (IFRS 3 § 65 au titre d'impôt différé actif sur déficit reportable en Égypte)	(2,4)
Écarts de conversion et autres	(43,2)
Montants nets au 31 décembre 2007	1 474,9

(a) En 2007, le renforcement de la participation du Groupe dans ses filiales égyptiennes, par l'acquisition auprès d'actionnaires minoritaires de 74,6 millions d'euros de titres Suez Cement et autres filiales, a conduit à enregistrer un écart d'acquisition complémentaire de 42,2 millions d'euros.

Par ailleurs, les prises de contrôle des sociétés Cambridge au Canada et Arrow aux États-Unis, de Fuping Cement en Chine, et de Hilal au Koweït ont conduit à enregistrer des écarts d'acquisition de 27,2 millions d'euros, 19,5 millions d'euros et de 11,1 millions d'euros respectivement (voir note 6.2).

En 2006, la consolidation des filiales indiennes par intégration globale a conduit à la constatation d'un écart d'acquisition complémentaire de 78,2 millions d'euros. En Égypte, les valeurs attribuées aux actifs et passifs du groupe Suez Cement Company ont été finalisées, l'écart d'acquisition a été augmenté de 10,0 millions d'euros aux taux de

change des acquisitions, et la consolidation du groupe RMB a conduit à la constatation d'un écart d'acquisition de 11,9 millions d'euros.

En **2005**, l'écart d'acquisition résultant des achats successifs de titres Suez Cement Company et de ses filiales Tourah Portland et Suez Bag s'élève à 202,3 millions d'euros à la date de prise de contrôle dont 63,9 millions d'euros relatifs à l'acquisition complémentaire de titres en 2005. L'écart d'acquisition résultant de l'acquisition de Helwan Cement Ltd (ex-ASEC Cement Company) s'est élevé à 359,3 millions d'euros.

- b) La diminution de pourcentage détenu par le Groupe suite à l'augmentation de capital de Suez Cement Company a été traitée comme une cession. L'écart d'acquisition correspondant est de 24,4 millions d'euros.

6.2 REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

6.2.1 CHINE

Acquisition de l'exercice

Le Groupe a acquis fin juin 2007 100% du capital de la société chinoise Fuping Cement dont les actifs et passifs sont évalués comme suit :

(en millions d'euros)

	Valeur dans les comptes de la société acquise	Ajustements juste valeur	Juste valeur attribuée à l'acquisition
Immobilisations corporelles et autres actifs non courants	53,0	(3,5)	49,5
Actifs courants	16,4	(2,4)	14,0
Fournisseurs et autres passifs courants et non courants	(55,0)	-	(55,0)
Provisions et impôts différés passifs	-	-	-
Juste valeur des actifs nets			8,5
Écart d'acquisition comptabilisé			19,5
COÛT D'ACQUISITION			28,0
Prix d'acquisition des titres			25,2
Coût lié à l'acquisition			2,8
COÛT D'ACQUISITION			28,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie acquis			(10,5)
DECAISSEMENT GLOBAL LIÉ À L'ACQUISITION			17,5

L'impact sur les comptes de l'exercice 2007 de l'acquisition de Fuping Cement est le suivant :

(en millions d'euros)

Chiffre d'affaires ⁽¹⁾	13,5
Résultat brut d'exploitation courant	1,6
Résultat d'exploitation	(0,2)
Résultat net attribuable au Groupe	(2,1)

- (1) Après élimination des opérations intra-Groupe.

Si les comptes de la société acquise avaient été consolidés par intégration globale depuis le 1^{er} janvier 2007, la contribution additionnelle de cette entité aux résultats consolidés de l'exercice 2007 aurait été la suivante :

(en millions d'euros)

Chiffre d'affaires ⁽¹⁾	27,3
Résultat brut d'exploitation courant	2,7
Résultat d'exploitation	(0,4)

- (1) Après élimination des opérations intra-Groupe.

6.2.2 AMÉRIQUE DU NORD

Acquisitions de l'exercice

Les actifs et passifs des sociétés acquises (100 % de Cambridge au Canada et Arrow aux États-Unis) sont évalués comme suit :

(en millions d'euros)

	Valeur dans les comptes de la société acquise	Ajustements juste valeur	Juste valeur attribuée à l'acquisition
Immobilisations corporelles et autres actifs non courants	18,6	2,7	21,3
Stocks	2,2	-	2,2
Clients et comptes rattachés et autre actifs courants	8,3	(0,1)	8,2
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-	-	-
Provisions	-	-	-
Fournisseurs et autres passifs courants	(7,9)	0,1	(7,8)
Impôts différés passifs	(0,1)	(1,1)	(1,2)
Dettes financières et autres passifs financiers (long terme et court terme)	-	-	-
Intérêts minoritaires	-	-	-
Juste valeur des actifs nets acquis			22,7
Écart d'acquisition comptabilisé			27,2

COÛT D'ACQUISITION
49,9

Prix d'acquisition des titres

48,4

Coût lié à l'acquisition

1,5

COÛT D'ACQUISITION
49,9

Prix payé au cours de 2007

49,9

Trésorerie et équivalents de trésorerie acquis

-

DECAISSEMENT GLOBAL LIÉ À L'ACQUISITION
49,9

L'impact sur les comptes de l'exercice 2007 de ces acquisitions est le suivant :

(en millions d'euros)

Chiffre d'affaires ⁽¹⁾	41,9
Résultat brut d'exploitation courant	3,8
Résultat d'exploitation	2,3
Résultat net attribuable au Groupe	1,5

(1) Après élimination des opérations intra-Groupe.

Si les comptes des sociétés acquises avaient été consolidés par intégration globale depuis le 1^{er} janvier 2007, la contribution additionnelle de ces entités aux résultats consolidés de l'exercice 2007 aurait été la suivante :

(en millions d'euros)

Chiffre d'affaires ⁽¹⁾	53,0
Résultat brut d'exploitation courant	3,5
Résultat d'exploitation	1,5

(1) Après élimination des opérations intra-Groupe.

6.2.3 NÉGOCE CIMENT/CLINKER

Acquisition de l'exercice

Hilal Cement Company

Les actifs et passifs de la société Hilal Cement acquise au Koweït et dont le Groupe détient 51 % sont évalués comme suit :

(en millions d'euros)

	Valeur dans les comptes de la société acquise	Ajustements juste valeur	Juste valeur provisoire attribuée à l'acquisition
Immobilisations corporelles et autres actifs non courants	15,1	18,6	33,7
Actifs courants	42,5	-	42,5
Fournisseurs et autres passifs courants et non courants	(19,3)	-	(19,3)
Provisions et impôts différés passifs	(0,2)	(2,8)	(3,0)
Intérêts minoritaires	-	-	(27,1)
Juste valeur des actifs nets			26,8
Écart d'acquisition comptabilisé			7,8
COÛT D'ACQUISITION			34,6
Prix d'acquisition des titres			33,3
Coût lié à l'acquisition			1,3
COÛT D'ACQUISITION			34,6
Trésorerie et équivalents de trésorerie acquis			(23,7)
DECAISSEMENT GLOBAL LIÉ À L'ACQUISITION			10,9

L'impact sur les comptes de l'exercice 2007 de l'acquisition de Hilal est le suivant :

(en millions d'euros)

Chiffre d'affaires ⁽¹⁾	6,6
Résultat brut d'exploitation courant	0,5
Résultat d'exploitation	0,1
Résultat net attribuable au Groupe	0,1

(1) Après élimination des opérations intra-Groupe.

Si les comptes de la société acquise avaient été consolidés par intégration globale depuis le 1^{er} janvier 2007, la contribution additionnelle de cette entité aux résultats consolidés de l'exercice 2007 aurait été la suivante :

(en millions d'euros)

Chiffre d'affaires ⁽¹⁾	37,2
Résultat brut d'exploitation courant	7,3
Résultat d'exploitation	6,0

(1) Après élimination des opérations intra-Groupe.

Un actionnaire minoritaire détenant 42 % du groupe Hilal bénéficie d'une promesse d'échange de ses titres contre des titres Suez Cement Company exerçable pendant une période de deux ans se terminant au plus tard en septembre 2010. Conformément à la note 1.4, l'engagement correspondant, qui s'élève à la clôture à 24 millions d'euros, est enregistré en « Autres passifs courants » (note 22), les intérêts minoritaires déterminés ci-dessus sont annulés à hauteur de leur quote-part et un écart d'acquisition complémentaire a été constaté pour la différence, soit 3,3 millions d'euros.

6.3 TESTS DE PERTE DE VALEUR SUR LES ÉCARTS D'ACQUISITION

Les écarts d'acquisition font l'objet d'un test systématique de valeur chaque année, conformément à la méthode décrite en note 1.11. Les tests réalisés fin 2007, 2006 et 2005 n'ont pas mis en évidence la nécessité de constater de dépréciation des écarts d'acquisition.

Les informations relatives aux unités génératrices de trésorerie sur lesquelles des écarts d'acquisition significatifs ont été affectés dans le cadre des tests de valeur sont les suivantes :

(en millions d'euros)

Valeurs nettes comptables des écarts d'acquisition affectés

Unités génératrices de trésorerie	31 décembre 2007	31 décembre 2006	31 décembre 2005
France/Belgique	260,3	259,6	258,2
Espagne	189,1	189,5	189,8
Égypte	532,7	532,8	570,1
Maroc	89,1	90,8	93,1
Inde	101,6	100,0	22,0
Autres	302,1	243,2	251,8
TOTAL	1 474,9	1 415,9	1 385,0

La méthode d'évaluation retenue pour déterminer la valeur recouvrable sur ces unités génératrices de trésorerie significatives est la valeur d'utilité (valeur actuelle des cash flow futurs).

Lorsque la valeur recouvrable est déterminée suivant la méthode de la valeur d'utilité, les hypothèses retenues sur les principales unités génératrices de trésorerie pour effectuer les calculs sont les suivantes :

(en %)

Taux d'actualisation avant impôts

Taux de croissance

Unités génératrices de trésorerie	Taux d'actualisation avant impôts			Taux de croissance		
	2007	2006	2005	2007	2006	2005
France/Belgique	10,7	9,3	8,5	0,8	0,8	0,8
Espagne	9,6	8,9	8,1	1,3	1,3	1,3
Égypte	13,2	11,2	11,3	4,5	4,0	4,0
Maroc	12,1	11,4	10,5	2,0	1,8	1,8
Inde	13,4	12,6	11,7	4,5	4,0	

Les taux d'actualisation par pays sont déterminés en appliquant au WACC (coût moyen pondéré du capital) déflaté pour la zone euro, une prime de risque pays et l'inflation estimée à long terme.

NOTE 7 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Le tableau ci-dessous présente les autres immobilisations incorporelles par nature :

(en millions d'euros)

	31 décembre 2007	31 décembre 2006	31 décembre 2005
Concessions	26,8	6,0	8,2
Licences, brevets	12,2	13,2	12,0
Autres	11,9	11,7	12,8
TOTAL	50,9	30,9	33,0

La progression du poste Concessions s'explique à hauteur de 18,4 millions d'euros par l'intégration globale de la société Hilal Cement Company.

NOTE 8 – TITRES DE SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

Sous cette rubrique figurent principalement les quotes-parts de capitaux propres, y compris les écarts d'acquisition, détenues par le Groupe dans les sociétés Ciment Québec (Canada), Innocon Inc. (Canada) et Vassiliko Cement Works Ltd (Chypre).

(en millions d'euros)

	Valeurs des titres			Quote-part de résultat		
	31 décembre 2007	31 décembre 2006	31 décembre 2005	2007	2006	2005
Ciment Québec	63,6	55,3	62,2	8,9	9,1	5,1
Vassiliko Cement Works	58,2	54,8	51,2	4,9	5,0	3,9
Suez Cement Group	-	-	-	-	-	11,7
Tecno Gravel	3,7	-	-	0,2	-	-
Autres	5,0	4,7	7,5	(1,6)	(2,7)	(2,7)
TOTAL	130,5	114,8	121,0	12,4	11,4	18,0

Suite à la prise de contrôle de Suez Cement Company, les comptes des filiales égyptiennes sont consolidés par intégration globale depuis le 1^{er} avril 2005.

Les informations simplifiées retraitées aux principes du Groupe des principales sociétés mises en équivalence sont les suivantes :

(en millions d'euros)

	Total actifs			Total passifs			Produits de l'exercice			Résultat net		
	2007	2006	2005	2007	2006	2005	2007	2006	2005	2007	2006	2005
Ciment Québec	153,5	134,6	146,9	31,9	32,1	31,7	110,5	110,7	95,8	17,8	18,1	11,0
Vassiliko Cement Works	176,8	175,5	149,3	17,0	20,6	16,8	89,7	91,1	78,2	14,7	19,8	12,0

NOTE 9 - TITRES DE PARTICIPATION

La rubrique titres de participation comprise dans les actifs non courants ne comprend que des titres classés en titres disponibles à la vente au sens de la norme IAS 39.

(en millions d'euros)

Au 1^{er} janvier 2005	63,4
Variation de périmètre	27,5
Acquisitions	2,8
Cessions	(33,9)
Réévaluation enregistrée en capitaux propres	5,5
Réévaluation (dépréciation) enregistrée en résultat	(0,3)
Différence de conversion	1,8
Au 31 décembre 2005	66,8
Au 1^{er} janvier 2006	66,8
Variation de périmètre	-
Acquisitions	95,9
Cessions	-
Réévaluation enregistrée en capitaux propres *	4,7
Réévaluation (dépréciation) enregistrée en résultat	(0,5)
Différence de conversion	(0,3)
Reclassements	(3,3)
Au 31 décembre 2006	163,3
Au 1^{er} janvier 2007	163,3
Variation de périmètre	-
Acquisitions	19,3
Cessions	(4,3)
Réévaluation enregistrée en capitaux propres	21,7
Réévaluation (dépréciation) enregistrée en résultat	2,1
Différence de conversion	(0,4)
Reclassements	(5,4)
Au 31 décembre 2007	196,3

* Hors effet impôt de 1,8 million d'euros enregistrés en capitaux propres en 2006.

Les titres de participation correspondant à des actifs financiers disponibles à la vente représentent principalement les titres Goltas Cimento, Asment et Bursa.

Au cours de l'exercice 2007, le Groupe a acquis des titres dans Goltas pour 13,4 millions d'euros. À fin décembre 2007, le Groupe détient 33,97 % pour un total de 85,8 millions d'euros. Les titres acquis sont des actions de catégorie B ne conférant pas les mêmes droits que les actions de catégorie A qui disposent notamment du pouvoir de nommer des administrateurs, en conséquence, le Groupe n'exerce pas d'influence notable permettant de participer aux décisions de politique financière et opérationnelle. Cette société ne peut donc être intégrée dans notre périmètre de consolidation selon la méthode de la mise en équivalence.

Le montant des titres non cotés maintenus au coût s'élève à 21,1 millions d'euros. Les titres cotés sont évalués au cours de clôture.

Les titres Asment constituent les titres non cotés les plus significatifs. En application d'IAS 39, ils sont valorisés à la juste valeur sur la base de la valorisation boursière de sociétés comparables, étant établi que le Groupe n'exerce pas d'influence notable sur cette société au sens d'IAS 28.

NOTE 10 – AUTRES ACTIFS NON COURANTS

Les autres actifs non courants comprennent les éléments suivants :

<i>(en millions d'euros et en valeur nette)</i>	31 décembre 2007	31 décembre 2006	31 décembre 2005
Prime T.S.D.I.	-	-	327,8 ⁽³⁾
Instruments dérivés ⁽¹⁾	16,1	12,7	10,5
Foretages payés d'avance	12,1	14,1	16,6
Prêts à plus d'un an	12,3	36,0	40,6
Dépôts et cautionnements	13,5	9,2	10,2
Autres titres immobilisés	3,9	3,5	4,7
Actifs liés aux engagements de retraite	0,1	0,1	0,7
Autres	5,7 ⁽²⁾	-	-
TOTAL	63,7	75,6	411,1

(1) Voir note 18.

(2) Subvention octroyée à Essroc

(3) Les sociétés Ciments Français et Unibéton ont exercé leurs options de rachat des Titres Subordonnés à Durée Indéterminée (T.S.D.I.), respectivement, au 23 juin 2006 et au 29 juin 2006 pour un montant symbolique. Cette opération s'est traduite par une annulation de la dette financière (note 18).

NOTE 11 – STOCKS

Les stocks s'analysent comme suit :

<i>(en millions d'euros et en valeur nette)</i>	31 décembre 2007	31 décembre 2006	31 décembre 2005
Matières premières et consommables	200,3	155,7	129,5
Produits intermédiaires et encours	116,8	84,2	95,0
Produits finis et marchandises	86,1	74,5	76,5
Pièces de rechange	167,3	157,2	181,7
Avances et acomptes	16,8	10,1	7,9
TOTAL	587,3	481,7	490,6

Au 31 décembre 2007, les dépréciations de stocks se sont élevées à 81,7 millions d'euros contre 76,2 millions d'euros au 31 décembre 2006 et 72,2 millions d'euros au 31 décembre 2005.

NOTE 12 - CLIENTS

Les clients et comptes rattachés s'analysent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	31 décembre 2007	31 décembre 2006	31 décembre 2005
Montants bruts	801,9	903,8	763,0
Provisions	(49,1)	(44,9)	(43,3)
Montants nets	752,8	858,9	719,7

⊙ En 2000 et en 2001 respectivement, Ciments Calcia et Arena ont renouvelé pour une période de cinq ans des programmes pluriannuels de cessions de créances. Fin 2005, le programme de Ciments Calcia a été renouvelé pour

une durée d'un an. Au regard des critères définis par la norme IAS 39, ces programmes ne permettent pas de considérer que la quasi totalité des risques a été transférée. En conséquence, les créances sont conservées au bilan et l'opération est traitée comme un financement garanti.

Jusqu'au 31 décembre 2004, seul le surdimensionnement était conservé à l'actif en autres débiteurs courants.

Au 1^{er} janvier 2005, les créances cédées pour un montant de 179,3 millions d'euros ont été réintégrées dans le poste clients, le surdimensionnement comptabilisé en autres débiteurs courants pour 34,3 millions d'euros a été annulé et les dettes financières ont été comptabilisées pour 145 millions d'euros.

Au 31 décembre 2005, le poste clients comprend un encours de créances cédées à hauteur de 174 millions d'euros. Les dettes financières comprennent un montant de 145 millions d'euros classé en dettes financières courantes.

- ⊙ Les programmes pluriannuels de cessions de créances sont arrivés à leur terme en novembre 2006 pour Ciments Calcia et en décembre 2006 pour Arena. Les créances cédées ont fait l'objet d'une mainlevée et en contrepartie les dettes financières (tirages) ont été remboursées.
- ⊙ Fin décembre 2006, Ciments Calcia et Unibéton ont mis en place pour une durée de cinq ans un programme pluriannuel de cessions de créances. Les créances cédées au 31 décembre 2007 s'élèvent à 155,3 millions d'euros (contre 32 millions d'euros au 31 décembre 2006). Au regard des critères définis par la norme IAS 39, ces nouveaux programmes permettant de considérer que les risques ont été transférés à hauteur de 90 % conduisent à un encaissement net de 114,9 millions d'euros. En conséquence, sont conservés au bilan :
 - Les dépôts additionnel et subordonné (10,3 millions d'euros) en autres débiteurs courants,
 - L'implication du Groupe sous la forme de la garantie accordée (12,9 millions d'euros) en créances clients avec la contrepartie en dettes financières (pour 12,1 millions d'euros) et en diminution des autres débiteurs (pour 0,8 million d'euros).

NOTE 13 - CAPITAL SOCIAL

Au cours des exercices 2007, 2006 et 2005, le Groupe a enregistré les montants suivants dans les capitaux propres - Part du Groupe suite à l'émission d'actions ordinaires résultant de la levée de 90 572 options de souscription d'actions en 2007 (141 151 actions en 2006 et 174 345 actions en 2005) :

	Nombre d'actions		
	31 décembre 2007	31 décembre 2006	31 décembre 2005
En début de période	38 355 306	38 459 469	38 285 124
Émission d'actions	90 572	141 151	174 345
Annulation actions propres	(761 244)	(245 314)	-
En fin de période	37 684 634	38 355 306	38 459 469

Au 31 décembre 2007, le capital social de Ciments Français SA s'élève à 150 738 536 euros (4 euros par action).

NOTE 14 - RÉSERVES

14.1 RÉSERVE DE CONVERSION (PART DU GROUPE)

<i>Écarts de conversion (en millions d'euros)</i>	31 décembre 2007	31 décembre 2006	31 décembre 2005	Variation 2007 / 2006
Amérique du Nord (dollars US et canadien)	(39,4)	(8,6)	49,1	(30,8)
Égypte (livre)	(65,0)	(18,5)	39,5	(46,5)
Maroc (dirham)	(7,7)	(1,9)	5,5	(5,8)
Turquie (livre)	33,9	13,2	45,4	20,7
Thaïlande (baht)	32,9	16,0	7,5	16,9
Inde (roupie)	2,1	2,0	3,8	0,1
Autres	(3,3)	(0,6)	2,0	(2,7)
TOTAL	(46,5)	1,6	152,8	(48,1)

14.2 AUTRES RÉSERVES

<i>(en millions d'euros)</i>	Couverture de flux futurs (1)	Juste valeur actifs disponibles à la vente (2)	Autres réserves (3)
Au 31 décembre 2006	3,1	40,0	82,7
Gain (perte) net reconnu en réserve	10,7	21,7	5,0
Gain (perte) net transféré en résultat	-	-	-
Impôt différé reconnu en réserve	(3,7)	-	-
Impôt exigible reconnu en réserve	-	-	-
Au 31 décembre 2007	10,1	61,7	87,7

(1) Voir note 18.

(2) Voir note 9.

(3) Voir variation des capitaux propres.

NOTE 15 - ACTIONS PROPRES

Au cours de 2007, la société Ciments Français SA a acquis 1 150 659 de ses propres titres pour un montant total de 161,6 millions d'euros enregistré au débit de la réserve d'actions propres.

Au 31 décembre 2007, Ciments Français détient 775 755 actions propres pour un montant total de 95,0 millions d'euros.

NOTE 16 - DIVIDENDES PAYÉS

Les dividendes payés par Ciments Français SA au cours de 2007, 2006 et 2005 sont les suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	31 décembre 2007	31 décembre 2006	31 décembre 2005
2,28 euros par action (1,90 euro en 2006 et 1,60 euro en 2005)	86,5	72,5	60,9

NOTE 17 - INTÉRÊTS MINORITAIRES

Le renforcement de la participation du Groupe dans ses filiales égyptiennes par l'acquisition auprès des actionnaires minoritaires de titres de Suez Cement et ses filiales au cours de l'exercice 2007 s'est traduit par une diminution des intérêts minoritaires de 47,4 millions d'euros.

Le résultat de 2007 s'élève à 97,7 millions d'euros contre 87,5 en 2006 et 51,1 en 2005. La variation du cours des devises par rapport à l'euro entraîne une diminution des intérêts minoritaires de 26,7 millions d'euros.

NOTE 18 - SITUATION FINANCIÈRE

18.1 ENDETTEMENT NET

Les natures d'actifs et de passifs financiers qui entrent dans le calcul de l'endettement net sont les suivantes :

(en millions d'euros)

Natures d'actifs et de passifs financiers	Rubriques de bilan	31 décembre 2007	31 décembre 2006	31 décembre 2005
Disponibilités	Trésorerie et équivalent de trésorerie	(358,9)	(306,1)	(384,7)
Juste valeur des instruments dérivés actifs	Autres débiteurs courants	(7,1)	(2,2)	(1,9)
Autres actifs financiers courants	Actifs financiers	(0,1)	(0,1)	(0,1)
Disponibilités et actifs financiers courants		(366,1)	(308,4)	(386,7)
Dettes court terme et découvert bancaire	Dettes court terme et découvert bancaire	204,8	86,3	517,8
Dettes financières courantes	Dettes financières courantes	198,2	169,7	153,4
Juste valeur des instruments dérivés passifs	Autres passifs courants	4,4	0,9	0,9
Dettes et passifs financiers courants		407,4	256,9	672,1
Juste valeur des instruments dérivés actifs	Autres actifs non courants	(16,1)	(12,7)	(10,5)
Actifs financiers non courants		(16,1)	(12,7)	(10,5)
Emprunts portant intérêts hors dette T.S.D.I.	Emprunts portant intérêts	1 442,4	1 521,3	1 249,7
Juste valeur des instruments dérivés passifs	Autres dettes et passifs non courants	45,9	20,0	16,0
Dettes et passifs financiers non courants		1 488,3	1 541,3	1 265,7
Prime T.S.D.I.	Autres actifs non courants	-	-	(327,8)
Dette T.S.D.I.	Emprunts portant intérêts	-	-	327,8
T.S.D.I. net		-	-	-
ENDETTEMENT NET		1 513,4	1 477,1	1 540,6

18.2 DETTES FINANCIÈRES

18.2.1 RÉPARTITION DE LA DETTE PAR CATÉGORIE

(en millions d'euros)

		Taux d'intérêts effectifs	Échéances	31 décembre 2007	31 décembre 2006	31 décembre 2005
T.S.D.I. – Euribor 6M						327,8
CF - T.S.D.I. Euribor 6 Mois + 0,75 ^(a)						228,7
Unibéton - T.S.D.I. Euribor 6 Mois + 0,5 ^(a)						99,1
Emprunts obligataires				1 054,2	791,8	591,8
EMTN 159,3 MEUR	5,88 %	6,01 %	2009	159,0	351,6	358,1
EMTN Placement privé 15 MEUR	4,47 %	4,50 %	2013	15,0	15,0	15,0
Placement privé US 180 MUSD	5,63 %	5,79 %	2012	116,9	136,0	151,7
Placement privé US 20 MUSD	5,73 %	5,81 %	2014	18,3	15,1	17,0
Placement privé US 150 MUSD	5,80 %	5,92 %	2018	101,9	112,1	
Placement privé US 150 MUSD	5,90 %	6,02 %	2021	101,9	112,1	
EMTN Emprunt obligataire 500 MEUR	4,75 %	4,84 %	2017	491,2	-	-
Placement privé 50 MEUR	3,50 %	3,52 %	2010	50,0	50,0	50,0
Emprunts bancaires et tirages sur lignes de crédit ^{(b) (c)}						
Taux nominaux (3,54 % - 11,52 %)				351,1	498,6	484,7
Dettes sur immobilisations en location financement				1,9	3,2	4,3
Autres dettes portant intérêts				35,2	227,7	168,8
Billets de trésorerie ^(d)		4,60 %		10,0	205,0	140,0
Autres dettes (0 % - 5,61 %)				25,2	22,7	28,8
EMPRUNTS PORTANT INTÉRÊTS, NON COURANTS				1 442,4	1 521,3	1 577,4
Juste valeur des instruments dérivés				45,9	20,0	16,0
DETTES FINANCIÈRES NON COURANTES (A)				1 488,3	1 541,3	1 593,4
Emprunts obligataires						17,2
Placement privé US amortissable Euribor 3 mois				-	-	17,2
Emprunts bancaires et tirages sur lignes de crédit ^(e)						
Taux nominaux (3,6 % - 11,7 %)				171,8	155,2	500,0
Dettes sur immobilisations en location financement				0,1	0,6	0,6
Autres dettes financières				26,2	13,9	16,5
Concours bancaires				183,7	74,4	128,1
Intérêts courus non échus				21,1	11,9	8,8
EMPRUNTS PORTANT INTÉRÊTS, COURANTS				402,9	256,0	671,2
Juste valeur des instruments dérivés				4,4	0,9	0,8
DETTES FINANCIÈRES COURANTES (B)				407,4	256,9	672,1
DETTES FINANCIÈRES (A+B)				1 895,7	1 798,2	2 265,5

- (a) Les titres subordonnés à durée indéterminée (T.S.D.I.) étaient classés en dettes financières dans les comptes IFRS dès le 1^{er} janvier 2004.
- (b) Au 31 décembre 2007, 84,2 millions d'euros d'emprunts bancaires font l'objet de garanties (hypothèque) dont 22,4 millions d'euros à court terme et 61,8 millions d'euros à long terme.
- (c) Y compris programmes de cessions de créances pour 12,2 millions d'euros au 31 décembre 2007, 2,5 millions d'euros au 31 décembre 2006.
- (d) Adossés à des lignes de crédit long et moyen terme.
- (e) Y compris programmes de cessions de créances pour 145 millions d'euros au 31 décembre 2005.

18.2.2 RÉPARTITION PAR ANNÉE D'ÉCHÉANCE DE LA DETTE À PLUS D'UN AN

Emprunts portant intérêts, non courants

(en millions d'euros)	31 décembre 2007	31 décembre 2006	31 décembre 2005
2007	-	-	147,2
2008	-	174,9	143,4
2009	225,4	409,6	388,6
2010	110,0	114,3	220,7
2011	176,1	366,2	160,8
2012	175,8	144,5	15,1
au-delà	755,1	311,8	501,6 ⁽¹⁾
TOTAL	1 442,4	1 521,3	1 577,4

(1) Dont 327,8 millions d'euros au titre des T.S.D.I.

18.2.3 RÉPARTITION PAR DEVISE DE LA DETTE À PLUS D'UN AN

Emprunts portant intérêts, non courants

(en millions d'euros)	31 décembre 2007	31 décembre 2006	31 décembre 2005
Euro	959,8	958,6	1 263,2 ⁽¹⁾
Dollars US et canadien	368,7	405,8	213,6
Livre égyptienne	70,5	135,2	84,7
Baht thaïlandais	-	-	6,8
Roupie indienne	27,2	21,7	9,0
Yuan chinois	16,2	-	-
Autres	-	-	0,1
TOTAL	1 442,4	1 521,3	1 577,4

(1) Dont 327,8 millions d'euros au titre des T.S.D.I.

La juste valeur de la dette est en devises d'origine du financement.

18.2.4 AUTRES INFORMATIONS

Principaux emprunts bancaires et tirages sur lignes de crédit

- a) Au cours de l'année 2007, Ciments Français SA a renouvelé 400 millions d'euros de ligne de crédit à 364 jours. De nouvelles lignes de crédit à moyen terme ont été mises en place pour 120 millions d'euros dont 50 millions d'euros à 5 ans et 70 millions d'euros à 5 ans avec deux options de prolongation d'une année.

Les lignes de crédit à moyen terme sont utilisées à hauteur de 50 millions d'euros à fin décembre 2007.

- b) Suez Cement Company a refinancé en date du 13 septembre 2006 une ligne de crédit syndiqué de 1 500 millions de livres égyptiennes de 13 mois mise en place au moment de la prise de contrôle d'ASEC Cement Company (Helwan Cement Ltd) par une ligne de crédit syndiqué de 300 millions de livres égyptiennes pour une durée de 4 ans, et un prêt syndiqué de 900 millions de livres égyptiennes amortissable sur une durée de 4 ans. Le groupe de banques participantes est constitué de banques locales et internationales. La ligne de crédit syndiqué de 300 millions de livres égyptiennes n'est pas utilisée à fin décembre 2007.
- c) Un crédit syndiqué non tiré, de 700 millions d'euros à taux variable, sur une durée de 5 ans avec deux options de prolongation d'une année, a été consenti à Ciments Français le 27 mai 2005. Les deux options de prorogation d'une année ont été exercées. Le groupe de banques participantes a été dirigé par Calyon, HSBC, Natixis et The Royal Bank of Scotland. Ce crédit remplace celui de 550 millions d'euros mis en place le 5 décembre 2003, venant à échéance en 2008.
- d) Un prêt syndiqué de 158 millions d'euros a été mis en place le 27 décembre 2005 pour une durée de 6 ans. Ce prêt syndiqué comporte une tranche de 114 millions d'euros à taux variable et une tranche de 44 millions d'euros à taux fixe, remboursable in fine.
- e) Un prêt syndiqué à taux variable de 109,5 millions d'euros a été mis en place le 29 avril 2002 pour une durée de 6 ans. Ce prêt est remboursable in fine.

Principaux emprunts obligataires

- f) Ciments Français assure ses besoins de financement à long terme principalement par l'émission d'obligations, en particulier dans le cadre de son programme de titres de créances à moyen et long terme (EMTN). La documentation du programme est renouvelée annuellement. La dernière mise à jour date du 19 juillet 2007. Le montant maximal autorisé au travers de ce programme est de 1 500 millions d'euros. Au 31 décembre 2007, les titres émis dans le cadre de ce programme s'élevaient à environ 674,3 millions d'euros. Ciments Français SA a lancé le 21 mars 2007 l'émission d'un emprunt obligataire de 500 millions d'euros cotée à la bourse du Luxembourg portant intérêt au taux fixe de 4,75 % d'une durée de 10 ans sur le marché européen avec le concours de ABN Amro, Natixis et The Royal Bank of Scotland. Le versement des fonds est intervenu le 4 avril 2007.

Simultanément, Ciments Français SA a lancé une offre partielle de rachat sur l'émission obligataire de 350 millions d'euros à échéance de juillet 2009. Cette offre plafonnée à 210 millions d'euros a obtenu l'adhésion pour 190,7 millions d'euros.

L'encours de cet emprunt obligataire, de 350 millions d'euros à l'origine à taux fixe de 5,875 %, restant à rembourser en juillet 2009 est de 159,3 millions d'euros. Ces opérations ont permis de refinancer partiellement par anticipation l'échéance de juillet 2009 de l'emprunt obligataire de 2002 et d'obtenir de nouveaux fonds permettant de soutenir le programme d'investissement du Groupe tout en optimisant les conditions de financement.

- g) Un emprunt obligataire "Placement Privé" de 300 millions de dollars US remboursable in fine comportant une tranche à 12 ans à taux fixe de 5,80 % pour 150 millions de dollars US et une tranche à 15 ans à taux fixe de 5,90 % pour 150 millions de dollars US a été émis aux États-Unis le 19 décembre 2006 auprès d'investisseurs privés. Chacune des souches obligataires a fait l'objet en totalité d'une couverture de change respectivement sur 12 et 15 ans.
- h) Un emprunt obligataire de 50 millions d'euros à taux fixe de 3,496 % d'une durée de 5 ans a été émis le 3 mars 2005.
- i) Un emprunt obligataire « Placement Privé » de 200 millions de dollars US, comportant une tranche à 10 ans à taux fixe de 5,63 % pour 180 millions de dollars US et une tranche à 12 ans à taux fixe de 5,73 % pour 20 millions de dollars US a été émis aux États-Unis le 15 novembre 2002 par Ciments Français auprès d'investisseurs privés. 150 millions de dollars ont été prêtés à la filiale américaine Essroc et 50 millions de dollars ont fait l'objet d'une couverture de change.

18.2.5 TITRES SUBORDONNÉS À DURÉE INDÉTERMINÉE (T.S.D.I.)

Les options de rachat des titres subordonnés à durée indéterminé (T.S.D.I.) ont été exercées par la société Ciments Français le 23 juin 2006 et par la société Unibéton le 29 juin 2006 pour un montant symbolique.

18.3 INSTRUMENTS FINANCIERS

Le tableau ci-dessous donne la comparaison entre la valeur comptable et la juste valeur de tous les types d'instruments financiers tels que définis dans la norme IAS 39 aux 31 décembre 2007, 2006 et 2005.

(en millions d'euros)

	2007		2006		2005	
	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable
ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR						
▪ Éléments désignés comme tels lors de leur comptabilisation initiale:						
- Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 34.1) hors dépôts à terme	204,2	204,2	116,6	116,6	208,3	208,3
▪ Éléments désignés comme étant détenus à des fins de transaction conformément à IAS 39 :						
- Juste valeur des instruments dérivés (note 18.3.2)	23,2	23,2	14,8	14,8	12,3	12,3
PLACEMENTS DÉTENUS JUSQU'À LEUR ÉCHÉANCE						
	-	-	-	-	-	-
PRÊTS ET CRÉANCES						
- Dépôts à terme	154,7	154,7	189,5	189,5	176,4	176,4
- Créances clients (note 12)	752,8	752,8	858,9	858,9	719,7	719,7
- Autres débiteurs courants	26,1	26,1	7,8	7,8	5,9	5,9
- Autres actifs financiers (note 10, à l'exception des foretages payés d'avance)	51,6	51,6	61,5	61,5	394,5 ⁽¹⁾	394,5 ⁽¹⁾
ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE						
- Autres investissements (note 9)	196,3	196,3	163,3	163,3	66,8	66,8
PASSIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR						
▪ Éléments désignés comme tels lors de leur comptabilisation initiale :	-	-	-	-	-	-
▪ Éléments désignés comme étant détenus à des fins de transaction conformément à IAS 39 :						
- Juste valeur des instruments dérivés (note 18.3.2)	50,3	50,3	20,9	20,9	16,8	16,8
PASSIFS FINANCIERS						
- Fournisseurs et comptes rattachés	529,8	529,8	517,5	517,5	484,4	484,4
- Autres passifs courants	111,7	111,7	81,8	81,8	67,4	67,4
- Dettes sur contrat de location financement	2,1	2,1	3,8	3,8	4,9	4,9
- Emprunts à taux variable	490,6	490,6	795,1	795,1	1 071,6 ⁽²⁾	1 071,6 ⁽²⁾
- Emprunts à taux fixe	1 137,8	1 140,9	882,5	890,1	700,0	699,7
- Concours bancaires courants	183,7	183,7	74,4	74,4	128,1	128,1
- Dettes financières courantes	26,2	26,2	13,9	13,9	16,5	16,5
- T.S.D.I.	-	-	-	-	327,8	327,8
Engagements de rachats d'intérêts minoritaires	32,9	32,9	9,6	9,6	-	-

(1) Y compris prime T.S.D.I. 327,8 millions d'euros.

(2) Y compris cessions de créances pour 145 millions d'euros.

Les créances clients et les fournisseurs et autres créditeurs sont à court terme et leur valeur comptable représente une approximation raisonnable de la juste valeur.

Les instruments dérivés sont comptabilisés et évalués à leur juste valeur. La juste valeur des contrats de taux d'intérêt est déterminée sur la base de flux actualisés en utilisant la courbe zéro coupon.

La juste valeur des contrats d'achat de devises à terme est calculée par référence aux taux de change actuels pour des contrats avec des conditions d'échéance similaires.

La juste valeur des dettes et créances en devises est évaluée au cours de clôture. La juste valeur des dettes et créances à taux fixe est déterminée par rapport à un taux fixe hors marge de crédit, ajustée des coûts de transaction directement imputables à l'actif et au passif financier.

18.3.1 POLITIQUE DE GESTION

Le département Finance du Groupe assure des services centralisés au niveau Groupe : financement, change, gestion des taux d'intérêt et gestion du risque de contrepartie. Le Groupe utilise certains instruments financiers pour réduire les risques de taux d'intérêt ainsi que les risques de change résultant de la nature de sa dette et de son activité internationale.

RISQUES DE MARCHÉ

1) Risque de taux d'intérêt

La gestion du risque de taux d'intérêt vise à minimiser le coût de l'endettement net du Groupe et à réduire l'exposition à ce risque. Deux natures de risque sont couvertes :

- ⊗ Le risque de variation de la valeur de marché des actifs et passifs financiers à taux fixe.
Le Groupe est exposé à un risque de coût d'opportunité en cas de baisse des taux dans le cas d'un endettement à taux fixe. Une variation des taux aura une incidence sur la valeur de marché des actifs et passifs à taux fixe et affectera le résultat consolidé pour les actifs et passifs à taux fixe couverts ;
- ⊗ Le risque de variation des flux futurs des actifs et passifs financiers à taux variable.
Une variation de taux aura peu d'incidence sur la valeur de marché des actifs et passifs financiers à taux variable, mais pourra affecter le résultat futur de l'entreprise.

Le Groupe, dans le cadre de sa politique générale, de ses objectifs de performance et de réduction du risque, arbitre entre ces deux risques. En fonction de l'évolution attendue des taux d'intérêt, le Groupe détermine des objectifs de répartition entre endettement à taux fixe et endettement à taux variable.

La couverture du risque de taux est principalement réalisée par la négociation de contrats d'échange de taux d'intérêt (swaps), de FRA et d'options de taux d'intérêt négociés de gré à gré avec des banques de premier rang. Les opérations de couverture à composante optionnelle sont souvent des opérations de tunnels asymétriques. Les opérations sont à primes nulles. En terme de gestion opérationnelle, la position nette vendeur ne peut excéder aucune exposition sous-jacente (exposition bilancielle, transaction future ou engagement ferme). Même si d'un point de vue économique ces opérations de couverture sont systématiquement mises en place en relation avec un sous-jacent, selon les principes IFRS, elles sont classées dans la catégorie des instruments dérivés non qualifiés pour le montant net.

Le passif financier net à taux variable est principalement indexé sur l'European Interbank Offered Rate « Euribor » de la période considérée.

2) Risque de change

Les sociétés du Groupe sont exposées au risque de change sur leurs flux d'exploitation et sur leurs encours de financement libellés en devises autres que leur monnaie locale.

À l'exception des sociétés bulgares, thaïlandaises, égyptiennes et des terminaux, les sociétés du Groupe opèrent principalement sur leur marché local ou au sein de la zone euro. En conséquence, la facturation et les coûts d'exploitation sont libellés dans la même monnaie et l'exposition au risque de change sur les flux d'exploitation est peu significative à l'exception des achats de combustibles, de pièces de rechange et des investissements liés à la construction de nouvelles usines.

Les procédures Groupe exigent que les dettes des sociétés soient libellées dans la même devise que le cash-flow utilisé pour le service et le remboursement des dites dettes. De même, les placements doivent être réalisés dans la devise des cash-flows. Le Groupe peut adapter cette règle générale dans des cas particuliers pour tenir compte de la situation spécifique d'un pays (forte inflation, taux d'intérêt élevés, convertibilité, liquidité...).

La politique du Groupe consiste à couvrir l'exposition nette de chaque société lorsque les conditions de marché le permettent. L'exposition nette de chaque entité est déterminée sur la base des flux nets d'exploitation prévisionnels à l'horizon d'un à deux ans et des encours de financement engagés en devises autres que sa monnaie locale.

Pour couvrir son exposition au risque de change, Ciments Français utilise principalement des contrats de change à terme, des swaps de devises utilisés pour convertir en devises étrangères des dettes le plus souvent libellées en euros, ou des couvertures à composantes optionnelles conclues avec des banques de premier rang. Les opérations de couverture à composante optionnelle sont souvent des opérations de tunnels asymétriques. Dans la mesure où certaines de ces opérations sont à primes nulles, le résultat net de la vente d'options ne peut excéder aucune exposition sous-jacente (exposition bilancielle, transaction future ou engagement ferme). Le Groupe ne conclut aucun contrat de change ferme ou optionnel à des fins spéculatives.

L'impact de la conversion des devises étrangères sur les capitaux propres des filiales est affecté sous une rubrique distincte des capitaux propres. Pour les filiales situées dans des pays à fort taux d'inflation, les impacts de la conversion sur la position monétaire nette et les résultats sont enregistrés dans le compte de résultat.

3) Risque sur les instruments dérivés sur matières premières

Le Groupe ne négocie pas d'instruments dérivés sur matières premières et n'est donc pas exposé à ce type de risque.

4) Risque marchés actions

Ciments Français est peu exposé au risque sur marchés actions. Les titres disponibles à la vente, à l'exception des titres Bursa et des titres Goltas Cimento (note 9), ne sont pas cotés et les actions propres de Ciments Français sont évaluées au coût d'acquisition en déduction des capitaux propres.

RISQUES DE CRÉDIT ET DE LIQUIDITÉ

1) Risque de crédit

Les clients qui souhaitent bénéficier de délais de paiement sont soumis à des procédures de vérification préalable. Par ailleurs, les soldes clients font l'objet d'un suivi spécifique conformément aux procédures du Groupe. Dans le cadre des procédures mises en place, les créances clients en défaut sont régulièrement provisionnées.

La concentration du risque de crédit relatif aux créances clients est limitée dans la mesure où la base de la clientèle du Groupe est large et sans dépendance. En conséquence, la direction estime qu'il n'est pas nécessaire de créer une provision pour risque de crédit en dehors de la provision habituelle pour créances douteuses (note 20). La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont essentiellement constitués de placements court terme à risque négligeable de variation de valeur (dépôts à terme, certificats de dépôt, OPCVM monétaire) ; sur la base de la position au 31 décembre 2007, aucune des contreparties ne représente plus de 13 %.

2) Risque de contrepartie

Les instruments de change et de taux sont exclusivement mis en place avec des contreparties présentant un rating élevé. Les contreparties sont choisies en fonction de différents critères : notation attribuée par les agences de rating, actifs, capitaux propres, et nature et échéances des transactions. Ce sont généralement des banques internationales de premier plan. Aucun instrument dérivé n'est contracté avec des contreparties situées dans une zone géographique à risque politique ou financier (toutes les contreparties sont établies en Europe Occidentale ou aux États-Unis d'Amérique).

3) Risque de liquidité

L'objectif du Groupe est d'obtenir un financement concurrentiel et d'assurer un équilibre entre la maturité moyenne des financements, la flexibilité et la diversification des sources. Pour atteindre cet objectif, Ciments Français et ses filiales contractent des lignes de crédit confirmées et mettent en place une diversité de sources de financement (découverts bancaires, prêts bancaires, obligations, tirages sur lignes de crédit, billets de trésorerie, locations financement et cessions de créances).

La politique du Groupe est, qu'à tout moment, l'endettement à moins d'un an soit inférieur ou égal aux lignes de crédit confirmées non utilisées à plus d'un an.

Les contrats d'emprunt ne contiennent pas de clause qui pourrait déclencher un remboursement accéléré ou une augmentation du taux d'intérêt applicable dans le cas d'une baisse des notations (rating triggers). Cependant, en plus des clauses usuelles, certains contrats de financement de Ciments Français et de ses filiales contiennent des clauses sur le respect de certains ratios financiers.

18.3.2 INSTRUMENTS FINANCIERS

Valeur de marché des instruments dérivés

(en millions d'euros)

	Au 31 décembre 2007		Au 31 décembre 2006		Au 31 décembre 2005	
	Actifs	Passifs	Actifs	Passifs	Actifs	Passifs
DÉRIVÉS - TAUX D'INTÉRÊT						
Couverture des flux futurs	16,1 ^(a)	-	10,0	4,8 ^(a)	0,8	8,4 ^(a)
Couverture de juste valeur	- ^(b)	7,0 ^(c)	2,7 ^(b)	-	9,7 ^(b)	-
DÉRIVÉS - DEVICES ÉTRANGÈRES						
Couverture de juste valeur		38,9 ^(d)	-	15,2 ^(d)	-	7,6 ^(d)
Instruments dérivés non qualifiés			-	-	-	-
NON COURANT	16,1	45,9	12,7	20,0	10,5	16,0
DÉRIVÉS - TAUX D'INTÉRÊT						
Couverture des flux futurs	0,5	-	-	-	-	-
Couverture de juste valeur			-	-	-	-
Instruments dérivés non qualifiés	5,1	3,2	1,7	0,4	1,2	0,4
DÉRIVÉS - DEVICES ÉTRANGÈRES						
Couverture des flux futurs	0,1	0,9	0,1	0,3	0,3	0,1
Couverture de juste valeur	0,6	-	-	-	0,2	0,1
Instruments dérivés non qualifiés	0,8	0,3	0,3	0,2	0,1	0,2
COURANT	7,1	4,4	2,1	0,9	1,8	0,8
TOTAL	23,2	50,3	14,8	20,9	12,3	16,8

- (a) Dont cross-currency swaps couvrant des dettes à taux fixe émises en USD (placements privés), impact taux à l'actif au 31 décembre 2007 de 8,9 millions d'euros (impact taux au passif de 4,3 millions d'euros au 31 décembre 2006 et de 6 millions d'euros au 31 décembre 2005).
- (b) Le swap de taux receveur taux fixe, payeur taux variable indexé sur l'Euribor couvrant une partie de l'emprunt obligataire de 350 millions d'euros émis à taux fixe dans le cadre du programme EMTN a été annulé au cours de 2007 suite au rachat partiel de cet emprunt.
- (c) Dont swap de taux receveur taux fixe, payeur taux variable indexé sur l'Euribor couvrant une partie de l'emprunt obligataire de 500 millions d'euros émis à taux fixe dans le cadre du programme EMTN, impact : 7 millions d'euros au 31 décembre 2007.
- (d) Essentiellement cross-currency swaps couvrant des dettes à taux fixe émises en USD (placements privés), impact change : 38,9 millions d'euros (15,2 millions d'euros au 31 décembre 2006 et 7,6 millions d'euros au 31 décembre 2005).

18.3.3 RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

Instruments dérivés de taux par échéance

La répartition par maturité dans le temps des différentes opérations de couverture de taux est la suivante :

(valeurs nominales - en millions d'euros)

	MATURITÉ				TOTAL
	à moins d'1 an	de 1 à 2 ans	de 2 à 5 ans	à plus de 5 ans	
COUVERTURE JUSTE VALEUR					
Swaps Receveur fixe / Payeur variable					
165 M€4,75 % / Euribor 3M + 0,6260 %	-	-	-	165,0	165,0
150 MUSD 5,80 % / Euribor 3M + 0,8125 %	-	-	-	114,0	114,0
TOTAL couverture juste valeur	-	-	-	279,0	279,0
COUVERTURE FLUX DE TRÉSORERIE					
Swaps Receveur variable / Payeur fixe					
6,1 M€Euribor 6M +0,50 % / 3,275 %	1,8	1,8	2,5	-	6,1
114 M€Euribor 3M +0,3250 % / 3,536 %	-	-	114,0	-	114,0
125 M€Euribor 3M / 3,16 %	30,0	30,0	65,0	-	125,0
Swaps Receveur fixe / Payeur fixe ⁽¹⁾					
30 M€5,63 % / 5,665 %	-	-	30,0	-	30,0
20 M€5,73 % / 5,635 %	-	-	-	20,0	20,0
150 MUSD 5,90 % / 4,7725 %	-	-	-	114,0	114,0
TOTAL couverture flux de trésorerie	31,8	31,8	211,5	134,0	409,1
INSTRUMENTS DÉRIVÉS NON QUALIFIÉS					
Swaps Receveur variable / Payeur variable					
69,5 M€/ Euribor 3 M+1 % / Euribor 3M +0,70 %	69,5	-	-	-	69,5
40 M€Euribor 3M +0,75 % / Euribor 3M +0,7 %	40,0	-	-	-	40,0
114 M€Euribor 3M +0,50 % / Euribor 3M +0,325%	-	-	114,0	-	114,0
Swaps Receveur variable / Payeur fixe					
118,3 M€Euribor 3M / 3,05 %	95,4	20,4	1,2	1,3	118,3
OPTIONS					
Caps 3,25 %	75,0	-	-	-	75,0
Caps 3,50 % et 4,50 %	-	55,0	-	-	55,0
TOTAL Instruments dérivés non qualifiés	279,9	75,4	115,2	1,3	471,8
TOTAL	311,7	107,2	326,7	414,3	1 159,9

(1) Opérations d'échange de taux fixe dollar US contre taux fixe euro négociées en couverture de dettes libellées en dollar US.

Les instruments financiers sont exprimés en valeur nominale du contrat de couverture ; sont exclus les instruments désactivés au 31 décembre 2007.

Exposition au risque de taux d'intérêt

Au 31 décembre 2007, 91 % du passif financier net (hors juste valeur des instruments dérivés) du Groupe sont à taux fixe ou limités à la hausse. Une partie de ces engagements à taux fixe, 30 % (48 % au 31 décembre 2006 et 53 % au 31 décembre 2005) résulte de la transformation de contrats initialement souscrits à taux variable au moyen de contrats d'échange de taux d'intérêt et optionnels.

Les encours de couverture sont exprimés en nominal sur la période considérée (conformément à l'échéance de l'instrument) et ne comprennent pas les contrats de taux fixe contre taux fixe.

Le tableau ci-dessous donne la valeur historique, par échéance, des instruments financiers du Groupe exposés au risque de taux d'intérêt.

Endettement net après couverture

<i>(en millions d'euros)</i>	TOTAL	moins d'1 an	1-2 ans	2-5 ans	plus de 5 ans
TAUX FIXE					
Passifs financiers à taux fixe ^(a)	1 144,8	10,8	163,7	228,9	741,4
Actifs financiers à taux fixe	-	-	-	-	-
Passif financier net à taux fixe avant couverture	1 144,8	10,8	163,7	228,9	741,4
Couvertures taux fixe / taux variable	(279,0)	-	-	-	(279,0)
Couvertures taux variable / taux fixe	363,4	127,2	52,2	182,7	1,3
Passif financier net à taux fixe après couverture	1 229,2	138,0	215,9	411,6	463,7
 <i>(en millions d'euros)</i>					
TAUX VARIABLE					
Passifs financiers à taux variable ^(a)	700,5	392,1	61,8	233,1	13,6
Actifs financiers à taux variable	(359,0)	(359,0)	-	-	-
Passif financier net à taux variable avant couverture	341,5	33,1	61,8	233,1	13,6
Couvertures taux fixe / taux variable	279,0	-	-	-	279,0
Couvertures taux variable / taux fixe	(363,4)	(127,2)	(52,2)	(182,7)	(1,3)
Couverture taux plafond / plancher	(130,0)	(75,0)	(55,0)	-	-
Passif financier net à taux variable après couverture	127,2	(169,1)	(45,4)	50,4	291,3
TAUX VARIABLE LIMITÉ À LA HAUSSE (CAPPÉ) OU À LA BAISSSE					
Couverture taux plafond / plancher	130,0	75,0	55,0	-	-
Taux variable cappé ou limité à la baisse après couverture	130,0	75,0	55,0	-	-

(a) Hors juste valeur des instruments dérivés.

Au 31 décembre 2007, une translation de la courbe des taux de +1 % sur le passif financier net à taux variable après couverture aurait une incidence de -1,3 million d'euros, soit 1,6 % des charges financières nettes de 2007. Sur le portefeuille de dérivés de taux l'impact serait de +6,0 millions d'euros sur les capitaux propres et de -17,0 millions d'euros sur le résultat avant impôt, ce dernier étant neutralisé par un impact de +21,2 millions sur les dettes à taux fixe couvertes en juste valeur.

Une translation de la courbe des taux de -1 % sur le passif financier net à taux variable après couverture aurait une incidence de +1,3 million d'euros, soit 1,6 % des charges financières nettes de 2007. Sur le portefeuille de dérivés de taux, l'impact serait de -6,3 millions d'euros sur les capitaux propres et de +18,8 millions d'euros sur le résultat avant impôt, ce dernier étant neutralisé par un impact de -23,2 millions sur les dettes à taux fixe couvertes en juste valeur.

18.4 EXPOSITION AU RISQUE DE CHANGE

Le tableau ci-dessous donne le montant net consolidé de l'exposition par devise lorsque les passifs et actifs financiers sont dans une autre devise que la devise locale de la société qui les a contractés.

<i>(en équivalent millions d'euros)</i>	Euro	USD	Autres
Actifs financiers ⁽¹⁾	20,6	48,8	8,1
Passifs financiers ⁽¹⁾	(10,6)	(330,8)	(24,4)
Instruments dérivés ⁽²⁾	-	303,1	24,2
Exposition nette par devise	10,1	21,1	7,8

(1) Hors dettes et créances commerciales.

(2) En valeur nominale.

L'exposition des capitaux propres au risque de change est due principalement au dollar américain, au baht thaïlandais, au dirham marocain, à la livre égyptienne et à la roupie indienne. Les investissements nets dans ces devises ne sont pas couverts. Une variation de 10 % des taux de conversion des devises étrangères à l'euro aurait un impact de 330 millions d'euros sur les capitaux propres dont 76 millions d'euros sur les intérêts minoritaires au 31 décembre 2007.

Au 31 décembre 2007, une appréciation de +10 % des cours de change sur le portefeuille de dérivés de change aurait un impact de +2,7 millions d'euros sur les capitaux propres et de -0,5 million d'euros sur le résultat avant impôt. Une dépréciation de -10 % des cours de change aurait un impact de -2,9 millions d'euros sur les capitaux propres et de +0,7 million d'euros sur le résultat avant impôt.

Instrumentes dérivés de change par échéance

Les instruments de change sont présentés en valeur nominale et exprimés en euros au cours de clôture.

La répartition pour 2007 par maturité dans le temps des différentes opérations de couverture de change est la suivante :

(valeurs nominales - en millions d'euros)	MATURITÉ				31 décembre 2007	31 décembre 2006	31 décembre 2005
	à moins d'1 an	de 1 à 2 ans	de 2 à 5 ans	à plus de 5 ans			
ACHATS À TERME							
Couverture de flux de trésorerie							
Dollar US	15,8	-	-	-	15,8	9,9	7,4
Couverture de juste valeur							
Dollar US	-	-	-	-	-	1,9	3,1
Franc suisse	24,2	-	-	-	24,2	-	-
Autres	6,6	-	-	-	6,6	-	-
Instruments dérivés non qualifiés							
Dollar US	-	-	-	-	-	60,4	37,9
Franc suisse	-	-	-	-	-	12,6	6,6
TOTAL ACHATS À TERME	46,6	-	-	-	46,6	84,8	55,0
VENTES À TERME							
Couverture de flux de trésorerie							
Dollar US	-	-	-	-	-	-	-
Couverture de juste valeur							
Dollar US	50,6	-	-	-	50,6	34,0	6,0
Instruments dérivés non qualifiés							
Dollar US	9,1	-	-	-	9,1	6,7	5,8
TOTAL VENTES À TERME	59,7	-	-	-	59,7	40,7	11,8
OPTIONS							
Couverture de flux de trésorerie							
Dollar US	14,7	-	-	-	14,7	8,8	8,3
Couverture de juste valeur							
Dollar US	0,2	-	-	-	0,2	0,2	0,8
Instruments dérivés non qualifiés							
Dollar US	8,5	-	-	-	8,5	7,1	9,0
TOTAL OPTIONS	23,4	-	-	-	23,4	16,1	18,1
CONTRATS D'ÉCHANGE DE DEVISES ET DE TAUX ⁽¹⁾							
Couverture de juste valeur							
Dollar US	-	-	-	278,0	278,0	278,0	50,0
Roupie indienne	-	-	-	-	-	-	5,4
TOTAL CONTRATS D'ÉCHANGE DE DEVISES ET DE TAUX	-	-	-	278,0	278,0	278,0	55,4

(1) Les contrats d'échange de devises et de taux d'intérêt correspondent à la couverture d'emprunts libellés en dollar US et en roupie indienne.

18.5 COMPTABILITÉ DE COUVERTURE

Les impacts des opérations de couverture de la période peuvent être résumés comme suit :

La réserve des capitaux propres enregistre les variations de juste valeur, la perte ou le profit sur l'instrument de couverture dans le cas d'une couverture de flux de trésorerie qui est considérée comme efficace.

Les montants enregistrés en capitaux propres au 31 décembre 2007 au titre des nouveaux instruments dérivés s'élèvent à -0,9 million d'euros (+0,6 million d'euros au 31 décembre 2006). La réserve correspondant aux instruments échus en 2007 et sortis des capitaux propres était de +0,2 million d'euros au 31 décembre 2007 contre -0,9 million d'euros au 31 décembre 2006. La variation des capitaux propres liée aux instruments dérivés souscrits au cours des exercices antérieurs et toujours en portefeuille au 31 décembre 2007 s'élève à +11,4 millions d'euros (+12,1 millions d'euros au 31 décembre 2006). L'inefficacité découlant des couvertures de flux de trésorerie en portefeuille fin 2007 et comptabilisée dans le compte de résultat n'est pas significative en 2007 et 2006.

En ce qui concerne les couvertures de juste valeur en portefeuille fin 2007, les montants comptabilisés dans le compte de résultat s'élèvent à -45,3 millions d'euros pour l'exercice 2007 (-12,6 millions d'euros en 2006). Les montants comptabilisés attribuables au risque couvert sur le sous-jacent s'élèvent à +44,7 millions d'euros au 31 décembre 2007 (+12,6 millions d'euros au 31 décembre 2006). Ces éléments sont comptabilisés en résultat dans la juste valeur des instruments dérivés de taux et de change (note 29).

Étant données les réelles difficultés pour reconstituer les données comparatives au titre de 2005, ces informations ne sont pas fournies.

18.6 RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le tableau ci-dessous présente les maturités de l'endettement net comparées aux lignes de crédit disponibles à la fin de chaque période.

Au 31 décembre 2007*

<i>(en millions d'euros)</i>	moins d'1 an	1-2 ans	2-5 ans	plus de 5 ans	TOTAL
Emprunts portant intérêts, non courants	-	225,4	506,2	710,8	1 442,4
Passifs financiers et autres dettes courants	219,2	-	-	-	219,2
Concours bancaires courants	183,7	-	-	-	183,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(358,9)	-	-	-	(358,9)
Endettement net (échéances)	44,0	225,4	506,2	710,8	1 486,4
	Fin 2008	Fin 2009	Fin 2011		

Lignes de crédit confirmées disponibles à la fin de chaque période	1 369,9	1 255,5	1 160,0
--	---------	---------	---------

Au 31 décembre 2006*

<i>(en millions d'euros)</i>	moins d'1 an	1-2 ans	2-5 ans	plus de 5 ans	TOTAL
Emprunts portant intérêts, non courants	-	174,9	890,1	456,3	1 521,3
Passifs financiers et autres dettes courants	181,6	-	-	-	181,6
Concours bancaires courants	74,4	-	-	-	74,4
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(306,1)	-	-	-	(306,1)
Endettement net (échéances)	(50,1)	174,9	890,1	456,3	1 471,2
	Fin 2007	Fin 2008	Fin 2010		

Lignes de crédit confirmées disponibles à la fin de chaque période	1 191,4	1 107,8	852,7
--	---------	---------	-------

Au 31 décembre 2005*

<i>(en millions d'euros)</i>	moins d'1 an	1-2 ans	2-5 ans	plus de 5 ans	TOTAL
Emprunts portant intérêts, non courants	-	147,3	752,8	349,5	1 249,6
Passifs financiers et autres dettes courants	543,1	-	-	-	543,1
Concours bancaires courants	128,1	-	-	-	128,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(384,7)	-	-	-	(384,7)
Endettement net (échéances)	286,5	147,3	752,8	349,5	1 536,1

Fin 2006 Fin 2007

Lignes de crédit confirmées disponibles à la fin de chaque période	877,0	857,4
--	-------	-------

* Hors T.S.D.I. et juste valeur des instruments dérivés.

- ⊙ Au 31 décembre 2007, la durée de vie moyenne de l'endettement brut (hors dérivés) du Groupe est de 5 ans et 10 mois (5 ans au 31 décembre 2006 et 3,3 ans au 31 décembre 2005, hors T.S.D.I.).
- ⊙ Au 31 décembre 2007, la durée de vie moyenne des lignes de crédit confirmées disponibles est de 3 ans et 11 mois (3,5 ans au 31 décembre 2006 et 3,2 ans au 31 décembre 2005).
- ⊙ Parmi les dettes à plus d'un an, figurent des financements à court terme (billets de trésorerie) adossés à des lignes de crédit confirmées à long et moyen terme pour un montant de 10 millions d'euros au 31 décembre 2007 (205 millions d'euros au 31 décembre 2006 et 140 millions d'euros au 31 décembre 2005).
- ⊙ Au 31 décembre 2007, au-delà des utilisations de crédits inscrites au passif du bilan consolidé, le Groupe dispose de 1 812 millions d'euros de lignes confirmées et non utilisées (1 674 millions d'euros au 31 décembre 2006 et 1 481 millions d'euros au 31 décembre 2005).
- ⊙ La société est notée depuis mai 2002 par Moody's et Standards & Poor's, ce qui lui donne une grande flexibilité financière. La notation était respectivement Baa2/Stable - P2 et BBB/Stable - A2. En juillet 2007, Moody's a confirmé la notation long terme à Baa1/Perspective stable. En juillet 2007, Standard and Poor's a rehaussé la notation long terme à BBB+ avec perspective stable.

Covenants

Outre les clauses usuelles, certains contrats de financement accordés aux sociétés du Groupe comprennent des clauses particulières (« covenants ») au titre desquelles figurent notamment le respect de certains ratios financiers. Les emprunts soumis à covenants représentent, au 31 décembre 2007, 46,3 % de l'ensemble des tirages (total de la dette financière court terme et long terme, hors IAS soit 1 895,3 millions d'euros au 31 décembre 2007).

Par ailleurs, les contrats d'emprunts ne contiennent pas de clauses qui pourraient déclencher un remboursement accéléré ou une augmentation du taux d'intérêt applicable dans le cas d'une baisse des notations (rating triggers, rating grids).

NOTE 19 - RETRAITES, PRÉVOYANCE ET AUTRES AVANTAGES LONG TERME

19.1 RÉGIMES À PRESTATIONS DÉFINIES

Au sein du Groupe, les régimes à prestations définies correspondent essentiellement à des régimes de retraite ou de préretraite aux États-Unis, en France et en Belgique, à des indemnités de fin de carrière dans la majeure partie des pays à l'exception des États-Unis, ainsi qu'à la couverture de certains frais médicaux essentiellement en France, aux États-Unis et en Belgique.

Les engagements de retraite les plus significatifs ont été externalisés partiellement ou en totalité auprès d'organismes indépendants chargés d'en assurer le service et de gérer les fonds. Les principaux régimes financés sont en France et aux États-Unis. Le fonds de pension le plus significatif est celui d'Essroc aux États-Unis, dont les salariés bénéficient d'un régime de retraite à prestations définies. Des plans de préretraite existent en France et en Belgique dans le cadre de la pré-pension légale.

Certains salariés d'Essroc et de Riverton bénéficient également de régimes de couverture de frais médicaux et d'assurance vie après leur départ en retraite. Les régimes couvrent généralement un certain pourcentage des frais nets engagés après couverture sociale. En France et, dans une moindre mesure en Belgique, certains salariés bénéficient de la prise en charge partielle par l'employeur de la cotisation versée à une mutuelle assurant le remboursement d'une partie des dépenses de frais médicaux après leur départ en retraite.

Par ailleurs, des régimes de médailles du travail versées pendant l'activité sont également en place dans certaines filiales françaises du Groupe et font l'objet d'une évaluation actuarielle.

19.1.1 AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI - RÉGIMES DE RETRAITE ET INDEMNITÉS DE CESSATION DE TRAVAIL

Les montants comptabilisés au bilan au 31 décembre sont les suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>		Régimes de retraite et autres avantages long terme			Couverture médicale postérieure à l'emploi			TOTAL		
		2007	2006	2005	2007	2006	2005	2007	2006	2005
A	Valeur actualisée de l'obligation financée	109,8	129,1	143,9	-	-	-	109,8	129,1	143,9
B	Juste valeur des actifs du régime	(93,4)	(102,1)	(105,0)	-	-	-	(93,4)	(102,1)	(105,0)
C=A+B	Valeur nette de l'obligation financée	16,4	27,0	38,9	-	-	-	16,4	27,0	38,9
D	Valeur actualisée de l'obligation non financée	33,7	37,5	37,3	69,9	61,2	65,7	103,6	98,7	103,0
E=C+D	Valeur nette de l'obligation	50,1	64,5	76,2	69,9	61,2	65,7	120,0	125,7	141,9
F	Profits (pertes) actuariels non comptabilisés	5,3	(6,5)	(14,7)	(3,9)	(1,4)	(4,2)	1,4	(7,9)	(18,9)
G	Coût non comptabilisé des services passés	(1,9)	-	-	(0,1)	2,0	2,9	(2,0)	2,0	2,9
H=E+F+G	Passif net au bilan	53,5	58,0	61,5	65,9	61,8	64,4	119,4	119,8	125,9
	Montants du bilan :									
	Passifs	53,5	58,0	62,1	65,9	61,8	64,4	119,4	119,8	126,5
	Actifs	-	-	(0,6)	-	-	-	-	-	(0,6)
	Passif net au bilan	53,5	58,0	61,5	65,9	61,8	64,4	119,4	119,8	125,9

La sensibilité de l'obligation au titre des plans de couverture maladie et des éléments de compte de résultat correspondant à une variation de +/- 1 point de pourcentage du taux d'évolution des coûts médicaux, s'établit respectivement à +3,3 et -2,7 millions d'euros au titre de l'obligation et +0,4 et -0,3 million d'euros au titre des éléments de compte de résultat.

Les variations du passif net comptabilisé au bilan s'analysent comme suit :

(en millions d'euros)

	Régimes de retraite et autres avantages long terme			Couverture médicale postérieure à l'emploi			TOTAL		
	2007	2006	2005	2007	2006	2005	2007	2006	2005
Passif net à l'ouverture	58,0	61,5	58,2	61,8	64,4	57,5	119,8	125,9	115,7
Charge nette comptabilisée dans le compte de résultat	4,6	8,4	(0,2)	10,1	4,1	5,4	14,7	12,5	5,2
Cotisations versées ou paiement de prestations par l'employeur	(7,4)	(9,0)	(7,3)	(4,7)	(2,9)	(3,2)	(12,1)	(11,9)	(10,5)
Différences de change sur les régimes étrangers	(0,3)	(2,4)	3,6	(3,5)	(3,8)	4,7	(3,8)	(6,2)	8,0
Passifs acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises	-	(0,2)	-	2,2	-	-	2,2	(0,2)	-
Impact préretraite CCB ⁽¹⁾	(1,4)	(0,3)	7,2	-	-	-	(1,4)	(0,3)	7,2
Passif net à la clôture	53,5	58,0	61,5	65,9	61,8	64,4	119,4	119,8	125,9

(1) Au cours de l'exercice 2005, dans le cadre de la réorganisation des activités administratives et commerciales de France/Belgique, un plan de restructuration sous forme de départ anticipé en préretraite à 55 ans avait été proposé à 46 salariés de CCB.

Le détail de la charge se présente comme suit :

(en millions d'euros)

	Régimes de retraite et autres avantages long terme			Couverture médicale postérieure à l'emploi			TOTAL		
	2007	2006	2005	2007	2006	2005	2007	2006	2005
Coût des services rendus au cours de la période	(4,1)	(5,1)	(4,2)	(3,5)	(1,7)	(1,4)	(7,6)	(6,8)	(5,6)
Intérêts sur l'obligation	(8,3)	(8,2)	(8,4)	(3,1)	(3,1)	(3,0)	(11,4)	(11,3)	(11,4)
Rendement attendu des actifs du régime	7,2	7,1	7,3	-	-	-	7,2	7,1	7,3
(Pertes) profits actuariels nets comptabilisés au titre de la période	(0,2)	(2,2)	2,6	(0,1)	-	-	(0,3)	(2,2)	2,6
Coût des services passés ^(a)	(0,7)	-	(1,8)	(3,4)	0,7	(1,0)	(4,1)	0,7	(2,8)
(Pertes) profits sur réductions et liquidations ^(b)	1,5	-	4,7	-	-	-	1,5	-	4,7
TOTAL	(4,6)	(8,4)	0,2	(10,1)	(4,1)	(5,4)	(14,7)	(12,5)	(5,2)
Dont enregistré en frais de personnel	(4,6)	(8,4)	(3,6)	(10,1)	(4,1)	(5,4)	(14,7)	(12,5)	(9,0)
Dont enregistré en autres charges et autres produits	-	-	3,8	-	-	-	-	-	3,8
Rendement réel des actifs du régime	4,0	8,2	5,2	-	-	-	4,0	8,2	5,2

(a) En 2007, le coût des services passés correspond pour l'essentiel à la modification du régime de santé en France. En 2005, le salaire de référence de certains fonds de pension nord-américains avait été revalorisé.

(b) En 2007, le profit sur réductions de plan résulte de départs relatifs à la zone France/Belgique.

En 2005, les réductions de plans résultaient du plan de réorganisation des activités administratives et commerciales de France/Belgique dont 3,8 millions d'euros constatés en autres charges et autres produits.

La variation de la juste valeur des actifs s'analyse comme suit :

(en millions d'euros)

	Régimes de retraite et autres avantages long terme			Couverture médicale postérieure à l'emploi			TOTAL		
	2007	2006	2005	2007	2006	2005	2007	2006	2005
Juste valeur des actifs de couverture à l'ouverture	102,1	105,0	94,3	-	-	-	102,1	105,0	94,3
Rendement attendu	7,2	7,1	7,2	-	-	-	7,2	7,1	7,2
(Pertes) profits actuariels	(3,2)	1,1	(2,0)	-	-	-	(3,2)	1,1	(2,0)
Cotisations de l'entreprise	7,1	10,0	7,4	2,9	2,9	3,2	10,0	12,9	10,6
Cotisations des participants	-	-	-	0,2	0,2	-	0,2	0,2	-
Prestations payées	(11,4)	(12,4)	(12,7)	(3,1)	(3,1)	(3,2)	(14,5)	(15,5)	(15,9)
Regroupement d'entreprises	-	0,1	-	-	-	-	-	0,1	-
Liquidations	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Écart de change et autres	(8,4)	(8,8)	10,8	-	-	-	(8,4)	8,8	10,8
Juste valeur des actifs de couverture à la clôture	93,4	102,1	105,0	-	-	-	93,4	102,1	105,0

Le taux de rendement attendu des actifs du régime a été déterminé par pays et en fonction de taux de rendement nets estimés à long terme.

Le Groupe s'attend à payer 13,7 millions d'euros au titre des cotisations employeurs pour 2008.

La décomposition de la valeur de couverture est la suivante :

(en millions d'euros)

	2007	2006	2005
Actions européennes } Actions autres }	30,9	34,7	35,8
Obligations européennes } Obligations autres }	56,2	61,7	63,5
Immobilier	0,3	0,3	0,3
Autres	6,0	5,4	5,4
TOTAL	93,4	102,1	105,0

Les données de synthèse au cours des quatre derniers exercices sont les suivantes :

(en millions d'euros)

	2007	2006	2005	2004
Valeur actualisée au titre des régimes à prestations définies	109,8	129,1	143,9	117,3
Juste valeur des actifs de couverture	(93,4)	102,1	105,0	94,3
Situation nette	16,4	27,0	38,9	24,0
Écarts d'expérience sur les actifs (Pertes) / profits	(3,2)	1,0	(2,0)	-
Écarts d'expérience sur l'engagement total (Pertes) / profits	(2,1)	(1,6)	(10,7)	-

19.1.2 PRINCIPALES HYPOTHÈSES ACTUARIELLES RETENUES

Les projections de charges et les engagements retenus dans les comptes consolidés ont été déterminés sur la base des hypothèses actuarielles suivantes :

(en %)	Europe			Amérique du Nord			Autres pays		
	2007	2006	2005	2007	2006	2005	2007	2006	2005
Taux d'actualisation	4,75-5,50	4,0 - 4,75	3,8 - 4,0	5,5-6,0	5,2 - 5,75	5,5	4,5-11,0	5,25 - 7,75	5,75 - 6,5
Taux de rendement attendu des fonds	4,25	4,0	4,25	7,8-8,6	7,8 - 8,6	7,8 - 8,6	7,5 ⁽¹⁾	7,5 ⁽¹⁾	-
Taux d'augmentation des salaires	2,2-5,5	2,75 - 4,0	2,5 - 3,5	NA	NA	NA	4,5-7,0	3,5 - 5,5	3,5 - 6,5

(1) Inde uniquement.

19.2 RÉGIMES À COTISATIONS DÉFINIES

Au sein du Groupe, les régimes à cotisations définies correspondent essentiellement à des régimes de retraite, de couverture médicale et de prévoyance. Le montant des contributions relatives à ce régime enregistrées dans l'exercice s'élève à 37,1 millions d'euros.

NOTE 20 - AUTRES PROVISIONS

Dans le cadre de l'activité normale du Groupe et de ses filiales, tout comme dans le cadre de dossiers particuliers décrits ci-après, des litiges peuvent naître avec des tiers et des procédures peuvent être engagées. Des provisions sont constituées conformément aux principes décrits en note 1.19.

Les autres provisions s'analysent comme suit :

(en millions d'euros)	31 décembre 2006	Dotation	Reprise (montant utilisé)	Reprise (montant non utilisé)	Variation de périmètre	Écarts de conversion	Reclassement	31 décembre 2007
Restructurations ^(a)	42,0	2,3	(25,5)	(2,5)	-	(1,2)	(4,6)	10,5
Réaménagement des sites et environnement ^(b)	65,4	10,5	(7,2)	(1,9)	-	(1,9)	-	64,9
Litiges ^(c)	84,5	26,9	(6,3)	(12,6)	-	(3,6)	3,8	92,7
Autres risques et charges ^(c)	25,5	8,0	(1,7)	(5,1)	0,2	(0,6)	(0,3)	26,0
TOTAL	217,4	47,7	(40,7)	(22,1)	0,2	(7,3)	(1,1)	194,1
PART NON COURANTE	216,1	47,6	(40,5)	(21,9)	0,2	(7,2)	(3,3)	191,0
PART COURANTE	1,3	0,1	(0,2)	(0,2)	-	(0,1)	2,2	3,1

(a) Les reprises de provisions pour restructurations correspondent aux plans mis en place par le Groupe en 2006 dans le cadre de réorganisations industrielle, administrative et commerciale en Égypte.

(b) Pour tenir compte du dépassement des quotas qui nous sont alloués, une provision pour permis d'émission de CO₂ a été constituée au titre de l'activité ciment en France à fin décembre 2007 sur la base du cours des quotas au 31 décembre 2007, soit 0,02 euro par quota. Le Groupe n'a effectué aucune transaction sur les marchés au cours de l'exercice 2007 (voir partie 3.7.3 « Contrôler et réduire les émissions »).

(c) Les provisions pour litiges et autres risques et charges sont destinées à couvrir des risques comme des litiges avec les tiers et des différends avec les administrations, notamment en matière fiscale. Les reprises, montants non utilisés, correspondent pour l'essentiel à des excédents de provisions et des extinctions de risque sur des litiges fiscaux provisionnés.

Au cours de l'exercice 2007 :

- Le résultat favorable d'un contrôle fiscal en Egypte a conduit à reprendre la provision constituée pour 8,8 millions d'euros et à comptabiliser un produit d'impôt supplémentaire correspondant aux pertes reportables admises par les autorités et existant à la date d'acquisition à hauteur de 2,4 millions d'euros. L'écart d'acquisition d'Helwan Cement a été réduit à due concurrence (cf. note 6.1).
- Une provision de 11,2 millions d'euros a été constituée au titre d'un redressement fiscal en Espagne confirmé par « l'Audencia Nacional ». La société a formé un recours devant le tribunal suprême.

L'impact net des variations de provisions en 2007 s'analyse comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Dotation	Reprise montants non utilisés	TOTAL (net)
Résultat d'exploitation	27,4	(11,5)	15,9
Impôts	20,3	(10,6)	9,7
TOTAL	47,7	(22,1)	25,6

Les principaux dossiers en cours au 31 décembre 2007 sont les suivants :

- Des procédures à des stades différents d'avancement sont en cours en France et à l'étranger en matière de droit de la concurrence.
- Des contrôles fiscaux ont eu lieu, ou des contentieux sont en cours dans certains pays où le Groupe exerce son activité.

Les risques attachés à ces différents dossiers font l'objet de provisions selon les critères et principes énoncés en note 1.19.

NOTE 21 - IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

ANALYSE DES ACTIFS ET PASSIFS D'IMPÔTS DIFFÉRÉS

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 décembre 2005	Au 31 décembre 2006	Résultat	Autres mouvements*	Au 31 décembre 2007
Déficits reportables	17,4	15,6	(10,7)	0,1	5,0
Immobilisations	(371,5)	(354,1)	17,6	2,8	(333,7)
Provisions	73,9	89,1	3,3	(3,9)	88,5
Autres	0,4	(6,1)	3,5	(6,5)	(9,1)
Passif net d'impôts différés	(279,8)	(255,5)	13,7	(7,5)	(249,3)
Dont					
Impôts différés actifs	10,7	19,7	(0,2)	-	19,5
Impôts différés passifs	(290,5)	(275,2)	13,9	(7,5)	(268,8)

* Les autres mouvements sont constitués des impôts différés sur les profits et charges comptabilisés en capitaux propres, de l'impact des variations de périmètre et des écarts de conversion.

Au 31 décembre 2007, après constatation par les capitaux propres d'une augmentation des impôts différés passifs de 3,7 millions d'euros au cours de l'année (note 14), la charge cumulée enregistrée dans les capitaux propres est de 5,6 millions d'euros.

Au 31 décembre 2007, le montant des actifs d'impôts différés non comptabilisés s'élevait à 11,5 millions d'euros expirant au-delà de 2007.

NOTE 22 – AUTRES PASSIFS COURANTS

Le poste « Autres passifs courants » se détaille comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	2007	2006	2005
Dettes fiscales et sociales	182,4	173,2	157,6
Fournisseurs d'immobilisations	98,0	76,6	60,5
Engagements de rachats d'intérêts minoritaires	32,9	9,6	-
Autres dettes diverses	107,8	100,2	80,6
TOTAL	420,8	359,6	298,7

NOTE 23 - ENGAGEMENTS HORS BILAN

(a) Engagements financiers :

<i>(en millions d'euros)</i>	31 décembre 2007	31 décembre 2006	31 décembre 2005
Endettement bénéficiant de sûretés réelles sous forme de :			
- Nantissements	-	-	0,1
- Hypothèques	84,2	106,6	131,6
Sous-total garanti par des sûretés réelles	84,2	106,6	131,7
Cautions, garanties et autres	96,9	76,8	79,5
TOTAL	181,1	183,4	211,2

Au 31 décembre 2007, les sûretés réelles garantissent principalement des dettes des filiales indiennes, chinoises et égyptiennes pour un montant de 84,2 millions d'euros (106,6 millions d'euros au 31 décembre 2006 et 131,7 millions d'euros au 31 décembre 2005).

- (b) Lors de la prise de contrôle de Suez Cement Company et de ses filiales en 2005, Ciments Français s'est engagé à réaliser au cours des 10 prochaines années des investissements pour un montant minimum d'un milliard de livres égyptiennes (environ 130 millions d'euros) afin de moderniser ou développer l'outil de production et d'améliorer la situation environnementale des dispositifs industriels de Suez et de Tourah.
- (c) Au 31 décembre 2007, les engagements relatifs aux contrats de locations non résiliables ou faisant l'objet d'indemnité en cas de résiliation s'élevaient à 60,6 millions d'euros, dont 13,7 millions d'euros à moins d'un an.
- (d) Au 31 décembre 2007, les engagements contractuels pris au titre des droits de forage ou de contrats d'achats de matières s'élevaient à 87,7 millions d'euros, dont 24,5 millions d'euros à moins d'un an.
- (e) Les contrats et commandes fermes d'investissement s'élevaient à 310,3 millions d'euros au 31 décembre 2007.

Engagements financiers et autres obligations contractuelles par échéance
 au 31 décembre 2007

(en millions d'euros)

Engagements financiers et obligations contractuelles	Total	Paiements dus par période		
		À moins d'1 an	De 1 à 5 ans	À plus de 5 ans
Dettes à long terme (figurant au bilan) dont endettement bénéficiant de sûretés réelles sous forme de :	1 640,6	198,2	707,0	735,4
- hypothèques ^(a)	84,2	22,4	61,8	-
Sous-total garanti par des sûretés réelles	84,2	22,4	61,8	-
Contrats de location ^(b)	60,6	13,7	32,7	14,2
Obligations d'achat irrévocables ^(c)	47,8	5,5	16,1	26,2

Autres engagements	Total	Montant des engagements par période			
		À moins d'1 an	De 1 à 5 ans	À plus de 5 ans	Indéterminée
Cautions, garanties et autres	96,9	21,8	23,4	3,4	48,3

- a) Les hypothèques sont majoritairement constituées de sûretés réelles garantissant les dettes des filiales égyptiennes, thaïlandaises et indiennes. La valeur nette comptable des actifs faisant l'objet d'hypothèques était de 338 millions d'euros fin 2007, dont 235,1 millions d'euros portent sur les actifs d'Helwan Cement Ltd.
- b) Ces engagements correspondent aux contrats de location non résiliables ou faisant l'objet d'une indemnité en cas de résiliation.
- c) Ces obligations correspondent aux engagements contractuels pris au titre des droits de foréage essentiellement pour l'exploitation de l'activité granulats et d'achat des matières premières.

NOTE 24 – ACHATS ET CONSOMMATIONS

(en millions d'euros)

	2007	2006	2005
Achats de matières premières et de produits semi-finis	(501,7)	(428,1)	(277,9)
Achats de combustible	(349,7)	(286,4)	(242,6)
Achats d'emballages, matériels, pièces de rechange	(206,0)	(187,2)	(174,0)
Achats de produits finis et marchandises	(338,4)	(280,4)	(196,1)
Énergie électrique, eau, gaz	(305,4)	(284,4)	(241,6)
Autres charges	(77,4)	(77,0)	(63,1)
Variation des stocks de matières premières et consommables	55,0	34,7	18,5
TOTAL	(1 723,6)	(1 508,8)	(1 176,8)

NOTE 25 – SERVICES EXTÉRIEURS

<i>(en millions d'euros)</i>	2007	2006	2005
Sous-traitance	(392,6)	(344,1)	(292,6)
Transport sur vente	(431,0)	(399,5)	(355,9)
Frais de conseils juridiques et consultants	(35,8)	(29,2)	(19,9)
Loyers	(60,2)	(55,3)	(50,3)
Assurances	(38,5)	(36,4)	(33,6)
Autres services extérieurs	(140,4)	(126,0)	(116,5)
TOTAL	(1 098,5)	(990,5)	(868,8)

NOTE 26 – CHARGES DE PERSONNEL

<i>(en millions d'euros)</i>	2007	2006	2005
Salaires, intéressement et participation	(423,9)	(402,4)	(372,1)
Charges sociales	(139,0)	(133,7)	(126,9)
Charges des régimes à prestations définies	(14,5)	(13,4)	(8,2)
Charges relatives aux plans de stock-options	(5,0)	(2,5)	(1,2)
Autres charges de personnel	(59,9)	(52,7)	(48,6)
TOTAL	(642,3)	(604,7)	(557,0)

Les effectifs du Groupe au 31 décembre 2007 s'élèvent à 18 363 personnes (17 607 au 31 décembre 2006 et 16 601 au 31 décembre 2005).

Le montant des rémunérations versées par Ciments Français SA aux membres des organes d'administration est donné en note 32.

ATTRIBUTION D'OPTIONS

Le Groupe Ciments Français a ouvert depuis 1987 des plans d'attribution d'options de souscription ou d'achat d'actions Ciments Français au bénéfice de la Direction Générale et des membres du personnel de Ciments Français ou de sociétés dont 10 % au moins du capital est détenu directement ou indirectement par la société. Ces options sont exerçables au bout de trois ans, la durée totale de l'option est de dix ans. Les options sont annulées en cas de démission ou de licenciement ou lorsque le délai d'exercice est expiré. Les options sont réglées en instruments de capitaux propres.

Les termes et conditions des plans d'option en cours au 31 décembre 2007 sont les suivants :

Date Assemblée Générale/ Conseil d'Administration	Nombre d'options autorisées	Nombre d'options attribuées à l'origine	Délai d'exercice	Options exercées	Options annulées (1)	Options non exercées	Prix unitaire en euros
OPTIONS DE SOUSCRIPTION							
Autorisation du 10.05.1995/ 12.09.1997 09.09.1998	500 000	139 500 162 700	12.09.2000 – 12.09.2007 ⁽²⁾ 09.09.2001 – 09.09.2008 ⁽²⁾	129 900 94 639	9 600 29 200	38 861	32,93 46,04
		302 200		224 539	38 800	38 861	
Autorisation du 15.04.1999/ ⁽³⁾ 09.09.1999 01.09.2000	1 000 000	198 900 168 350	09.09.2002 – 09.09.2009 ⁽²⁾ 01.09.2003 – 01.09.2010	143 626 136 240	28 200 6 500	27 074 25 610	62,98 51,75
Annulation du 12.04.2001/ ⁽³⁾	(632 750)						
		367 250		279 866	34 700	52 684	
Autorisation du 12.04.2001/ ⁽³⁾ 14.02.2002 ⁽⁴⁾ 01.03.2005 01.03.2006	1 000 000 (47 900)	152 100 169 400 155 000	14.02.2005 – 14.02.2012 14.04.2008 – 14.04.2015 23.03.2009 - 22.03.2016	118 190 - -	11 850 6 900 1 000	22 060 162 500 154 000	45,90 70,88 117,29
		476 500		118 190	19 750	338 560	
Autorisation du 11.04.2006/ 05.03.2007	1 000 000	166 400	23.03.2010 - 22.03.2017	-	3 000	163 400	140,28
		166 400		-	3 000	163 400	
Sous- total		1 312 350		622 595	96 250	593 505	
OPTIONS D'ACHAT							
Autorisation du 12.04.2001/ ⁽³⁾ 12.02.2003		171 400	12.02.2006 – 12.02.2013	75 500	12 100	83 800	45,59
Sous- total		171 400		75 500	12 100	83 800	
TOTAL	2 819 350	1 483 750		698 095	108 350	677 305	

(1) Les options sont annulées soit en raison de démission ou de licenciement, soit pour dépassement de la date limite d'exercice.

(2) Modifié par le Conseil d'Administration du 15 février 2000.

(3) L'autorisation du 15 avril 1999 a été annulée par l'Assemblée Générale du 12 avril 2001 pour la part non attribuée et remplacée par une autorisation pour un nouveau plan.

(4) Le Conseil d'Administration du 12 avril 2002 a annulé 47 900 options non attribuées.

Les options attribuées aux mandataires sociaux (composition à l'Assemblée Générale du 14 avril 2008) s'élèvent à 45 000 en 2007 (45 000 en 2006 et 40 000 en 2005).

Les informations relatives aux mouvements sur les plans de stock-options au cours des périodes examinées sont les suivantes :

	31 décembre 2007		31 décembre 2006		31 décembre 2005	
	Nombre	Prix exercice moyen (en euros)	Nombre	Prix exercice moyen (en euros)	Nombre	Prix exercice moyen (en euros)
Options (souscription et achat) en cours au 1^{er} janvier	666 477	69,59	672 928	53,90	688 173	49,44
Options levées dans l'exercice	(152 172)	46,87	(155 051)	49,26	(174 345)	52,62
Options annulées dans l'exercice	(3 400)	127,65	(6 400)	67,50	(10 300)	56,72
Options attribuées dans l'exercice	166 400	140,28	155 000	117,29	169 400	70,88
Options (souscription et achat) en cours en fin de période	677 305	91,77	666 477	69,59	672 928	53,90
Options exerçables en fin de période	197 405	-	349 977	-	346 428	-

Au titre de l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale du 12 avril 2001, le Conseil d'Administration du 12 février 2003 a attribué 171 400 options d'achat d'actions. La société détient, au 31 décembre 2007, 83 800 actions propres qui ont été affectées à la couverture de ce plan par le Conseil d'Administration du 1^{er} mars 2005.

Le Conseil d'Administration du 5 mars 2007 a décidé de consentir 166 400 options de souscription d'actions et a délégué au Président tous pouvoirs pour en fixer le prix. Les options ont été attribuées le 23 mars 2007 au prix d'exercice de 140,28 euros.

Le prix moyen des actions sur l'exercice est de 150,14 euros (127,99 euros en 2006 et 83,33 en 2005).

Le prix d'exercice des options de souscription en cours fin décembre 2007 se situe entre 46,04 euros et 140,28 euros.

La durée de vie moyenne résiduelle des options en cours est de 6,8 années.

Plans comptabilisés selon IFRS 2

En application des dispositions transitoires de la norme IFRS 2, seuls les plans octroyés après le 7 novembre 2002 et dont les droits n'étaient pas encore acquis au 1^{er} janvier 2005 ont été évalués et comptabilisés à la date de transition aux IFRS.

Les caractéristiques des plans comptabilisés sont les suivantes :

(en milliers d'euros)

Date d'attribution /attributaires	Nombre d'options Origine	Période d'acquisition des droits	Charge de personnel 31 décembre 2007	Charge de personnel 31 décembre 2006	Charge de personnel 31 décembre 2005
12 février 2003					
Mandataires sociaux	36 000	3 ans	-	12,6	90,9
Employés	135 400		-	47,4	342,1
14 avril 2005					
Mandataires sociaux	40 000	3 ans	249,4	247,5	180,2
Employés	129 400		806,6	800,5	582,8
23 mars 2006					
Mandataires sociaux	45 000	3 ans	539,1	418,1	-
Employés	110 000		1 317,9	1 021,9	-
23 mars 2007					
Mandataires sociaux	45 000	3 ans	552,0	-	-
Employés	121 400		1 489,0	-	-
TOTAL			4 954,0	2 548,0	1 196,0

La juste valeur des options attribuées est déterminée suivant la méthode binomiale avec prise en compte du dividende. La durée de vie totale des options est de dix ans. La volatilité est exprimée en moyenne annuelle sur des données historiques après correction des événements atypiques. Aucune autre caractéristique d'attribution des options n'a été prise en compte dans l'évaluation de la juste valeur. La charge comptabilisée est ajustée afin de prendre en compte les probabilités de départs des salariés bénéficiaires pendant la période d'acquisition des droits.

Les hypothèses retenues pour la valorisation des options et les résultats obtenus sont les suivants :

	Plan 2007	Plan 2006	Plan 2005
Valeur de l'option à la date d'octroi (en euros)	50,48	38,23	19,89
Valeur de l'action (en euros)	159,01	128,50	75,20
Prix d'exercice (en euros)	140,28	117,29	70,88
Volatilité en %	20,5	22	23
Durée de l'option (en années)	10	10	10
Dividende en %	1,43	1,48	2,13
Taux sans risque OAT 10 ans	4,2	3,55	3,57

NOTE 27 - AUTRES PRODUITS ET AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

(en millions d'euros)	2007	2006	2005
Autres impôts et taxes	(55,8)	(62,3)	(56,9)
Dépréciation de créances, net	(5,4)	(5,1)	(3,6)
Réaménagement des sites, net	(8,3)	(6,0)	(5,0)
Autres charges d'exploitation	(37,5)	(20,3)	(24,1)
Autres produits d'exploitation	1,0	0,8	2,1
TOTAL	(106,0)	(92,9)	(87,5)

NOTE 28 – AUTRES PRODUITS ET CHARGES

Les autres produits et charges comprennent des coûts de restructuration et les plus et moins-values de cessions d'actifs.

<i>(en millions d'euros)</i>	2007	2006	2005
Plus (moins) values de cessions nettes	2,9	1,6	(0,3)
Plan de départ anticipé Égypte ^(a)	(15,4)	(25,4)	(17,2)
Réorganisation France/Belgique	-	-	(20,3)
Autres	(1,2)	(2,6)	(1,0)
TOTAL	(13,7)	(26,4)	(38,8)

(a) Au cours du quatrième trimestre 2007, des plans de départ anticipés ont été proposés aux salariés des sociétés égyptiennes.

En 2006, le plan de réorganisation des structures industrielles, administratives et commerciales de Suez Cement Company avait été présenté aux représentants du personnel et annoncé au cours du quatrième trimestre.

En juin 2005 et décembre 2006, deux plans de départs volontaires avaient été proposés aux salariés de la société égyptienne Tourah.

NOTE 29 – RÉSULTAT FINANCIER

<i>(en millions d'euros)</i>	2007		2006		2005	
	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits
Produits d'intérêts	-	21,0	-	21,9	-	34,5
Charges d'intérêts	(102,9)	-	(104,9)	-	(99,1)	-
Charge nette d'intérêts sur l'endettement net portant intérêts	(81,9)	-	(83,0)	-	(64,6)	-
Dividendes nets	-	4,6	-	3,5	-	6,7
Dilution dans le capital de Suez Cement Company	-	-	-	-	-	8,0
Autres produits financiers	-	10,6	-	3,6	-	5,5
Autres charges financières	(20,9)	-	(13,0)	-	(14,6)	-
Sous-totaux	(123,8)	36,2	(117,9)	29,0	(113,7)	54,7
Sous-total net (1)	(87,5)	-	(88,9)	-	(67,0)	-
Juste valeur des instruments dérivés de taux	-	0,3	-	0,3	-	0,5
Gain (pertes) de change	(7,4)	-	(5,4)	-	-	10,2
Gain sur le passif monétaire Turquie	-	-	-	-	-	1,0
Juste valeur des instruments dérivés de change	-	1,6	-	-	-	0,1
Sous-totaux	(7,4)	1,9	(5,4)	0,3	-	11,8
Sous-total net (2)	(5,5)	-	(5,1)	-	-	11,8
RÉSULTAT FINANCIER (3) = (1) + (2)	(93,1)	-	(94,0)	-	(47,2)	-

Les charges financières nettes sont en légère diminution à 93,1 millions d'euros en 2007 contre 94 millions d'euros en 2006 (47,2 millions d'euros en 2005).

Les frais financiers nets directement liés à l'endettement net portant intérêts s'élèvent à 81,9 millions d'euros en 2007 (83 millions d'euros en 2006 et 64,6 millions d'euros en 2005). Ils enregistrent une légère baisse de 1,1 million d'euros par rapport à 2006 malgré le remboursement partiel, par anticipation, de l'emprunt obligataire de 2002 qui a généré un coût net de 5,2 millions d'euros. Cette diminution est de 2,7 millions d'euros hors effet périmètre (essentiellement liée à l'intégration de la société Fuping Cement au second semestre 2007). La baisse de la dette moyenne en 2007 par rapport à 2006 permet de compenser la hausse des taux d'intérêt.

NOTE 30 - ANALYSE DE LA CHARGE D'IMPÔT FIGURANT AU COMPTE DE RÉSULTAT

<i>(en millions d'euros)</i>	2007	2006	2005
Impôts courants	(217,3)	(247,8)	(218,7)
Ajustement de l'impôt courant relatif à des périodes antérieures	(5,5)	12,1	4,9
Impôts différés	11,1	20,7	71,4
Impôts résultant de changements de taux	2,6	16,1	-
TOTAL	(209,1)	(198,9)	(142,4)

Analyse du taux effectif d'imposition

<i>(en millions d'euros)</i>	2007		2006		2005	
	Montants	%	Montants	%	Montants	%
Résultat avant impôts et résultat des sociétés en équivalence	760,3		777,2		597,1	
Impôt théorique calculé selon le taux normal applicable en France	261,8	34,43	267,6	34,43	208,6	34,93
Écart de taux France/étranger ^(a)	(41,2)	(5,41)	(32,9)	(4,24)	(18,5)	(3,09)
Effets des changements de taux d'imposition ^(b)	(2,6)	(0,35)	(16,1)	(2,05)	-	-
Actifs d'impôts non constatés sur pertes fiscales de l'exercice ^(c)	2,1	0,28	0,7	0,09	1,1	0,18
Modification des perspectives de récupération de l'actif d'impôts différés nette des utilisations de déficits non activés	(0,2)	(0,03)	(5,5)	(0,55)	(2,3)	(0,39)
Différences permanentes et autres	(16,3)	(2,15)	(2,8)	(0,53)	(2,9)	(0,49)
Impôt sur exercices antérieurs	5,5	0,73	(12,1)	(1,56)	(0,8)	(0,13)
Impact net sur T.S.D.I. ^(d)	-		-	-	(42,8)	(7,17)
IMPÔT EFFECTIF DU GROUPE	209,1	27,51	198,9	25,59	142,4	23,84

- (a) En 2007, les pays pour lesquels l'impact des différences de taux avec celui de la France est le plus significatif sont l'Égypte, la Bulgarie, et la Turquie.
- (b) Un profit d'impôts différés de 2,6 millions d'euros a été enregistré suite à la baisse de taux d'imposition votés pour l'essentiel au Canada et au Maroc.
- (c) Les déficits reportables non activés en 2007 ont été générés principalement en Turquie et en Chine. En 2006, ils ont été générés principalement en Espagne et en Inde. En 2005, ils ont été générés principalement en Turquie.
- (d) En 2005, l'ajustement des impôts relatifs aux T.S.D.I avait généré un profit net de 42,8 millions d'euros.

NOTE 31 - RÉSULTAT PAR ACTION

31.1 RÉSULTAT DE BASE

Le calcul du résultat par action pour l'année 2007 est basé sur le résultat attribuable aux actionnaires de la société mère et sur le nombre moyen pondéré de titres en circulation sur la période, après déduction du nombre moyen pondéré des actions propres.

Nombre de titres moyen pondéré

<i>(en milliers d'actions)</i>	2007	2006	2005
Nombre d'actions au 1 ^{er} janvier	38 355	38 459	38 285
Actions propres détenues au 1 ^{er} janvier	(448)	(409)	(210)
Acquisition pondérée d'actions propres sur la période	(367)	(169)	(72)
Annulation/affectation d'actions propres sur la période	251	79	-
Nombre pondéré d'actions émises sur la période	64	97	79
Nombre moyen pondéré d'actions au 31 décembre	37 855	38 057	38 082

31.2 RÉSULTAT DILUÉ

Le calcul du résultat dilué par action est déterminé suivant la méthode du rachat d'actions appliquée aux options de souscription et d'achat d'actions pondéré sur la période. Selon cette méthode, les fonds recueillis lors des levées d'options potentielles sont affectés au rachat d'actions au prix du marché sur la base du cours moyen de la période. L'effet dilutif correspond au solde d'actions à émettre. Le prix d'exercice prend en compte la juste valeur des services restant à rendre dans le futur déterminée selon IFRS 2.

<i>(en milliers d'actions)</i>	2007	2006	2005
Nombre moyen pondéré d'actions au 31 décembre	37 855	38 057	38 082
Effet dilutif des options de souscription et d'achat d'actions	267	311	251
Nombre moyen pondéré d'actions (résultat dilué) au 31 décembre	38 122	38 368	38 333

31.3 ÉVÉNEMENTS POST-CLÔTURE, LEVÉES D'OPTIONS SUR ACTIONS ET ANNULATION D'OPTIONS

Au 29 février 2008, 37 000 options d'achat d'actions ont été levées.

NOTE 32 - TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Termes et conditions des transactions avec les parties liées

Ces transactions sont conclues à des conditions normales de marché. Il n'y a pas eu de garanties fournies ou reçues pour les créances sur les parties liées. En 2007, 2006 et 2005, le Groupe n'a pas enregistré de provision pour créances douteuses relatives aux montants dus par les parties liées.

Les effets des transactions avec les sociétés liées sur le compte de résultat de Ciments Français sont les suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	2007	2006	2005
Société mère Italcementi S.p.A.			
Prestations de services facturées par le Groupe	4,7	5,1	3,9
Prestations de services facturées par Italcementi S.p.A.	(28,8)	(18,3)	(18,9)
Ventes de marchandises par Italcementi S.p.A.	(3,3)	(1,0)	-
Ventes de marchandises par Ciments Français à Italcementi S.p.A.	134,7	99,0	46,4
Sociétés mises en équivalence			
Vente de marchandises	15,0	14,6	13,2
Prestations de services	-	-	0,5
Achats de marchandises	(8,5)	(13,0)	(15,1)
Sociétés contrôlées par Italcementi S.p.A.			
Achats de combustibles	-	-	(41,8)
Prestations de services facturées par le Groupe	3,3	3,2	4,7
Ventes de marchandises facturées par le Groupe	5,0	6,0	-
Prestations de services et transferts de recherche et développement facturés au Groupe	(27,9)	(25,4)	(23,4)
Transactions avec les personnes clés			
Rémunération versée	(1,6)	(1,7)	(2,8)
Jetons de présence	(0,5)	(0,5)	(0,5)
Attribution d'options	(1,3)	(0,7)	(0,3)

Par ailleurs, les acquisitions d'immobilisations se sont élevées à 13,0 millions d'euros au cours de l'année 2007 (17,9 millions d'euros en 2006 et 7,9 millions d'euros en 2005).

Les dettes et créances avec des sociétés liées sont les suivantes :

<i>(en millions d'euros)</i>	31 décembre 2007	31 décembre 2006	31 décembre 2005
Sociétés d'Italcementi Group			
Clients	24,0	6,5	8,3
Fournisseurs et autres créditeurs	19,7	26,4	23,1
Dettes financières court terme	-	2,0	-
Sociétés en équivalence			
Clients	4,0	3,8	4,2
Fournisseurs et autres créditeurs	-	-	-

Société mère ultime :

La société Italcementi S.p.A. est une société italienne cotée à Milan. Elle est majoritairement détenue par Italmobiliare S.p.A., également cotée à Milan.

Il n'y a pas eu de transaction entre Italmobiliare S.p.A. et le Groupe Ciments Français.

Dans le cadre de l'organisation d'Italcementi Group, un certain nombre de services et de compétences sont mis en commun et font l'objet de refacturations réciproques entre Ciments Français et les sociétés d'Italcementi Group. Les transactions facturées à Italcementi S.p.A. concernent principalement des prestations de services, des refacturations de personnel.

Les ventes de marchandises à Italcementi S.p.A. sont essentiellement des ventes de ciment et de clinker et des ventes de combustibles réalisées par les activités négoce du Groupe.

Les opérations refacturées à Ciments Français ou à ses filiales concernent principalement des prestations de services, des refacturations de personnel et des achats de combustibles.

Sociétés en équivalence :

Les principales sociétés en équivalence avec lesquelles le Groupe effectue des ventes, des prestations et des achats sont les sociétés Innocon et Ciment Québec en Amérique du Nord.

Coentreprises :

Les transactions réalisées avec les coentreprises et qui ne seraient pas éliminées en consolidation sont peu significatives.

Sociétés contrôlées par Italcementi S.p.A. :

Les opérations refacturées à Ciments Français ou à ses filiales concernent principalement une quote-part des coûts de recherche et développement et des prestations de services engagés par le Centre Technique Groupe (C.T.G.) détenu à parts égales par Italcementi et Ciments Français, ainsi que des achats (essentiellement de combustibles jusqu'en 2005).

Personnes clés :

Le Président-Directeur Général, le Directeur Général Délégué ainsi que les autres membres du Conseil d'Administration de Ciments Français, sont considérés comme personnes clés au sens de la norme IAS 24.

Le montant des rémunérations versées comprend les rémunérations versées par Ciments Français SA (salaires de base, primes et avantages en nature) au Président-Directeur Général et au Directeur Général Délégué (depuis le 1^{er} avril 2007) ainsi que les rémunérations du premier trimestre 2007 versées par Italcementi S.p.A. pour la quote-part refacturée à Ciments Français SA. Les jetons de présence sont versés par Ciments Français SA et ses filiales consolidées par intégration globale ou proportionnelle.

NOTE 33 – PARTICIPATION DANS LES COENTREPRISES

Les principales sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint sont essentiellement des sociétés françaises de matériaux de construction.

La part du Groupe dans les actifs, passifs, produits et charges du Groupe dans les coentreprises, qui est incluse dans les rubriques correspondantes des états financiers consolidés est la suivante :

<i>(en millions d'euros)</i>	31 décembre 2007	31 décembre 2006 <small>(1)</small>	31 décembre 2005 <small>(1)</small>
Actifs courants	24,9	26,2	29,3
Actifs non courants	53,5	55,4	116,2
Total actif	78,4	81,6	145,5
Passifs courants	19,2	20,9	22,9
Passifs non courants	18,4	18,9	11,5
Total passif	37,6	39,8	34,4

<i>(en millions d'euros)</i>	2007	2006	2005
Produits	40,2	39,8	75,8
Charges	(34,9)	(32,4)	(71,6)
Résultat avant impôts	5,3	7,4	4,2

(1) Sociétés indiennes consolidées par intégration globale à partir du 1^{er} juin 2006.

NOTE 34 – TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

34.1 TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

<i>(en millions d'euros)</i>	31 décembre 2007	31 décembre 2006	31 décembre 2005
Banques et caisses	122,4	74,6	167,2
OPCVM	81,8	42,0	41,1
Dépôts à moins de 3 mois	154,7	189,5	176,4
TOTAL	358,9	306,1	384,7

Les placements OPCVM répondent aux conditions de classement en trésorerie et équivalents de trésorerie tels que précisés en note 1.15.

Un montant de 237,6 millions d'euros est détenu au 31 décembre 2007 (234,6 millions d'euros au 31 décembre 2006 et 340,9 millions d'euros au 31 décembre 2005) dans des pays ne permettant pas une disponibilité des fonds immédiate au niveau de la holding Ciments Français (Égypte, Maroc, Thaïlande et Koweït), notamment du fait des réglementations en vigueur.

34.2 INVESTISSEMENTS FINANCIERS NETS DE LA TRÉSORERIE DES SOCIÉTÉS ACQUISES

Les investissements financiers tels qu'ils ressortent du tableau des flux de trésorerie consolidés s'analysent comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	2007	2006	2005
Titres Arrow Group (USA)	38,7	-	-
Titres Cambridge (Canada)	11,2	-	-
Titres Suez Cement Company et filiales (Égypte)	74,6	-	532,7 ⁽³⁾
Titres Hilal Cement Company (Koweït) ⁽¹⁾	10,9	-	-
Titres Decom (Égypte)	8,2	-	-
Titres Tecno Gravel (Égypte)	3,7	-	-
Titres RMB SAE (Égypte)	-	9,1 ⁽²⁾	-
Autres titres Égypte	5,6	-	-
Titres Goltas Cimento (Turquie)	13,4	89,4	-
Titres Bursa (Turquie)	-	6,5	-
Titres Zuari Cement Ltd (Inde)	-	107,8 ⁽²⁾	-
Titres Fuping Cement (Chine) ⁽¹⁾	17,5	-	-
Autres titres	-	0,1	4,5
TOTAL	183,8	212,9	537,2

- (1) Investissement 2007 après déduction de la trésorerie acquise qui s'élevait à 23,7 millions d'euros pour Hilal Cement Ltd et à 10,5 millions d'euros pour Fuping Cement.
- (2) Investissement 2006 après déduction de la trésorerie acquise qui s'élevait à 4,9 millions d'euros pour Zuari Cement Company et 1,7 million d'euros pour RMB SAE.
- (3) Investissement 2005 : Helwan Cement Ltd pour 485,2 millions d'euros après déduction de la trésorerie acquise de 6,1 millions d'euros et Suez Cement Company pour 47,5 millions d'euros après déduction de la trésorerie acquise de 58,3 millions d'euros.

NOTE 35 – ÉVÈNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

Fin février 2008, le Groupe a renforcé sa présence dans le secteur du béton prêt à l'emploi par l'acquisition aux Etats-Unis de la société Crider & Shockey, et au Koweït, de la société Kuwait German Ready Mix, pour un montant d'environ 50 millions de dollar US et une capacité globale estimée de 390 000 m³.

NOTE 36 – PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

ENTITÉS	ADRESSE	% Contrôle au 31 déc. 2007	% Contrôle au 31 déc. 2006	% Intérêts au 31 déc. 2007	% Intérêts au 31 déc. 2006	Méthode de consolidation au 31 déc. 2007
CIMENT FRANCE						
CIMENTS CALCIA	Rue des Technodes - 78930 Guerville	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
CIMALIT	Zone portuaire - Quai A. de Vial - Poste 435 - 33530 Bassens	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
STE INV. & PART. LITTOR	Rue du Château - 78930 Guerville	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
SOCLI	2 Quartier Castans - 65370 Izaourt	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
AXIM	Rue du Château - 78930 Guerville	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
IMMOBILIÈRE DES TECHNODES	Rue des Technodes - 78930 Guerville	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
SCE LA GRANGE D'ETAULE	Beaujeu St Vallier - 70100 Gray	100,0	-	100,0	-	GLOB
SCI CIMENTS DE LA LOIRE	La cimenterie - 37330 Villiers au Bouin	100,0	-	100,0	-	GLOB
SZG	AM Zementwerk - 66130 Saarbrücken Gudingén (Allemagne)	80,0	-	80,0	-	GLOB
TRANSPORT (TRATEL)						
TRATEL	Rue des Technodes - 78930 Guerville	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
SA PIERRE LARRICQ	Z.I - 28 rue de l'Aumônerie - 79600 Airvault	100,0	99,9	100,0	99,9	GLOB
TRANSPORTS JOHAR	Voie Saint Nicolas - 51300 Luxemont-Villotte	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
TRAGOR	162 av du Haut Lévêque - 33600 Pessac	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
TRABEL TRANSPORTS	Grand Route 260 - 7530 Gaurain-Ramecroix (Belgique)	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
TRANSPORTS DECOUX	Route de Saint Gilles - 30300 Beaucaire	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
SA BONAFINI	Z.I. de la Gare - Moulit - 14370 Argences	100,0	100,0	100,0	99,9	GLOB
TRABEL AFFRETEMENT	Grand Route 260 - Gaurain Ramecroix (Belgique)	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION FRANCE (ARÉNA)						
ARENA	Rue des Technodes - 78930 Guerville	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
GSM	Rue des Technodes - 78930 Guerville	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
CALCAIRES DE SOUPPES SUR LOING	Lieu dit "Le Coudray" - 77460 Souppes sur Loing	50,0	50,0	50,0	50,0	PROP
SCI BERAULT	Les Technodes - 78930 Guerville	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
VALOISE	13 route de Conflans - 95480 Pierrelaye	60,0	60,0	60,0	60,0	PROP
CARRIERES BRESSE BOURGOGNE	Port fluvial Sud - Epervans - 71380 Saint Marcel	50,0*	*	33,3	33,3	PROP
DRAGAGES ET CARRIERES	Rue D.Papin-Port fluvial Sud Chalon/Saône - 71380 St Marcel	50,0	50,0	50,0	50,0	PROP
STINKAL	Hameau Beaulieu - 62250 Ferques	35,0	35,0	35,0	35,0	EQUI
SABLMARIS	Z.I. Portuaire du Rohu - 56600 Lanester	49,8	49,8	49,8	49,8	PROP
LES GRAVES DE L'ESTUAIRE	Route de l'Estuaire, Terre Plein Sud - 76600 Le Havre	33,3	33,3	33,3	33,3	PROP
LES SABLIERES DE L'ODET	Port de Corniguel - 29000 Quimper	49,5	49,5	49,5	49,5	PROP
CHATELET	Le Hourdel - 80410 Cayeux/Mer	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB

ENTITÉS	ADRESSE	% Contrôle au 31 déc. 2007	% Contrôle au 31 déc. 2006	% Intérêts au 31 déc. 2007	% Intérêts au 31 déc. 2006	Méthode de consolidation au 31 déc. 2007
STÉ PARISIENNE DE SABLIERES	"Le Catelier" - Martot - 27340 Pont de l'Arche	50,0	50,0	50,0	50,0	PROP
EURARCO FRANCE	Chemin de Barre Mer - St Firmin les Crotoy - 80550 Le Crotoy	65,0	65,0	65,0	65,0	GLOB
RCB RAINGEARD CARRIERES BETONS ET COMPAGNIE	3 rue du Charron, Impasse du Bourrelier - 44800 Saint Herblain	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
GRANULATS OUEST	3 rue du Charron - 44800 Saint Herblain	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
DTM DRAGAGES, TRANSPORTS & TRAVAUX MARITIMES	Quai Nord - Port de la Pallice - 17000 La Rochelle	50,0	50,0	50,0	50,0	PROP
LES CALCAIRES GIRONDIN	18/20 avenue René Cassagne - 33150 CENON	50,0	50,0	50,0	50,0	PROP
LGE	5 Chai de Chaulne - 33420 ST JEAN DE BLAIGNAC	50,0	50,0	50,0	50,0	PROP
CALCAIRES LORRAINS	ZI. avenue des Érables - 54181 HEILLECOURT	50,0	50,0	50,0	50,0	PROP
GRANULATS DE LA DROME	Parc St Jean - ZAC du mas de Grille - 34437 St Jean de VEDAS	51,0	51,0	51,0	51,0	GLOB
UNIBETON	Rue du Château - Les Technodes - 78930 Guerville	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
B.C. DE L'ADOUR	Lieu dit "Castera" - Rue du Moulin de Castera - 64100 Bayonne	60,0	60,0	36,0	36,0	GLOB
B.C. DU PAYS BASQUE	Lieu dit "Castera" Rue du Moulin de Castera - 64100 Bayonne	60,0	60,0	60,0	60,0	GLOB
B.C. DES ABERS	11 rue de la roche - BP 6 - 29870 Lannilis	34,0	34,0	34,0	34,0	EQUI
BETON SAONE	Rue des frères Lumière - Z.I. Sud - 71000 Macon	35,0	35,0	35,0	35,0	EQUI
UNIWERBETON	Z.I. des Érables, BP 13 - 54181 Heillecourt	70,0	70,0	70,0	70,0	GLOB
DIJON BETON	Route de Gray - St Apollinaire - 21000 Dijon	15,0	15,0	15,0	15,0	EQUI
UNIBETON-VAR	Z.A. du Berthoire - 13410 Lambesc	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
BCE SA	37 quai des Canotiers - 59200 Tourcoing	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
V.B.H. SNC	39 quai des Canotiers - 59200 Tourcoing	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
BCEAP SNC	Les Technodes - 78930 Guerville	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
SANTES BETON	1 ^{ère} rue du Port Fluvial - 59211 Santes	50,0	50,0	50,0	50,0	PROP
GIE GISAMO	Les Technodes - 78930 Guerville	100,0	-	100,0	-	GLOB
GIE GISAB	Les Technodes - 78930 Guerville	99,0*	*	99,0	-	PROP
SCI BALLOY	49bis avenue F. Roosevelt - 77215 Avon	100,0	-	100,0	-	GLOB
DOMAINE ST LOUIS	Les Technodes - 78930 Guerville	100,0	-	100,0	-	GLOB
SCI BATLONGUE	Rebenacq - 64260 Arudy	100,0	-	100,0	-	GLOB
SCI LEPELTIER	Route de Berry-Bouy - 18230 Saint Doulchard	100,0	-	100,0	-	GLOB
SEAPM	49bis avenue F. Roosevelt - 77215 Avon	56,4	-	56,4	-	GLOB
BELGIQUE						
CCB	Grand Route 260 - 7530 Tournai	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
SOCIETE DES CARRIERES DU TOURNAISIS	Grand-Route 19 - 7530 Tournai (Gaurain Ramecroix)	65,0	65,0	65,0	65,0	PROP
DE PAEPE BETON	Kennedylaan - Afrit Moervaart Noord - 9042 Gent	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
ESPAGNE						
FINANCIERA Y MINERA	Parque Alvento, Via de los Poblados n°1, C - 28033 Madrid	99,7	99,7	99,7	99,7	GLOB
CEMENTOS CAPA	Poligono Industrial Las Salinas - Salinas Archidona - Malaga	66,0	66,0	65,8	65,8	GLOB
ATLANTICA DE GRANELES	Sestao-Galindo, Via Galindo - Vizcaya	50,0	50,0	49,9	49,9	PROP
CGC C. G. CANTERAS	Carretera de Almeria - Km 8 - Malaga	99,4	99,4	99,1	99,1	GLOB
HORMIGONES Y MINAS	Avenida de Anorga 36 - Apartado 1796 - 20080 San Sebastian	100,0	100,0	99,7	99,7	GLOB

ENTITÉS	ADRESSE	% Contrôle au 31 déc. 2007	% Contrôle au 31 déc. 2006	% Intérêts au 31 déc. 2007	% Intérêts au 31 déc. 2006	Méthode de consolidation au 31 déc. 2007
VENTORE	Carretera de Almeria - Km 8 - Malaga	100,0	100,0	99,7	99,7	GLOB
AXIM BUILDING	Carretera de Almeria - Km 8 - Malaga	100,0	100,0	99,7	99,7	GLOB
CAS MALAGA	Carretera de Almeria - Km 8 - Malaga	100,0	100,0	99,7	99,7	GLOB
CISNEL DESCAGAS	Via de los Poblados n°1 Ed. C 6° planta Madrid	100,0	-	100,0	-	GLOB
NUGRA	Via de los Poblados n°1 Ed. C 6° planta Madrid	100,0	-	100,0	-	GLOB
GRÈCE - CHYPRE						
HALYPS BUILDING MATERIALS	Km 17 National Rd Athens-Korinth - 19300 Aspropyrgos	99,8	99,8	99,7	99,7	GLOB
VASSILIKO CEMENT WORKS LTD	1A Kyriakos Matsis Avenue - 1519 Nicosia - Chypre	33,0	33,0	33,0	33,0	EQUI
ET BETON	Km 17 National Rd Athens-Korinth - 19300 Aspropyrgos	100,0	100,0	99,7	99,7	GLOB
ITALMED CEMENT COMPANY	284 Arch Makarios C ave Fortuna Blg Block B Limassol Chypre	100,0	100,0	99,7	99,7	GLOB
AMNOS DEVELOPMENT QUARRIES	Keranmideza Mandra Attkis	100,0	-	99,7	-	GLOB
AMÉRIQUE DU NORD						
ESSROC CANADA INC. (CANADA)	2000 Argentia Rd-Plaza 3-Suite 270-L5N 1P7 Mississauga-Ont	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
ESSROC SAN JUAN INC.	Road No. 2 km 267 Bo Espinosa - 00646 Dorado Puerto Rico	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
GREYROCK INC.	3251 Bath Pike - Nazareth Pennsylvania 18064 (USA)	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
CIMENT QUEBEC INC.	145 bd du Centenaire- St Basile de Portneuf, Qc GOA3GO	100,0*	*	50,0	50,0	EQUI
ES CEMENT CORP.	3251 Bath Pike - Nazareth Pennsylvania 18064 PA (USA)	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
ESSROC CEMENT CORP. (USA)	3251 Bath Pike - Nazareth Pennsylvania 18064 (USA)	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
CAPITOL CEMENT CORPORATION	158 Front Royal Rd – Suite 305 Wihchester VA 22602 (USA)	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
RIVERTON CORP.	158 Front Royal Rd – Suite 305 Wihchester VA 22602 (USA)	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
GRUPE CIMENT QUEBEC INC.	145 bd du Centenaire- St Basile de Portneuf, Qc GOA3GO	50,0	50,0	50,0	50,0	EQUI
BETON DU CAP	885 rue Berlinguet Cap de la Madeleine, Québec G8T 8N9	75,0*	*	37,5	37,5	EQUI
INNOCON INC.	50 Newkirk Road - Richmond Hill, Ontario L4C3G3 (CND)	50,0*	*	50,0	50,0	EQUI
TO READY MIX	60 Columbia Way, suite 600 Markham, Ont L3R 0C9	100,0*	*	50,0	50,0	EQUI
AXIM CONCRETE TECHNOLOGIES (USA)	8282 Middlebranch Rd - Middlebranch - Ohio 44652-0234 (USA)	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
AXIM CONCRETE TECHNOLOGIES (CANADA)	141 Shearson Crescent - Cambridge N1T 1J3 Ontario	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
3092-0631 QUEBEC	145 bd du Centenaire- St Basile de Portneuf, Qc GOA3GO	100,0*	*	50,0	50,0	EQUI
ST-BASILE TRANSPORT	145 bd du Centenaire- St Basile de Portneuf, Qc GOA3GO	100,0*	*	50,0	50,0	EQUI
1475544 ONTARIO	60 Columbia Way, suite 600 Markham, Ont L3R 0C9	100,0*	*	50,0	50,0	EQUI
INNOCON PARTNERSHIP	50 Newkirk Road - Richmond Hill, Ontario L4C3G3 (CND)	50,0	50,0	50,0	50,0	EQUI
ESSROC PUERTO RICO HOLDINGS INC.	3251 Bath Pike - Nazareth Pennsylvania 18064 (USA)	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
TOMAHAWK INC.	1105 N. Market St - Suite 1300 - 19899 Wilmington DL (USA)	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
ESSROC CORP. (USA)	3251 Bath Pike - Nazareth Pennsylvania 18064 (USA)	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
AIC ARROWHEAD INVESTMENT COMPANY	502 East John Street - 89706 Carson City Nevada (USA)	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB

ENTITÉS	ADRESSE	% Contrôle au 31 déc. 2007	% Contrôle au 31 déc. 2006	% Intérêts au 31 déc. 2007	% Intérêts au 31 déc. 2006	Méthode de consolidation au 31 déc. 2007
RIVERTON INVESTMENT CORP	158 Front Royal Rd – Suite 305 Wihchester VA 22602 (USA)	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
2003897 ONTARIO	7880 Keele Street Concorde, Ontario L4K 4G7	50,0	50,0	50,0	50,0	EQUI
IM SCOTT HOLDING	60 Columbia Way, suite 600 Markham, Ont L3R 0C9	50,0*	*	50,0	50,0	EQUI
IPTP CORPORATION	3993 H. Hughes Parkway suite 250 Las Vegas NV 89109	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
ESSROC READY MIX CORP	3251 Bath Pike - Nazareth Pennsylvania 18064 (USA)	100,0	-	100,0	-	GLOB
ARROW INDUSTRIES	PO Box 4336 West Virginia 26104 Parkesburg (USA)	100,0	-	100,0	-	GLOB
ARROW CONCRETE COMPANY	PO Box 4336 West Virginia 26104 Parkesburg (USA)	100,0	-	100,0	-	GLOB
CAMBRIDGE CONCRETE GROUP	380 Waydom Drive, Ayr (Ontario) NOB 1EO Canada	100,0	-	100,0	-	GLOB
BRANTFORD READY MIX	13 Sharp Road, Brantford Ontario N3T 5L8 Canada	100,0	-	100,0	-	GLOB
MBM CONCRETE HOLDING	13 Sharp Road, Brantford Ontario N3T 5L8 Canada	100,0	-	100,0	-	GLOB
CAMBRIDGE CONCRETE LTD	380 Waydom Drive, Ayr (Ontario) NOB 1EO Canada	100,0	-	100,0	-	GLOB
ÉGYPTE						
SUEZ CEMENT COMPANY	Nile Office bldg - Southern tower, 2005 A Corniche El Nile - Cairo	55,1	50,9	50,6	47,3	GLOB
TOURAH PORTLAND CEMENT	Nile Korniche, Helwan Road - Tourah PO Box 269 - Cairo	71,9	66,1	39,3	31,3	GLOB
HELWAN CEMENT COMPANY	98 Street n°250 - Maadi, Le Caire	99,2	98,8	50,5	46,8	GLOB
SUEZ BAG	Quattamia Maadi, Ein Sokhna Rd (km 30), PO Box 1022 - Cairo	57,9	57,9	28,8	26,7	GLOB
READY MIX BETON - RMB SAE	39 Kasr El Nile Street - Cairo	52,0	52,0	26,3	24,6	GLOB
READY MIX BETON (EGYPTE) - RMBE SAE	39 Kasr El Nile Street - Cairo	52,0	52,0	26,3	24,6	GLOB
TECNO GRAVEL EGYPT	39 Kasr El Nile Street - Cairo	45,0	-	22,8	-	EQUI
DECOM	Abour City - II Saber Amin St. - Cairo	100,0	-	26,3	-	GLOB
MAROC						
CIMENTS DU MAROC	621 boulevard Panoramique CP 20150, Califormie Casablanca	61,8	61,8	61,8	61,8	GLOB
INDUSAHA SA	Lâayoune - Immeuble Chiâa, route de Mekka - Laayoune	91,0	91,0	56,3	56,3	GLOB
BETOMAR	621 boulevard Panoramique, Casablanca	100,0	100,0	61,8	61,8	GLOB
AXIM MAROC	621 boulevard Panoramique, Casablanca	100,0	100,0	61,8	61,8	GLOB
PROCIMAR	621 boulevard Panoramique, Casablanca	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
MARGUERITE VIII	621 boulevard Panoramique, Casablanca	100,0	-	100,0	-	GLOB
MARGUERITE X	621 boulevard Panoramique, Casablanca	100,0	-	100,0	-	GLOB
BULGARIE						
DEVNYA CEMENT AD	Varna District - 9160 Devnya	100,0	100,0	99,7	99,7	GLOB
VULKAN AD	Vulkan Quarter - Dimitrovgrad	98,4	97,4	98,3	97,3	GLOB
MARVEX	9160 - Devnya	100,0	100,0	99,7	99,7	GLOB
ARTESKOS 98	43 Buzludja St. 6400 Dimitrovgrad	53,1	53,1	52,9	52,9	GLOB
ARTESKOS AD	43 Buzludja St. 6400 Dimitrovgrad	75,0	75,0	39,7	39,7	GLOB
DEVNYA FINANCE	Varna District - 9160 Devnya	50,0	50,0	49,9	49,9	EQUI
LYULYAKA	1 Suvorosko Shose - 9160 Devnya	100,0	100,0	99,7	99,7	GLOB

ENTITÉS	ADRESSE	% Contrôle au 31 déc. 2007	% Contrôle au 31 déc. 2006	% Intérêts au 31 déc. 2007	% Intérêts au 31 déc. 2006	Méthode de consolidation au 31 déc. 2007
TURQUIE						
AFYON CIMENTO SANAYI TAS	Papken Plaza, Halk Sokak 40-44, Kat 8 - Sahrayicedid Kadikoy Istanbul	78,5	78,5	78,5	78,5	GLOB
SET CIMENTO SANAYI	Yunus, Meseli Ayazma Mevkii - 81430 Kartal - Istanbul	99,8	99,8	99,8	99,8	GLOB
SET BETON TICARET AS	Papken Plaza, Halk Sokak 40-44, Kat 8 - Sahrayicedid Kadikoy Istanbul	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
SET GROUP HOLDING	Papken Plaza, Halk Sokak 40-44, Kat 8 - Sahrayicedid Kadikoy Istanbul	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
THAÏLANDE						
JALAPRATHAN CEMENT PUBLIC	23/124-128 Soi Soonvijai, - Huay Kwang - 10320 Bangkok	37,0	37,0	58,8	58,8	GLOB
ASIA CEMENT (ACC)	23/124-128 Soi Soonvijai Bangkokapi Huaykwang - Bangkok	25,0	25,0	39,1	39,0	GLOB
JALAPRATHAN CONCRETE	23/124-128 Soi Soonvijai, - Huay Kwang - 10320 Bangkok	37,0	37,0	58,8	58,8	GLOB
ASIA CEMENT PRODUCTS	23/114 Soonvijai d Bangkokapi Huaykwang 10320 Bangkok	25,0	25,0	39,1	39,0	GLOB
NAGA PROPERTY	23/124-128 Soi Soonvijai Bangkokapi Huaykwang - Bangkok	37,0	37,0	58,8	58,8	GLOB
INDE						
ZUARI CEMENT LTD	Jai Kisaan Bhawan, Zuarinagar - 403726 Goa	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
SITAPURAM POWER LTD	431A Road n°22, Jubilee Hills - 500 033 Hyderabad	100,0	100,0	100,0	99,5	GLOB
CHINE						
FUPING CEMENT	Zhuangli Town, Fuping county, Weinan City, Shaanxi Province	100,0	-	100,0	-	GLOB
KAZAKHSTAN						
SHYMKENT CEMENT	Aknazar han Street W/n – 486 0050 Shymkent	99,8	99,8	99,8	99,8	GLOB
BETON ATA LLP	264 Kazybaev Street, Zhetysuskiy region - 050014 Almaty	35,0	35,0	34,9	34,9	EQUI
NEGOCE (CIMENT - CLINKER)						
GACEM	Kanifing Industrial Estate , PO Box 2973, Serrekunda, Gambie	80,0	80,0	80,0	80,0	GLOB
INTERBULK TRADING	Via Bagutti 5, CH-6904 Lugano, Suisse	85,00	85,0	85,0	85,0	GLOB
MAFCI	BP n° 5291, Nouakchott, Mauritanie	51,2	51,2	51,2	51,2	GLOB
EUROTECH	Rruga Unazes Shkozet, Durres, Albanie	85,0	85,0	84,8	84,8	GLOB
ICT	44/1 New Nudge road, Colombo 03, Sri Lanka	80,2	80,0	80,2	80,0	GLOB
MARITIME TRADE & BROKERAGE	Via Paolo Imperiale, Edificio Caffa int. 8 e 9 - Genova (Italie)	33,0	33,3	28,3	28,3	EQUI
INTERBULK EGYPT	11 421 Cornish Al Nile, Helwan - Le Caire - Egypte	100,0	-	85,3	-	GLOB
HILAL CEMENT	PO Box 20732, 143068 Safat, Koweït	51,0	-	25,8	-	GLOB
SIÈGE & HOLDINGS						
CIMENTS FRANÇAIS (SIÈGE)	Tour Ariane - 5 pl. de la Pyramide - 92800 Puteaux	100,0	100,0	100,0	100,0	MÈRE
SAX	Les Technodes - Rue du Château - 78930 Guerville	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
SODECIM	Tour Ariane - 5 pl. de la Pyramide - 92800 Puteaux	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
CIMENTS FRANÇAIS EUROPE CFE	Herengracht 477 - 1017 BS Amsterdam (Pays-Bas)	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB

ENTITÉS	ADRESSE	% Contrôle au 31 déc. 2007	% Contrôle au 31 déc. 2006	% Intérêts au 31 déc. 2007	% Intérêts au 31 déc. 2006	Méthode de consolidation au 31 déc. 2007
TERCIM	Tour Ariane - 5 pl. de la Pyramide - 92800 Puteaux	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
CIFRINTER	23 av. de la Porte Neuve - Luxembourg (Luxembourg)	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
CF PARTICIPATIONS	Tour Ariane, 5 place de la Pyramide – 92800 Puteaux	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
COFIPAR	Tour Ariane - 5 pl. de la Pyramide - 92800 Puteaux	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
SADECIB	Tour Ariane - 5 pl. de la Pyramide - 92800 Puteaux	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
INVESTCIM	Tour Ariane - 5 pl. de la Pyramide - 92800 Puteaux	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
INVERSIONES E INICIATIVAS	Calle Almagro, 28-2° - Madrid (Espagne)	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
VESPRAPAT HOLDING CO LTD	Gaysorn Plaza-999 Ploenchit Road Lumpini Road-Bangkok (Thaïlande)	49,0	49,0	49,0	49,0	GLOB
VANIYUTH CO LTD	ITF Tower140/38 Silom Road Kwaeng Suriyawongse-Bangkok (Thaïlande)	48,8	48,8	48,8	48,8	GLOB
ESSROC INTERNATIONAL	Tour Ariane, 5 place de la Pyramide – 92800 Puteaux	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
MENAF	Tour Ariane, 5 place de la Pyramide – 92800 Puteaux	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
CIFI	Tour Ariane, 5 place de la Pyramide – 92800 Puteaux	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
TECHNODES SA	Rue du Château - 78930 Guerville	100,0	100,0	100,0	100,0	GLOB
CIMFRA CHINA	Tour Ariane, 5 place de la Pyramide – 92800 Puteaux	100,0	-	100,0	-	GLOB
MANDCIM	Tour Ariane, 5 place de la Pyramide – 92800 Puteaux	100,0	-	100,0	-	GLOB
HOLFIPAR (ex UNIBETON MED)	Tour Ariane, 5 place de la Pyramide – 92800 Puteaux	100,0	-	100,0	-	GLOB
DIVAS BEHEER	Lans van Kroneburg 8 - 1183 AS Amstelveeu (Pays-Bas)	100,0	-	100,0	-	GLOB
HELLENIKI LITHOTOMI	Amvrakias 18 - 10449 Athènes - Grèce	100,0	-	100,0	-	GLOB

* Filiales de sociétés consolidées par intégration proportionnelle ou par mise en équivalence.

Sixième partie

COMPTES SOCIAUX DE LA SOCIÉTÉ CIMENTS FRANÇAIS SA

	Pages
6.1 RÉSULTATS, SITUATION FINANCIÈRE ET AUTRES INFORMATIONS JURIDIQUES DE LA SOCIÉTÉ MÈRE.....	140
6.2 COMPTE DE RÉSULTAT.....	143
6.3 BILAN	144
6.4 ANNEXE	146
6.5 FILIALES ET PARTICIPATIONS SUR LES TROIS DERNIERS EXERCICES	160
6.6 FILIALES ET PARTICIPATIONS AU 31 DÉCEMBRE 2007	161
6.7 RÉSULTATS FINANCIERS DES CINQ DERNIERS EXERCICES.....	163

6. COMPTES SOCIAUX DE LA SOCIÉTÉ CIMENTS FRANÇAIS SA

RÉSULTATS, SITUATION FINANCIÈRE ET AUTRES INFORMATIONS JURIDIQUES DE LA SOCIÉTÉ MÈRE

6.1 FAITS SIGNIFICATIFS

L'exercice 2007 présente un résultat non influencé par des éléments exceptionnels ni par des mouvements de provisions importants. Les dettes financières sont en augmentation afin de financer les investissements Chine, Turquie et le rachat d'actions propres.

6.2 RÉSULTAT

Le résultat net de Ciments Français SA en 2007 s'établit à 138,5 millions d'euros (contre 337,2 millions d'euros en 2006 et 227,9 millions d'euros en 2005).

6.3 DIVIDENDE

Le dividende, soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale du 14 avril 2008, a été fixé à 2,50 euros, payable le 5 mai 2008.

6.4 PERSPECTIVES 2008

L'année 2008 hors mouvements de provisions financières et éléments exceptionnels devrait enregistrer un résultat comparable à celui de 2007.

6.5 CAPITAL SOCIAL

Au 31 décembre 2006, le capital social était de 153 421 224 euros, divisé en 38 355 306 actions de 4 euros chacune.

Au cours de l'année 2007, le nombre d'actions a varié comme suit :

Levées d'options de souscription d'actions :	90 572
Annulation d'actions :	761 244

Au 31 décembre 2007, le capital social est de 150 738 536 euros, divisé en 37 684 634 actions de 4 euros chacune.

À la clôture de l'exercice, l'actionnaire principal, la société internationale Italcementi France détient 78,62 % des actions et 88,90 % des droits de vote.

Au 31 décembre 2007, la société est susceptible d'émettre 593 505 actions nouvelles au maximum, résultant de la levée d'options de souscription d'actions.

6.6 RAPPORT SPÉCIAL SUR LES ACTIONS PROPRES (Article L.225-209 alinéa 2 du Code de Commerce)

Au 1^{er} janvier 2007, la société détenait 447 940 actions dont 150 400 actions destinées à alimenter un plan d'options d'achat d'actions, le solde, soit 297 540 actions, étant destiné à être annulé.

Au cours de l'exercice 2007, les achats ont atteint le plafond de 3 % autorisé par l'Assemblée Générale des actionnaires du 16 avril 2007. La société a acquis 1 150 659 titres, dans le cadre du programme de rachat d'actions autorisé par l'Assemblée Générale du 16 avril 2007, dans le but de les annuler, au cours moyen (frais inclus) de 140,67 euros, soit un prix total de 161 859 796 euros.

Au cours de l'exercice, le Conseil d'Administration a annulé 761 244 actions, soit 106 244 actions acquises au titre de l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale du 11 avril 2006, 650 000 actions acquises au titre de l'autorisation du 16 avril 2007 et 5 000 actions correspondant à 5 000 options d'achat d'actions ayant fait l'objet d'une annulation. De plus, 61 600 options d'achat d'actions ont été levées.

Solde du 1 ^{er} janvier 2007	447 940 actions
Acquisition	1 150 659 actions
Annulation	- 761 244 actions
Levées d'options d'achat d'actions	- 61 600 actions
Solde au 31 décembre 2007	775 755 actions

À la clôture de l'exercice, 775 755 actions étaient donc inscrites au nom de la société (dont 691 955 actions acquises dans un but d'annulation et 83 800 actions destinées à la couverture du plan d'options d'achat de l'année 2003). Leur valeur nominale globale s'élève à 3 103 020 euros et leur valeur évaluée au cours d'achat est de 95 034 999,17 euros.

Les actions propres représentent 2,06 % du capital social. Au cours de l'exercice, la société n'a procédé à aucune vente d'actions.

6.7 PLANS D'OPTIONS

Depuis 1987, l'Assemblée Générale a autorisé le Conseil d'Administration à consentir des options de souscription ou d'achat d'actions. La dernière autorisation valable trente huit mois, portant sur un million d'options, a été donnée le 11 avril 2006.

Le Conseil d'Administration du 5 mars 2007 a consenti 166 400 options de souscription d'actions. Le prix de l'option s'élevait à 140,28 euros. Le Conseil d'Administration a fixé à 15 % la quantité d'actions issues de levées d'options du plan 2007 que le Président-Directeur Général est tenu de conserver au nominatif jusqu'à la cessation de ses fonctions.

Au cours de l'exercice 2007, 90 572 options de souscription d'actions ont été levées au titre des plans précédents.

D'autres informations relatives aux plans d'options sont communiquées dans la 8^{ème} partie « Gouvernement d'entreprise » et dans l'annexe aux comptes consolidés en note 26.

6.8 MANDATAIRES SOCIAUX

Les informations relatives à la rémunération des mandataires sociaux sont données dans la 8^{ème} partie « Gouvernement d'entreprise ».

6.9 INFORMATIONS ENVIRONNEMENTALES

Compte tenu de l'activité de holding de Ciments Français SA, les effets de son activité sur l'environnement sont peu significatifs. Des informations sur les risques liés aux activités des filiales, l'organisation du Groupe et les mesures mises en place pour prévenir ces risques, ainsi que les objectifs assignés aux filiales sont donnés dans la partie 3.7.3 « Développement durable et risques industriels ».

6.10 PROCÉDURES JUDICIAIRES ET D'ARBITRAGE

La société Ciments Français n'est visée, ni n'a connaissance d'aucune procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage la concernant qui a eu récemment ou pourrait avoir des effets significatifs sur sa situation financière ou sa rentabilité.

6.11 INFORMATIONS SOCIALES

Les informations sociales relatives à la société Ciments Français SA sont les suivantes :

La société emploie 139 personnes au 31 décembre 2007 qui bénéficient toutes d'un contrat à durée indéterminée.

Au cours de l'exercice, hors mouvement de mobilité intra-Groupe, il a été procédé à l'embauche de 11 personnes en contrat à durée indéterminée et 8 personnes ont fait l'objet d'un licenciement.

Le recours à la main d'œuvre intérimaire et aux heures supplémentaires n'est pas significatif.

En matière de temps de travail, la société applique la loi sur l'aménagement et la réduction du temps de travail dans le cadre d'un accord signé en 1999 et 12 salariés bénéficient d'un contrat à temps partiel (9 à 4/5^e et 3 à 90 %).

Au cours de l'exercice, le taux d'absentéisme a été de 2,32 %.

En 2007, la masse salariale brute s'élève à 14,4 millions d'euros.

Les salariés de Ciments Français bénéficient d'un certain nombre d'avantages sociaux tels que l'adhésion à une mutuelle, à un contrat de prévoyance, à des régimes de retraite complémentaire, la participation aux dépenses de restauration et diverses primes octroyées lors d'événements familiaux, ainsi qu'un contrat d'intéressement dont les primes peuvent être versées sur des fonds communs de placement.

Le comité d'entreprise de Ciments Français est composé de 2 titulaires. Au cours de l'année 2007, le comité d'entreprise s'est réuni 12 fois en session ordinaire. Le budget total du comité d'entreprise s'est élevé à 86 550 euros.

En matière de formation, 164 personnes ont été inscrites à des stages pour un temps de formation de 2 124 heures.

Le comité d'hygiène et de sécurité se réunit régulièrement pour assurer le respect des règles d'hygiène et de sécurité et des conditions de travail.

Des informations sur la politique et les actions du Groupe dans le domaine des ressources humaines sont développées dans la 4^{ème} partie « Gestion du Groupe » § 4.8.

6.2 COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)

	Notes	EXERCICE 2007	EXERCICE 2006	EXERCICE 2005
CHIFFRE D'AFFAIRES	A1	12 334	12 147	11 153
Charges et consommations	A2	(81 603)	(70 827)	(72 263)
VALEUR AJOUTÉE		(69 269)	(58 680)	(61 110)
Impôts et taxes	A3	(4 117)	(2 159)	(5 218)
Charges de personnel	A4	(25 186)	(20 271)	(22 394)
EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION		(98 572)	(81 110)	(88 722)
Autres produits	A5	77 441	69 677	62 172
Autres charges		(350)	(342)	(353)
Amortissements		(1 926)	(2 062)	(1 716)
RÉSULTAT D'EXPLOITATION		(23 407)	(13 837)	(28 619)
Dividendes		189 940	186 391	159 722
Charges financières nettes		(66 848)	(51 154)	(40 592)
Rémunérations prioritaires		0	(3 921)	(17 794)
(Dotations) ou reprise de provisions		7 321	69 554	176 281
RESULTAT FINANCIER	A6	130 413	200 870	277 617
RÉSULTAT COURANT		107 006	187 033	248 998
Produits exceptionnels		26 770	135 114	277 859
Charges exceptionnelles		(23 439)	(20 754)	(307 619)
Amortissements		47	264	55
Provisions		(5 000)	19 001	2 310
RESULTAT EXCEPTIONNEL	A7	(1 622)	133 625	(27 395)
RÉSULTAT D'ENTREPRISE		105 384	320 658	221 603
Impôt sur les bénéfices	A10	33 074	16 539	6 323
RÉSULTAT NET		138 458	337 197	227 926
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT		128 492	127 936	62 064

6.3 BILAN AU 31 DÉCEMBRE

(en milliers d'euros)

	Notes	31 décembre 2007		31 décembre 2006	31 décembre 2005	
ACTIF		MONTANT BRUT	AMORTISS. & PROV. (à déduire)	MONTANT NET		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		11 280	8 920	2 360	3 087	4 231
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	B1					
Constructions		44	33	11	16	20
Autres immobilisations		4 654	2 777	1 877	1 974	2 090
		4 698	2 810	1 888	1 990	2 110
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (1)	B2					
Participations		4 028 403	41 337	3 987 066	3 890 836	3 580 118
Créances rattachées à des participations		129 765		129 765	184 730	210 303
Autres titres immobilisés		97 049	15	97 034	49 409	78 495
Prêts		7 740	6 016	1 724	2 054	2 168
Autres		211		211	137	160
		4 263 168	47 368	4 215 800	4 127 166	3 871 244
ACTIF IMMOBILISÉ		4 279 146	59 098	4 220 048	4 132 243	3 877 585
AUTRES CRÉANCES						
Créances clients et comptes rattachés	B3	40 644	688	39 956	37 828	35 357
Autres créances d'exploitation		2 489		2 489	2 298	2 886
Charges constatées d'avance	B4	12 092		12 092	14 205	11 650
Créances diverses (2)	B4	131 879	9 441	122 438	64 490	27 918
Ecart de conversion Actif (2)		54 105		54 105	38 417	23 800
Valeurs mobilières de placement		139		139	135	131
Disponibilités		528		528	1 285	499
		241 876	10 129	231 747	158 658	102 241
TOTAL ACTIF		4 521 022	69 227	4 451 795	4 290 901	3 979 826
(1) dont à moins d'un an				579	710	512
(2) dont à plus d'un an				0	0	0

6.3 BILAN AU 31 DÉCEMBRE

(en milliers d'euros)

	Notes	31 décembre 2007	31 décembre 2006	31 décembre 2005
PASSIF				
CAPITAUX PROPRES				
Capital		150 738	153 421	153 838
Primes d'émission, de fusion, d'apport		941 582	937 620	931 180
Réserve spéciale de réévaluation	B7	4 802	4 802	4 802
Réserve légale		15 394	15 394	15 394
Réserve réglementée des plus-values à long terme				0
Autres réserves		76 011	76 011	76 012
Report à nouveau		1 153 151	1 007 709	870 655
Résultat de l'exercice		138 458	337 197	227 926
Provisions réglementées	B8	2	49	313
CAPITAUX PROPRES	B5	2 480 138	2 532 203	2 280 120
Titres subordonnés à durée indéterminée				183 803
AUTRES FONDS PROPRES	B6	0	0	183 803
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)	B9	36 761	38 558	46 425
DETTES FINANCIÈRES (1)	B10			
Emprunts obligataires		1 054 181	756 868	547 305
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		278 887	348 105	401 038
Emprunts et dettes financières divers		517 329	539 980	450 948
		1 850 397	1 644 953	1 399 291
AUTRES DETTES (1)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		20 887	22 549	18 993
Dettes fiscales et sociales		13 536	13 051	12 010
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		1	2	14
Produits constatés d'avance		1 259	112	0
Autres dettes		1	3 794	16 736
Ecart de conversion Passif		48 815	35 679	22 435
		84 499	75 187	70 188
TOTAL PASSIF		4 451 795	4 290 901	3 979 826
(1) dont à plus d'un an		1 328 663	1 330 086	1 076 452
dont à moins d'un an		643 024	127 936	439 451
(2) dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		11 387	14 105	538

6.4 ANNEXE

(Tous les montants sont exprimés en milliers d'euros, sauf précision contraire)

6.4.1 FAITS SIGNIFICATIFS

L'exercice 2007 présente un résultat non influencé par des éléments exceptionnels ni par des mouvements de provision important. Les dettes financières sont en augmentation, afin de financer les investissements Chine, Turquie et le rachat d'actions propres.

6.4.2 PRINCIPES GÉNÉRAUX

Les comptes annuels (bilan et compte de résultat) arrêtés au 31 décembre 2007, 2006 et 2005 ont été établis suivant les principes et méthodes définis par la loi comptable et ses textes d'application conformément au règlement C.R.C. 99.03.

6.4.3 MÉTHODES D'ÉVALUATION

A. Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont valorisées aux coûts historiques d'acquisition, hors frais financiers intercalaires.

⊙ Amortissements

- Les amortissements sont calculés sur la durée d'utilisation estimée des immobilisations selon les méthodes suivantes :
 - agencements installations linéaire sur : 10 ans
 - installations techniques, matériel et outillage : dégressif sur 8 ans dans la plupart des cas
 - véhicules : linéaire sur 4 ans
 - mobilier de bureau : linéaire sur 8 ans
 - machines, matériel de bureau et gros matériel informatique : dégressif sur 5 ans
 - logiciels : linéaire sur 3 ou 5 ans
- Les amortissements linéaires sont portés en diminution de l'actif immobilisé et le complément correspondant à l'amortissement dégressif est comptabilisé en amortissements dérogatoires, au passif du bilan.
- Les amortissements linéaires figurent en charge d'exploitation et les écarts dérogatoires sont présentés en résultat exceptionnel.

⊙ Provisions

Lorsque la valeur d'inventaire est jugée inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation est constatée par voie de provision.

B. Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont valorisées aux coûts historiques d'acquisition, ou à leur valeur d'apport, la réévaluation légale ayant été pratiquée sur les titres en portefeuille au 31 décembre 1976.

⊙ Provisions

Une dépréciation est constatée par voie de provision lorsque la valeur d'inventaire des titres est inférieure à la valeur historique. La valeur d'inventaire des titres est déterminée en général par référence à la quote-part de capitaux propres détenue, éventuellement réappréciée en tenant compte notamment des éléments incorporels, sur la base d'évaluations d'expert récentes.

C. Créances et dettes en devises

Les créances et dettes en devises hors de la zone EURO sont converties au taux en vigueur à la clôture de l'exercice ; les écarts par rapport aux valeurs d'origine sont enregistrés dans les comptes d'écart de conversion actif et passif prévus à cet effet.

Sauf situation particulière (notamment en cas de couverture), les pertes de conversion enregistrées en écart de conversion actif font l'objet d'une provision pour risques et charges.

D. Provisions pour risques et charges

Une provision est comptabilisée lorsqu'il existe à la clôture de l'exercice, une obligation juridique ou implicite dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de tiers.

En matière d'engagements de retraite et avantages similaires, les principaux régimes à prestations définies sont les indemnités de fin de carrière, et des couvertures de frais médicaux. Les engagements liés à la retraite sont externalisés auprès de compagnies d'assurances. L'engagement constaté au bilan prend en compte la juste valeur des actifs du régime. À compter du 1^{er} janvier 2004, les engagements de retraite et avantages similaires sont évalués et comptabilisés conformément à la recommandation 2003-R01 du CNC. L'évolution des engagements de retraite et obligations similaires a donné lieu, pour 2007 à une diminution de 794 milliers d'euros au titre des indemnités de fin de carrière, suite à plusieurs départs en cours d'année, et une charge complémentaire de 355 milliers d'euros au titre des autres engagements, contre 769 milliers d'euros pour 2006 et 1 365 milliers d'euros pour 2005.

E. Impôt sur les sociétés

La société a renouvelé, le 31 décembre 2002, son option pour le régime d'intégration fiscale de groupe prévu à l'Article 68 de la Loi de Finances pour 1988. Cette option valable 5 exercices expire le 31 décembre 2007.

Les sociétés suivantes font partie du périmètre d'intégration :

Arena	Immobilière des Technodes	SCI Triel Carrières
Axim	Investcim	Socli
BCE SA	Johar	Sodecim
BCEAP SNC	Larricq	Technodes SA
Bonafini	Mandcim	Tercim
C.I.F.I	Menaf	Tragor
Chatelet	R.C.B	Tratel
Cimfra (China) Ltd	S.I.P.L.	Unibéton
Cimalit	Sadecib	Unibéton Holding (ex Cimcal)
Ciments Calcia	Sax	Unibéton S.O.
Ciments Français	SCI Batlongue	Unibéton Var
Cofipar	SCI Bérault	VBH SNC
Decoux	SCI de Balloy	
Essroc international	SCI Delrieu	
Granulats Ouest	SCI Domaine Saint-Louis	
GSM	SCI Lepeltier	

Les règles de répartition de la charge d'impôt du Groupe entre les différentes sociétés sont fixées conventionnellement ; les principes retenus sont les suivants :

⊗ Neutralité du régime pour les filiales intégrées

⊗ Chez Ciments Français :

- prise en charge ou en produit de l'incidence des retraitements liés au régime,
- comptabilisation dans les produits de l'exercice de l'économie d'impôt réalisée apportée par les sociétés déficitaires,
- constitution d'une provision pour charges relative à ces économies d'impôt, afin de couvrir les versements ultérieurs à effectuer au titre des filiales, lorsqu'elles redeviendront bénéficiaires.

F. Instruments financiers

La société utilise certains instruments financiers pour réduire les risques de taux de change et d'intérêt résultant de son activité internationale et de la nature des emprunts contractés. Les positions sont prises sur des marchés organisés ou de gré à gré, dans le cadre d'une politique de couverture partielle des transactions considérées, à l'exclusion de toute position spéculative. Les résultats dégagés sur les opérations de couverture sont comptabilisés de manière symétrique à celle des résultats réalisés sur les éléments couverts.

⊗ Achats et ventes à terme de devises

Les créances et dettes en devises faisant l'objet de contrats de vente ou d'achat à terme sont valorisées sur la base des taux de couverture, les écarts éventuels par rapport à la valeur historique étant enregistrés en résultat.

⊗ Swaps de devises

Les résultats dégagés sur les swaps de devises constituant des opérations de couverture sont comptabilisés de manière symétrique aux résultats des éléments couverts.

⊗ Instruments de couverture du risque de taux d'intérêt

La société utilise notamment des swaps de taux d'intérêt, des « F.R.A. » et des « collars » pour se couvrir de la variation des taux. Le différentiel de taux d'intérêt reçu ou payé est enregistré en charges financières ou en rémunérations prioritaires selon la nature de l'engagement couvert.

G. Frais d'émission d'emprunts

À compter de 1997, les frais d'émission d'emprunts, comptabilisés en frais payés d'avance à l'actif du bilan, sont enregistrés linéairement en charges externes, en liaison avec la durée des emprunts correspondants.

H. Faits exceptionnels et litiges

Dans le cadre normal des activités de Ciments Français des litiges peuvent naître avec des tiers et des procédures peuvent être engagées. Des provisions sont déterminées en fonction de l'appréciation des risques attachés à chaque dossier, lorsqu'une estimation du coût est possible.

I. Consolidation

Les comptes de la société sont inclus suivant la méthode de l'intégration globale dans les comptes d'Italcementi S.p.A. - Via Camozzi 124 - 24121 BERGAMO (Italie).

J. Estimations de la direction

L'établissement des comptes sociaux, conformément aux principes comptables généralement admis en France, nécessite la prise en compte, par la Direction de la Société, d'un certain nombre d'estimations et d'hypothèses qui ont une incidence sur les montants d'actifs et de passifs et sur les charges et produits du compte de résultat, tels que les amortissements et les provisions, ainsi que sur les actifs et passifs éventuels mentionnés en annexe. Ces estimations sont déterminées sur l'hypothèse de la continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations alors disponibles. Il est possible que la réalité se révèle différente de ces estimations et hypothèses.

6.4.4 COMMENTAIRES SUR LES COMPTES

A. Compte de résultat

A.1 Chiffre d'affaires

	2007	2006	2005
Prestations de services	12 334	12 147	11 153
dont à l'exportation	4 780	6 969	6 465

A.2 Charges et consommations

	2007	2006	2005
Loyers, charges et entretien	(3 835)	(3 680)	(3 626)
Honoraires	(15 436)	(10 325)	(15 532)
Achats d'autres approvisionnements	(205)	(181)	(140)
Subventions	(14 123)	(12 409)	(13 025)
Prestations externes	(48 004)	(44 232)	(39 941)
TOTAL	(81 603)	(70 827)	(72 263)

A.3 Impôts et taxes

	2007	2006	2005
Taxe professionnelle	(223)	(167)	(307)
Impôts et taxes exigibles à l'étranger	(2 800)	(992)	(3 978)
Autres	(1 094)	(1 000)	(933)
TOTAL	(4 117)	(2 159)	(5 218)

A.4 Charges de personnel

	2007	2006	2005
Salaires, appointements, indemnités	(17 890)	(12 639)	(14 125)
Charges sociales sur rémunérations	(6 784)	(6 074)	(5 888)
Avantages postérieurs à l'emploi	440	(769)	(1 365)
Autres frais de personnel	(952)	(1 059)	(1 016)
TOTAL	(25 186)	(20 271)	(22 394)

A.5 Autres produits

	2007	2006	2005
Transfert de technologie et assistance aux filiales *	77 403	69 668	62 150
Autres	38	9	22
TOTAL	77 441	69 677	62 172

* Ciments Français assure à ses filiales une assistance en matière technique et administrative rémunérée en fonction du chiffre d'affaires de chaque filiale.

A.6 Résultat financier

	2007	2006	2005
Dividendes	189 940	186 390	159 722
Autres produits financiers	12 097	12 750	11 163
Charges financières sur dettes bancaires et comptes courants	(81 524)	(59 900)	(53 823)
Rémunérations prioritaires	-	(3 921)	(17 795)
Différences de change nettes	2 579	(4 003)	2 067
Provisions sur immobilisations financières	7 321	69 554	176 281
TOTAL	130 413	200 870	277 617

A.7 Résultat exceptionnel

	2007	2006	2005
Plus et moins-values sur cessions actif *	2 927	-	(29 800)
Effet net sortie des T.S.D.I.	-	132 660	-
Provisions ou charges pour coûts sociaux (dotation) reprise	(250)	(118)	269
Provision contrôle fiscal (dotation) reprise	(570)	5 348	2 567
Provision pour recapitalisation filiales	(2 413)	(3 480)	(3 013)
Autres	(1 316)	(785)	2 582
TOTAL	(1 622)	133 625	(27 395)

* En 2005, les plus-values et moins-values de cessions résultent des opérations sur titres décrits en B.2 (a), le désinvestissement est constitué selon la règle peps.

A.8 Produits et charges concernant le Groupe

	2007	2006	2005
Chiffres d'affaires	12 234	12 051	11 044
Autres produits	77 402	69 668	62 153
Dividendes	189 649	186 108	156 919
Produits financiers	9 971	8 738	10 689
Provisions sur titres et créances rattachées	7 321	69 554	175 642
Autres charges externes	(33 371)	(29 320)	(28 554)
Charges financières	(12 940)	(8 648)	(5 474)
Produits (charges) exceptionnels	(2 358)	(16 587)	(24 838)
TOTAL	247 908	291 564	357 580

A.9 Rémunérations versées aux mandataires sociaux

	2007	2006
Jetons de présence	350	342
Rémunérations	1 605	1 637
TOTAL	1 955	1 979

A.10 Résultat fiscal 2007

Ventilation de l'impôt du régime intégré

Désignation	Charge (profit) d'impôt		
	2007	2006	2005
Effet du régime intégré			
Impôts reçus des filiales intégrées			
- taux normal et taux réduit (y compris contributions exceptionnelles)	90 222	88 295	72 688
Charge d'impôt de l'exercice de l'ensemble			
- taux normal	(59 827)	(65 755)	(71 642)
- taux réduit	(940)	(10 806)	(4 190)
- contributions additionnelles	(1 980)	(2 501)	(3 615)
Provision pour charges d'impôt futur liées au régime intégré *	3 691	6 270	12 525
- IFA et régularisation	48	(327)	(548)
- crédit d'impôt recherche et crédit d'impôt étranger	1 860	1 363	1 105
TOTAL	33 074	16 539	6 323

* Voir note 3.E.

En l'absence d'intégration fiscale, le résultat taxable de Ciments Français SA présente un déficit sur les 3 années.

En 2005, la charge d'impôt au taux normal (71 642 milliers d'euros) prend en compte la taxation des produits provenant du placement effectué dans le cadre de l'émission des T.S.D.I., selon l'article 16 de la Loi de Finances pour 2006 pour un montant de 27 029 milliers d'euros

La charge d'impôt au taux réduit (10 806 milliers d'euros en 2006 et 4 190 milliers d'euros en 2005) correspond à la taxation des plus-values nettes à long terme selon les termes de l'article 25 de la Loi de Finances pour 2006.

B. Bilan

B.1 Immobilisations incorporelles et corporelles

	2007	2006	2005
Au 31 décembre	4 248	5 077	6 341
Au 1 ^{er} janvier	5 077	6 341	6 453
Variation nette	(829)	(1 264)	(111)
	2007	2006	2005
Variation du montant brut (A)			
Investissements	1 067	767	1 712
Immobilisations cédées ou mises hors service	-	-	(137)
Total	1 067	767	1 575
Variation des amortissements (B)			
Annuité d'amortissement	1 896	2 031	1 686
Amortissements des immobilisations cédées ou mises hors service	-	-	-
Total	1 896	2 031	1 686
Variation du montant net (A) - (B)	(829)	(1 264)	(111)

B.2 Immobilisations financières

	2007	2006	2005
Au 31 décembre	4 215 800	4 127 166	3 871 244
Au 1 ^{er} janvier	4 127 166	3 871 244	3 629 655
Variation nette	88 634	255 922	241 589

Analyse des différentes variations	2007	2006	2005
Investissements (désinvestissements) ^(a)	88 908	241 165	154 752
(Dotations) reprise des provisions pour dépréciation des titres de participation ^(b)	7 321	69 554	168 473
Augmentation (diminution) nette des créances rattachées à des participations ^(c)	(54 965)	(25 573)	(83 392)
Augmentation (diminution) des prêts	(330)	(114)	(1)
Autres variations	(2 676)	4 421	(15 461)
Sortie zéro coupon (T.S.D.I.) voir note 6	-	(51 142)	-
Actions propres ^(d)	50 376	17 611	17 218
TOTAL	88 634	255 922	241 589

(a) **2007** : La variation nette de 88 908 milliers d'euros est principalement liée à la souscription aux augmentations de capital des filiales : CCB pour 34 706 milliers d'euros, ainsi que Sadecib 25 113 milliers d'euros, CIMFRA 25 286 milliers d'euros, Tercim 6 237 milliers d'euros, CFP 15 000 milliers d'euros, afin de financer leurs investissements en Turquie, Chine et Égypte et à la cession pour 18 037 milliers d'euros d'actions Suez Cement.

2006 : achat de 50 % de Zuari Cement Ltd en direct pour 90 626 milliers d'euros et par l'intermédiaire de C.I.F.I. pour 18 055 milliers d'euros. Souscription à l'augmentation de capital des filiales Tercim et Sadecib respectivement de 65 400 milliers d'euros et 67 096 milliers d'euros afin de financer leurs investissements en Égypte et en Turquie.

2005 : suite à une nouvelle OPA sur Suez Cement Company, Ciments Français acquiert 20,1 % pour un montant de 115 802 milliers d'euros ; souscription au Capital de Menaf pour 337 463 milliers d'euros ; et cession de titres Suez Cement Company pour 298 539 milliers d'euros à Menaf et Ciments du Maroc. Après ces mouvements la participation directe de Ciments Français dans Suez Cement Company est de 20,7 %.

(b) **2007** : La variation de 7 321 milliers d'euros est liée à la reprise de provision de 11 273 milliers d'euros sur diverses filiales et d'une nouvelle provision de 3 872 milliers d'euros concernant les titres de Set Beton filiale turque.

2006 : la variation de 69 554 milliers d'euros est représentée principalement par la reprise sur Zuari Cement Ltd pour 52 968 milliers d'euros et une reprise nette de 16 586 milliers d'euros sur les autres filiales.

2005 : la reprise de provision nette de 168 473 milliers d'euros provient des titres Suez Cement Company, cédés à Menaf et à Ciments du Maroc pour 96 087 milliers d'euros et 18 634 milliers d'euros suite à l'évaluation en fin d'année au cours de l'augmentation de capital de décembre 2005. D'autres reprises pour 53 752 milliers d'euros sont liées à l'amélioration des résultats des filiales (Thaïlande, Turquie, etc....).

(c) **2007** : La variation de -54 965 milliers d'euros est due principalement au transfert en titres de participation, suite aux augmentations de capital des filiales Tercim, Sadecib, CFP pour -35 625 milliers d'euros, à l'effet de change sur le prêt à Essroc pour -12 000 milliers d'euros et le remboursement d'avance effectuée aux filiales Shymkent et Zuari pour -7 279 milliers d'euros.

2006 : la variation de -25 573 milliers d'euros est principalement due au remboursement de l'avance consentie à la Compagnie des Ciments Belges -37 000 milliers d'euros, à l'effet de change sur le prêt à Essroc -13 256 milliers d'euros, et aux nouvelles avances effectuées à Tercim et Sadecib pour 28 081 milliers d'euros.

2005 : la variation nette de -83 392 milliers d'euros est due aux remboursements des avances effectuées par Arena, CCB, Devnya, -127 020 milliers d'euros, l'effet de change sur le prêt à Essroc 17 026 milliers d'euros et de nouvelles avances effectuées aux filiales Ciments Français Participation, Sadecib et Menaf.

(d) **2007** : Dans le cadre du programme d'achat d'actions, 1 150 659 actions ont été acquises, avec pour objectif l'annulation des actions, pour 161 567 milliers d'euros soit un coût moyen brut de 140,41 euros par action. Au

cours de l'année, 761 244 actions ont été annulées selon décision des Conseils du 5 mars 2007 et du 5 novembre 2007 et 61 600 actions ont été attribuées dans le cadre des levées d'options d'achat d'action. A la clôture de l'exercice, Ciments Français détenait 775 755 actions pour un montant hors frais de 95 035 milliers d'euros.

2006 : dans le cadre du programme d'achat d'actions, 297 540 actions ont été acquises pour 37 606 milliers d'euros avec pour objectif l'annulation des actions soit un coût moyen brut de 126,39 euros par action. Au cours de l'année 245 314 actions ont été annulées selon décision des Conseils d'Administration du 1^{er} mars 2006 et 2 novembre 2006 et 13 900 actions ont été attribuées dans le cadre des levées d'options d'achat d'action. A la clôture de l'exercice, Ciments Français détenait 447 940 actions pour un montant hors frais de 44 659 milliers d'euros.

2005 : dans le cadre du programme d'achat d'actions Ciments Français a acquis 200 000 actions pour un montant de 17 218 milliers d'euros soit un coût moyen brut de 86,09 euros.

B.3 Créances clients et comptes rattachés

Fin 2007, les créances clients et comptes rattachés comprennent pour l'essentiel, les facturations aux filiales du Groupe effectuées au titre des contrats de transfert de technologie et d'assistance, ainsi que les facturations au titre des garanties données par Ciments Français aux filiales.

B.4 Créances diverses et comptes rattachés

	2007	2006	2005
Comptes courants débiteurs des filiales	106 786	63 490	25 610
Impôt sur les sociétés	11 484	-	1 606
Autres débiteurs	4 168	1 000	702
Charges payées d'avance *	12 092	14 205	11 650
TOTAL	134 530	78 695	39 568

* Comprend les frais d'émission d'emprunt obligataire et d'emprunts auprès d'établissements de crédit qui ont fait l'objet d'un étalement sur la durée des emprunts.

B.5 Capitaux propres

B.5.1 Évolution

	2007	2006	2005
Au 31 décembre	2 480 138	2 532 203	2 280 120
Au 1 ^{er} janvier	2 532 203	2 280 120	2 103 996
Variation nette	(52 065)	252 083	176 124

L'augmentation nette des capitaux propres provient des mouvements suivants :

Analyse des différentes variations	2007	2006	2005
Résultat net	138 458	337 197	227 926
Distribution de l'exercice	(86 497)	(72 511)	(60 921)
Augmentation du capital ⁽¹⁾	4 324	7 004	9 174
Annulation actions propres ⁽²⁾	(108 302)	(19 343)	-
Variation des provisions réglementées	(48)	(264)	(56)
TOTAL	(52 065)	252 083	176 124

(1) Augmentation de capital de l'année 2007 pour 90 572 actions de valeur nominale de 4 euros soit 362 milliers d'euros et d'une prime d'émission de 3 962 milliers d'euros.

(2) Annulation de 761 244 actions.

B.5.2 Options de souscription d'achat d'actions en cours au 31 décembre 2007

À plusieurs reprises, l'Assemblée Générale a autorisé le Conseil d'Administration à consentir des options de souscription et d'achat d'actions à certains membres du personnel de la Société et de ses filiales.

Date Assemblée Générale/ Conseil d'Administration	Nombre d'options autorisées	Nombre d'options attribuées à l'origine	Délai d'exercice	Options exercées	Options annulées ⁽¹⁾	Options non exercées	Prix unitaire en euros
OPTIONS DE SOUSCRIPTION							
Autorisation du 10.05.1995/ 12.09.1997 09.09.1998	500 000	139 500 162 700	12.09.2000 – 12.09.2007 ⁽²⁾ 09.09.2001 – 09.09.2008 ⁽²⁾	129 900 94 639	9 600 29 200	- 38 861	32,93 46,04
		302 200		224 539	38 800	38 861	
Autorisation du 15.04.1999/ ⁽³⁾ 09.09.1999 01.09.2000	1 000 000	198 900 168 350	09.09.2002 – 09.09.2009 ⁽²⁾ 01.09.2003 – 01.09.2010	143 626 136 240	28 200 6 500	27 074 25 610	62,98 51,75
Annulation du 12.04.2001/ ⁽³⁾ (632 750)							
		367 250		279 866	34 700	52 684	
Autorisation du 12.04.2001/ ⁽³⁾ 14.02.2002 ⁽⁴⁾ 01.03.2005 01.03.2006	1 000 000 (47 900)	152 100 169 400 155 000	14.02.2005 – 14.02.2012 14.04.2008 – 14.04.2015 23.03.2009 - 22.03.2016	118 190 - -	11 850 6 900 1 000	22 060 162 500 154 000	45,90 70,88 117,29
		476 500		118 190	19 750	338 560	
Autorisation du 11.04.2006/ 05.03.2007	1 000 000	166 400	23.03.2010 - 22.03.2017	-	3 000	163 400	140,28
		166 400		-	3 000	163 400	
Sous- total		1 312 350		622 595	96 250	593 505	
OPTIONS D'ACHAT							
Autorisation du 12.04.2001/ ⁽³⁾ 12.02.2003		171 400	12.02.2006 – 12.02.2013	75 500	12 100	83 800	45,59
Sous- total		171 400		75 500	12 100	83 800	
TOTAL	2 819 350	1 483 750		698 095	108 350	677 305	

- (1) Les options sont annulées soit en raison de démissions ou de licenciements, soit pour dépassement de la date limite d'exercice.
- (2) Modifié par le Conseil d'Administration du 15 Février 2000.
- (3) L'autorisation du 15 avril 1999 a été annulée par l'Assemblée Générale du 12 avril 2001 pour la part non attribuée et remplacée par une autorisation pour un nouveau plan.
- (4) Le Conseil d'Administration du 12 avril 2002 a annulé 47 900 options non attribuées.

Les options attribuées aux mandataires sociaux (composition à l'Assemblée Générale du 14 avril 2008) s'élèvent à 45 000 en 2007 (45 000 en 2006 et 40 000 en 2005).

B.6 Évolution des T.S.D.I.

	2007	2006	2005
Au 31 décembre	-	-	183 803
Au 1 ^{er} janvier	-	183 803	185 256
Variation nette	-	(183 803)	(1 453)

La variation nette provient des mouvements suivants :

	2007	2006	2005
Sortie T.S.D.I.	-	(183 803)	-
Quote-part des intérêts non déductibles sur les T.S.D.I.	-	-	1 453
TOTAL	-	(183 803)	1 453

Titres subordonnés à durée indéterminée (T.S.D.I.)

En 2005, la Loi de Finances pour 2006 a eu pour effet de rendre taxable les intérêts non prescrits sur la prime de 51 142 milliers d'euros.

En 2006, les T.S.D.I ont été sortis et les postes de bilan passif et actif ont été respectivement soldés. À ce titre un profit exceptionnel de 132 660 milliers d'euros a été comptabilisé.

B.7 Réserve de réévaluation

Titres de participation (réévaluation 1976) : 4 802 milliers d'euros (montant inchangé par rapport à 2006).

B.8 Provisions réglementées

	Montants au 1 ^{er} janvier 2007	Dotations	Reprises	Montants au 31 décembre 2007
Amortissements dérogatoires	49	-	47	2

B.9 Provisions pour risques et charges

	Montants au 1 ^{er} janvier 2007	Dotations	Reprise provisions montant utilisé	Reprise provisions montant non utilisé	Montants au 31 décembre 2007
Perte de change	2 746	6 434	-	(2 746)	6 434
Charges d'impôt liées au régime intégré	24 279	-	(3 691)	-	20 588
Retraites et avantages similaires	7 917	369	(808)	(799)	6 679
Recapitalisation filiales	188	2 413	-	-	2 601
Autres provisions	3 428	218	(2 577)	(610)	459
TOTAL	38 558	9 434	(7 076)	(4 155)	36 761

- ⊙ Les provisions pour risques et charges sont enregistrées dans les comptes dès que les effets de ces litiges et procédures peuvent être estimés, si nécessaire avec le concours des conseils du Groupe. Ces provisions sont déterminées, au cas par cas, en fonction de l'appréciation des risques attachés à chaque dossier.

Impact des charges nettes liées aux provisions pour risques et charges

	Dotations	Reprise montant utilisé	Reprise montant non utilisé	Total net
Charges de personnel	369	(808)	(799)	(1 238)
Résultat exceptionnel	9 065	(2 577)	(3 356)	3 132
Impôt		(3 691)	-	(3 691)
TOTAL	9 434	(7 076)	(4 155)	(1 797)

Avantages postérieurs à l'emploi

Les montants comptabilisés au bilan sont les suivants :

Engagements de retraite et avantages similaires

	Au 31 décembre		
	2007	2006	2005
Valeur actualisée de l'obligation financée	9 896	13 668	13 911
Juste valeur des actifs du régime	6 985	6 687	6 412
Valeur actualisée de l'obligation non financée	2 911	6 981	7 500
Profits (pertes) actuariels non comptabilisés	3 768	937	(351)
Coût non comptabilisé des services passés	-	-	-
Passif net au bilan	6 679	7 918	7 149
Montants du bilan :			
Passifs	6 679	7 918	7 149
Actifs	-	-	-
Obligation nette au bilan	6 679	7 918	7 149

Les variations du passif net comptabilisé au bilan s'analysent comme suit :

Engagements de retraite et avantages similaires

	Au 31 décembre		
	2007	2006	2005
Passif net à l'ouverture	7 918	7 149	5 850
Charge nette comptabilisée dans le compte de résultat	(1 239)	769	705
Cotisations, paiements directs et remboursements	-	-	594
Passif net à la clôture	6 679	7 918	7 149

Le détail de la variation du passif net se présente comme suit :

Engagements de retraite et avantages similaires
 Au 31 décembre

	2007	2006	2005
Coût des services rendus au cours de l'exercice	(528)	(614)	(561)
Intérêts sur l'obligation	(560)	(424)	(452)
Rendement attendu des actifs du régime	280	190	308
Pertes (profits) actuariels non comptabilisés au titre de l'exercice		-	-
Pertes (profits) sur réductions et liquidations	1 247	79	(594)
Total porté dans les frais du personnel	439	(769)	(1 299)
Total porté en produits exceptionnels	800	-	-
Total variation du passif net	1 239	(769)	(1 299)
Rendement réel sur actifs du régime	319	275	346

Principales hypothèses actuarielles

	Au 31 décembre 2007	Au 31 décembre 2006	Au 31 décembre 2005
Taux d'actualisation	5,50%	4,50 %	4,00 %
Taux d'inflation	2,00%	2,00 %	2,00 %
Taux d'augmentation des salaires	2,75%	2,75 %	2,75 %

B.10 Dettes financières

	Montants au 1 ^{er} janvier 2007	Mouvements de l'exercice	Montants au 31 décembre 2007
Emprunts obligataires	756 868	297 313	1 054 181
Emprunts et crédits bancaires	398 105	(54 218)	343 887
Billets de trésorerie	205 000	(195 000)	10 000
Dettes sociétés du Groupe	271 598	149 524	421 122
Autres	13 382	7 825	21 207
TOTAL	1 644 953	205 444	1 850 397

Analyse de la dette financière en fonction des taux d'intérêt*

	2007	2006	2005
Taux d'intérêt fixe inférieur à 6 %	1 098 172	805 240	594 530
Taux d'intérêt variable inférieur à 6 %	752 225	839 713	804 761
TOTAL	1 850 397	1 644 953	1 399 291

* avant opération de couverture

B.11 Engagements financiers en cours

à la clôture de l'exercice	2007	2006	2005
Avals, cautions et garanties données	123 905	87 772	231 142
Engagements réciproques :			
- Échange de taux d'intérêt	1 150 463	1 082 960	1 011 500
- Opérations de couverture du risque de change	66 902	86 800	58 200
- Lignes de crédit non utilisées	1 640 500	1 525 500	1 382 400

B.12 Juste valeur des instruments financiers dérivés

	Au 31 décembre 2007		Au 31 décembre 2006		Au 31 décembre 2005	
	Actifs	Passifs	Actifs	Passifs	Actifs	Passifs
Dérivé - Taux d'intérêt						
Couverture de flux futurs	16 120	-	9 788	4 834	720	8 400
Couverture de juste valeur	-	6 974	2 711	-	9 700	-
Dérivés - Devises étrangères						
Couverture de juste valeur	-	38 936	-	15 197	-	7 600
Non courant	16 120	45 910	12 499	20 031	10 420	16 000
Dérivé - Taux d'intérêt						
Couverture de flux futurs	477	-	-	-	-	-
Couverture de juste valeur	-	-	-	-	-	-
Négoce	5 127	3 178	1 650	354	1 200	400
Dérivés - Devises étrangères						
Couverture de juste valeur	344	-	-	-	-	-
Négoce	808	87	337	61	66	152
Courant	6 756	3 265	1 987	415	1 266	552
TOTAL	22 876	49 175	14 486	20 446	11 686	16 552

Au 31 décembre 2007, les principales opérations à terme sont relatives à des ventes à terme de USD pour un montant global de 32 millions de dollars US.

B.13 Charges à payer

	2007	2006	2005
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 132	8 077	8 029
Dettes financières (emprunts et dettes diverses)	21 207	13 001	12 422
Autres dettes	13 537	16 846	28 760
TOTAL	40 876	37 924	49 211

B.14 Échéancier des postes de l'actif et du passif

Au 31 décembre 2007	Total	À moins d'un an	À plus d'un an À moins de cinq ans	À plus de cinq ans
Actif immobilisé	4 220 048	579	627	4 218 842
Actif réalisable et disponible	177 642	177 642		
Écarts de conversion	54 105	54 105		
TOTAL	4 451 795	232 326	627	4 218 842

Au 31 décembre 2007	Total	À moins d'un an	À plus d'un an À moins de cinq ans	À plus de cinq ans
Capitaux propres	2 480 138			2 480 138
Autres fonds propres	-	-	-	-
Provisions pour risques et charges	36 761		36 761	
Dettes financières	1 850 397	558 525	397 013	894 859
Autres dettes	84 499	84 499	-	-
TOTAL	4 451 795	643 024	4 337 721	3 374 997

B.15 Actifs et passifs concernant le Groupe

	2007	2006	2005
Actifs (montants nets)			
Titres de participation	3 987 066	3 890 837	3 580 118
Créances rattachées	129 765	184 730	210 303
Créances clients et comptes rattachés	39 654	37 525	35 012
Autres créances	110 284	63 490	25 715
TOTAL	4 266 769	4 176 582	3 851 148
Passifs			
Provisions pour risques et charges	2 601	188	3 013
Dettes financières	421 122	271 598	298 145
Dettes d'exploitation	16 162	18 020	16 465
TOTAL	439 885	289 806	317 623

B.16 Écarts de conversion

	2007	2006	2005
Actif			
Prêt Essroc (USD)	50 492	35 671	22 415
Autres	3 613	2 746	1 385
TOTAL	54 105	38 417	23 800
Passif			
Placement privé (USD)	47 671	35 671	22 415
Autres	1 144	8	20
TOTAL	48 815	35 679	22 435

B.17 Répartition des effectifs

	2007	2006	2005
Ingénieurs et cadres	104	95	90
ETDAM	35	36	37
TOTAL	139	131	127

B.18 Droit individuel formation

Les droits en cours d'acquisition s'élèvent à 7 620 heures.

6.6 FILIALES ET PARTICIPATIONS AU 31 DÉCEMBRE 2007

(en milliers d'euros)

	Capital	Capitaux propres avant affectation des résultats	Quote-part du capital détenu en %	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Avals, cautions, garanties donnés	Chiffre d'affaires H.T. (1)	Résultats	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
				Brute	Nette					

AV RENSEIGNEMENTS DÉTAILLÉS CONCERNANT LES PARTICIPATIONS DONT LA VALEUR D'INVENTAIRE BRUTE EXCÈDE 1 % DU CAPITAL DE CIMENTS FRANCAIS

1 - FILIALES (50 % AU MOINS DU CAPITAL DÉTENU PAR LA SOCIÉTÉ)

CIMENTS CALCIA										
BP 01 - Les Technodes - 78931 Guerville CEDEX	593 836	1 110 535	99,99	911 097	911 097			898 593	122 054	118 183
ARENA										
BP 02 - Les Technodes - 78931 Guerville CEDEX	126 000	258 794	99,99	238 016	238 016				41 469	
CIMFRA										
Tour Ariane - 5 Place de la Pyramide - 92800 Puteaux	25 336	24 823	100,00	25 336	25 336	8			-505	
SODECIM										
Tour Ariane - 5 Place de la Pyramide - 92800 Puteaux	458 220	669 571	99,99	663 024	663 024				12 238	11 268
COFIPAR										
Tour Ariane - 5 Place de la Pyramide - 92800 Puteaux	180	5 514	99,99	22 654	7 707	18 839			1 328	
TERCIM										
Tour Ariane - 5 Place de la Pyramide - 92800 Puteaux	55 539	75 703	99,99	76 524	76 524				2 343	
SAX										
Rue du Château - 78930 Guerville	483	6 161	99,99	6 821	5 140	2 751			357	
INVESTCIM										
Tour Ariane - 5 Place de la Pyramide - 92800 Puteaux	124 874	116 113	99,99	129 985	129 137	200			6 310	
SADECIB										
Tour Ariane - 5 Place de la Pyramide - 92800 Puteaux	71 744	79 994	99,99	93 730	80 868	12 900			8 249	
HALYPS										
17th Km National Road - 19300 Aspropyrgos- Athènes - Grèce	42 718	105 264	59,82	104 537	104 537	1		82 551	16 503	8 628
IMMOBILIÈRE DES TECHNODES										
Les Technodes - 78930 Guerville	8 024	8 604	59,97	5 869	5 869				-250	
ESSROC INTERNATIONAL (3)										
Tour Ariane - 5 Place de la Pyramide - 92800 Puteaux	244 398	265 559	100,00	244 398	244 398				12 805	13 747
MENAF										
Tour Ariane - 5 Place de la Pyramide - 92800 Puteaux	352 500	367 778	95,74	337 500	337 500				12 627	10 575
CIFI										
Tour Ariane - 5 Place de la Pyramide - 92800 Puteaux	7 350	7 349	100,00	18 055	18 055	44			-8	
AFYON CIMENTO SANAYI										
Arduman Is Merkezi- Fahrettin Kerim Gökay Cad. - 81190 Altunizade - Istanbul - Turquie	20 629 TRL	54 960 TRL	76,51	17 028	17 028			29 001	6 899	960
TECHNODES SAS										
BP 01 - Les Technodes - 78931 Guerville cedex	3 200	4 404	99,99	3 049	3 049				396	1 200
INTERNATIONAL CEMENT TRADERS (PVT) Ltd (7)										
44/1 new Nuge Road - Peliyagoda - Colombo 03 - Sri Lanka	397 396 LKR	54 142	80,16	2 381	458			14 853	-41	
CIMENTS FRANCAIS INTERNATIONAL										
23 avenue de la Porte Neuve - Luxembourg	8 929	9 796	51,00	4 605	4 605				162	
CIMENTS FRANCAIS PARTICIPATIONS										
5 Place de la Pyramide 92800 puteaux	15 001	14 992	99,99	15 001	15 001	9			-4	
SOCIETE MAURITANO-FRANCAISE DES CIMENTS (6)										
BP 5291 - Nouakchott - Mauritanie	1 111 310 MRO	4 276 156 MRO	51,11	2 788	2 788	178		26 039	3 934	760
SET BETON MADENCILIK San. Ve Tic. A.S.										
Fahrettin Kerim Gokay CD n° 29 - Arduman is Merkezi B-C block 81190 Altunizade - Istanbul - Turquie	81 800 TRL	-4 127 TRL	99,99	7 693	0			98 037	-6 618	

	Capital	Capitaux propres avant affectation des résultats	Quote-part du capital détenu en %	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Avals, cautions, garanties donnés	Chiffre d'affaires H.T. ⁽¹⁾	Résultats	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
				Brute	Nette					
SET GROUP										
Set Italcementi Group - Pakpen Plaza, Halk sokak - 40 - 44, Kat 8, 34734, Sahrayicedid - Kadikoï - Istanbul - Turquie	408 763 TRL	390 327 TRL	99,99	167 180	167 180			4 028	207	
PROCIMAR (4)										
Angle Bd Abdelmoumen et Av des Pléiades - Casablanca - Maroc	27 000 MAD	206 161 MAD	99,99	6 117	6 117	6 994			1 228	
CIMENTS DU MAROC (4)										
621 boulevard Panoramique - CP 20150 - Casablanca Maroc	721 800 MAD	3 617 228 MAD	58,30	150 430	150 430	253		212 043	53 909	15 239
VULKAN										
Vulkan Quarter - Dimitrovgrad - Bulgarie	453 BGL	50 968 BGL	70,00	17 619	17 619			33 494	9 576	
ZUARI CEMENT LIMITED (9)										
461 Street N° 10, Suryanagar, Hyderabad - Andhra Pradesh - Inde	4 279 614 INR	8 099 058 INR	80,14	187 047	187 047		3 878	173 808	30 758	
2 - PARTICIPATION (10 à 50 % DU CAPITAL DÉTENU PAR LA SOCIÉTÉ)										
JALAPRATHAN CEMENT PUBLIC (5)										
23/124-128 Soi Soonvijai Rama 9 Road - Khet Huaykwang 10320 Bangkok - Thaïlande	1 200 000 THB	2 773 310 THB	37,00	28 355	26 971	2 829	21 005	45 792	7 508	
COMPAGNIE DES CIMENTS BELGES										
Grand Route 260 - Gaurain - Ramecroix - 7530 Tournai - Belgique	295 031	352 319	39,74	123 350	123 350			228 735	18 436	
CARRIERES DU TOURNAISIS										
Grande route 19 - 7530 Tournai - Belgique	12 297	13 414	18,79	3 838	3 838			29 996	1 141	
CIMENTS FRANCAIS EUROPE										
Haaksbergweg 19 - 1101 BP Amsterdam ZO - Pays-Bas	395 812	504 553	32,01	160 126	160 126	18 690			7 693	
ASIA CEMENT PUBLIC CO LTD (5)										
23/124-128 Soi Soonvijai Rama 9 Road - Khet Huaykwang 10320 Bangkok - Thaïlande	4 670 523 THB	11 681 972 THB	24,96	103 907	103 907			150 156	13 395	2 999
ASMENT DE TEMARA (4)										
Ain Attig - Temara - Maroc	171 875 MAD	471 509 MAD	19,99	7 259	7 259			64 147	14 197	165
SUEZ CEMENT COMPANY (9)										
35 Ramsis Street - Le Caire - Égypte	909 283 EGP	4 834 102 EGP	12,73	139 491	139 491			174 791	53 351	6 090
B/ RENSEIGNEMENTS GLOBAUX CONCERNANT LES AUTRES FILIALES OU PARTICIPATIONS										
1 - FILIALES NON REPRISES AU § A										
Filiales françaises (ensemble)				80	80					
Filiales étrangères (ensemble)				3 263	3 263	5 298		48 535	7 229	
2 - PARTICIPATIONS NON REPRISES AU § A										
Sociétés françaises (ensemble)				0	0					
Sociétés étrangères (ensemble)				251	251					
TOTAL				4 028 403	3 987 066		24 883			189 814

(1) chiffre d'affaires pris en compte pour les comptes consolidés

(2) dont écart de réévaluation 4 802

(3) 1 euro = 1,31700 USD

(4) 1 euro = 11,14700 MAD

(5) 1 euro = 46,77000 THB

(6) 1 euro = 353,74600 MRO

(7) 1 euro = 141,51700 LKR

(8) 1 euro = 58,29750 INR

(9) 1 euro = 7,52399 EGP

6.7 RÉSULTATS FINANCIERS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

<i>(en milliers d'euros)</i>	2007	2006	2005	2004	2003
I - SITUATION FINANCIÈRE EN FIN D'EXERCICE					
a) Capital social	150 738,5	153 421,2	153 837,9	153 140,5	152 660,6
b) Nombre d'actions émises	37 684 634	38 355 306	38 459 469	38 285 124	38 165 137
II - RÉSULTAT GLOBAL DES OPÉRATIONS					
a) Chiffre d'affaires hors taxes	12 333,8	12 147,1	11 152,6	11 423,6	5 428,2
b) Bénéfice avant impôts, amortissements et provisions	104 502,2	255 838,8	46 146,6	42 499,1	85 621,9
c) Impôts sur les bénéfices (1)	33 074,3	16 538,8	6 323,2	33 160,9	33 532,0
d) Bénéfice (Perte) après impôts, amortissements et provisions	138 458,6	337 196,8	227 925,9	166 847,3	87 781,5
e) Montant du bénéfice distribué (2)	92 272,2	86 598,1	72 294,7	60 920,8	56 933,3
III - RÉSULTAT DES OPÉRATIONS RÉDUIT À UNE SEULE ACTION <i>(en euros)</i>					
a) Bénéfice après impôts, mais avant amortissements et provisions	3,65	7,08	1,33	1,97	3,12
b) Bénéfice (Perte) après impôts, amortissements et provisions	3,67	8,79	5,92	4,36	2,30
c) Dividende versé	2,50	2,28	1,90	1,60	1,50
IV - PERSONNEL					
a) Nombre de salariés	139	131	127	134	140
b) Montant de la masse salariale	17 889,6	12 369,0	14 125,4	13 202,8	12 368,0
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité Sociale, oeuvres sociales, etc...)	7 094,4	6 325,4	6 123,1	6 218,8	6 381,0

(1) *Économie d'impôts*

(2) *Montant provisoire pour les actions émises au 29 février 2008 déduction faite des actions propres ; sera ajusté en fonction des actions existantes au jour de l'Assemblée Générale Mixte du 14 avril 2008 après déduction des actions propres et sous réserve de la décision de la dite assemblée.*

Septième partie

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE DU 14 AVRIL 2008

	Pages
7.1 PRÉSENTATION DES RÉOLUTIONS	165
7.2 RAPPORT DU PRÉSIDENT SUR LE FONCTIONNEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET SUR LE DISPOSITIF DE CONTRÔLE INTERNE.....	166
7.3 RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	174
7.4 RÉOLUTIONS.....	182

7. ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE DU 14 AVRIL 2008

Les résolutions proposées par le Conseil d'Administration relèvent de la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire pour les résolutions 1 à 5 et de la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire pour les résolutions 6 et 7.

7.1 PRÉSENTATION DES RÉSOLUTIONS

Comptes annuels, conventions réglementées (première, troisième et quatrième résolutions)

Il est demandé à l'Assemblée Générale des actionnaires d'approuver les comptes sociaux et les comptes consolidés de l'exercice 2007.

Il est également demandé à l'Assemblée Générale de statuer sur le rapport spécial des Commissaires aux Comptes relatif aux conventions réglementées.

Affectation du résultat (deuxième résolution)

Le résultat net de l'exercice s'élève à 138,5 millions d'euros et le bénéfice disponible à 1 291,6 millions d'euros.

Il est proposé à l'Assemblée de distribuer un dividende net de 2,50 euros par action.

Le dividende sera mis en paiement à compter du 5 mai 2008 en numéraire. Il sera versé à toutes les actions existantes au jour de l'Assemblée et ayant droit à dividende, les actions propres n'ayant pas droit à dividende.

Les sommes correspondant au dividende non versé aux actions propres détenues par la société au jour de la mise en paiement du dividende seront affectées au compte « report à nouveau ».

Pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France, le dividende payé en 2008 ouvre droit à un abattement ou à un prélèvement libératoire.

Programme d'achat d'actions et annulation éventuelle des actions achetées (cinquième résolution à titre ordinaire et sixième résolution à titre extraordinaire)

Il est proposé un nouveau programme d'achat d'actions dans la limite de 10 % du capital social au 31 décembre 2007 soit 3 768 463 actions de 4 euros nominal.

Les objectifs de ce programme de rachat sont, par ordre décroissant, les suivants :

- ⊙ L'annulation des actions ;
- ⊙ L'animation du cours au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie AFEI ;
- ⊙ La couverture de plans d'options d'actions réservées aux membres du personnel de la société ou de son Groupe ainsi qu'aux mandataires sociaux, et/ou d'attributions gratuites d'actions ;
- ⊙ L'achat d'actions en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations de croissance externe.

Ce programme est assorti de l'autorisation donnée au Conseil d'annuler tout ou partie des actions acquises dans ce cadre dans la limite de 10 % du capital par période de 24 mois.

Statuts (septième résolution)

Enfin, il est proposé de fixer l'âge limite du Directeur Général et des Directeurs Généraux Délégués à 70 ans.

7.2 RAPPORT DU PRÉSIDENT SUR LE FONCTIONNEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET LES PROCÉDURES DE CONTRÔLE INTERNE

(Article L.225.37 du Code de Commerce)

7.2.1 FONCTIONNEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Composition à l'Assemblée du 14 avril 2008

Le Conseil d'Administration est composé de douze membres dont un tiers est indépendant au regard des critères retenus par la société. Un administrateur est considéré comme indépendant lorsqu'il n'entretient aucune relation de quelque nature que ce soit avec Ciments Français, son Groupe ou sa direction, qui puisse compromettre l'exercice de sa liberté de jugement (rapport AFEP/MEDEF d'octobre 2003 sur le gouvernement d'entreprise des sociétés cotées). L'analyse de l'indépendance des administrateurs est développée dans la partie 8.3.

Fonctionnement

Le mandat des administrateurs est statutairement d'une durée de six ans, renouvelable. Depuis 2006, les renouvellements ou nominations d'administrateurs sont effectués pour une durée de quatre ans.

Chaque administrateur doit détenir un minimum de 50 actions.

Un règlement intérieur régissant le fonctionnement du Conseil d'Administration a été adopté le 3 avril 2003. Les adaptations nécessaires pour répondre aux évolutions du droit et aux recommandations de place sont régulièrement étudiées et adoptées par le Conseil.

Ce règlement prévoit que le Conseil procède à une évaluation de son fonctionnement au moins tous les trois ans : il est désormais procédé à une nouvelle évaluation interne au début de chaque année, sur la base d'un questionnaire concernant la composition, l'organisation, le fonctionnement du Conseil d'Administration et les comités spécialisés. A l'unanimité, les administrateurs estiment que l'organisation et le fonctionnement du Conseil d'Administration sont en conformité avec la réglementation, l'éthique et les principes du gouvernement d'entreprise.

Conformément au règlement, le Président est chargé de convoquer le Conseil et d'en diriger les débats. En cas d'empêchement du Président, le Vice-président ou, à défaut, un administrateur désigné par les autres membres présents du Conseil remplit les mêmes fonctions et jouit des mêmes prérogatives.

Le Directeur Général dispose conformément à la loi des pouvoirs les plus étendus sans limitation particulière.

Les convocations sont faites par correspondance, internet ou télécopie. Elles sont transmises par le Secrétaire du Conseil. Le Président fixe l'ordre du jour des réunions du Conseil.

Il appartient au Président, assisté du secrétaire du Conseil, de transmettre les informations appropriées aux autres membres du Conseil. Chaque administrateur reçoit ainsi les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission. Les administrateurs reçoivent également toutes les informations utiles relatives aux événements significatifs pour la société.

Le Conseil se réunit au moins quatre fois par an. Au cours de l'année 2007, il s'est réuni six fois et le taux de présence a été de 85 %.

Les Commissaires aux Comptes assistent à chaque séance du Conseil d'Administration.

7.2.2 COMITÉS

Le règlement intérieur du Conseil prévoit que certaines délibérations du Conseil sont précédées par des réunions de comités spécialisés, composés d'administrateurs nommés par le Conseil ; ces comités étudient et préparent ces délibérations. Ils émettent, dans leur domaine de compétence, des propositions, recommandations et/ ou avis.

Les membres du comité sont désignés à titre personnel et ne peuvent pas se faire représenter.

La durée du mandat des membres du comité coïncide avec celle de leur mandat d'administrateur. Le mandat de membre du comité peut faire l'objet d'un renouvellement en même temps que celui d'administrateur.

Le Conseil désigne au sein de chaque comité un président pour une durée identique à celle de ses fonctions et, le cas échéant, un secrétaire.

Le secrétaire est chargé d'établir le procès-verbal de chaque réunion qui sera retranscrit dans un registre ad hoc.

Un compte rendu des travaux de chaque comité est donné par le président du comité ou par un membre du comité à la plus proche séance du Conseil d'Administration.

Chaque comité peut décider d'inviter à ses réunions, en tant que de besoin, toute personne de son choix. Le comité peut également demander l'appui de spécialistes extérieurs.

Le Conseil peut, outre les comités spécialisés permanents qu'il a créés, décider de constituer des comités ad hoc pour les opérations exceptionnelles par leur importance ou leur spécificité avec une durée de vie limitée à l'étude.

Le comité des nominations et des rémunérations

Ce comité est composé de trois administrateurs, Messieurs Antoine Bernheim, Giampiero Pesenti et le Comte de Ribes, dont deux sont indépendants. Il est présidé par Monsieur Giampiero Pesenti.

Le règlement intérieur du Conseil précise les attributions de ce comité qui a pour mission de préparer les décisions du Conseil et de lui faire des recommandations dans les domaines suivants :

Nominations

- ⊙ La sélection des candidats aux fonctions d'administrateurs, les propositions de nomination du Président du Conseil d'Administration, du Directeur Général et des Directeurs Généraux Délégués et des Présidents des comités.
- ⊙ La qualification d'indépendance des administrateurs.

Rémunérations

- ⊙ La rémunération du Président du Conseil d'Administration, du Directeur Général et du ou des Directeurs Généraux Délégués. Le comité est chargé de :
 - recommander annuellement au Conseil le niveau de rémunération fixe,
 - définir les critères de la part variable de la rémunération et de les appliquer annuellement en fonction des performances réalisées. Les critères de performance utilisés prennent en compte principalement la réalisation d'objectifs chiffrés sur la profitabilité de l'ensemble consolidé et des objectifs spécifiques en matière de développement international,
 - examiner les autres formes de rémunérations et d'avantages en nature (voir informations détaillées au paragraphe 8.5).
- ⊙ La définition, le cas échéant, d'une politique générale de rémunération et d'avantages pour les cadres dirigeants y compris en matière de retraites et l'examen de la situation individuelle des membres de la Direction Générale.
- ⊙ Les éventuels plans de souscription ou d'achat d'actions au profit des cadres dirigeants et salariés ("stock-options"), ainsi que les catégories d'allocation les plus appropriées en veillant à définir à l'avance les périodes d'attribution.
- ⊙ Les éventuelles augmentations de capital réservées aux salariés.

Le comité se réunit chaque fois que l'intérêt de la société l'exige.

Au cours de l'exercice, le comité des nominations et des rémunérations s'est réuni deux fois. Le taux de présence de ses membres aux réunions s'est élevé à 67 %. Il a fait des propositions, principalement, en matière de rémunération du Président-Directeur Général et du Directeur Général Délégué, ainsi que sur le règlement du plan de stock-options, qui ont été suivies par le Conseil.

La partie variable de la rémunération du Président-Directeur Général et du Directeur Général Délégué a été déterminée en fonction de la réalisation d'objectifs chiffrés sur la profitabilité de l'ensemble consolidé, et d'objectifs spécifiques en matière de développement international pour le Président-Directeur Général.

Le comité des comptes

Ce comité est composé de quatre membres, Madame de Margerie, Messieurs Marc Viénot, le Comte de Ribes et Ettore Rossi, dont trois sont indépendants ; il est présidé par Monsieur Viénot.

Le comité des comptes a pour mission d'examiner :

- ⊙ avec la Direction financière et les Commissaires aux Comptes, les projets de comptes annuels, semestriels et trimestriels de la société afin d'en faciliter l'arrêté ou la revue par le Conseil,
- ⊙ les rapports financiers et de gestion périodiques du Groupe,
- ⊙ les projets de rapports du Président à l'Assemblée,
- ⊙ la pertinence et la permanence des méthodes comptables adoptées pour l'établissement des comptes, et la cohérence des mécanismes mis en place pour le contrôle interne en liaison avec les Commissaires aux Comptes et l'audit interne,
- ⊙ la cartographie des risques,
- ⊙ la mise en œuvre des recommandations des Commissaires aux Comptes,
- ⊙ les projets de communiqués financiers lorsqu'ils lui sont soumis.

Il examine aussi les risques et engagements hors bilan significatifs, le programme d'audit du Groupe et le programme de travail des Commissaires aux Comptes.

Il procède annuellement à une revue des conventions conclues entre Ciments Français et Italcementi, pour s'assurer de la parfaite neutralité de ces accords et en fait rapport au Conseil.

Il donne un avis sur les opérations financières d'importance significative pour le Groupe préalablement à la saisine du Conseil par le Président.

Dans le cadre de sa mission, le comité des comptes entend le directeur financier du Groupe, le directeur administration et contrôle et leurs collaborateurs, ainsi que les Commissaires aux Comptes. Il rend compte de ses travaux à la plus prochaine réunion du Conseil d'Administration.

Il se réunit au moins quatre fois par an et chaque fois que l'intérêt de la société l'exige. Au cours de l'année 2007, ce comité s'est réuni quatre fois. Le taux de présence de ses membres aux réunions s'est élevé à 100 %.

Le comité a examiné le projet de comptes consolidés annuels, semestriels et trimestriels, ainsi que les comptes sociaux annuels avant leur présentation au Conseil et a transmis son avis sur ces comptes.

Le comité des comptes a délibéré sur de nombreux sujets et notamment sur la cartographie des risques, la politique de la couverture des risques assurables, le négoce maritime et la gestion de la flotte du Groupe, et le fonctionnement du contrôle interne.

7.2.3 CONFIDENTIALITÉ ET RÈGLES PRUDENTIELLES

Le Conseil d'Administration a adopté un code d'éthique applicable à l'ensemble du personnel du Groupe définissant les principes d'éthique et de comportement dans leurs actions et rapports avec les tiers. Ce code définit notamment un certain nombre de règles en matière de loyauté, impartialité, protection du secret des affaires, de l'individu, de l'environnement et du patrimoine de la société, ainsi que des processus de contrôle et de fiabilité des informations. Ce code précise également les règles de conduite envers les clients, les fournisseurs, les institutions publiques, les organisations politiques et les organes de presse.

Parallèlement, chaque administrateur et membre de comité s'engage à respecter les obligations suivantes :

- ⊙ Respecter les obligations légales et réglementaires, les statuts de la société, le règlement intérieur et ses règles prudentielles ;
- ⊙ S'obliger à faire part au Conseil de toute situation de conflit d'intérêts ponctuel, même potentiel, et s'abstenir de participer au vote de la délibération correspondante (aucune opération débattue au cours de l'exercice 2007 n'a donné lieu à une déclaration de conflit d'intérêts) ;
- ⊙ S'efforcer de participer à toutes les réunions du Conseil et, le cas échéant, des comités auxquels il appartient. Sa présence aux assemblées générales de la société est recommandée ;

- ⊙ Déclarer à l'AMF leurs opérations sur les titres Ciments Français dès finalisation de ces opérations et adresser une copie à la société. L'information sur ces transactions est publiée sur le site de l'AMF ;
- ⊙ Eu égard aux informations non publiques acquises dans le cadre de ses fonctions, l'administrateur ou le membre de comité :
 - doit se considérer comme lié par une obligation de stricte confidentialité ;
 - doit se considérer comme "initié permanent", et à ce titre s'abstenir d'intervenir sur les titres de la société pendant une période de 15 jours précédant la date à laquelle les comptes consolidés ou à défaut les comptes annuels sont rendus publics et plus généralement pendant la période comprise entre la date à laquelle est connue une information qui, si elle était rendue publique, pourrait avoir une influence significative sur le cours de l'action et la date à laquelle cette information est rendue publique, et par ailleurs respecter le "*codice di comportamento*" établi par Italcementi Group.

7.2.4 CONTRÔLE INTERNE

Ce rapport sur le contrôle interne a été rédigé en s'appuyant sur un référentiel interne propre à Ciments Français en coordination avec sa société mère Italcementi.

Définition du contrôle interne

Le contrôle interne représente l'ensemble des systèmes de contrôle, mis en œuvre par la Direction Générale et le Management du Groupe et qui vise à assurer :

- ⊙ La conformité aux lois et règlements ;
- ⊙ L'application des instructions et des orientations fixées par la Direction Générale ;
- ⊙ Le bon fonctionnement des processus internes de la société, notamment ceux concourant à la sauvegarde de ses actifs ;
- ⊙ La fiabilité des informations financières ;

et d'une façon générale, contribue à la maîtrise de leurs activités, à l'efficacité de leurs opérations et à l'utilisation efficiente de leurs ressources.

En contribuant à prévenir et maîtriser les risques de ne pas atteindre les objectifs que se sont fixés la société et le Groupe, le dispositif de contrôle interne joue un rôle clé dans la conduite et le pilotage de leurs différentes activités.

Objectifs du contrôle interne

Les procédures de contrôle interne mises en place par la société ont pour objectifs de prévenir et de maîtriser les risques résultant de l'activité de l'entreprise et les risques d'erreurs ou de fraude, en particulier dans les domaines comptables et financiers ; ils répondent notamment aux objectifs suivants :

- ⊙ s'assurer que les actes de gestion sont menés dans le respect des valeurs, des orientations et des objectifs définis par le Conseil d'Administration et le management, en conformité avec les lois et les réglementations en vigueur, et qu'ils permettent d'assurer la protection des personnes et des actifs de la société ;
- ⊙ contribuer à l'assurance que les informations comptables, financières et de gestion communiquées sont fiables et reflètent avec sincérité l'activité et la situation de la société et du Groupe.

Ainsi, plus globalement, le dispositif de contrôle interne doit permettre de minimiser les risques d'erreurs, de fraude et de non respect des réglementations.

Ce processus de contrôle interne qui vise à protéger les personnes et les actifs de la société et de ses filiales s'appuie sur une organisation et des procédures en matière de contrôle opérationnel de ses filiales, de fiabilité des états financiers et de communication financière du Groupe. Comme tout système de contrôle, il ne peut cependant fournir une garantie absolue que les risques sont totalement éliminés.

Le processus décrit s'applique aux sociétés du Groupe consolidées par intégration globale ou par intégration proportionnelle. Il fait l'objet d'une mise en place progressive dans les filiales nouvellement acquises.

Démarche d'analyse des risques

Le processus de contrôle interne du Groupe s'appuie sur une démarche continue d'analyse des risques sous la responsabilité des directions opérationnelles et fonctionnelles, en fonction de leur domaine de compétence, et de l'audit interne, dans le cadre de la préparation du plan d'audit.

Ciments Français afin de mieux identifier, évaluer et gérer ses zones de risques s'est engagé dès l'an 2000 dans une démarche d'identification et de hiérarchisation des risques par le biais d'une étude réalisée par un consultant.

Dans le cadre d'un projet Groupe commun avec Italcementi Group, une analyse des risques a été menée en 2006 par la direction Finance - Management des risques et la direction de l'Audit avec le support de Marsh Risk Consulting. Cette étude avait pour objectifs la mise à jour de la cartographie des risques, une analyse des écarts entre les risques identifiés et le niveau de contrôle existant. Elle a validé les axes stratégiques, la politique de gestion et de prévention des risques ainsi que l'analyse des contrôles clés sur les risques opérationnels. Elle a permis d'apporter les actions correctrices éventuelles, notamment sur les procédures existantes. Cette étude a été menée avec la contribution de la direction Administration et Contrôle, des responsables fonctionnels ainsi que des responsables opérationnels et financiers des filiales du Groupe. Ainsi, près de 86 entretiens ont été effectués auprès du management des sociétés holding et des filiales opérationnelles. Cette étude a permis de valider l'identification des risques externes liés à notre environnement ainsi que les risques spécifiquement liés à notre activité (stratégiques, opérationnels et financiers). Les conclusions de la première phase de l'étude n'ont pas mis en évidence de risques nouveaux.

Ainsi, les risques identifiés plus spécifiques à l'activité de la société et de ses filiales sont liés:

- à l'environnement,
- aux risques industriels.

Parallèlement, le dispositif de contrôle interne de la société doit permettre de répondre aux risques généraux de toute activité, notamment en ce qui concerne :

- les risques de gestion de trésorerie,
- les engagements,
- les litiges,
- les risques d'erreur, de fraude et de non respect des réglementations.

Organisation et structure - les acteurs du contrôle interne

Afin de mettre en œuvre sa politique de gestion des risques, la société s'appuie sur une organisation générale et des principes de gouvernance développés dans la première partie de ce rapport.

La Direction Générale définit les axes stratégiques et les orientations de contrôle interne. Au sein de chaque filiale ou direction fonctionnelle Groupe, cette responsabilité est déléguée aux dirigeants.

Le Comité des Comptes, dans le cadre de sa mission, prend connaissance du suivi des risques et des engagements. Il est informé chaque année du plan d'audit, des missions réalisées et du suivi des recommandations.

La direction de l'audit interne a pour mission d'assister la Direction Générale dans l'évaluation de l'efficacité des systèmes de management des risques, et notamment d'apprécier la qualité du dispositif de contrôle interne mis en place par le Groupe et ses filiales, de formuler des recommandations et d'effectuer un suivi de leur mise en œuvre. La fonction, centralisée au niveau du Groupe, est assurée par une équipe de 27 auditeurs. La direction de l'audit interne est directement rattachée à la Direction Générale.

La direction de l'audit interne établit son plan d'audit sur quatre ans. L'audit interne visite toutes les entités opérationnelles selon un cycle de quatre ans. Ce plan peut être modifié en fonction des priorités. Le plan d'audit 2005-2008 établi en prenant en compte les résultats de la cartographie des risques réalisée en 2005 par Marsh Risk Consulting a permis de définir pour chacune des années du plan les entités et les processus devant faire l'objet d'un audit et d'établir un programme de travail spécifique. La démarche d'analyse des risques est continue. En effet, la construction de chaque plan d'audit annuel intègre les nouvelles unités acquises par le Groupe et des nouveaux risques éventuellement identifiés. Le plan d'audit et le suivi des missions d'audit réalisées font l'objet d'une présentation annuelle au comité des comptes. Au cours de l'année 2008, une nouvelle mission de cartographie des risques sera menée avec l'aide d'un cabinet extérieur afin de tenir compte des nouvelles contraintes et de l'évolution du périmètre du Groupe.

En 2007, l'audit interne a réalisé 77 missions représentant 825 semaines/homme. Ces missions menées sur les différentes activités du Groupe comprenaient notamment des missions d'audit opérationnel, d'audit de conformité, d'audit financier et

d'audit informatique. Dans le cadre de ses missions, l'audit interne s'assure également du respect des procédures Groupe et que les risques de fraude sont minimisés.

Des contrôles clés et des procédures sont définis au niveau du Groupe sous la responsabilité des directions opérationnelles et fonctionnelles Groupe. L'efficacité de ces procédures s'appuie sur le dispositif de contrôle interne propre à chacune des filiales. Ce dispositif dont la responsabilité est déléguée à la Direction Générale de chaque filiale doit s'inscrire dans le respect des normes et chartes définies par le Groupe.

Au sein de la direction financière, le département management des risques est responsable de la définition de la politique d'assurance des risques du Groupe, de l'élaboration des procédures Groupe en matière d'assurance des actifs et des personnes, de la couverture des pertes d'exploitation et des risques liés à la responsabilité civile. Il est responsable du suivi et du contrôle de la bonne application de ces procédures dans les filiales. Il est également responsable de la mise en place du plan de prévention des risques industriels.

La direction Finance a la responsabilité du contrôle des risques de marché et de liquidité, du suivi des engagements financiers, de la mise en place des procédures applicables au siège et aux filiales du Groupe et de leur suivi. La direction Finance contribue au processus de fiabilisation de l'information financière publiée dans son domaine de compétence.

La direction Affaires juridiques suit l'ensemble des litiges du Groupe en y apportant support et contrôle.

Au sein de la direction Administration et contrôle, le département budget et contrôle est en charge de l'établissement et du contrôle des budgets, des résultats consolidés mensuels de gestion et du suivi des investissements en liaison avec les directions opérationnelles et financières du Groupe et des filiales.

Les départements consolidation et procédures comptables ont pour mission d'élaborer les états financiers consolidés du Groupe, de préparer les manuels de procédures comptables applicables au Groupe et de contrôler le respect des lois et normes comptables en vigueur relatives à l'établissement des comptes et aux informations à communiquer en annexe.

Le département affaires fiscales assure un suivi des évolutions réglementaires en matière fiscale, contrôle le respect des réglementations locales par les filiales du Groupe et évalue les conséquences fiscales des opérations envisagées par le Groupe.

Procédures existantes

Les procédures formalisées sont mises à jour au niveau du Groupe par les directions qu'elles concernent. Elles couvrent les domaines suivants :

La couverture des risques opérationnels

- ⊙ Protection des actifs et risques industriels dans le cadre d'une gestion centralisée du « risk management » mettant l'accent sur les points suivants :
 - investissement et désinvestissement industriel et financier,
 - assurances et prévention des risques industriels,
 - sécurité et protection des personnes (programme « zéro accident »),
 - conséquences financières.
- ⊙ Risques environnementaux et respect des réglementations, pour lesquels une structure a été créée, rattachée à la Direction Générale.
- ⊙ Risques de marché et de liquidité soumis à des principes de gestion et des règles prudentielles définies par la Direction Générale, laquelle établit des niveaux de décision et des rôles respectifs entre les fonctions centrales et les filiales. Ces risques font l'objet d'une gestion centralisée et sont encadrés par les procédures suivantes :
 - gestion des risques en matière de financement, placement, gestion des risques de taux, des risques de change et de trésorerie,
 - sécurité et délégation de pouvoir,
 - reporting financier (dette, taux d'intérêt, couverture de change, engagements financiers).
- ⊙ Risques juridiques et fiscaux avec les procédures:
 - de remontée des litiges juridiques et fiscaux,
 - d'information des principaux contrats,

- de suivi des structures juridiques des filiales,
 - d'intervention dans tous les contrats significatifs de financement, de cession, d'acquisition et de fusion.
 - de revue par plan pluriannuel des situations fiscales des filiales.
- ⊙ Risques d'engagement couverts par des procédures de :
- délégation de pouvoir,
 - suivi des engagements.

Procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

En complément des contrôles opérationnels, le dispositif de contrôle interne qui assure la fiabilité des informations financières publiées s'articule autour de quatre axes principaux :

- ⊙ un système informatisé, commun à l'ensemble des filiales du Groupe, de reporting de gestion et de consolidation qui permet d'établir les états financiers du Groupe ;
- ⊙ un processus d'élaboration et de remontée de l'information publiée dans les états financiers qui fait l'objet de procédures formalisées ;
- ⊙ des contrôles clés réalisés par la direction Administration et Contrôle (contrôle de gestion, consolidation, procédures) et la direction Finance présentés ci-après ;
- ⊙ les missions réalisées par la direction de l'audit interne.

La direction Administration et Contrôle du Groupe procède à l'élaboration et au contrôle de l'information financière, comptable et de gestion.

Les différents processus que sont la planification, le processus budgétaire, le reporting mensuel et l'établissement des comptes consolidés trimestriels, ainsi que les contrôles et rapprochements effectués à chaque stade contribuent à la fiabilisation de l'information comptable et financière.

De façon périodique, le plan stratégique à cinq ans est établi par les filiales. La structure du plan a été adaptée afin de faciliter les calculs des tests de dépréciation requis par IAS 36. Chaque année, les filiales du Groupe établissent leur budget prévisionnel mensualisé suivant les principes du Groupe. Ces prévisions budgétaires font l'objet de deux actualisations en cours d'exercice. Suivant un processus mensuel de reporting de résultat de gestion, d'investissements, de données techniques, les résultats sont analysés et contrôlés par le département Budget et contrôle de gestion.

Les procédures de reporting, les définitions, ainsi que les principes comptables appliqués sont formalisés dans le manuel de procédures Groupe qui a été adapté suite à la mise en place des normes IFRS. Les comptes consolidés du Groupe sont établis tous les trimestres sur un logiciel de consolidation commun. Le plan de compte, la liasse de consolidation, ainsi que les principes comptables applicables sont formalisés dans le manuel de procédures Groupe.

Pour les clôtures semestrielles et annuelles, une note d'instruction spécifique est envoyée aux filiales afin de rappeler les points clés du processus de clôture.

Pour l'établissement des comptes annuels une procédure de pré-clôture est mise en place. Cette procédure permet également de s'assurer que les normes du Groupe sont correctement comprises par les filiales et permettent de fiabiliser, par un contact direct, l'information qu'elles transmettent.

A chaque clôture trimestrielle, les comptes consolidés sont rapprochés des résultats de gestion et les écarts éventuels sont analysés.

Le département Normes et procédures comptables assure la veille réglementaire en matière de principes comptables et d'informations comptables et de gestion, ainsi que les relations avec les instances réglementaires et professionnelles et la prise en compte de leurs recommandations en matière d'informations comptables et financières. Les procédures Groupe font l'objet d'une mise à jour en fonction de l'évolution des normes.

Certains processus de clôture se sont d'ailleurs complexifiés et font également intervenir des consultants externes. Ainsi, notamment, le processus d'évaluation des actifs long terme a été étendu de manière systématique à l'ensemble des unités génératrices de trésorerie comportant un écart d'acquisition. Le processus de revue des engagements de retraites et avantages au personnel est mené conjointement avec un cabinet d'actuaire. La valorisation des instruments financiers ainsi que les tests d'efficacité permettant d'appliquer la comptabilisation de couverture sont réalisés par des experts indépendants.

Par ailleurs, dans le processus de clôture des comptes interviennent des expertises internes spécifiques dans certains domaines comme notamment :

- ⊙ Revue des calculs de dépréciation des unités génératrices de trésorerie par le contrôle de gestion Groupe et le département Finance - acquisition.
- ⊙ Revue de la situation fiscale Groupe et dans chacun des pays par le département Fiscalité.
- ⊙ Revue des litiges en cours et clauses spécifiques des contrats significatifs (financement, cession, acquisition) avec la direction Juridique.
- ⊙ Analyse par le département Trésorerie - financement de la dette et des engagements financiers et rapprochement avec le reporting Groupe ; élaboration des informations de l'annexe relatives à la dette, au résultat financier et à la gestion des risques de marché.

Les états financiers consolidés et les informations de gestion font l'objet d'une revue effectuée par un comité de relecture.

Les comptes sociaux et les comptes consolidés du Groupe font l'objet d'un examen de la part des Commissaires aux Comptes, avec un examen limité pour les comptes semestriels et un audit pour les comptes annuels. Les Commissaires aux Comptes présentent leurs conclusions de façon périodique au comité des comptes.

La gestion des systèmes d'information et la sécurité des données informatiques sont assurées par une direction Systèmes d'information. L'ensemble des filiales du Groupe dispose d'un outil informatique de gestion commun « ERP » qui permet notamment de couvrir les fonctions ventes, distribution, achats, stocks, immobilisations, production, etc. Les systèmes de reporting de gestion et de consolidation sont également des systèmes communs qui permettent de fiabiliser une remontée homogène des informations. L'utilisation des systèmes informatiques est vérifiée régulièrement dans le cadre des missions d'audit spécialisées menées par l'audit interne.

L'application des normes IFRS a également nécessité des adaptations des systèmes d'information. Le plan de compte a été mis à jour, intégré et complété par un glossaire en 2006. Un nouveau logiciel de trésorerie est opérationnel depuis début 2006 ; il permet notamment d'interfacer la comptabilisation des opérations de trésorerie et des instruments financiers suivant les principes IFRS.

Un manuel descriptif des principes et procédures comptables utilisées pour le traitement et l'élaboration de l'information comptable et financière, élaboré avec l'assistance de PriceWaterhouseCoopers, a été finalisé et diffusé en 2007 (site intranet).

Fin 2006, a été lancé au sein du Groupe le « Programme de Gouvernement d'Entreprise » visant à homogénéiser, simplifier et standardiser les procédures applicables dans toutes les filiales du Groupe dans le but de permettre une gestion globale de nos activités et d'accroître notre niveau de compétitivité.

Dans le cadre de ce développement organisationnel, un manuel des pouvoirs et des responsabilités a été diffusé en 2007 (site intranet) ; il vise à permettre une gestion du système de délégation de pouvoir dans le Groupe conforme aux principes de gouvernement d'entreprise définis dans nos modèles d'organisation, de gestion et de contrôle.

Perspectives

L'organisation décrite ci-dessus s'inscrit dans une perspective d'amélioration continue.

Suite à l'étude sur la cartographie des risques, un plan d'action a été défini visant à modifier et/ou compléter les procédures existantes et à permettre la mesure de l'efficacité du dispositif de contrôle interne.

7.3 RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les honoraires des Commissaires aux Comptes et des autres professionnels de leur réseau enregistrés dans les comptes de la société Ciments Français SA et de ses filiales consolidées par intégration globale sont les suivants :

Types de prestations	ERNST & YOUNG AUDIT				KPMG AUDIT			
	2007		2006		2007		2006	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
<i>(en milliers d'euros)</i>								
AUDIT								
Commissariat aux Comptes, certification, examen des comptes consolidés	1 774,4	80,3	1 651,8	86,1	1 368,1	90,7	1 196,6	92,0
- émetteur	340,0		330,0		340,0		330,0	
- filiales intégrées globalement	1 434,4		1 321,8		1 028,1		866,6	
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du Commissaire aux Comptes	242,2	11,0	107,8	5,6	12,7	0,8	20,5	1,6
- émetteur	26,3		60,3				20,5	
- filiales intégrées globalement	215,9		47,5		12,7		-	
Sous total	2 016,6	91,3	1 759,6	91,7	1 380,8	91,5	1 217,1	93,6
AUTRES PRESTATIONS RENDUES PAR LES RÉSEAUX AUX FILIALES INTÉGRÉES GLOBALEMENT								
Juridique, fiscal, social	107,7		145,5		11,8		3,5	
Autres	86,5		13,9		115,4		80,1	
Sous total	194,2	8,7	159,4	8,3	127,2	8,5	83,6	6,4
TOTAL	2 210,8	100 %	1 919,0	100 %	1 508,0	100 %	1 300,7	100 %

Rapport Général des Commissaires aux Comptes

Exercice clos le 31 décembre 2007

KPMG Audit
1, cours Valmy
92923 Paris La Défense Cedex

Ernst & Young Audit
Faubourg de l'Arche
11, allée de l'Arche
92037 Paris la Défense Cedex

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2007, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Ciments Français S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2. JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Estimations comptables

Votre société constitue des provisions pour dépréciation des titres de participation, selon la méthode décrite en notes 3.B et 4.B.2 de l'annexe. Ces provisions sont établies à partir des meilleures estimations de la direction, comme indiqué en note 3.J de l'annexe.

Sur la base des éléments disponibles à ce jour, nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par la société pour déterminer ces provisions sur titres de participation et avons mis en œuvre des tests pour vérifier par sondage l'application de ces méthodes. Dans le cadre de nos appréciations, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3. VÉRIFICATIONS ET INFORMATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels,

- la sincérité des informations données dans le rapport de gestion relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux concernés ainsi qu'aux engagements consentis en leur faveur à l'occasion de la prise, de la cessation ou du changement de fonctions ou postérieurement à celles-ci.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Paris La Défense, le 26 mars 2008

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Ernst & Young Audit

Patrick-Hubert Petit
Associé

Philippe Grandclerc
Associé

Jean-Yves Jégourel
Associé

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2007

KPMG Audit
1, cours Valmy
92923 Paris La Défense Cedex

Ernst & Young Audit
Faubourg de l'Arche
11, allée de l'Arche
92037 Paris la Défense Cedex

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société Ciments Français S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2007, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. OPINION SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

2. JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification des appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Principes comptables :

Nous avons examiné les traitements comptables retenus par la société en ce qui concerne les engagements de rachat et les variations d'intérêts minoritaires, et les quotas d'émission de gaz à effet de serre qui ne font pas l'objet de dispositions spécifiques dans le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne et nous sommes assurés que les notes 1-4 et 1-19 aux comptes consolidés donnent une information appropriée à cet égard.

Estimations comptables :

Actifs long terme

La société procède systématiquement, à chaque clôture, à un test de dépréciation des écarts d'acquisition et des actifs à durée de vie indéfinie et évalue également s'il existe un indice de perte de valeur des autres actifs à long terme, selon les modalités décrites dans les notes 1-11 et 6-3 aux comptes consolidés. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ce test de dépréciation ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et hypothèses utilisées et nous avons vérifié que les notes 1-11 et 6-3 donnent une information appropriée.

Engagements de retraite et autres engagements assimilés

Les notes 1-17 et 19 précisent les modalités d'évaluation des engagements de retraite et autres engagements assimilés. Ces engagements ont fait l'objet d'une évaluation actuarielle. Nos travaux ont consisté à examiner les données utilisées, à apprécier les hypothèses retenues, et à vérifier que les notes 1-17 et 19 aux comptes consolidés fournissent une information appropriée.

Provisions

La société constitue des provisions pour couvrir les risques et litiges, selon les modalités décrites en notes 1-19 et 20 aux comptes consolidés. Nous avons examiné les procédures en vigueur dans le groupe permettant leur recensement, leur

évaluation, et leur traduction comptable. Dans le cadre de nos appréciations, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3. VÉRIFICATION SPÉCIFIQUE

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris La Défense, le 26 mars 2008

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Ernst & Young Audit

Patrick-Hubert Petit
Associé

Philippe Grandclerc
Associé

Jean-Yves Jégourel
Associé

Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés

Exercice clos le 31 décembre 2007

KPMG Audit
1, cours Valmy
92923 Paris La Défense Cedex

Ernst & Young Audit
Faubourg de l'Arche
11, allée de l'Arche
92037 Paris la Défense Cedex

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous devons vous présenter un rapport sur les conventions et engagements réglementés dont nous avons été avisés.

1. CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS AUTORISÉS AU COURS DE L'EXERCICE

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence de conventions ou engagements, mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de ceux dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attache à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention ni d'aucun engagement soumis aux dispositions de l'article L.225-38 du Code de commerce.

2. CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS APPROUVÉS AU COURS D'EXERCICES ANTÉRIEURS DONT L'EXÉCUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE

Par ailleurs, en application du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, approuvés au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

Garantie de retraite accordée au Président du Conseil d'administration

• Nature et Objet :

Un complément de retraite est accordé à Monsieur Yves-René Nanot, Président du Conseil d'administration de votre Société.

Le Conseil d'administration avait autorisé cette convention le 12 juillet 1993, et l'a confirmée le 1^{er} mars 2006 à la suite de l'application de la loi du 12 juillet 2005 pour la confiance et la modernisation de l'économie.

• Modalités :

Le montant de cet avantage de retraite correspond à une rente annuelle valorisée à €202 396,46 au 31 décembre 2007.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Paris La Défense, le 26 mars 2008

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Ernst & Young Audit

Patrick-Hubert Petit
Associé

Philippe Grandclerc
Associé

Jean-Yves Jégourel
Associé

Rapport des Commissaires aux Comptes, établi en application de l'article L.225-235 du Code de Commerce, sur le rapport du Président du Conseil d'Administration de la société Ciments Français, pour ce qui concerne les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

KPMG Audit
1, cours Valmy
92923 Paris La Défense Cedex

Ernst & Young Audit
Faubourg de l'Arche
11, allée de l'Arche
92037 Paris la Défense Cedex

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société Ciments Français et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2007.

Il appartient au président de rendre compte, dans son rapport, notamment des conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil d'administration et des procédures de contrôle interne mises en place au sein de la société.

Il nous appartient de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Nous avons effectué nos travaux conformément à la norme d'exercice professionnel applicable en France. Celle-ci requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations contenues dans le rapport du président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président du conseil d'administration, établi en application des dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Paris La Défense, le 26 mars 2008

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Ernst & Young Audit

Patrick-Hubert Petit
Associé

Philippe Grandclerc
Associé

Jean-Yves Jégourel
Associé

Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur la réduction de capital par annulation d'actions achetées

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société Ciments Français, et en exécution de la mission prévue à l'article L. 225-209, al. 7, du Code de commerce en cas de réduction du capital par annulation d'actions achetées, nous avons établi le présent rapport destiné à vous faire connaître notre appréciation sur les causes et conditions de la réduction du capital envisagée.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences conduisent à examiner si les causes et conditions de la réduction du capital envisagée sont régulières.

Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'achat par votre société, dans la limite de 10 % de son capital, de ses propres actions, dans les conditions prévues à l'article L. 225-209 du Code de commerce. Cette autorisation d'achat est proposée, par ailleurs, à l'approbation de votre assemblée générale et serait donnée pour une période de dix-huit mois.

Votre conseil d'administration vous demande de lui déléguer, pour une période de vingt-quatre mois, au titre de la mise en œuvre de l'autorisation d'achat par votre société de ses propres actions, tous pouvoirs pour annuler, dans la limite de 10 % de son capital, par période de vingt-quatre mois, les actions ainsi achetées.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur les causes et conditions de la réduction du capital envisagée, étant rappelé que celle-ci ne peut être réalisée que dans la mesure où votre assemblée approuve au préalable l'opération d'achat, par votre société, de ses propres actions.

Paris La Défense, le 26 mars 2008

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Ernst & Young Audit

Patrick-Hubert Petit
Associé

Philippe Grandclerc
Associé

Jean-Yves Jégourel
Associé

7.4 RÉSOLUTIONS

À CARACTÈRE ORDINAIRE

Première résolution (Approbation des comptes sociaux de l'exercice)

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture des rapports du Conseil d'Administration, du Président sur le fonctionnement du Conseil et les procédures de contrôle interne, et des Commissaires aux Comptes sur l'exercice clos le 31 décembre 2007, approuve les comptes annuels de la société de l'exercice 2007 tels qu'ils lui sont présentés, Elle donne au Conseil pleine et entière décharge pour sa gestion pendant ledit exercice,

Deuxième résolution (Affectation du bénéfice et fixation du dividende)

L'Assemblée prend acte du nouveau report à nouveau après versement du dividende relatif à l'exercice 2006 aux actions existantes au jour de l'Assemblée du 16 avril 2007, ayant droit à dividende au jour du versement, et constate que le montant du bénéfice disponible s'établit comme suit :

(en euros)

Report à nouveau antérieur	1 007 708 613,81
Résultat net au 31 décembre 2006	337 196 832,66
Dividende versé en 2007 (37 937 522 actions rémunérées)	(86 497 550,16)
Annulation de 761 244 actions propres en 2007	(105 257 181,60)
Report à nouveau au 31 décembre 2007	1 153 150 714,71
Résultat net au 31 décembre 2007	138 458 579,74
Bénéfice disponible	1 291 609 294,45

L'Assemblée Générale fixe le dividende à 2,50 euros,

Le dividende de l'exercice 2007 sera mis en paiement à compter du 5 mai 2008 en numéraire,

Il sera versé à toutes les actions existantes au jour de l'assemblée et ayant droit à dividende, les actions propres n'ayant pas droit à dividende,

Les sommes correspondant au dividende non versé aux actions propres détenues par la société au jour de la mise en paiement du dividende seront affectées au compte « report à nouveau »,

Pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France, le dividende payé en 2008 ouvre droit à un abattement de 40 % (article 158 du Code Général des Impôts) ou à un prélèvement libératoire en fonction de leur option,

Il est rappelé que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

Exercice	Nombre d'actions rémunérées	Dividende net	
2004	38 075 510	1,60 €	(1)
2005	38 163 506	1,90 €	(2)
2006	37 937 522	2,28 €	(2)

(1) Éligible à l'abattement de 50 %,

(2) Éligible à l'abattement de 40 %,

Troisième résolution (Approbation des comptes consolidés de l'exercice)

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture des rapports du Conseil d'Administration et des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés au 31 décembre 2007, approuve les comptes consolidés de cet exercice, tels qu'ils lui ont été présentés,

Quatrième résolution (Conventions réglementées)

L'Assemblée Générale, après avoir entendu le rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les opérations visées à l'article L,225-38 du Code de Commerce, prend acte de ce rapport et approuve l'opération qui en fait l'objet,

Cinquième résolution (Programme d'achat d'actions)

Conformément à l'article L,225-209 du Code de Commerce, l'Assemblée Générale autorise le Conseil d'Administration à acheter, en une ou plusieurs fois, par tous moyens, des actions de la société dans la limite de 10 % du capital social au 31 décembre 2007, soit 3 768 463 actions de 4 euros nominal, sans que la société ne puisse détenir à tout moment plus de 10 % de son capital,

Les objectifs de ce programme de rachat sont, par ordre décroissant, les suivants :

- l'annulation des actions,
- l'animation du cours au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie AFEI,
- la couverture de plans d'options d'actions réservées aux membres du personnel de la société ou de son groupe ainsi qu'aux mandataires sociaux, et/ou d'attributions gratuites d'actions,
- l'achat d'actions en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations de croissance externe,

Le prix d'achat par action ne devra pas être supérieur à 135 euros, Ce prix sera ajusté en cas d'opérations sur le capital, notamment d'augmentation de capital par incorporation de réserves et attribution gratuite d'actions, de division ou regroupement d'actions,

Le montant maximal des fonds nécessaires à la réalisation du programme sera de 508 742 505 euros,

L'acquisition, la cession ou le transfert de ces actions pourra être effectué par tous moyens, sur le marché ou hors marché, (notamment sous forme de blocs de titres), y compris par l'utilisation de tous instruments financiers dérivés, négociés sur un marché réglementé ou de gré à gré et notamment par toutes options d'achat,

Le Conseil d'Administration est expressément autorisé à déléguer au Directeur Général avec faculté de subdélégation l'exécution des décisions prises dans le cadre de la présente autorisation,

Cette autorisation est valable pour une durée de dix-huit mois ou jusqu'à la date de son renouvellement par l'Assemblée Générale Ordinaire,

À CARACTÈRE EXTRAORDINAIRE

Sixième résolution (Réduction de capital dans le cadre du programme d'achat d'actions)

L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux Comptes, autorise le Conseil d'Administration, conformément à l'article L,225-209 du Code de Commerce, à annuler, en une ou plusieurs fois, tout ou partie des actions acquises - en vertu de l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale dans la cinquième résolution - dans la limite de 10 % du capital social, et par période de 24 mois,

La présente autorisation est valable pour une durée de vingt quatre mois,

L'Assemblée confère au Conseil d'Administration tous pouvoirs pour constater la ou les réductions du capital consécutives aux opérations d'annulation autorisées par la présente résolution et pour procéder à la modification corrélative des statuts,

Septième résolution (Modification des statuts)

L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration, décide de modifier l'âge limite du Directeur Général et des Directeurs Généraux Délégués de la société pour le faire passer de 65 à 70 ans et, en conséquence, de modifier l'alinéa 4 du paragraphe I de l'article 22 et le paragraphe III de l'article 22 des statuts de la société de la manière suivante :

L'alinéa 4 du paragraphe I de l'article 22 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Pour l'exercice de ses fonctions, le Directeur Général doit être âgé de moins de 70 ans, Lorsqu'en cours de fonctions cette limite d'âge est atteinte, le Directeur Général est réputé démissionnaire d'office et il est procédé à la désignation d'un nouveau Directeur Général, »

Un nouvel alinéa 6 est inséré au paragraphe III de l'article 22 libellé comme suit :

« Pour l'exercice de leurs fonctions, les Directeurs Généraux Délégués doivent être âgés de moins de 70 ans. Lorsqu'en cours de fonctions cette limite d'âge est atteinte par un Directeur Général Délégué, celui-ci est réputé démissionnaire d'office et il est, le cas échéant, procédé à la désignation d'un nouveau Directeur Général Délégué, »

Le reste de l'article reste inchangé.

Huitième partie

GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

	Pages
8.1	DIRECTION, ADMINISTRATION ET CONTRÔLE 186
8.2	ACTIVITÉS PRINCIPALES ET MANDATS EXTÉRIEURS EXERCÉS PAR LES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES 187
8.3	EXAMEN DE L'INDÉPENDANCE DES ADMINISTRATEURS 197
8.4	FONCTIONNEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DES COMITÉS 198
8.5	RÉMUNÉRATION DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION..... 198
8.6	PLANS D'OPTIONS SUR ACTIONS..... 200
8.7	NOMBRE D' ACTIONS DÉTENUES PAR LES MANDATAIRES SOCIAUX AU 31 DÉCEMBRE 2007 203
8.8	TRANSACTIONS DES MANDATAIRES SOCIAUX SUR LES TITRES DE LA SOCIÉTÉ 203
8.9	AUTRES INFORMATIONS RELATIVES AU GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE.. 204

8. GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

8.1 DIRECTION, ADMINISTRATION ET CONTRÔLE

(Composition à l'Assemblée Générale du 14 avril 2008)

CONSEIL D'ADMINISTRATION

*Président d'honneur**
Bernard LAPLACE

Président-Directeur Général
Yves René NANOT

Vice-Président
Carlo PESENTI

Giampiero PESENTI
Représentant permanent d'ITALCEMENTI S.p.A.

Antoine BERNHEIM

Jean-Michel DARROIS

Victoire de MARGERIE

Comte de RIBES

Marc VIENOT

Pierfranco BARABANI
*Représentant permanent de la Société
Internationale ITALCEMENTI (Luxembourg)*

Sebastiano MAZZOLENI
Représentant permanent de SICIL.FIN S.r.l

Ettore ROSSI
*Représentant permanent de la Société
Internationale ITALCEMENTI France*

Italo LUCCHINI
Représentant permanent de CALCESTRUZZI S.p.A

Graziano MOLINARI*
Secrétaire du Conseil

* non administrateur

DIRECTION

Président-Directeur Général
Yves René NANOT

Directeur Général Délégué
Rodolfo DANIELLI

Directeur Général Délégué Adjoint
Jean-Paul MERIC

Directeur Général Délégué Adjoint
Fabrizio DONEGA

Directeur des Ressources Humaines
Silvestro CAPITANIO

Directeur Administration et Contrôle
Dario MASSI

Directeur Financier
Giorgio BODO

COMMISSAIRES AUX COMPTES

Titulaire
ERNST & YOUNG Audit

Suppléant
AUDITEX

Titulaire
KPMG Audit, Département de KPMG SA

Suppléant
SCP Jean-Claude ANDRÉ

8.2 ACTIVITÉS PRINCIPALES ET MANDATS EXTÉRIEURS EXERCÉS PAR LES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES

Yves René NANOT

Né le 27 mars 1937

Adresse professionnelle :

Ciments Français

Tour Ariane

5 place de la Pyramide

92800 Puteaux

Fonction chez Ciments Français : Président-Directeur Général

Année d'entrée en fonction : 1993

Assemblée de fin de mandat : 2011

Exercice 2007	Exercice 2006	Exercice 2005	Exercice 2004	Exercice 2003
<p>Autres mandats :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Président du Conseil d'Administration : Rhodia^C (France) • Administrateur d'Imerys^C (France) jusqu'à mai 2007 • Administrateur : Italcementi S.p.A.^{C/G} (Italie) ; Centre Technique Groupe S.p.A.^G (Italie) ; Essroc^G (USA) ; Set Group Holding^G (Turquie) ; Ciments du Maroc^{C/G} (Maroc) ; Asia Cement^G (Thaïlande) ; Zuari Cement Company^G (Inde) ; Suez Cement Company^{C/G} (Égypte) ; Provimi^C (France) 	<p>Autres mandats :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Président du Conseil d'Administration : Rhodia (France) • Administrateur d'Imerys (France) • Administrateur : Italcementi S.p.A.(Italie) ; Centre Technique Groupe S.p.A. (Italie) ; Essroc (USA) ; Set Group Holding (Turquie) ; Ciments du Maroc (Maroc) ; Asia Cement (Thaïlande) ; Zuari Cement Company (Inde) ; Suez Cement Company (Égypte) ; Provimi (France) 	<p>Autres mandats :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Président du Conseil d'Administration : Rhodia (France) • Membre du Conseil de Surveillance d'Imerys (France) jusqu'au 3 mai 2005 puis administrateur d'Imerys (France) à compter de cette même date • Administrateur : Italcementi S.p.A.(Italie) ; Essroc (USA) ; Set Group Holding (Turquie) ; Ciments du Maroc (Maroc) ; Asia Cement (Thaïlande) ; Zuari Cement Company (Inde) ; Suez Cement Company (Égypte) ; Provimi (France) 	<p>Autres mandats :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Vice-président jusqu'au 31 mars 2004 puis Président du Conseil d'Administration : Rhodia (France) • Membre du Conseil de Surveillance d'Imerys (France) • Administrateur : Italcementi S.p.A.(Italie) ; Essroc (USA) ; Set Group Holding (Turquie) ; Ciments du Maroc (Maroc) ; Asia Cement (Thaïlande) ; Zuari Cement Company (Inde) ; Suez Cement Company (Égypte) ; Provimi (France) 	<p>Autres mandats :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Administrateur jusqu'en octobre 2003 puis Vice-président : Rhodia (France) • Membre du Conseil de Surveillance d'Imerys (France) • Administrateur : Italcementi S.p.A.(Italie) ; Essroc (USA) ; Set Group Holding (Turquie) ; Ciments du Maroc (Maroc) ; Asia Cement (Thaïlande) ; Zuari Cement Company (Inde) ; Suez Cement Company (Égypte) ; Provimi (France)

C : société cotée en Bourse

G : société faisant partie d'Italcementi Group

Giampiero PESENTI

Né le 5 mai 1931

Adresse professionnelle :

Italcementi S.p.A.

via Camozzi, 124

24100 Bergamo (Italie)

Fonction chez Ciments Français :

Représentant permanent depuis 2004 de la société **Italcementi S.p.A.**, administrateur depuis 1992

Assemblée de fin de mandat : 2009

Exercice 2007	Exercice 2006	Exercice 2005	Exercice 2004	Exercice 2003
<ul style="list-style-type: none"> Président et administrateur délégué de : Italmobiliare S.p.A.^{C/G} (Italie) Président de : Italcementi S.p.A.^{C/G} (Italie) <p>Autres mandats :</p> <ul style="list-style-type: none"> Président de : Franco Tosi S.r.l.^G (Italie) Vice-président de : Fincomind AG^G, Fondazione Italcementi Cav. Lav. Carlo Pesenti^G Administrateur de : Ciments du Maroc^{C/G} (Maroc), Compagnie Monégasque de Banque (Monaco), Finter Bank Zurich^G (Suisse), Soparfinter SA^G, Mittel S.p.A. (Italie), Pirelli S.p.A.^C (Italie), R.A.S. Riunione Adriatica di Sicurta S.p.A. (Italie), Istituto Europeo di Oncologia Représentant permanent de Soparfi Italmobiliare SA^G chez Crédit Mobilier de Monaco^G (Monaco) 	<ul style="list-style-type: none"> Président et administrateur délégué de : Italmobiliare S.p.A. (Italie) Président de : Italcementi S.p.A. (Italie) <p>Autres mandats :</p> <ul style="list-style-type: none"> Président de : Franco Tosi S.r.l. (Italie) Vice-président de : Fincomind AG, Fondazione Italcementi Cav. Lav. Carlo Pesenti Administrateur de : Ciments du Maroc (Maroc), Compagnie Monégasque de Banque (Monaco), Finter Bank Zurich (Suisse), Soparfinter SA, Mittel S.p.A. (Italie), Pirelli S.p.A. (Italie), R.A.S. Riunione Adriatica di Sicurta S.p.A. (Italie), Istituto Europeo di Oncologia Représentant permanent de Soparfi Italmobiliare SA chez Crédit Mobilier de Monaco (Monaco) 	<ul style="list-style-type: none"> Président de : Italcementi S.p.A. (Italie) Président et administrateur délégué de : Italmobiliare S.p.A. (Italie) <p>Autres mandats :</p> <ul style="list-style-type: none"> Président de : Franco Tosi S.r.l. Vice-président : Fincomind AG Administrateur de : Ciments du Maroc (Maroc), Compagnie Monégasque de Banque (Monaco), Finter Bank Zurich (Suisse), Soparfinter SA, GIM Generale Industrie Metallurgiche S.p.A. (jusqu'au 15/03/2005), Mittel S.p.A. (Italie), Pirelli S.p.A. (Italie), R.A.S. Riunione Adriatica di Sicurta S.p.A. (Italie) Représentant permanent de Soparfi Italmobiliare SA chez Crédit Mobilier de Monaco 	<p>Autres mandats :</p> <ul style="list-style-type: none"> Président et administrateur délégué de : Italmobiliare S.p.A. (Italie) Président de : Italcementi S.p.A. (Italie), Intermobiliare S.p.A. (Italie) Vice-président de : Fincomind AG Administrateur délégué de : Italcementi S.p.A. (Italie) Administrateur de : Ciments du Maroc (Maroc), Compagnie Monégasque de Banque (Monaco), Finter Bank Zurich (Suisse), Soparfinter SA, G.I.M. Generale Industrie Metallurgische S.p.A., Mittel S.p.A. (Italie), Pirelli S.p.A. (Italie), R.A.S. Riunione Adriatica di Sicurta S.p.A. (Italie) Représentant permanent de Soparfi Italmobiliare SA chez Crédit Mobilier de Monaco 	<p>Autres mandats :</p> <ul style="list-style-type: none"> Président et administrateur délégué de : Italmobiliare S.p.A. (Italie) Président de : Intermobiliare S.p.A. (Italie) Vice-président de : Fincomind AG Administrateur délégué de : Italcementi S.p.A. (Italie) Administrateur de : Ciments du Maroc (Maroc), Compagnie Monégasque de Banque (Monaco), Finter Bank France, Finter Bank Zurich (Suisse), Soparfinter SA, G.I.M. Generale Industrie Metallurgische S.p.A., Mittel S.p.A. (Italie), Pirelli S.p.A. (Italie), R.A.S. Riunione Adriatica di Sicurta S.p.A. (Italie) Représentant permanent de Soparfi Italmobiliare SA chez Crédit Mobilier de Monaco

C : société cotée en Bourse

G : société faisant partie d'Italcementi Group

Rodolfo DANIELLI
Né le 11 septembre 1946
Adresse professionnelle :
Italcementi S.p.A.
via Camozzi, 124
24100 Bergamo (Italie)

Fonction chez Ciments Français : Directeur Général délégué

Année d'entrée en fonction : 2000
Assemblée de fin de mandat : 2011

Exercice 2007	Exercice 2006	Exercice 2005	Exercice 2004	Exercice 2003
<p>Autres mandats :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Directeur général de : Italcementi S.p.A. ^{C/G} (Italie) • Administrateur de : Centro Tecnico di Gruppo ^G (Italie), Zuari Cement ^G (Inde), Asia Cement ^G (Thaïlande), Suez Cement Company ^{C/G} (Égypte), Essroc Corp. ^G (USA) • Président du Conseil d'Administration de : Italgen S.p.A. ^G (Italie) BravoSolution S.p.A. ^G (Italie) • Représentant permanent de la société Sodecim ^G chez Ciments du Maroc ^{C/G} (Maroc) 	<p>Autres mandats :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Directeur général de : Italcementi S.p.A. (Italie) • Administrateur de : Centro Tecnico di Gruppo (Italie), Zuari Cement (Inde), Asia Cement (Thaïlande), Suez Cement Company (Égypte), Essroc Cement Corp. (USA) • Président du Conseil d'Administration de : Essroc Corp. (USA), Italgen S.p.A. (Italie) BravoSolution S.p.A. (Italie) • Représentant permanent de la société Sodecim chez Ciments du Maroc (Maroc) • Membre du Conseil d'Administration de : Essroc Corp. (USA) 	<p>Autres mandats :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Directeur général de : Italcementi S.p.A. (Italie) • Administrateur de : Centro Tecnico di Gruppo (Italie), Zuari Cement (Inde), Asia Cement (Thaïlande), Suez Cement Company (Égypte), Essroc Cement Corp. (USA) • Président du Conseil d'Administration de : Essroc Corp. (USA), Italgen S.p.A. (Italie), BravoSolution S.p.A. (Italie) • Représentant permanent de la société Sodecim chez Ciments du Maroc (Maroc) 	<p>Autres mandats :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Directeur général de : Italcementi S.p.A. (Italie) • Administrateur de : Centro Tecnico di Gruppo (Italie), Zuari Cement (Inde), Asia Cement (Thaïlande), Suez Cement Company (Égypte) • Président du Conseil d'Administration de : Essroc Corp. (USA), Italgen S.p.A. (Italie), BravoSolution S.p.A. (Italie) • Représentant permanent de la société Sodecim chez Ciments du Maroc (Maroc) 	<p>Autres mandats :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Directeur général de : Italcementi S.p.A. (Italie), Essroc Canada Inc (Canada) • Administrateur de : Centro Tecnico di Gruppo (Italie), Zuari Cement (Inde), Asia Cement (Thaïlande), Suez Cement Company (Égypte) • Président du Conseil d'Administration de : Essroc Cement Corp. (USA), Essroc Corp. (USA) Italgen S.p.A. (Italie), BravoSolution S.p.A. (Italie) • Représentant permanent de la société Sodecim chez Ciments du Maroc (Maroc)

C : société cotée en Bourse

G : société faisant partie d'Italcementi Group

Antoine BERNHEIM
Né le 4 septembre 1924
Adresse professionnelle :
Assicurazioni Generali S.p.A.
7 boulevard Haussmann
75009 Paris

Fonction chez Ciments Français : Administrateur

Année d'entrée en fonction : 1992

Assemblée de fin de mandat : 2010

Exercice 2007	Exercice 2006	Exercice 2005	Exercice 2004	Exercice 2003
<p>Autres mandats : Président de Generali^C (Italie) Autres mandats :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Vice-président de : LVMH^C (France), Alleanza Assicurazioni^C (Italie) • Administrateur et vice-président de : Bolloré^C (France) • Administrateur de : Generali France, A.M.B. Generali Holding^C (Allemagne), B.S.I. Banca della Svizzera Italiana (Suisse), Compagnie Monégasque de Banque (Monaco), Generali Holding Vienna AG (Autriche), Christian Dior SA^C (France), Generali España Holding (Espagne) • Membre du Conseil de surveillance de : Eurazeo^C (France), Mediobanca^C (Italie) • Vice-président du Conseil de surveillance de : Intesa Sanpaolo^C (Italie) 	<p>Autres mandats : Président de Generali (Italie) Autres mandats :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Vice-président de : LVMH (France), Alleanza Assicurazioni (Italie) • Administrateur et vice-président de : Bolloré Investissement , Bolloré (France) • Administrateur de : Generali France, A.M.B. Generali Holding (Allemagne), B.S.I. Banca della Svizzera Italiana (Suisse), Compagnie Monégasque de Banque (Monaco), Generali Holding Vienna AG (Autriche), Christian Dior SA (France), Mediobanca (Italie), Intesa S.p.A. (Italie), Generali España Holding (Espagne) • Membre du Conseil de surveillance de : Eurazeo (France) 	<p>Autres mandats : Président de Generali (Italie) Autres mandats :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Vice-président de : LVMH, Alleanza Assicurazioni (Italie), • Administrateur et vice-président de : Bolloré Investissement • Administrateur de : Generali France, A.M.B. Generali Holding (Allemagne), Bolloré, B.S.I. Banca della Svizzera Italiana (Suisse), Compagnie Monégasque de Banque (Monte-Carlo), Generali Holding Vienna AG (Autriche), Christian Dior SA, Mediobanca (Italie), Intesa S.p.A. (Italie), Generali España Holding (Espagne) • Membre du Conseil de surveillance de : Eurazeo 	<p>Autres mandats : • Associé de : Lazard LLC (USA)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Président de : Generali (Italie) • Vice-président de : LVMH, Alleanza Assicurazioni (Italie) • Administrateur et vice-président de : Bolloré Investissement • Administrateur de : Generali France holding, Rue Impériale, A.M.B. Generali Holding (Allemagne), Bolloré, B.S.I. Banca della Svizzera Italiana (Suisse), Generali Holding Vienna AG (Autriche), Christian Dior SA, Mediobanca (Italie), Intesa S.p.A. (Italie) • Membre du Conseil de surveillance de : Eurazeo 	<p>Autres mandats : • Associé de : Lazard LLC (USA)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Président de : Generali (Italie) • Vice-président de : LVMH • Administrateur et vice-président de : Bolloré Investissement • Administrateur de : Generali France holding, Rue Impériale, A.M.B. Generali Holding (Allemagne), Bolloré, B.S.I. Banca della Svizzera Italiana (Suisse), Generali Holding Vienna AG (Autriche), Christian Dior SA, Mediobanca (Italie), Intesa S.p.A. (Italie) • Membre du Conseil de surveillance de : Eurazeo

C : société cotée en Bourse

G : société faisant partie d'Italcementi Group

Jean-Michel DARROIS

Né le 4 juillet 1947

Adresse professionnelle :

69 avenue Victor Hugo

75783 Paris cedex 16

Fonction chez Ciments Français : Administrateur

Année d'entrée en fonction : 1992

Assemblée de fin de mandat : 2010

Exercice 2007

Avocat

Exercice 2006

Avocat

Exercice 2005

Avocat

Exercice 2004

Avocat

Exercice 2003

Avocat

Victoire de MARGERIE

Née le 6 avril 1963

Adresse professionnelle :

Grenoble École de Management

12 rue Pierre Sépard

38003 Grenoble cedex 01

Fonction chez Ciments Français : Administrateur

Année d'entrée en fonction : 2006

Assemblée de fin de mandat : 2010

Exercice 2007

Activité principale :

Professeur de stratégie et management technologique à
Grenoble École de Management

Autres mandats :

- Administrateur d'IPSOS ^C (France)
- Administrateur de Bourbon ^C (France) jusqu'en septembre 2007
- Administrateur de Outokumpu ^C (Finlande)
- Vice-président du Conseil d'Administration de Rondol (Grande-Bretagne)

Exercice 2006

Activité principale :

Professeur de stratégie et management technologique à
Grenoble École de Management

Autres mandats :

- Administrateur d'IPSOS (France)
- Administrateur de Bourbon (France)
- Administrateur de Baccarat (jusqu'en juin 2006)

C : société cotée en Bourse

G : société faisant partie d'Italcementi Group

Carlo PESENTI
Né le 30 mars 1963
Adresse professionnelle :
Italcementi S.p.A.
via Camozzi, 124
24100 Bergamo (Italie)

Fonction chez Ciments Français : Administrateur
Année d'entrée en fonction : 1998
Assemblée de fin de mandat : 2011
Vice-président du Conseil d'Administration depuis 2007

Exercice 2007	Exercice 2006	Exercice 2005	Exercice 2004	Exercice 2003
Administrateur délégué de : Italcementi S.p.A. ^C ^G (Italie) Autres mandats : <ul style="list-style-type: none"> • Vice-président et administrateur de : BravoSolution S.p.A. ^G (Italie) • Directeur général et administrateur de : Italmobiliare S.p.A. ^C^G (Italie) • Administrateur de : Mediobanca S.p.A. ^C (Italie), RCS MediaGroup S.p.A. ^C (Italie), UniCredito Italiano S.p.A. ^C (Italie) 	Administrateur délégué de : Italcementi S.p.A. (Italie) Autres mandats : <ul style="list-style-type: none"> • Vice-président et administrateur de : BravoSolution S.p.A. (Italie) • Directeur général et administrateur de : Italmobiliare S.p.A. (Italie) • Administrateur de : BPU Banca S.p.A. (Italie), BravoSolution España S.A. (Espagne), Mediobanca S.p.A. (Italie), RCS MediaGroup S.p.A. (Italie), UniCredito Italiano S.p.A. (Italie) 	Administrateur délégué de : Italcementi S.p.A. (Italie) Autres mandats : <ul style="list-style-type: none"> • Président et administrateur de : Intertrading S.r.l (Italie) • Vice-président et administrateur de : BravoSolution S.p.A. (Italie) • Directeur général et administrateur de : Italmobiliare S.p.A. (Italie) • Administrateur de : BPU Banca S.p.A. (Italie), BravoSolution España S.A. (Espagne), Fondazione UnIDEA UniCredito Italiano S.p.A., Mediobanca S.p.A. (Italie), RCS MediaGroup S.p.A. (Italie), SESAAB S.p.A. (Italie), UniCredito Italiano S.p.A. (Italie) 	Autres mandats : <ul style="list-style-type: none"> • Président et administrateur de : Intertrading S.r.l (Italie) • Administrateur délégué de : Italcementi S.p.A. (Italie) • Vice-président et administrateur de : BravoSolution S.p.A. (Italie) • Directeur général et administrateur de : Italmobiliare S.p.A. (Italie) • Administrateur de : BPU Banca S.p.A. (Italie), BravoSolution España S.A. (Espagne), Essroc Corporation (USA), Fondazione UnIDEA UniCredito Italiano S.p.A., Italcementi S.p.A. (Italie), KM Europa Metal AG (Allemagne), Mediobanca S.p.A. (Italie), RCS MediaGroup S.p.A. (Italie), SESAAB S.p.A. (Italie), UniCredito Italiano S.p.A. (Italie) 	Autres mandats : <ul style="list-style-type: none"> • Président et administrateur de : Intertrading S.r.l (Italie) • Vice-président et administrateur de : BravoSolution S.p.A. (Italie), Italgen S.p.A. (Italie) • Directeur général et administrateur de : Italmobiliare S.p.A. (Italie) • Administrateur de : BPU Banca S.p.A. (Italie), BravoSolution España S.A. (Espagne), Essroc Corporation (USA), Fondazione UnIDEA UniCredito Italiano S.p.A., Italcementi S.p.A. (Italie), KM Europa Metal AG (Allemagne), Mediobanca S.p.A. (Italie), RCS MediaGroup S.p.A. (Italie), SESAAB S.p.A. (Italie), UniCredito Italiano S.p.A. (Italie)

C : société cotée en Bourse

G : société faisant partie d'Italcementi Group

Comte de RIBES
Né le 27 janvier 1923
Adresse professionnelle :
Bolloré
31-32 quai de Dion-Bouton
92811 Puteaux cedex

Fonction chez Ciments Français : Administrateur

Année d'entrée en fonction : 1966

Assemblée de fin de mandat : 2009

Exercice 2007	Exercice 2006	Exercice 2005	Exercice 2004	Exercice 2003
<ul style="list-style-type: none"> • Président-Directeur général de : Société Bordelaise Africaine (France) • Président du Conseil de Surveillance de : Compagnie du Cambodge^C (France) • Président d'honneur et administrateur de : Société Industrielle et Financière de l'Artois^C (France), IER (France) • Vice président et administrateur de : Bolloré (France), Société Financière du Champ de Mars (ex Socfin) (Belgique) • Directeur Général non administrateur de : Société des Chemins de Fer et Tramway du Var et du Gard^C (France) • Administrateur de : Banque Jean-Philippe Hottinguer et Cie (ex HR Banque) (France), Plantations des Terres Rouges SA (Luxembourg), Nord-Sumatra Investissements S.A. (Belgique), S.F.A. (Luxembourg) • Président de Redlands Farm Holding (États-Unis) 	<ul style="list-style-type: none"> • Vice président : Bolloré • Président du Conseil de Surveillance de : Compagnie du Cambodge • Vice-président : I.E.R. Autres mandats : • Président d'Honneur et administrateur de : Société Industrielle et Financière de l'Artois • Président de : Redlands Farm Holding • Vice-président et administrateur de : Bolloré (France), Société Financière des Caoutchoucs (SOCFIN) (Belgique) • Administrateur de : H.R.BANQUE, Plantations des Terres Rouges SA (Luxembourg), Nord-Sumatra Investissements S.A. (Belgique), S.F.A. • Président du Conseil d'Administration de : Société Bordelaise Africaine 	<ul style="list-style-type: none"> • Vice président : Bolloré Investissement • Président du Conseil de Surveillance de : Compagnie du Cambodge • Vice-président : I.E.R. Autres mandats : • Président d'Honneur et administrateur de : Société Industrielle et Financière de l'Artois • Président de : Redlands Farm Holding • Vice-président et administrateur de : Société Financière des Caoutchoucs (SOCFIN) (Belgique) • Administrateur de : Bolloré, H.R.F., Plantations des Terres Rouges SA (Luxembourg), Nord-Sumatra Investissements S.A. (Belgique), S.F.A. • Président du Conseil d'Administration de : Société Bordelaise Africaine 	<p>Autres mandats :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Président du Conseil de Surveillance de : Compagnie du Cambodge • Vice-président du Conseil d'administration de : I.E.R. • Président d'Honneur et administrateur de : Société Industrielle et Financière de l'Artois • Président de : Redlands Farm Holding • Vice-président et administrateur de : Bolloré Investissement, SOCFIN Plantations SDN BHD (Malaisie), Société Financière des Caoutchoucs (SOCFIN) (Belgique) • Administrateur de : Bolloré, H.R.F., Plantations des Terres Rouges SA (Luxembourg), Nord-Sumatra Investissements S.A. (Belgique), DAFCI, S.F.A. • Président du Conseil d'Administration de : Société Bordelaise Africaine 	<p>Autres mandats :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Président du Conseil de Surveillance de : Compagnie du Cambodge, I.E.R. • Président d'Honneur et administrateur de : Société Industrielle et Financière de l'Artois • Président de : Redlands Farm Holding • Vice-président et administrateur de : Bolloré Investissement, SOCFIN Plantations SDN BHD (Malaisie), Société Financière des Caoutchoucs (SOCFIN) (Belgique) • Administrateur de : Bolloré, H.R.F., Plantations des Terres Rouges SA (Luxembourg), Nord-Sumatra Investissements S.A. (Belgique), DAFCI, S.F.A. • Président du Conseil d'Administration de : Société Bordelaise Africaine

C : société cotée en Bourse

G : société faisant partie d'Italcementi Group

Marc VIENOT
Né le 1^{er} novembre 1928
Adresse professionnelle :
Société Générale
17, cours Valmy
92972 Paris La Défense cedex

Fonction chez Ciments Français : Administrateur

Année d'entrée en fonction : 1999
Assemblée de fin de mandat : 2010

Exercice 2007	Exercice 2006	Exercice 2005	Exercice 2004	Exercice 2003
<p>Autres mandats :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Président d'Honneur et administrateur de : Société Générale ^C (France) • Administrateur de : Alcatel ^C (France), Société Générale Marocaine de Banques (Maroc) • Membre du Conseil de Surveillance de : Groupe Barrière (France) 	<p>Autres mandats :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Président d'Honneur et administrateur de : Société Générale (France) • Administrateur de : Alcatel (France), Société Générale Marocaine de Banques (Maroc) • Membre du Conseil de Surveillance de : Groupe Barrière 	<p>Autres mandats :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Président d'Honneur et administrateur de : Société Générale • Administrateur de : Alcatel, Société Générale Marocaine de Banques • Membre du Conseil de Surveillance de : Groupe Barrière 	<p>Autres mandats :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Président d'Honneur et administrateur de : Société Générale • Administrateur de : Alcatel, Société Générale Marocaine de Banques • Membre du Conseil de Surveillance de : Groupe Barrière 	<p>Autres mandats :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Président de : Paris Europlace • Président d'Honneur et administrateur de : Société Générale • Administrateur de : Alcatel, Aventis, Société Générale Marocaine de Banques

C : société cotée en Bourse

G : société faisant partie d'Italcementi Group

Pierfranco BARABANI

Né le 9 septembre 1936
Adresse professionnelle :
via Camozzi, 124
24100 Bergamo (Italie)

Fonction chez Ciments Français :

Représentant permanent de **Société Internationale Italcementi (Luxembourg)**, administrateur

Année d'entrée en fonction : 1992
Assemblée de fin de mandat : 2010

Exercice 2007	Exercice 2006	Exercice 2005	Exercice 2004	Exercice 2003
<p>Autres mandats :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Président de : Calcestruzzi S.p.A. ^G (Italie), Società del Gres S.p.A. ^G (Italie) • Vice-président de : Italcementi S.p.A. ^{C/G} (Italie) 	<p>Autres mandats :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Président de : Calcestruzzi S.p.A. (Italie), Società del Gres S.p.A. (Italie) • Vice-président de : Italcementi S.p.A. (Italie) 	<p>Autres mandats :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Président de : Calcestruzzi S.p.A. (Italie), Società del Gres S.p.A. (Italie) • Vice-président de : Italcementi S.p.A. (Italie) 	<p>Autres mandats :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Président de : Calcestruzzi S.p.A. (Italie), Società del Gres S.p.A. (Italie) • Vice-président de : Italcementi S.p.A. (Italie) 	<p>Autres mandats :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Président de : Calcestruzzi S.p.A. (Italie), Società del Gres S.p.A. (Italie) • Vice-président de : Italcementi S.p.A. (Italie)

C : société cotée en Bourse

G : société faisant partie d'Italcementi Group

Sebastiano MAZZOLENI

Né le 11 mai 1968

Adresse professionnelle :

Italcementi S.p.A.

via Camozzi, 124

24100 Bergamo (Italie)

Fonction chez Ciments Français :

Représentant permanent depuis 2004 de la société **Sicil. Fin S.r.l.**, administrateur à compter de 1997
Assemblée de fin de mandat : 2010

Exercice 2007

Autres mandats :

- Administrateur de :
Italcementi S.p.A. ^{C/G}
(Italie)

Exercice 2006

Autres mandats :

- Administrateur de :
Italcementi S.p.A. (Italie)

Exercice 2005

Activités principales :

- Administrateur de :
Italcementi S.p.A. (Italie)

Autres mandats :

- Administrateur de :
Intertrading Srl (Italie)
jusqu'au 14 décembre
2005, Societa del Gres
(Italie) jusqu'au 14
décembre 2005,
Calcestruzzi (Italie)
jusqu'au 16 décembre
2005

Exercice 2004

Autres mandats :

- Administrateur de :
Italcementi S.p.A. (Italie),
Intertrading Srl (Italie),
Società del Gres S.p.A.
(Italie), Calcestruzzi S.p.A.
(Italie)

C : société cotée en Bourse

G : société faisant partie d'Italcementi Group

Ettore ROSSI
Né le 4 août 1934
Adresse professionnelle :
via Camozzi, 124
24100 Bergamo (Italie)

Fonction chez Ciments Français :

Représentant permanent depuis 2004 de **Société Internationale Italcementi France**, administrateur à compter de 1992 (précédemment représentant permanent de 1997 à 2004 de Sicil-fin, administrateur à compter de la même date)
Assemblée de fin de mandat : 2010

Exercice 2007	Exercice 2006	Exercice 2005	Exercice 2004	Exercice 2003
<p>Autres mandats :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Président de : Aliserio S.r.l.^G (Italie), Sicilfin S.r.l.^G (Italie) • Administrateur de : Italcementi S.p.A.^{C/G} (Italie), Calcestruzzi S.p.A.^{C/G} (Italie) • Représentant permanent de C.F.E. NV chez Société Financiera Y Minera^G (Espagne) 	<p>Autres mandats :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Président de : Aliserio S.r.l (Italie), Sicilfin S.r.l. (Italie) • Administrateur de : Italcementi S.p.A. (Italie), Calcestruzzi S.p.A. (Italie) • Représentant permanent de C.F.E. NV chez Société Financiera Y Minera (Espagne) 	<p>Autres mandats :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Président de : Aliserio S.r.l (Italie), Sicilfin S.r.l. (Italie) • Administrateur de : Italcementi S.p.A. (Italie), Calcestruzzi S.p.A. (Italie) • Représentant permanent de C.F.E. NV chez Société Financiera Y Minera (Espagne) 	<p>Autres mandats :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Président de : Aliserio S.r.l (Italie), Sicilfin S.r.l. (Italie) • Administrateur de : Italcementi S.p.A. (Italie), Calcestruzzi S.p.A. (Italie) • Représentant permanent de C.F.E. NV chez Société Financiera Y Minera (Espagne) 	<p>Autres mandats :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Administrateur de : Italcementi S.p.A. (Italie), Société Internationale Italcementi (Luxembourg) S.A., Aliserio S.r.l (Italie), Sicilfin S.p.A. (Italie), Calcestruzzi S.p.A. (Italie) • Représentant permanent de Italcementi S.p.A. chez Société Internationale Italcementi France SA • Représentant permanent de C.F.E. NV chez Société Financiera Y Minera (Espagne)

Italo LUCCHINI
Né le 28 décembre 1943
Adresse professionnelle :
Italcementi S.p.A.
via Camozzi, 124
24100 Bergamo (Italie)

Fonction chez Ciments Français :

Représentant permanent depuis 2007 de la société **Calcestruzzi S.p.A.**, administrateur à compter de 1998
Assemblée de fin de mandat : 2010

Exercice 2007

Autres mandats :

- Vice Président et administrateur de Italmobiliare S.p.A. ^{CG} (Italie) - Administrateur de : Italcementi S.p.A. ^{CG} (Italie)
- Membre du conseil de surveillance de : Union di Banche Italiane Scpa ^C (Italie) - Acbgroup S.p.A. (Italie)
- Président du conseil d'administration et administrateur de : Azienda Agricola Lodoletta Srl ^G (Italie) - Odel S.p.A. (Italie) - Abm Azienda Bergamasca Multiservizi S.p.A. (Italie)

C : société cotée en Bourse

G : société faisant partie d'Italcementi Group

AUTRES INFORMATIONS SUR LES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Liens familiaux entre les membres du Conseil

Giampiero Pesenti est le père de Carlo Pesenti et l'oncle de Sebastiano Mazzoleni.

Informations complémentaires

Yves René Nanot a été administrateur de la société MOULINEX de juillet 2000 au 7 septembre 2001. La société est en liquidation judiciaire.

8.3 EXAMEN DE L'INDÉPENDANCE DES ADMINISTRATEURS

Le Conseil d'Administration du 1^{er} février 2008 a procédé à un examen de la situation de chacun des administrateurs au regard des critères d'indépendance fixés par le rapport consolidé AFEP/MEDEF d'octobre 2003 sur le gouvernement d'entreprise des sociétés cotées.

M. Nanot, mandataire social, n'est pas un administrateur indépendant.

Mme de Margerie est un administrateur indépendant.

M. Viénot doit être considéré comme un administrateur indépendant car, bien qu'il ait été Président de la Société Générale, banque avec laquelle la société entretient des relations d'affaires, il n'exerce plus ce mandat depuis 1997.

Mrs Bernheim, Darrois et le Comte de Ribes sont administrateurs de Ciments Français depuis plus de douze ans. Le rapport précité dispose qu'un administrateur qui ne remplit pas certains critères ci-dessus visés peut néanmoins, dans certains cas, être qualifié d'administrateur indépendant. Ces trois administrateurs doivent être considérés comme des administrateurs indépendants, compte-tenu de leur objectivité et de leur libre arbitre.

Eu égard à la composition du capital de la société, M. Carlo Pesenti, les sociétés Italcementi S.p.A. (représentée par M. Giampiero Pesenti), Calcestruzzi S.p.A. (représentée par M. Lucchini), la Société Internationale Italcementi France (représentée par M. Rossi), la Société Internationale Italcementi (Luxembourg) ayant pour représentant M. Barabani et la société Sicil.Fin srl (représentée par M. Mazzoleni) ainsi que leurs représentants ne sont pas des administrateurs indépendants.

En définitive, cinq des administrateurs sur les douze composant le Conseil d'Administration de Ciments Français sont indépendants ; la préconisation du rapport Vienot de juillet 1999, repris par le rapport consolidé AFEP/MEDEF, d'avoir dans les sociétés contrôlées au moins le tiers d'administrateurs indépendants, est donc respectée.

8.4 FONCTIONNEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DES COMITÉS

(Article L.225-37 du Code de Commerce)

Une information détaillée sur les conditions de préparation et d'organisation du Conseil d'Administration est donnée dans le rapport établi par le Président du Conseil d'Administration sur les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'Administration et les procédures de contrôle interne.

Ce rapport, présenté en partie 7.2, décrit notamment le fonctionnement du Conseil d'Administration et des comités spécialisés, les principales caractéristiques de son règlement intérieur, ainsi que les règles de comportement applicables à chacun de ses membres.

8.5 RÉMUNÉRATION DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION

(Article L.225-102-1 du Code de Commerce)

8.5.1 JETONS DE PRÉSENCE

Les jetons de présence versés par Ciments Français SA répartis entre les membres du Conseil d'Administration se sont élevés à 373 milliers d'euros pour l'exercice 2007. Les jetons de présence versés par les filiales du Groupe aux administrateurs de Ciments Français au titre de leur mandat dans ces filiales s'élèvent à 178 milliers d'euros.

Sur proposition du président du comité des rémunérations, le Conseil du 3 avril 2003 a adopté de nouvelles modalités de versement des jetons de présence, comprenant une partie fixe et une partie variable, tenant compte de la présence effective des administrateurs aux séances du Conseil d'Administration et des comités du Conseil (la rémunération du président d'un comité étant supérieure à celle d'un simple membre).

Le montant individuel brut versé à chaque mandataire social par Ciments Français SA ou par les sociétés contrôlées au sens de l'article L.233-16 a été le suivant :

Jetons de présence (en euros)	2007		2006		2005	
	Ciments Français	Filiales	Ciments Français	Filiales	Ciments Français	Filiales
Yves René NANOT	29 000	80 426	26 000	100 736	27 500	89 500
Giampiero PESENTI	37 000	10 695	32 500	10 872	32 500	9 079
Carlo PESENTI ⁽¹⁾	27 500	-	26 000	-	27 500	-
Rodolfo DANIELLI ⁽²⁾	8 000	71 250	26 000	71 426	27 500	71 340
Pierfranco BARABANI	29 000	-	26 000	-	27 500	-
Antoine BERNHEIM	21 500	-	23 000	-	21 500	-
Enrico BRAGGIOTTI	-	-	11 500	-	23 000	-
Jean-Michel DARROIS	26 000	-	24 500	-	24 500	-
Italo LUCCHINI ⁽³⁾	21 000	-	-	-	-	-
Victoire de MARGERIE	35 000	-	13 000	-	-	-
Sebastiano MAZZOLENI	29 000	-	26 000	-	26 000	-
Comte de RIBES	38 000	-	30 500	-	33 500	-
Ettore ROSSI	33 500	15 270	32 000	14 154	33 500	13 694
Marc VIENOT	38 500	-	37 000	-	37 000	-
TOTAL	373 000	177 641	334 000	197 188	341 500	183 613

(1) Jetons reversés à la société Italmobiliare S.p.A.

(2) Jetons reversés à la société Italcementi S.p.A.

(3) Jetons versés à la société Calcestruzzi S.p.A.

8.5.2 RÉMUNÉRATION DE LA DIRECTION

La rémunération brute versée aux membres de la Direction comprend les salaires de base, primes et avantages en nature versés par la société Ciments Français et ne comprend pas les salaires refacturés. Elle s'élève à 2,6 millions d'euros au titre de l'exercice 2007, dont 2,1 millions d'euros en salaires de base et 0,5 million en primes. Les jetons de présence versés aux membres de la Direction par Ciments Français ou par ses filiales s'élèvent à 351 milliers d'euros.

8.5.3 Rémunérations versées aux mandataires sociaux

a) Rémunérations versées aux mandataires sociaux par Ciments Français SA

(en milliers d'euros)	2007				2006				2005			
	Avantages en nature	Fixe	Variable	Total	Avantages en nature	Fixe	Variable	Total	Avantages en nature	Fixe	Variable	Total
Mandataire												
Yves René NANOT	4	830	184 ⁽¹⁾	1 018	5	820	166 ⁽¹⁾	991	4	650	255 ⁽¹⁾	909
Rodolfo DANIELLI	-	380 ⁽²⁾	-	380	-	-	-	-	-	-	-	-

(1) Au titre de l'exercice précédent.

(2) Rémunération versée à compter du 1^{er} avril 2008, le premier trimestre a fait l'objet d'une refacturation par Italcementi S.p.A. (cf. note 32 annexe aux comptes consolidés, personnes clés).

Les rémunérations versées correspondent aux montants bruts, aux avantages en nature déterminés sur la base fiscale, ainsi qu'aux bonus versés en 2007, 2006 et en 2005 par Ciments Français SA. Ces montants ne comprennent pas les jetons de présence présentés ci-dessus.

La partie variable de la rémunération du Président-Directeur Général et du Directeur Général Délégué a été déterminée en fonction de la réalisation d'objectifs chiffrés sur la profitabilité de l'ensemble consolidé, et d'objectifs spécifiques en matière de développement international pour le Président-Directeur Général. La rémunération variable payée en 2008 au titre de 2007 s'est élevée à 420 milliers d'euros.

b) Rémunération des mandataires sociaux de Ciments Français chez Italcementi S.p.A. (Article L.225-102-1 du Code de Commerce)

Ces rémunérations sont versées exclusivement au titre de mandats ou de contrats de travail chez Italcementi S.p.A. et ne font pas l'objet de refacturation à Ciments Français, à l'exception de la rémunération de Monsieur Danielli au titre de ses fonctions de Directeur Général Délégué (voir ⁽²⁾ ci-dessous).

Les montants correspondent aux rémunérations liées aux mandats chez Italcementi S.p.A. et ses sociétés contrôlées, aux salaires bruts, aux avantages en nature et aux primes et bonus comptabilisés sur l'exercice 2007 suivant le critère de la « competenza » (règle de la CONSOB Italienne). Ils ne comprennent pas les jetons de présence versés par Ciments Français et ses sociétés contrôlées.

(en milliers d'euros)

Mandataire social	Mandat chez Ciments Français	Rémunération Italcementi S.p.A.
Yves René NANOT	Président-Directeur Général	83,9
Giampiero PESENTI ⁽¹⁾	Vice-président et représentant permanent de : Italcementi S.p.A.	4 221,2
Rodolfo DANIELLI ⁽²⁾	Directeur Général Délégué	671,6
Pierfranco BARABANI	Représentant permanent de : Société Internationale Italcementi (Luxembourg)	411,2
Sebastiano MAZZOLENI	Représentant permanent de : Sicil. Fin S.r.l.	251,7
Ettore ROSSI	Représentant permanent de : Société Internationale Italcementi France	119,1
TOTAL		5 758,7

- (1) Y compris indemnité de fin de mandat d'administrateur délégué.
- (2) La rémunération de Monsieur Danielli a été versée par Italcementi S.p.A. au titre de ses fonctions de Directeur Général d'Italcementi S.p.A. et de Directeur Général Délégué de Ciments Français jusqu'au 31 mars 2007. Les coûts (y compris les charges patronales et les frais de déplacement) supportés par Italcementi S.p.A. ont été refacturés à Ciments Français suivant le prorata de l'activité dédiée à Ciments Français pour la période du premier trimestre. En 2007, le coût global comptabilisé en charges par Ciments Français s'est élevé à 211 milliers d'euros. Depuis le 1^{er} avril 2007, la rémunération au titre de ses fonctions de Directeur Général Délégué est versée directement par Ciments Français.

Monsieur Carlo Pesenti, administrateur de Ciments Français, ne reçoit pas de rémunération d'Italcementi S.p.A., il est rémunéré par Italmobiliare S.p.A. et une partie du coût à la charge de cette dernière est refacturée à Italcementi S.p.A. (2 727 milliers d'euros).

c) Rémunérations, indemnités et avantages dus à la cessation d'activité ou postérieurement à celle-ci

Un complément de retraite a été accordé à Monsieur Yves René Nanot en sa qualité de Président du Conseil d'Administration.

Le montant de cet avantage correspond à une rente annuelle valorisée au 31 décembre 2007 à 202 396 euros. Cet engagement est couvert par le régime de retraite supplémentaire qui fait l'objet d'une provision dans les comptes.

Cette convention est décrite dans le rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions réglementées en partie 7.3.

8.6 PLANS D'OPTIONS SUR ACTIONS

Le Groupe Ciments Français a ouvert depuis 1987 des plans d'attribution d'options de souscription ou d'achat d'actions Ciments Français au bénéfice des membres du personnel de Ciments Français ou de sociétés dont 10 % au moins du capital sont détenus directement ou indirectement par la société, ainsi qu'au bénéfice des mandataires sociaux. Sur les plans en cours au 31 décembre 2007, les options sont exerçables trois ans après la date d'attribution pendant un délai de 7 ans. Les options attribuées sont annulées en cas de démissions ou de licenciements ou lorsque le délai d'exercice est expiré.

Au sein du Groupe Ciments Français, il n'existe pas d'autre plan d'attribution d'options de souscription ou d'achat d'actions.

PLANS EN COURS AU 31 DÉCEMBRE 2007

Date Assemblée Générale / Conseil d'Administration	Catégorie (1)	Nombre d'options attribuées	Dont mandataires sociaux (2)	Dont salariés premiers attributaires		Période d'exercice	Prix de souscription ou d'achat	Options souscrites au 31 décembre 2007	Options annulées	Options restantes au 31 décembre 2007
				Nombre d'options	Nombre de salariés					
Autorisation du 10.05.1995										
12.09.1997	S	139 500	20 000	46 700	12	12.09.2000 - 12.09.2007 (3)	32,93	129 900	9 600	-
09.09.1998	S	162 700	25 000	48 150	10	09.09.2001 - 09.09.2008 (3)	46,04	94 639	29 200	38 861
		302 200	45 000	94 850				224 539	38 800	38 861
Autorisation du 15.04.1999										
09.09.1999	S	198 900	30 000	58 600	10	09.09.2002 - 09.09.2009 (3)	62,98	143 626	28 200	27 074
01.09.2000	S	168 350	30 000	69 000	17	01.09.2003 - 01.09.2010	51,75	136 240	6 500	25 610
		367 250	60 000	127 600				279 866	34 700	52 684
Autorisation du 12.04.2001										
14.02.2002	S	152 100	30 000	55 300	11	14.02.2005 - 14.02.2012	45,90	118 190	11 850	22 060
12.02.2003	A	171 400	36 000	81 400	18	12.02.2006 - 12.02.2013	45,59	75 500	12 100	83 800
01.03.2005	S	169 400	40 000	51 600	10	14.04.2008 - 13.04.2015	70,88	-	6 900	162 500
01.03.2006	S	155 000	45 000	49 300	10	23.03.2009 - 22.03.2016	117,29	-	1 000	154 000
		647 900	151 000	237 600				193 690	31 850	422 360
Autorisation du 11.04.2006										
05.03.2007	S	166 400	45 000	49 900	10	23.03.2010 - 22.03.2017	140,28	-	3 000	163 400
		1 483 750	301 000	509 950				698 095	108 350	677 305 (4)

(1) A = achat, S = souscription.

(2) Composition à l'Assemblée Générale du 14 avril 2008.

(3) Modifié par le Conseil d'Administration du 15 février 2000.

(4) Dont 191 000 peuvent être levées par les mandataires sociaux.

L'augmentation des capitaux propres qui résulterait de la levée des 593 505 options de souscription s'élèverait à environ 58,3 millions d'euros. Les options de souscription représentent une dilution potentielle de 1,57 % du capital.

OPTIONS ATTRIBUÉES OU EXERCÉES AU COURS DE L'EXERCICE 2007

Au cours de l'année 2007, le Conseil d'Administration du 5 mars 2007 a décidé de l'octroi de 166 400 options de souscription d'actions au titre de l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Mixte du 11 avril 2006 et a délégué à son Président le pouvoir de constater, dix jours après la publication des comptes consolidés, soit le 23 mars 2007, conformément à la loi, le prix d'exercice des options (égal à 95 % de la moyenne des cours de bourse des vingt jours précédant le 23 mars 2007). Le Conseil d'Administration a fixé à 15 % la quantité d'actions issues de levées d'options du plan 2007 que le Président-Directeur Général est tenu de conserver au nominatif jusqu'à la cessation de ses fonctions.

OPTIONS SUR ACTIONS CONSENTIES À CHAQUE MANDATAIRE SOCIAL ET OPTIONS LEVÉES PAR CES DERNIERS	Nombre d'options attribuées / d'actions souscrites	Prix (en euros)	Dates d'échéance	Plan n°
Options consenties durant l'exercice à M. Nanot par Ciments Français SA	45 000	140,28	22 mars 2017	06-1
Options levées durant l'exercice par M. Nanot	30 000	45,90		01-1

OPTIONS SUR ACTIONS CONSENTIES AUX PREMIERS SALARIÉS NON MANDATAIRES SOCIAUX ATTRIBUTAIRES ET OPTIONS LEVÉES PAR CES DERNIERS	Nombre total d'options attribuées / d'actions souscrites ou achetées	Prix moyen pondéré (en euros)	Dates d'échéance	Plan n°
Options de souscription consenties durant l'exercice aux dix salariés de Ciments Français SA dont le nombre d'options ainsi consenties est le plus élevé.	49 900	140,28	22 mars 2017	06-01
Options de souscription ou d'achat levées durant l'exercice, par les dix salariés de Ciments Français SA dont le nombre d'options ainsi souscrites ou achetées est le plus élevé.	44 700	45,03		95-1/2 99-1/2 01-1/2

Au cours de l'exercice 2007, la société Italcementi S.p.A. a attribué 238 640 options de souscription d'actions à 5 salariés de Ciments Français au prix unitaire de 23,05 euros.

8.7 NOMBRE D' ACTIONS DÉTENUES PAR LES MANDATAIRES SOCIAUX AU 31 DÉCEMBRE 2007

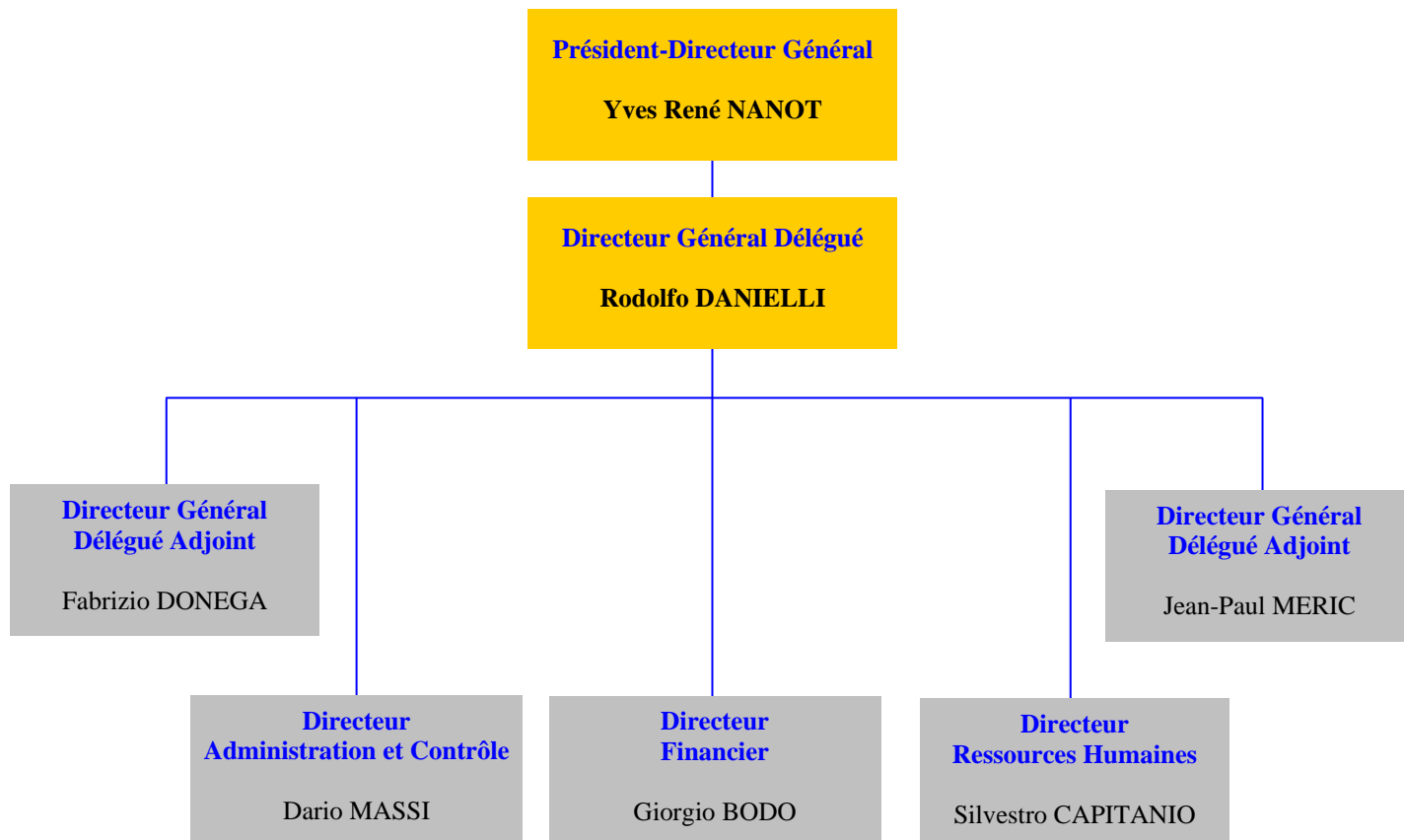
Mandataire social	Mandat	Nombre d'actions Ciments Français détenues	
		Personnes physiques	Personnes morales
Yves René NANOT	Président-Directeur Général	53 550	-
Giampiero PESENTI	Vice-président et représentant permanent de : Italcementi S.p.A.	-	100
Antoine BERNHEIM	Administrateur	50	-
Jean-Michel DARROIS	Administrateur	50	-
Victoire de MARGERIE	Administrateur	50	-
Carlo PESENTI	Administrateur	50	-
Comte de RIBES	Administrateur	50	-
Marc VIENOT	Administrateur	50	-
Pierfranco BARABANI	Représentant permanent de : Société Internationale Italcementi (Luxembourg)	-	50
Sebastiano MAZZOLENI	Représentant permanent de : Sicil. Fin S.r.l.	-	50
Ettore ROSSI	Représentant permanent de : Société Internationale Italcementi France (France)	-	29 607 000
Italo LUCCHINI	Représentant permanent de : Calcestruzzi S.p.A.	-	50
TOTAL		53 850	29 607 250

8.8 TRANSACTIONS DES MANDATAIRES SOCIAUX SUR LES TITRES DE LA SOCIÉTÉ (Article 223-26 du règlement général de l'AMF)

	Nombre d'actions		Autres instruments financiers		Prix moyen (en euros)
	achat	vente	achat	vente	
Yves René Nanot Président-Directeur Général					
Levées d'options de souscription d'actions			30 000		45,90
Achat de put			10 000		1,00
Vente de call				10 000	1,00
Vente de put				10 000	11,50
Achat de call			10 000		1,20
Personne liée à Yves René Nanot		4 000			176,00
Italcementi France - Administrateur (39 opérations)	464 696				139,90

8.9 AUTRES INFORMATIONS RELATIVES AU GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

MEMBRES DE LA DIRECTION



Yves René NANOT (né le 27 mars 1937)

Président-Directeur Général

Ingénieur des Arts et Métiers, titulaire d'un MBA et d'un doctorat de UCLA, Yves René NANOT a commencé sa carrière chez DUPONT DE NEMOURS aux États-Unis et a exercé diverses responsabilités en France et en Europe (1962-1983) ; il est alors Président du Directoire de DUPONT DE NEMOURS France de 1980 à 1983.

Il rejoint ensuite le Groupe TOTAL et est nommé Président-Directeur Général de HUTCHINSON SA de 1983 à 1989 ; il est ensuite nommé Président-Directeur Général de TOTAL France puis Directeur Général de TOTAL Raffinage Distribution et membre du Comité Exécutif du Groupe TOTAL.

En juillet 1993, il est nommé Président-Directeur Général de CIMENTS FRANÇAIS.

Yves René NANOT est également Président du Conseil d'Administration de RHODIA, administrateur d'ITALCEMENTI, d'IMERYS (jusqu'en mai 2007), de PROVIMI et Président de l'AERES.

Rodolfo DANIELLI (né le 11 septembre 1946)

Directeur Général Délégué

Ingénieur chimiste de l'École Polytechnique de Milan et titulaire d'un MBA de l'INSEAD de Fontainebleau, Rodolfo DANIELLI est, depuis le mois d'octobre 1999, Directeur Général d'ITALCEMENTI.

Son parcours professionnel s'est déroulé au sein de sociétés multinationales. Responsable de marques, en 1973, chez PROCTER & GAMBLE, d'abord en Italie puis en Grande-Bretagne, il intègre ensuite Mc KINSEY, en 1977, sur des projets d'organisation, de logistique et de services clients. En 1979, il rejoint BOSTON S.p.A, filiale italienne du Groupe W.R. Grace, à Milan, où il remplit successivement diverses fonctions jusqu'à la Direction Générale.

De 1990 à septembre 1999, il travaille chez AIR LIQUIDE, d'abord au siège parisien de la société en tant que Responsable du développement pour le Sud de l'Europe, puis, en 1992, au siège milanais en qualité d'Administrateur Délégué - Directeur Général et enfin, en 1996, comme Vice-président pour le Sud de l'Europe et la zone Méditerranée.

De 1994 à 1999 il est Vice-président de FEDERCHIMICA (syndicat des industriels de la chimie italienne) où il s'occupe des relations avec les syndicats et ensuite des rapports économiques.

En octobre 1999, il rejoint ITALCEMENTI S.p.A. en tant que Directeur Général et en juillet 2000 il est nommé Directeur Général d'ITALCEMENTI GROUP.

Depuis le 1^{er} septembre 2000, il est Directeur Général Délégué de CEMENTS FRANÇAIS.

Fabrizio DONEGA (né le 26 août 1963)

Directeur Général Délégué Adjoint

Titulaire d'un diplôme d'ingénieur en mécanique de l'université de Gênes, diplômé en Finances et Comptabilité de l'université de Cranfield (Royaume-Uni), en Finance de l'entreprise de l'université Bocconi à Milan et en Management de la Harvard Business School (États-Unis), Fabrizio DONEGA a débuté sa carrière chez ITALCEMENTI en 1991, d'abord en tant que Directeur Assistance Technique puis comme Directeur d'usine.

De 1995 à 1998, il a occupé le poste de Directeur Diagnostique et Performance au sein du siège social d'Italcementi. En 1999, il a été nommé Directeur Général responsable de la Grèce et de la Bulgarie, auxquels s'ajoutèrent ensuite Chypre, le Kazakhstan et l'Égypte jusqu'en 2003. De 2004 à 2007, il a été Directeur Général Adjoint D'ITALCEMENTI S.p.A. responsable des Opérations Industrielles d'ITALCEMENTI GROUP en Italie. Depuis octobre 2007, il est Directeur Général Délégué Adjoint de Ciments Français, responsable des activités en Grèce, Bulgarie, Chypre, Turquie, Égypte et Kazakhstan.

Jean-Paul MÉRIC (né le 21 mai 1943)

Directeur Général Délégué Adjoint

Ancien élève de l'École Polytechnique et de l'École Supérieure d'Électricité, Jean-Paul MÉRIC a commencé sa carrière chez EDF, avant de rejoindre l'industrie cimentière, tout d'abord au CERILH (Centre d'Études et de Recherches de l'Industrie des Liants Hydrauliques) puis chez CEMENTS FRANÇAIS depuis 1985. Il est successivement nommé Directeur de la Recherche et du Développement, Directeur de la Division Ciment France. Directeur Général Délégué Adjoint de CEMENTS FRANÇAIS en 1991, il est alors responsable des activités France/Belgique du Groupe, puis responsable des activités à l'international, notamment aux États-Unis, au Canada, au Maroc, en Turquie, en Grèce, en Bulgarie et au Kazakhstan. Depuis le 1^{er} juillet 2006, Jean-Paul MÉRIC a sous sa responsabilité les activités du Groupe en France, Belgique, Espagne, Maroc et Amérique du Nord. Il est également Vice-président de CEMBUREAU.

Dario MASSI (né le 26 janvier 1942)

Docteur en Sciences Économiques et Commerciales, diplômé de l'Université Bocconi de Milan, Dario MASSI a commencé sa carrière dans le Groupe chimique MONTEDISON (1967-1975), dans l'Audit, la Comptabilité et le Contrôle de Gestion.

Entré chez ITALCEMENTI en novembre 1975, il a contribué à créer la Direction Budget et Contrôle de Gestion dont il a pris la responsabilité, avant de devenir, en 1995, le Directeur Central Finance, Administration et Contrôle de la société.

Depuis janvier 2000, il est nommé Directeur Administration et Contrôle du Groupe ITALCEMENTI et a rejoint CEMENTS FRANÇAIS en tant que Directeur Administration et Contrôle.

Giorgio BODO (né le 6 mars 1954)

Diplômé en Sciences Économiques de l'Université La Sapienza de Rome et de l'Université de York (Royaume-Uni), Giorgio BODO a débuté sa carrière en tant qu'économiste au département de la recherche de la BANQUE D'ITALIE (1979-1990).

De 1990 à 2000, il a travaillé chez FIAT S.p.A., tout d'abord comme Économiste principal (1990-1996), puis en tant que Directeur Financier (1997-2000).

En 2000, il devient Directeur Général de MELIORBANCA.

En juillet 2004, il est nommé Directeur Financier du Groupe ITALCEMENTI et il rejoint CEMENTS FRANÇAIS en tant que Directeur Financier.

Depuis janvier 2006, il est responsable de toutes les activités fusion / acquisition du Groupe.

Silvestro CAPITANIO (né le 20 juillet 1944)

Titulaire d'une maîtrise en Philosophie, diplômé des Sciences Sociales, Silvestro CAPITANIO a commencé son activité professionnelle au sein de la société ITALIMPIANTI du Groupe FINSIDER en s'occupant de l'organisation et de la gestion des ressources humaines.

Entré chez ITALCEMENTI en 1971, il a géré les relations industrielles avant de devenir le Responsable de la gestion des ressources humaines en Italie. En juillet 1994, il devient le Directeur Central du Personnel et du Développement Organisationnel d'ITALCEMENTI. Il est ensuite nommé Responsable de la Direction Fonctionnelle des Ressources Humaines du Groupe en décembre 1995, puis, en 2001, il rejoint CIMENTS FRANÇAIS en tant que Directeur des Ressources Humaines.

Neuvième partie

INFORMATIONS JURIDIQUES ET FINANCIÈRES

	Pages
9.1	RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX CONCERNANT L'ÉMETTEUR 208
9.2	ÉVOLUTION DU CAPITAL SOCIAL ET DES PRIMES D'ÉMISSION 212
9.3	COMPOSITION DE L'ACTIONNARIAT CIMENTS FRANÇAIS 213
9.3.1	Organigramme simplifié de l'actionnariat Ciments Français au 29 février 2008 213
9.3.2	Évolution du pourcentage de détention du capital Ciments Français 213
9.3.3	Répartition du capital de Ciments Français et des droits de vote associés au 31 décembre 2007 214
9.3.4	Autres informations 214
9.4	INFORMATIONS CONCERNANT ITALCEMENTI GROUP, ACTIONNAIRE MAJORITAIRE DE CIMENTS FRANÇAIS 215
9.4.1	Actionnariat 215
9.4.2	Activité 215
9.4.3	Ventes consolidées 215
9.4.4	Chiffres clés consolidés 2007 215
9.4.5	Synergies avec Ciments Français 216
9.5	CONSULTATION DES DOCUMENTS 217
9.6	CONTRATS IMPORTANTS 217
9.7	CHANGEMENTS SIGNIFICATIFS DE LA SITUATION FINANCIÈRE OU COMMERCIALE 217

9. INFORMATIONS JURIDIQUES ET FINANCIÈRES

9.1 RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX CONCERNANT L'ÉMETTEUR

ACTES CONSTITUTIFS ET STATUTS

Raison sociale	CIMENTS FRANÇAIS
Forme	Société Anonyme française régie par la loi sur les sociétés commerciales n° 66-537 du 24 juillet 1966
Siège social	Tour Ariane, 5 Place de la Pyramide - 92800 Puteaux
RCS	599 800 885 Nanterre
APE	741 J
Date de constitution	1 ^{er} janvier 1881
Durée	jusqu'au 1 ^{er} janvier 2040 sauf dissolution anticipée ou prorogation
Objet (art. 2 des Statuts)	<p>La société a pour objet :</p> <ul style="list-style-type: none">⊙ l'exploitation, la fondation, l'acquisition ou l'aliénation d'usines à ciment, à chaux ou autres liants hydrauliques et matériaux de construction en France, dans les départements d'Outre-mer ou en tout autre pays et, généralement, tout ce qui a rapport à la fabrication, au commerce, à l'industrie, aux applications de tous liants hydrauliques et de tous matériaux de construction ainsi que de tous produits entrant dans cette fabrication ou de tous produits pouvant en dériver ;⊙ toutes études, recherches, expériences, essais intéressant ces applications, techniques et industries ;⊙ la recherche de tous brevets d'invention, la concession de la jouissance desdits brevets, le dépôt de toutes marques commerciales et la concession en jouissance ou autrement desdites marques ;⊙ la prise d'intérêts dans toutes entreprises civiles, commerciales, industrielles, mobilières ou immobilières, soit par souscription ou achat de titres ou droits sociaux, création de sociétés nouvelles, apport, soit encore par association ou alliance, prise de commandite et octroi d'avances et de crédit ;⊙ plus généralement, toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières se rattachant, directement ou indirectement, aux activités ci-dessus énoncées ou susceptibles de favoriser le développement de la société.
Documents juridiques	Les statuts, procès-verbaux d'assemblées, rapports des Commissaires aux Comptes, etc. peuvent être consultés au siège social, 5 Place de la Pyramide - 92800 Puteaux
Exercice social	du 1 ^{er} janvier au 31 décembre

Répartition des bénéfices

(art. 34 des Statuts)

Sur le bénéfice de l'exercice, diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est effectué le prélèvement destiné à constituer le fonds de réserve légale qui doit être au moins égal au minimum obligatoire.

Le solde augmenté, le cas échéant, des reports bénéficiaires, constitue le bénéfice distribuable sur lequel il est prélevé successivement :

- ⊖ la somme nécessaire pour distribuer, à titre de premier dividende, un montant égal à 5 % du montant nominal libéré et non amorti du capital social ;
- ⊖ toutes sommes que l'Assemblée Générale juge convenable de fixer pour être affectées à tous comptes de réserves spéciales ou générales ;
- ⊖ la somme nécessaire pour, le cas échéant, distribuer un dividende complémentaire à toutes les actions existantes.

Le solde, s'il en existe, est reporté à nouveau sur l'exercice suivant.

L'Assemblée Générale a la faculté d'accorder à chaque actionnaire, pour tout ou partie du dividende ou de l'acompte sur dividende mis en distribution, une option entre le paiement de ce dividende ou de cet acompte en numéraire ou en actions, dans les conditions et modalités fixées par la loi.

Assemblées Générales

(art. 27 et 28 des Statuts)

Les Assemblées Générales sont convoquées et délibèrent dans les conditions prévues par la loi. Les réunions ont lieu aux jour, heure et lieu indiqués sur l'avis de convocation.

Tout actionnaire peut participer personnellement ou par mandataire aux Assemblées s'il est justifié, dans les conditions légales, de l'enregistrement comptable de ses titres à son nom ou à celui de l'intermédiaire inscrit pour son compte au troisième jour ouvré précédant l'Assemblée à zéro heure, heure de Paris, soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la société, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité.

Lorsque le vote est exprimé par correspondance, il n'est tenu compte que des formules parvenues à la société trois jours au moins avant la date de l'Assemblée.

Lors de l'Assemblée, l'assistance personnelle de l'actionnaire annule toute procuration ou vote par correspondance.

En cas de conflit entre les deux modes de participation, la procuration prime le vote par correspondance, quelle que soit la date respective de leur émission, sous réserve des votes exprimés dans le formulaire de vote par correspondance.

Actions

(art. 7 des Statuts)

Les actions entièrement libérées sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire. La société peut, à tout moment, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, demander à l'organisme chargé de la compensation des titres des renseignements relatifs aux titres conférant immédiatement ou à terme le droit de vote dans les Assemblées Générales ainsi qu'aux détenteurs desdits titres.

Droits de vote
(art. 28 des Statuts)

Chaque actionnaire a autant de voix qu'il possède ou représente d'actions. Toutefois, un droit de vote double de celui conféré aux actions au porteur est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative, depuis deux ans au moins, au nom du même actionnaire, à la fin de l'année civile précédant la date de réunion de l'Assemblée considérée. Ce droit de vote double a été instauré par l'Assemblée Générale du 16 juillet 1968.

En outre, en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission ou d'apport, le droit de vote double est également conféré, dès leur émission, aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire, à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit.

Ce droit de vote double cesse de plein droit d'être attaché à toute action ayant fait l'objet d'une conversion au porteur ou d'un transfert en propriété.

Néanmoins, conservera le droit acquis ou n'interrompra pas le délai de deux ans ci-dessus fixé tout transfert du nominatif au nominatif par suite de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de donation entre vifs au profit d'un conjoint ou d'un parent au degré successible.

Au 31 décembre 2007, le nombre d'actions à droit de vote double s'élève à 29 195 147.

Franchissement de seuils statutaires
(art. 8 des Statuts)

Tout actionnaire, agissant seul ou de concert, qui vient à posséder ou à céder un nombre d'actions représentant plus de 2,5 % ou un multiple de 2,5 % du capital social ou des droits de vote, est tenu d'informer la société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans un délai de quinze jours, étant toutefois précisé que pour les seuils de 5 %, 10 %, 15 %, 20 %, 25 %, 33,33 %, 50 %, 66,66 %, 90 % et 95 %, le délai est réduit à cinq jours de Bourse.

Les actions, correspondant à la fraction qui aurait dû être déclarée et qui ne l'a pas été, sont privées du droit de vote dans les conditions prévues par la loi.

Capital social
(art. 6 des Statuts)

Le capital social s'élève à 150 738 536 euros au 31 décembre 2007, il est divisé en 37 684 634 actions de 4 euros chacune.

Capital autorisé

Le capital au 1^{er} janvier 2008 peut être augmenté de 197 405 actions par levée des options de souscription consenties au personnel.
Au titre de l'autorisation du 11 avril 2006, il reste 833 600 options pouvant encore être attribuées.

À part les options mentionnées, il n'existe pas d'autres titres donnant accès au capital. Des informations relatives aux plans de souscription ou d'achat d'actions sont données dans l'annexe aux comptes consolidés (note 26 et en partie 8.6 de ce document).

Par ailleurs, l'Assemblée Générale mixte du 16 avril 2007 a délégué au Conseil d'Administration, pour une durée de 26 mois, la compétence de décider une ou plusieurs augmentations de capital, jusqu'à concurrence d'un montant nominal de 100 millions d'euros, soit par émission d'actions ou d'autres valeurs mobilières donnant accès au capital avec droit préférentiel de souscription, soit par incorporation de primes, réserves, bénéfices avec possibilité d'augmenter le montant de l'émission (12^{ème} et 13^{ème} résolutions).

Le Conseil d'Administration n'a pas utilisé cette délégation en 2007.

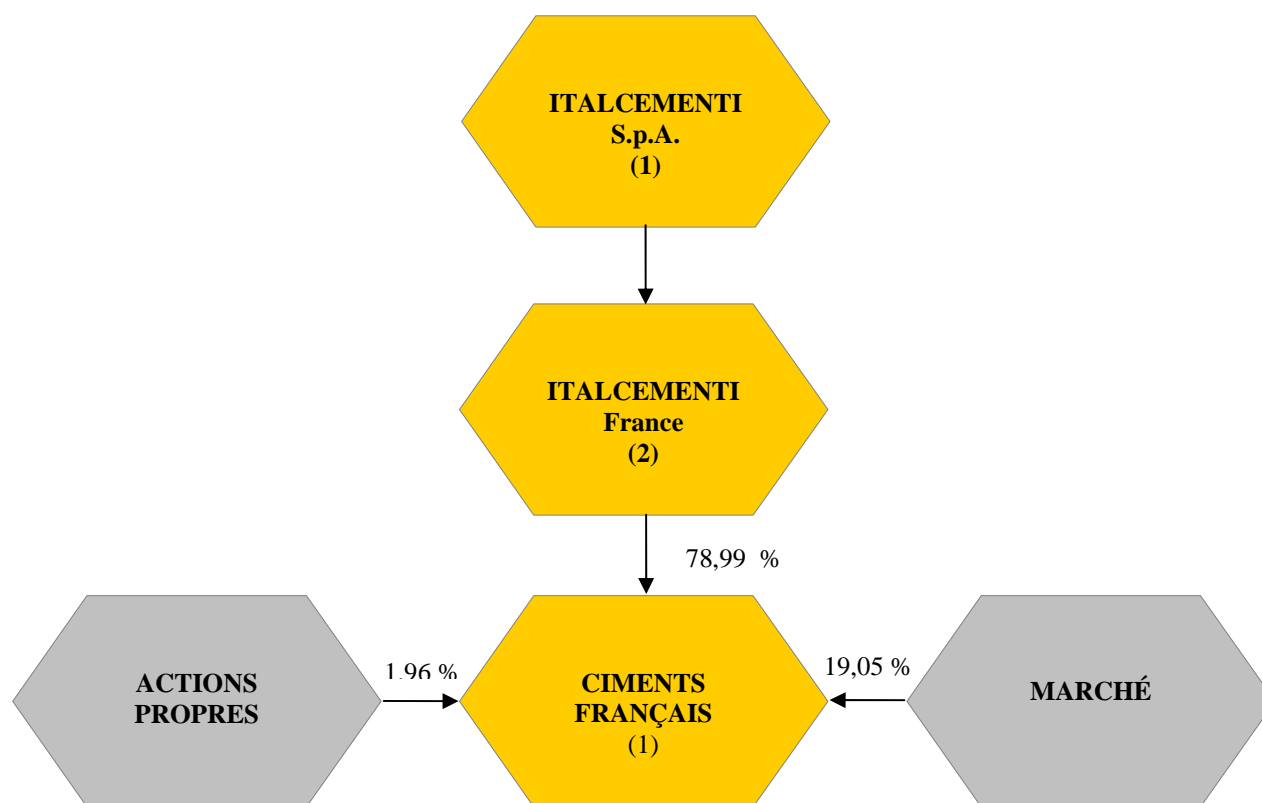
Nombre d'actionnaires	Lors de la dernière Assemblée Générale mixte du 16 avril 2007, le nombre d'actionnaires présents, représentés ou votant par correspondance était de 705 personnes détenant 83,5 % du capital social.
Actionnaires ou groupe d'actionnaires contrôlant plus de 2,5 % du capital social	<p>Les membres du Conseil d'Administration au 31 décembre 2007 détiennent 78,76 % du capital social et 89,02 % des droits de vote.</p> <p>Le pourcentage du capital détenu par le personnel n'est pas significatif. Au 31 décembre 2007, le fonds commun de placement du personnel Ciments Français détient 4 320 actions de Ciments Français, soit 0,01 % du capital social (voir tableaux synoptiques en partie 9.3 « Composition de l'actionnariat Ciments Français »).</p>

9.2 ÉVOLUTION DU CAPITAL SOCIAL ET DES PRIMES D'ÉMISSION

	MOUVEMENTS DE TITRES					CAPITAL <i>(en euros)</i>			PRIMES D'ÉMISSION, DE FUSION, D'APPORT <i>(en euros)</i>		
	Ouverture	Options de souscription d'actions	Annulation d'actions	Mouvements	Clôture	Ouverture	Mouvements	Clôture	Ouverture	Mouvements	Clôture
2003	38 095 227	69 910	-	69 910	38 165 137	152 380 908	279 640	152 660 548	914 947 059	2 073 545	917 020 604
2004	38 165 137	119 987	-	119 987	38 285 124	152 660 548	479 948	153 140 496	917 020 604	5 682 944	922 703 549
2005	38 285 124	174 345	-	174 345	38 459 469	153 140 496	697 380	153 837 876	922 703 549	8 476 723	931 180 272
2006	38 459 469	141 151	245 314	(104 163)	38 355 306	153 837 876	(416 652)	153 421 224	931 180 272	6 439 661	937 619 933
2007	38 355 306	90 572	761 244	(670 672)	37 684 634	153 421 224	(2 682 688)	150 738 536	937 619 933	3 961 719	941 581 652

9.3 COMPOSITION DE L'ACTIONNARIAT CIMENTS FRANÇAIS

9.3.1 ORGANIGRAMME SIMPLIFIÉ DE L'ACTIONNARIAT CIMENTS FRANÇAIS AU 29 FÉVRIER 2008



(1) cotée en Bourse

(2) non cotée en Bourse

9.3.2 ÉVOLUTION DU POURCENTAGE DE DÉTENTION DU CAPITAL DE CIMENTS FRANÇAIS

	Au 29 février 2008	Au 31 décembre 2007	Au 31 décembre 2006	Au 31 décembre 2005
Italcementi France	78,99 %	78,62 %	76,04 %	75,76 %
Autres sociétés du Groupe Italcementi	NS	NS	NS	NS
Mandataires sociaux (personnes physiques)	0,14 %	0,14 %	0,14 %	0,06 %
Total mandataires sociaux	79,13 %	78,76 %	76,18 %	75,82 %
Actions propres	1,96 %	2,06 %	1,17 %	1,07 %
Actionnariat salarié ⁽¹⁾	0,01 %	0,01 %	0,01 %	0,02 %
Public	18,90 %	19,17 %	22,64 %	23,09 %
TOTAL	100 %	100 %	100 %	100 %

(1) Fonds commun de placement du personnel de Ciments Français.

9.3.3 RÉPARTITION DU CAPITAL DE CIMENTS FRANÇAIS ET DES DROITS DE VOTE ASSOCIÉS AU 31 DÉCEMBRE 2007

	Italcementi Group (1)	Public	Actions propres	TOTAL actions
% intérêt				
Actions nominatives	29 607 250	126 612	775 755	30 509 617
Actions au porteur	21 814	7 153 203		7 175 017
Total actions (toutes de même catégorie)	29 629 064	7 279 815	775 755	37 684 634
TOTAL % intérêt	78,62 %	19,32 %	2,06 %	100 %
Au 31 décembre 2006	76,04 %	22,79 %	1,17 %	100 %
Au 31 décembre 2005	75,76 %	23,17 %	1,07 %	100 %
% droits de vote				
Actions nominatives ⁽²⁾	58 745 687	183 322	-	58 929 009
Actions au porteur	21 814	7 153 203	-	7 175 017
Total droits de vote	58 767 501	7 336 525	-	66 104 026
TOTAL % droits de vote	88,90 %	11,10 %	-	100 %
Au 31 décembre 2006	86,76 %	13,24 %	-	100 %
Au 31 décembre 2005	86,54 %	13,46 %	-	100 %

(1) Au 29 février 2008, Italcementi Group détient 29 768 374 actions représentant 78,99 % du capital et 89,06 % des droits de vote.

(2) Le nombre d'actions à droit de vote double s'élève à 29 195 147.

9.3.4 AUTRES INFORMATIONS

Les actions Ciments Français inscrites au nominatif pur n'ont pas fait l'objet de nantissement.

9.4 INFORMATIONS CONCERNANT ITALCEMENTI GROUP, ACTIONNAIRE MAJORITAIRE DE CIMENTS FRANÇAIS

Italcementi a, traditionnellement, été le premier producteur de ciment en Italie. Depuis l'acquisition d'une partie importante de Ciments Français en 1992, Italcementi est devenu l'un des principaux producteurs de ciment au niveau mondial.

9.4.1 ACTIONNARIAT

Italcementi est majoritairement détenu par Italmobiliare S.p.A. dont l'actionnaire principal est la famille Pesenti. Les deux sociétés sont cotées à la Bourse de Milan.

9.4.2 ACTIVITÉ

Ciment, béton prêt à l'emploi et granulats

La quasi totalité des activités internationales du Groupe est exercée par Ciments Français.

En Italie, la production de ciment est assurée par Italcementi. Les activités de granulats et de béton prêt à l'emploi y sont exploitées par la société Calcestruzzi, filiale à 100 % d'Italcementi qui est le premier producteur italien dans les deux secteurs. Le 29 janvier 2008, Calcestruzzi a été mise sous séquestre, à la suite de livraisons de produits, non conformes aux demandes clients, effectuées par trois centrales à béton en Sicile. Les autorités judiciaires ont justifié cette mesure par la présomption de livraisons non conformes d'autres centrales à béton Calcestruzzi en Italie.

Les usines et implantations d'Italcementi Group en Italie comprennent 18 cimenteries, 9 centres de broyage, 41 carrières de granulats et 244 centrales à béton.

Les usines sont situées dans toute l'Italie. Leurs positions, près des principaux centres de consommation, leur donnent un avantage compétitif (coûts de transport minimisés) tout en offrant un service efficace et de proximité aux clients.

Effectifs

Au 31 décembre 2007, Italcementi Group compte 23 706 personnes (y compris les effectifs de Ciments Français).

9.4.3 VENTES CONSOLIDÉES

En 2007, les ventes consolidées d'Italcementi Group (y compris les ventes de Ciments Français) se sont élevées à 6 000,9 millions d'euros dont 67 % pour le ciment et 33 % pour les granulats, le béton prêt à l'emploi et les autres activités.

Réalisant près de 70 % du chiffre d'affaires d'Italcementi Group, Ciments Français présente donc un intérêt stratégique certain pour Italcementi.

La répartition des ventes par zone géographique d'Italcementi Group est la suivante :

Pays	Pourcentage des ventes consolidées*		
	2007	2006	2005
Italie	23,8	26,6	28,8
France	26,1	25,0	26,2
Autres pays Union européenne	10,0	10,1	10,4
Amérique du Nord	10,1	11,3	12,1
Bassin méditerranéen	19,5	17,6	15,2
Asie	6,9	5,8	4,8
Autres	3,6	3,6	2,5
TOTAL	100 %	100 %	100 %

* Exprimées après élimination des opérations internes au Groupe.

La répartition des ventes par secteur d'activité se présente comme suit :

Secteur d'activité	Pourcentage des ventes consolidées*		
	2007	2006	2005
Ciment et clinker	66,7	65,7	63,2
Granulats et BPE	28,9	29,9	32,4
Autres	4,4	4,4	4,4
TOTAL	100 %	100 %	100 %

* Exprimées après élimination des opérations internes au Groupe.

9.4.4 CHIFFRES CLÉS CONSOLIDÉS 2007

(en millions d'euros)	
Chiffre d'affaires	6 000,9
Résultat brut d'exploitation courant	1 403,9
Résultat brut d'exploitation	1 405,1
Résultat d'exploitation	956,0
Résultat net, Part du Groupe	423,9
Effectifs (nombre)	23 706

9.4.5 SYNERGIES AVEC CIMENTS FRANÇAIS

Avant l'acquisition de Ciments Français, Italcementi était essentiellement un Groupe national détenant un tiers du marché italien du ciment. De ce fait, Ciments Français, avec ses larges diversifications géographiques, offrait un excellent complément aux opérations d'Italcementi.

En 1997, l'identité corporate Italcementi Group a été adoptée par l'ensemble des sociétés du Groupe. Le logo, représenté par une spirale, symbolise le dynamisme du Groupe et le mouvement de rotation caractéristique de ses métiers : fours, broyeurs, bétonnières. La couleur "orange gold" a été choisie pour rappeler les origines méditerranéennes du Groupe et les rapports étroits qu'il entretient avec le secteur du BTP.

Après une première phase d'intégration entre Italcementi Group et Ciments Français, l'année 2000 a été marquée par la création d'une structure intégrée visant à parfaire les activités opérationnelles, accélérer la croissance et créer une culture d'entreprise plus forte et partagée par l'organisation dans son ensemble.

Cette structure se fonde sur la création de responsabilités communes de leadership stratégique et opérationnel et de développement international, sur l'unification des fonctions centrales et sur la définition de responsabilités opérationnelles par zone géographique. La coordination des activités et le partage des principales fonctions se rapportant à la gestion et au développement sont assurés par des Comités qui comprennent les principaux directeurs du Groupe.

Dans le domaine de l'environnement, Italcementi Group a développé une approche long terme dans un cadre élargi au développement durable avec l'adhésion au « World Business Council for Sustainable Development » (WBCSD). Après la réalisation d'une étude indépendante sur l'industrie du ciment au niveau mondial, un plan d'action commun a été signé au mois de juillet 2002 par les dix premiers groupes cimentiers du monde regroupés au sein de « Cement Sustainability Initiative » (ou CSI) dont Italcementi représenté par Carlo Pesenti est co-président. L'objectif de cette initiative consiste à :

- ⊙ Analyser le sens du développement durable pour les participants et l'industrie du ciment.
- ⊙ Identifier et favoriser les actions individuelles et collectives afin d'accélérer la progression vers le développement durable.
- ⊙ Fournir un cadre pour la participation d'autres producteurs de ciment et l'implication de tiers.

Un programme d'actions individuelles a été défini à partir de projets communs ; un rapport final a été publié dans le courant de l'année 2007.

9.5 CONSULTATION DES DOCUMENTS

Les statuts de la société, le présent rapport annuel, ainsi que ceux des deux exercices précédents sont disponibles sur le site internet <http://www.cimfra.com>, comme au siège social conformément aux dispositions légales.

9.6 CONTRATS IMPORTANTS

À ce jour, Ciments Français n'a pas conclu de contrat important conférant une obligation ou un engagement important pour l'ensemble du Groupe, autres que ceux conclus dans le cadre normal des affaires.

9.7 CHANGEMENT SIGNIFICATIF DE LA SITUATION FINANCIÈRE OU COMMERCIALE

Aucun changement significatif de la situation financière ou commerciale de la société n'est survenu depuis la clôture de l'exercice 2007.

Dixième partie

RESPONSABLES DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE ET DU CONTRÔLE DES COMPTES

Pages

10.1	DÉCLARATION DU RESPONSABLE DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE	219
10.2	IDENTITÉ DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	219

10. RESPONSABLES DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE ET DU CONTRÔLE DES COMPTES

10.1 DÉCLARATION DU RESPONSABLE DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent document de référence sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et le rapport de gestion (voir partie 4) présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans le présent document de référence ainsi qu'à la lecture d'ensemble de ce document.

La Défense, le 27 mars 2008

Le Président-Directeur Général

Yves René NANOT

10.2 IDENTITÉ DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Commissaires titulaires	Date de nomination	Date de premier mandat	Date d'expiration	Commissaires suppléants
KPMG Audit Patrick-Hubert PETIT Philippe GRANDCLERC 1, cours Valmy 92923 Paris la Défense Cedex	AGO du 16 avril 2007	AGO du 10 mai 1995	2013	SCP Jean-Claude ANDRÉ
ERNST & YOUNG Audit Jean-Yves JEGOUREL Tour Ernst & Young 11 allée de l'Arche 92037 Paris La Défense Cedex	AGO du 11 avril 2006	AGO du 29 mai 1974	2012	AUDITEX

Onzième partie

TABLEAU DE CORRESPONDANCE

	Page
11. TABLEAU DE CORRESPONDANCE	221

11. TABLEAU DE CORRESPONDANCE

Le présent tableau de correspondance permet d'identifier les informations de référence à inclure dans le rapport financier annuel déposé comme document de référence.

RUBRIQUES DE L'ANNEXE 1 DU RÈGLEMENT CE 809/2004	RAPPORT CIMENTS FRANÇAIS RUBRIQUE CORRESPONDANTE
1 PERSONNES RESPONSABLES	10.1 Déclaration du responsable du document de référence
2 CONTRÔLEURS LÉGAUX DES COMPTES 2.1 Nom et adresse des contrôleurs légaux 2.2 Démission des contrôleurs légaux	10.2 Identité des commissaires aux comptes Non applicable
3 INFORMATIONS FINANCIÈRES SÉLECTIONNÉES 3.1 Informations financières historiques sélectionnées 3.2 Informations financières sélectionnées pour des périodes intermédiaires	1.2 Chiffres clés Non applicable
4 FACTEURS DE RISQUE	3.7 Gestion des risques
5 INFORMATION SUR CIMENTS FRANÇAIS 5.1 Histoire et évolution de la société 5.2 Investissements	3.1 Historique 9.1 Renseignements généraux concernant l'émetteur 3.4 Investissements et dispositif industriel
6 APERÇU DES ACTIVITÉS 6.1 Principales activités 6.2 Principaux marchés 6.3 Événements exceptionnels 6.4 Dépendance de l'émetteur 6.5 Position concurrentielle	3.3.1 Les métiers du Groupe 3.3.2 Les marchés du Groupe Non applicable 3.3 Métiers et marchés du Groupe 3.3.2 § Marché et concurrence
7 ORGANIGRAMME 7.1 Description du Groupe 7.2 Liste des filiales importantes de Ciments Français	3.2 Structure générale du Groupe 5.2 Annexe aux comptes consolidés - note 36
8 PROPRIÉTÉS IMMOBILIÈRES, USINES ET ÉQUIPEMENTS 8.1 Immobilisations corporelles importantes existantes ou planifiées 8.2 Environnement	3.4 Investissements et dispositif industriel 3.4.1 § Contraintes environnementales 3.4.2 Investissements 3.7.3 Développement durable et risques industriels
9 EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DU RÉSULTAT 9.1 Situation financière 9.2 Résultat d'exploitation	4. Gestion du Groupe 4. Gestion du Groupe
10 TRÉSORERIE ET CAPITAUX	4.4 Investissements et financement 5.2 Annexe aux comptes consolidés - notes 18 et 34 3.4.3 Stratégie d'investissement (source de financement des investissements prévus) 3.7.4 Risques de marché, de crédit et de liquidité
11 RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT, BREVETS ET LICENCES	3.5 Centre Technique Groupe 4.6 Recherche, développement et assistance
12 INFORMATION SUR LES TENDANCES	4.5 Commentaires par pays 4.9 Événements postérieurs à la clôture 5.2 Annexe aux comptes consolidés - note 35 4.10 Stratégie et perspectives
13 PRÉVISIONS OU ESTIMATIONS DU BÉNÉFICE	Non applicable
14 ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DIRECTION GÉNÉRALE	8.1 Direction, administration et contrôle 8.2 Activités principales et mandats extérieurs exercés par les membres du conseil d'administration au cours des cinq dernières années 8.3 Examen de l'indépendance des administrateurs 8.9 Autres informations relatives au gouvernement d'entreprise
15 RÉMUNÉRATIONS ET AVANTAGES	8.5 Rémunération des organes d'administration et de direction 8.6 Plans d'options sur actions
16 FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION	7.2 Rapport du Président sur le fonctionnement du conseil d'administration et les procédures de contrôle interne 8.4 Fonctionnement du Conseil d'Administration et des comités

17	SALARIÉS 17.1 Nombre de salariés 17.2 Participation et stock options 17.3 Accords de participation des salariés dans le capital de Ciments Français	4.8 Ressources humaines 8.6 Plans d'options sur actions Non applicable
18	PRINCIPAUX ACTIONNAIRES	9.3 Composition de l'actionnariat de Ciments Français 9.4 Informations concernant Italcementi Group, actionnaire majoritaire de Ciments Français
19	OPÉRATIONS AVEC LES APPARENTÉS	5.2 Annexe aux comptes consolidés - note 33
20	INFORMATIONS FINANCIÈRES 20.1 Informations financières historiques 20.2 Informations financières pro forma 20.3 États financiers 20.4 Vérification des informations financières historiques annuelles 20.5 Dates des dernières informations financières 20.6 Informations financières intermédiaires et autres 20.7 Politique de distribution des dividendes 20.8 Procédures judiciaires et d'arbitrage 20.9 Changements significatifs de la situation financière	5. Comptes consolidés Non applicable 5. Comptes consolidés 7.3 Rapport des Commissaires aux Comptes Non applicable Non applicable 2.4 Politique de distribution des dividendes 3.7.5 Risques juridiques 9.7 Changements significatifs de la situation financière ou commerciale
21	INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES 21.1 Capital social 21.2 Acte constitutif et statuts	9.1 Renseignements généraux concernant l'émetteur 9.2 Évolution du capital social et des primes d'émission 9.1 Renseignements généraux concernant l'émetteur
22	CONTRATS IMPORTANTS	9.6 Contrats importants
23	INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS	Non applicable
24	DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC	9.5 Consultation de documents
25	INFORMATIONS SUR LES PARTICIPATIONS	6.5 Filiales et participations sur les 3 derniers exercices 6.6 Filiales et participations au 31 décembre 2007

En application de l'article 28 du règlement (CE n°809/2004) de la commission, les informations incorporées par référence sont :

- ⊙ Les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2006, les notes annexes et le rapport des Commissaires aux Comptes y afférent présentés en partie 5 « Comptes consolidés » et 7.3 « Rapports des Commissaires aux Comptes » du document de référence 2006 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 10 avril 2007 sous le numéro D.07-0300.
- ⊙ Les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2005, les notes annexes et le rapport des Commissaires aux Comptes y afférent présentés dans la partie « Comptes consolidés » du document de référence 2005 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 13 avril 2006 sous le numéro D.06-0270.
- ⊙ L'évolution de la situation financière, du résultat des opérations, des investissements et du financement, figurant dans le rapport de gestion, ainsi que la partie recherche et développement du document de référence 2006 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 10 avril 2007 sous le numéro D.07-0300.
- ⊙ L'évolution de la situation financière, du résultat des opérations, des investissements et du financement, figurant dans le rapport de gestion, ainsi que la partie recherche et développement du document de référence 2005 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 13 avril 2006 sous le numéro D.06-0270.